AUTOMNE 2022 | EB 98.1
DG COMM | UNITÉ DE SUIVI DE L'OPINION PUBLIQUE

PARLEMENT EUROPÉEN

EUROBAROMÈTRE

PARLEMÈTRE 2022

IMPRESSUM

Le rapport a été rédigé pour le Parlement européen par Kantar.

RESPONSABLE
Philipp SCHULMEISTER, chef d'unité

AUTEURS CONTRIBUTEURS
Dimitra Tsoulou MALAKOUDI (chef de projet), Monika ALPOEGGER, Matthias BÜTTNER, Yasser EL KOURA, Gonzalez VELASCO MONASTERIO, Verena ZIMMERMANN, Olaf ZÜHLKE

PRODUCTION
Katarzyna Oniszk

CONCEPTION GRAPHIQUE
Aleksandra BUDNIK

Manuscrit achevé en décembre 2022
Bruxelles, © Union européenne, 2022

À PROPOS DE L'ÉDITEUR
Ce document a été publié par l'unité de suivi de l'opinion publique au sein de la direction générale de la communication (DG COMM) du Parlement européen.
Pour contacter l'unité de suivi de l'opinion publique, veuillez écrire à l'adresse suivante: dgcommpom@europarl.europa.eu

VERSION LINGUISTIQUE
Original: FR

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ
Le présent document est préparé et destiné principalement aux députés et au personnel du Parlement européen afin de les assister dans leurs travaux parlementaires. Le contenu du document relève de la seule responsabilité de son(s) auteur(s) et toute opinion exprimée dans le présent document ne doit pas être considérée comme représentant une position officielle du Parlement.

Document préparé par Pierre Dieumegard pour Europe-Démocratie-Esperanto
L'objectif de ce document «provisoire» est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts). **Sans les traductions, les gens sont exclus du débat.**
Ce document «Parlemeter» n'était qu'en anglais dans un fichier pdf. A partir de ce fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont maintenant disponibles dans toutes les langues officielles.

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction de documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.
Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous:
Kontakto (europokune.eu)
https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE

Table des matières

DIX CLÉS À EMPORTER....4
RÉSUMÉ ANALYTIQUE....6
CONTEXTE....11
MÉTHODOLOGIE....17
I. DÉFIS POUR LES CITOYENS EUROPÉENS....20
1.1 Les préoccupations actuelles des citoyens....20
1.2 Attitudes à l'égard de l'avenir....29
II. LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE....41
2.1 Situation financière des ménages de l'UE....42
2.2 Perspectives futures....51
2.3 Satisfaction avec les mesures nationales et européennes en vigueur....57
III. SOUTIEN À L'UKRAINE....61
3.1 Approbation par les citoyens de la position et des actions de l'UE en faveur de l'Ukraine...61
3.2 Satisfaction avec la coopération des États membres....72
3.3 Peu de confiance dans le fait que la vie restera inchangée....75
IV. L'UE ET LE PE AUX YEUX DES CITOYENS....83
4.1 Rôle et perception du Parlement européen....83
4.2 Perception de l'UE....105
V. CHAUFFER: INTÉRÊT DES CITOYENS POUR L'UE ET LES PROCHAINES ÉLECTIONS EUROPÉENNES....128
5.1 Intérêt pour les affaires de l'UE....128
5.2. Élections européennes....146
CONCLUSIONS....161
SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES....162

DIX CLÉS À EMPORTER

1. L'HUMEUR POLYCRISE.
La hausse du coût de la vie est actuellement la préoccupation la plus pressante pour 93 % des Européens; la pauvreté et l'exclusion sociale suivent (82 %). Tant la propagation potentielle de la guerre en Ukraine à d'autres pays que l'urgence liée au changement climatique demeurent des préoccupations majeures pour 81 % des citoyens de l'UE.

2. LA PAIX EN TANT QUE CŒUR DE L'EUROPE (ET RAISON FONDATRICE).
Plus de soixante-dix ans après la déclaration Schuman, la paix est de retour comme le principal avantage perçu de l'adhésion à l'UE. 36 % des Européens affirment que la contribution de l'Union européenne au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité sont les principaux avantages de l'adhésion à l'UE, soit une augmentation de six points depuis l'automne 2021. Les Européens estiment également que l'UE facilite une meilleure coopération entre les États membres (35 %) et contribue à la croissance économique (30 %).

3. ENSEMBLE, NOUS NOUS TENONS DEBOUT.
Les citoyens européens continuent de soutenir de manière résiliente l'Ukraine. 74 % approuvent le soutien de l'UE à la suite de l'invasion de la Russie, en général, et 73 % sont favorables aux mesures concrètes prises, telles que les sanctions contre le gouvernement russe, ainsi que le soutien financier, militaire et humanitaire à l'Ukraine.

4. LA DÉMOCRATIE EST LA CLÉ.
La défense de la démocratie reste la valeur la plus importante (36 %) des citoyens de l'Union souhaitent que le Parlement européen se lève. La protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde (29 %), ainsi que la liberté d'expression et de pensée (28 %) suivent. La solidarité entre les États membres et les régions de l'UE est une autre valeur qui a été de plus en plus soulignée au fil du temps.

5. DES VENTS DE CHANGEMENT, MAIS NOUS SOMMES MEILLEURS ENSEMBLE.
Deux Européens sur trois (65 %) pensent que leur vie va changer à la suite de la guerre en Ukraine. Néanmoins, les majorités sont optimistes quant à l'avenir de l'UE (57 %) et expriment leur satisfaction quant à la coopération entre les États membres de l'UE tout au long du conflit jusqu'à présent (58 %).

6. LES CRISES ONT DES CONSÉQUENCES.
Près de la moitié de la population de l'UE interrogée (46 %) affirme que le niveau de vie personnel a déjà été affecté négativement en raison de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine et de la crise du coût de la vie. Deux ménages sur cinq (39 %) s'attendent à être touchés au cours de la prochaine année, tandis que 45 % des ménages européens déclarent avoir déjà des difficultés à vivre avec leur revenu actuel.

7. LUTTEZ D'ABORD CONTRE LA PAUVRETÉ.
Alors que l'inflation et les coûts de la vie augmentent, les citoyens souhaitent que le Parlement européen se concentre sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (37 %). La santé publique reste pertinente pour de nombreux citoyens (34 %), tout comme la poursuite de l'action contre le changement climatique (31 %). Soutenir l'économie et créer de nouveaux emplois (31 %) figure également en tête de liste.

8. L'UE FAIT PARTIE DE LA SOLUTION.

Les crises récentes renforcent le soutien des citoyens à l'Union européenne: 62 % considèrent l'adhésion à l'UE comme une «bonne chose» — l'un des résultats les plus élevés jamais enregistrés depuis 2007. Deux tiers (66 %) considèrent que l'adhésion de leur pays à l'UE est importante et 72 % estiment que leur pays en a bénéficié.

9. LA RÉPUTATION DE L'UE EST SOUS PRESSION.
Néanmoins, les citoyens attendent de l'UE qu'elle présente des solutions pour atténuer les effets aggraves des crises auxquelles nous sommes confrontés. Un soutien important à l'Union, en tant que tel, se poursuit, mais repose sur l'expérience acquise au cours des dernières années, selon laquelle l'UE trouverait des solutions pour faire face à de telles crises avec succès. La diminution de cinq points depuis le printemps 2022 (52 % à 47 %) des citoyens détenant une image positive de l'UE pourrait être considérée comme un avertissement que l'UE devrait effectivement donner prochainement.

10. ÉLECTIONS EUROPÉENNES À L'HORIZON.
Une majorité (54 %) exprime son intérêt pour les élections européennes de 2024, alors que 45 % disent ne pas le faire. Si les élections européennes devaient avoir lieu la semaine prochaine, 67 % voteraient probablement (donnant un score de 7 à 10 sur une échelle de 10 points).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La polycrise mondiale présente aux citoyens des défis multiples et profonds. L'enquête Eurobaromètre de l'automne 2022 les décrit clairement et démontre l'impact considérable de la crise du coût de la vie sur la vie quotidienne. Pourtant, malgré ces inquiétudes, le soutien à l'UE reste élevé. Dans l'ensemble de l'Union européenne, les citoyens demandent au Parlement européen de défendre la démocratie, de protéger les droits de l'homme et la liberté de pensée. Ils veulent également qu'il accorde la priorité à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, à la «santé publique», à «l'action contre le changement climatique» et au «soutien à l'économie».

L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA SIDÉRURGIE EN TANT QUE PRINCIPALE PRÉOCCUPATION

Parmi les nombreux problèmes, la hausse du coût de la vie est actuellement la plus urgente pour presque tous les répondants (93 %) dans cette enquête, pour tous les groupes d'âge, les sexes, les milieux éducatifs et socioprofessionnels. C'est aussi la question la plus urgente dans tous les États membres de l'UE sauf un, la Suède.

Indépendamment de l'impact sur le niveau de vie personnel, les Européens citent «l'augmentation du coût de la vie» comme leur principale préoccupation. Même ceux qui rencontrent (presque) aucune difficulté dans le paiement des factures sont préoccupés par le problème (91 %), comparativement à 96 % de ceux qui font face à des difficultés la plupart du temps.

Ce problème touche tous les États membres, la proportion de citoyens inquiets dépassant 90 % dans tous les pays à l'exception de l'Autriche (89 %), de la Slovénie (88 %), de la Roumanie (82 %), des Pays-Bas (81 %), du Danemark (77 %) et de la Suède (74 %).

La pauvreté et l'exclusion sociale sont tout à fait conformes à cette constatation, ce qui est également dans l'esprit des Européens (82 %). Pour ceux qui disent que leur niveau de vie personnel a déjà diminué, la pauvreté et l'exclusion sociale sont la deuxième plus grande inquiétude
(90 %). Elle est particulièrement répandue à Chypre (94 %) et dans les États membres les plus touchés par la crise de la zone euro, dont la Grèce (97 %), le Portugal (95 %), l'Espagne (93 %) et l'Italie (92 %).

«La propagation de la guerre en Ukraine à d'autres pays» est la troisième préoccupation la plus fréquemment exprimée (81 %). Les répondants à Malte (93 %), au Portugal (91 %), en Pologne (91 %) et en Lituanie (90 %) sont parmi les plus inquiets. Cette peur est particulièrement répandue chez les femmes et les générations plus âgées. Enfin, le changement climatique reste un problème majeur pour 81 % des citoyens de l'UE, mais — de manière significative — pas seulement chez les jeunes répondants. En fait, 81 % des personnes âgées de 55 ans et plus considèrent qu'il s'agit d'une préoccupation pour eux et leurs proches, même s'ils sont moins susceptibles de considérer qu'il s'agit d'une priorité principale du PE que les jeunes Européens. Les niveaux de préoccupation varient entre 44 % en Estonie et 93 % à Malte.

LE NIVEAU DE VIE EST FORTEMENT AFFECTÉ

En ce qui concerne la situation financière des citoyens, l'enquête montre que les retombées de la polycrise, y compris la guerre en Ukraine, la pandémie de COVID-19 et la hausse de l'inflation, se font de plus en plus sentir. Près de la moitié des citoyens de l'UE (46 %) déclarent que leur «niveau de vie a déjà été réduit», 39 % s'attendant à un impact au cours de la prochaine année, et seulement 14 % s'attendent à ne pas changer du tout.

Le niveau de vie des citoyens ayant un niveau d'instruction inférieur a déjà été affecté de manière significative (56 % contre 34 % de ceux qui étudient encore).

Il est important de noter que la part des citoyens déjà touchés varie considérablement d'un État membre à l'autre: Il est le plus bas en Suède (24 %) et en Finlande (27 %) et le plus

élevé à Chypre (70 %), en Grèce (66 %), à Malte (65 %) et en France (62 %). Pourtant, même dans les pays nordiques, où son impact actuel est limité, les majorités ressentent déjà une baisse du niveau de vie ou s'attendent à ce qu'elle se produise dans un avenir proche. 45 % des ménages européens affirment déjà rencontrer des difficultés, tandis que 54 % affirment qu'ils vivent encore confortablement. Là encore, il existe de fortes différences entre les pays, la proportion de personnes confrontées à des difficultés étant beaucoup plus faible dans des pays comme la Suède (13 %), le Danemark (13 %), la Finlande (16 %), les Pays-Bas (16 %) et le Luxembourg (19 %) par rapport à d'autres pays comme la Grèce (79 %) et la Bulgarie (75 %). Un autre indicateur révélateur des contraintes économiques croissantes est l'augmentation de la part des citoyens confrontés à des difficultés de facturation «la plupart du temps» ou «parfois», une augmentation de neuf points de pourcentage (30 % à 39 %) depuis l'automne 2021 et + 6 points de pourcentage depuis le printemps 2022.

En ce qui concerne les mesures prises pour faire face à la hausse du coût de la vie, un Européen sur trois est satisfait des mesures prises tant au niveau du gouvernement national qu'au niveau de l'UE. La satisfaction varie entre 66 % à Malte et 15 % en Estonie pour les mesures nationales et entre 55 % en Irlande et 13 % en Estonie pour les mesures de l'UE.

L'APPROBATION DU SOUTIEN DE L'UE À L'UKRAINE RESTE STABLE ET ÉLEVÉE

Un aperçu clé de l'enquête est le soutien continu et résilient des citoyens européens à l'Ukraine: 74 % des personnes interrogées approuvent le soutien de l'UE à la suite de l'invasion de la Russie, en général, et 73 % approuvent les «actions concrètes prises par l'Union européenne pour soutenir l'Ukraine», telles que les sanctions contre le gouvernement russe ainsi que le soutien financier, militaire et humanitaire à l'Ukraine. Dans tous les États membres, la proportion de personnes qui approuvent le soutien de l'UE est plus élevée que celles qui expriment leur désapprobation, avec les niveaux les plus élevés en Suède (97 %), en Finlande (95 %), aux Pays-Bas (93 %), au Portugal (92 %) et au Danemark (92 %).

Si l'on examine les corrélations potentielles entre le soutien public à l'Ukraine et les situations financières individuelles, un certain nombre de points de vue intéressants émergent: les citoyens des États membres dont le PIB par habitant est plus élevé sont plus susceptibles d'approuver le soutien de l'UE à l'Ukraine. D'autre part — et peut-être encore plus révélateur de la position de la majorité des citoyens européens sur cette question — l'approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine reste élevée quels que soient les taux d'inflation nationaux et les niveaux de chômage. Même une majorité de citoyens de l'UE confrontés à des difficultés financières soutiennent la position de l'UE vis-à-vis de l'Ukraine: 70 % des personnes dont le niveau de vie a diminué approuvent (contre 79 % des personnes dont le revenu n'a pas encore diminué et 73 % ne connaissent aucun changement/augmentation). Le soutien est également assez stable quels que soient le groupe d'âge, le sexe et l'affiliation politique.

Les efforts déployés par les États membres pour coordonner les réponses aux conséquences de l'invasion sont largement appréciés. 58 % des citoyens de l'UE sont satisfaits des niveaux de coopération entre les pays, alors que 37 % ne le sont pas. L'approbation est particulièrement élevée en Irlande (84 %), au Portugal (83 %), au Danemark (83 %), en Suède (81 %) et en Finlande (80 %). Les répondants en Grèce (34 %), à Chypre (40 %) et en Slovaquie (41 %) sont parmi les moins satisfaits. Parmi ceux qui sont satisfaits de la coopération des États membres visant à faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine, 68 % souhaitent que le Parlement joue un rôle plus important, tandis que ceux qui ont une image positive de l'UE et du PE sont également plus susceptibles d'être satisfaits des niveaux de coopération des États membres.

Compte tenu des sombres perspectives économiques en Europe et de l'inquiétude prédominante face à la hausse du coût de la vie, les citoyens estiment naturellement que «les choses ne vont pas dans la bonne

direction», ni dans leurs pays respectifs (62 %) ni dans l'UE (51 %). La plupart des Européens (65 %) ne sont pas non plus convaincus que leur vie se poursuivra tel qu'ils sont. Dans les pays où le PIB par habitant est plus faible, en particulier, les citoyens sont plus susceptibles de penser que leur vie pourrait changer. Par exemple, en Grèce, seulement 10 % sont convaincus que leur vie restera la même, alors que la moitié des personnes interrogées en Irlande ont confiance en cela. Les citoyens qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps, en général, expriment moins de confiance dans un avenir stable: seuls 21 % sont confiants, contre 35 % parmi ceux qui (presque) ne les rencontrent jamais. Les premiers sont également plus susceptibles de penser que les choses vont dans la mauvaise direction dans leur vie personnelle et sont moins optimistes quant à l'avenir de l'UE dans son ensemble. Mais même ceux qui vivent confortablement croient surtout que leur vie peut changer (59 %). Malgré cela, une majorité d'Européens (57 %) restent optimistes quant à l'avenir de l'UE. Les perspectives les plus optimistes sont exprimées par les répondants irlandais (84 %) et danois (81 %). C'est également le cas des jeunes Européens.

LA PERCEPTION DE L'UE ET DU PARLEMENT EUROPÉEN RESTE GLOBALEMENT POSITIVE

La perception de l'UE est positive parmi 47 % des Européens, neutre pour 38 % et négative pour 14 %. Après avoir obtenu des résultats records dans l'enquête du printemps 2022, l'image positive de l'UE est revenue aux niveaux 2020 et 2021. Dans la plupart des États membres, une majorité détient une image positive de l'UE, à quelques exceptions près où une opinion neutre est prédominante. Une image négative de l'UE est le point de vue minoritaire dans tous les pays européens. Des conclusions similaires peuvent être tirées en ce qui concerne l'image du PE. Il s'est constamment amélioré au cours des dernières années, et surtout depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19, qui a culminé à 39 % dans l'enquête du printemps 2022. À l'automne 2022, l'image positive du Parlement européen est revenue aux niveaux 2020 et 2021 à 36 %. Le résultat est le plus élevé à Malte (62 %), en Irlande (58 %) et en Suède (53 %) et le plus bas en Grèce (27 %), en Estonie (27 %), en Slovénie (26 %) et en France (22 %), où «neutre» est la réponse la plus mentionnée. Une majorité d'Européens aimeraient voir le Parlement européen jouer un rôle plus important (55 %, -3 pp par rapport au printemps 2022 et à l'automne 2021). C'est la réponse la plus populaire dans 23 États membres, avec les parts les plus élevées à Chypre (87 %), en Grèce (75 %) et en Espagne (75 %). Les Européens qui sont, en général, plus positifs à l'égard de l'UE et du Parlement européen veulent également que le Parlement joue un rôle plus important, comme c'est le cas pour les citoyens qui ont voté lors des précédentes élections européennes, nationales ou locales.

Encore plus pertinente dans le contexte géopolitique actuel, la perception que l'adhésion à l'UE est une «bonne chose» reste élevée (62 %, -3 pp) et continue de rester autour de ses niveaux les plus élevés depuis 2007. La plupart des citoyens de tous les pays, à l'exception de la Grèce et de la Slovaquie — où une perception plus neutre est prédominante — considèrent l'identité de leur pays de l'UE comme une «bonne chose». Les pourcentages les plus élevés se situent au Luxembourg (90 %) et en Irlande (83 %), tandis que la Lituanie (+ 17 pp), Malte (+ 17 pp), la Finlande (+ 6 pp) et la Slovaquie (+ 5 pp) enregistrent les plus fortes augmentations par rapport à l'automne 2021.

En plus de la perception que l'adhésion à l'UE est une «bonne chose», les deux tiers des Européens (66 %) considèrent également que l'adhésion de leur pays à l'UE est «importante». Une très forte proportion d'Européens (72 %) diraient également que leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE. Cet indicateur n'a pas changé depuis l'automne 2021, ce qui confirme les signes de résilience globale de la population de l'UE. C'est également le point de vue majoritaire dans tous les États membres, avec des proportions supérieures à 90 % à Malte (95 %), en Irlande (92 %), en Lituanie (91 %) et au Luxembourg (91 %). Ce résultat est resté relativement stable dans la plupart des pays, avec les augmentations les plus significatives observées à Malte (+ 6 pp), en Finlande (+ 6 pp) et en Suède (+ 4 pp). Les jeunes

répondants, les électeurs réguliers ainsi que les citoyens qui pensent qu'il est important de voter sont plus susceptibles de dire que leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE.

Un autre point de vue important étant donné le contexte actuel, les répondants font de la contribution de l'UE au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité (36 %) la principale raison pour laquelle leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE. Les résultats pour cet indicateur ont augmenté de 6 points depuis octobre/novembre 2021, le plus important observé parmi les points posés dans cette question. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Lettonie (+ 16 pp), en Lituanie (+ 15 pp), aux Pays-Bas (+ 13 pp), en Estonie (+ 12 pp), à Malte (+ 11 pp) et en Pologne (+ 11 pp). Cela indique l'effet que peut avoir la guerre russe contre l'Ukraine. Parmi les autres raisons qui ressortent, on peut citer la coopération entre les pays de l'UE (35 %, + 3 pp) et la contribution de l'UE à la croissance économique du pays concerné (30 %, =). Il est intéressant de noter que ces derniers enregistrent les plus fortes augmentations dans les pays où les répondants signalent le plus de difficultés financières, comme en Bulgarie (+ 7 pp), en Grèce (+ 7 pp), à Chypre (+ 5 pp) ou en Slovaquie (+ 5 pp), ce qui indique un renforcement supplémentaire de l'argument selon lequel les citoyens considèrent l'UE comme une partie de la solution face à des difficultés croissantes.

En ce qui concerne les valeurs que les Européens veulent que le Parlement européen défende, la démocratie (36 %, -2 pp depuis le printemps 2022), la protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde (29 %, + 2 pp) et la liberté d'expression et de pensée (28 %, + 1 pp) constituent les trois premières au niveau de l'UE. Ces valeurs ont été régulièrement mentionnées depuis l'automne 2021, soulignant le message fort que les citoyens envoient à l'égard de leurs attentes vis-à-vis du Parlement européen. La démocratie en tant que valeur qui exige la sauvegarde est plus susceptible d'être mentionnée par les Européens qui «ont une image positive» de l'UE et du Parlement européen, et souhaitent que le rôle de ce dernier soit plus important. Ce segment pense positivement à l'adhésion à l'UE et est d'avis que le vote aux élections européennes est important.

Les priorités politiques exprimées pour le Parlement européen témoignent également du contexte politique global: Une fois de plus, après le printemps 2022, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'élève à 37 % (-1 pp depuis le printemps 2022), suivie par la «santé publique» (34 %, -1 pp), l'action contre le changement climatique (31 %, =) et le soutien à l'économie et à la création de nouveaux emplois (31 %, + 1 pp). La lutte contre la pauvreté est une priorité plus élevée pour les répondants ayant un niveau d'éducation inférieur et qui font face à de plus grandes difficultés financières. La lutte contre le changement climatique reste, comme on l'a observé dans les enquêtes précédentes, plus susceptible d'être une priorité pour les jeunes répondants et les étudiants. La santé publique (42 % à 34 %) ainsi que la migration et l'asile (23 % à 11 %) sont devenues moins importantes aujourd'hui par rapport à l'automne 2021.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES À L'HORIZON

Menée un an et demi avant les élections européennes de mai 2024, l'enquête Eurobaromètre d'automne 2022 du Parlement européen examine également l'attitude des citoyens européens à l'égard de ces dernières. Les élections européennes de 2024 restent importantes et nettement plus importantes par rapport à la même période avant les élections de 2019.

Le vote aux élections européennes revêt une grande importance pour 46 % des Européens, une importance moyenne pour 39 % et une faible importance pour 14 %. Il est considéré comme un devoir civique clé (note 10) pour près d'un quart des répondants (24 %). Comparer et contraster avec les résultats un an et demi avant les élections européennes de 2019 montre que l'importance du vote aux élections européennes a augmenté de 4 points, passant de 42 % à l'automne 2017 à 46 % à l'automne 2022, avec quelques variations significatives dans un certain nombre de pays. Les augmentations les plus élevées sont enregistrées au Portugal (+ 19 pp), en Grèce

(+ 17 pp), en Croatie (+ 17 pp) et en Tchéquie (+ 14 pp). Les proportions ont diminué — à un degré beaucoup plus faible — en Bulgarie (-5 pp), en Allemagne (-4 pp), en France (-4 pp) et en Lituanie (-4 pp). Plus de la moitié des citoyens (54 %) sont intéressés par les élections européennes de 2024, tandis que 45 % disent ne pas le faire, au même niveau qu'à l'automne 2017, alors que l'intérêt s'élevait à 55 %. Depuis lors, il a considérablement varié dans la plupart des pays: en Grèce (+ 14 pp), en Croatie et au Portugal (+ 9 pp dans les deux pays), les plus fortes baisses ont été observées en Finlande (-14 pp), en Estonie (-13 pp) et aux Pays-Bas (-13 pp). Enfin, si la probabilité de voter aux prochaines élections européennes a légèrement diminué depuis le printemps 2022, elle reste globalement élevée à 67 % au niveau de l'UE. La probabilité de voter varie de 49 % en Estonie et 51 % à Chypre à plus de huit sur dix en Suède (85 %), aux Pays-Bas (83 %) et au Danemark (82 %).

CONTEXTE

Travail sur le terrain

Le travail sur le terrain de l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2022 du Parlement européen a été réalisé par Kantar Public entre le 12 octobre et le 7 novembre dans les 27 États membres de l'UE. Pour interpréter correctement les résultats de l'enquête, il est essentiel de prendre en considération le contexte politique et sociétal au moment du travail sur le terrain. Tous les résultats nationaux pour les questions posées dans cette enquête — et dans le prolongement des résultats moyens européens — doivent être vus à la lumière de la situation et du débat public au moment du travail sur le terrain.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine

Le discours public au moment du travail sur le terrain a été dominé par la guerre en Ukraine, qui a commencé le 24 février 2022 lorsque le président russe Vladimir Poutine a ordonné à ses troupes d'envahir l'Ukraine. Juste au début du travail sur le terrain, la Russie **a intensifié ses attaques de missiles et de drones** sur la capitale Kiev et d'autres grandes villes. Cela a eu lieu après que Vladimir Poutine a accusé l'Ukraine d'attaquer un pont reliant la Crimée à la Russie continentale. Les lourdes frappes aériennes à Kiev, Kharkiv, Lviv et d'autres villes ukrainiennes ont causé la mort et la destruction, de nombreuses villes et villages à travers l'Ukraine restant sans chauffage, électricité et eau, les attaques **ciblant souvent des infrastructures civiles vitales**. Au cours de la période de travail sur le terrain, les appels concernant la création **d'un tribunal spécial pour les crimes de guerre** ont augmenté, compte tenu des attaques délibérées contre les civils et les infrastructures civiles ainsi que des preuves croissantes d'autres crimes de guerre.

Depuis le début de la guerre d'agression de la Russie, l' **UE a apporté un soutien humanitaire, politique, financier et militaire à l'Ukraine**. L'UE s'est mise d'accord très rapidement sur plusieurs paquets de sanctions contre la Russie en réponse à l'invasion[1] qui comprenait un embargo sur le charbon russe et l'arrêt de certaines banques russes de SWIFT, un système de paiement international. Le 6 octobre, les dirigeants de l'UE se sont mis d'accord sur le **huitième paquet de sanctions**, en réponse aux escalades continues de la Russie, y compris l'annexion illégale des régions ukrainiennes de Donetsk, Louhansk, Zaporizhzhia et Kherson sur la base de «référendaires», mobilisant des troupes supplémentaires et émettant des menaces nucléaires ouvertes. Le huitième paquet a introduit, entre autres, de nouvelles interdictions d'exportation et d'importation, visant à priver l'armée et l'industrie russe des composants et technologies clés nécessaires pour mener sa guerre sur le territoire ukrainien. L'ensemble de mesures a également jeté les bases du cadre juridique requis pour mettre en œuvre le plafonnement des prix du pétrole prévu par le G7.[2] En outre, au moment des travaux sur le terrain, la Pologne, les États baltes et l'Irlande avaient déjà proposé un neuvième paquet de sanctions contre Moscou, y compris des restrictions imposées au Bélarus pour soutenir les efforts de guerre de la Russie.

Depuis le début de la guerre, **Team Europe** (composée de l'Union européenne, des États membres de l'UE — y compris leurs agences de mise en œuvre et les banques publiques de développement — ainsi que la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne

1 https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-adopted-following-russias-military-aggression-against-ukraine_en
2 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_5989

pour la reconstruction et le développement) **a mobilisé 19,7 milliards d'euros de soutien financier à l'Ukraine**.

Une grande partie du soutien prend la forme d'une assistance macrofinancière. En outre, les travaux sur une approche plus stratégique et plus prévisible du soutien financier de l'UE à l'Ukraine en 2023 se sont poursuivis au cours des travaux sur le terrain. À la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2022, la Commission a proposé un train de mesures de soutien à l'Ukraine d'un montant de 18 milliards d'euros pour 2023.[3] Le 25 octobre, le président de la CE, Von der Leyen, et le chancelier allemand Scholz ont ouvert la conférence internationale d'experts sur le redressement de l'Ukraine à Berlin pour discuter de l'aide à long terme avec les donateurs internationaux.[4] En mars 2022, l'UE a activé la **directive sur la protection temporaire**[5] en aidant les personnes fuyant la guerre. Depuis lors, les réfugiés ukrainiens ont droit à un permis de séjour ainsi qu'à l'accès à l'éducation et au marché du travail. Cette protection temporaire a été prolongée en octobre et est maintenant valide jusqu'en mars 2024.

Au cours de la période de travail sur le terrain, les pays de l'UE ont convenu de former conjointement 15 000 soldats ukrainiens sur le sol européen pour répondre aux **besoins urgents de l'Ukraine en matière de formation militaire** et pour permettre au pays de défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. En outre, des mesures d'aide au titre de la facilité européenne pour la paix (FEP) d'un montant de 16 millions d'euros pour soutenir le renforcement des capacités des forces armées ukrainiennes ont été approuvées.[6] Vers la fin de la période de travail sur le terrain, les autorités russes ont émis des avertissements que l'Ukraine serait prête à lancer une «bombe sale» que certains analystes ont interprété comme la Russie préparant le terrain pour de nouvelles escalades de la guerre.

La guerre d'agression de la Russie a également déclenché des perturbations de la production agricole, des chaînes d'approvisionnement et du commerce qui ont conduit les prix mondiaux des aliments et des engrais à des niveaux sans précédent. Samedi 29 octobre, la Russie a annoncé qu'elle suspendrait sa participation à un accord antérieur sur les exportations de céréales, militarisant **la nourriture** dans sa guerre contre l'Ukraine. Cependant, le 2 novembre, les expéditions de céréales en provenance d'Ukraine ont repris après que la Russie ait accepté de rejoindre l'Initiative sur les céréales de la mer Noire soutenue par l'ONU, mettant fin à une impasse qui menaçait de relancer une crise alimentaire mondiale, car de nombreux pays dans le monde dépendent fortement des exportations de denrées alimentaires de l'Ukraine.

Le 19 octobre, le **Parlement européen a décerné au «peuple courageux d'Ukraine, représenté par son président, ses dirigeants élus et la société civile» le prix Sakharov 2022 pour la liberté de l'esprit**, un prix décerné chaque année par le Parlement européen pour honorer les individus et les organisations qui défendent les droits de l'homme et les libertés fondamentales.[7]

3 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_6699
4 https://www.consilium.europa.eu/media/59728/2022-10-2021-euco-conclusions-en.pdf
5 https://www.schengenvisainfo.com/news/eu-countries-start-implementing-temporary-protection-directive-for-ukrainians
6 https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-establishes-military-assistance-mission-support-ukrainian-armed-forces-and-endorses_en
7 https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20221017IPR43706/the-ukrainian-people-awarded-the-european-parliament-s-2022 sakharov-prize

Contexte économique

Les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ont renforcé l'inflation mondiale, selon les prévisions économiques de l'automne 2022 de la CE.[8] L'UE compte parmi les économies avancées les plus exposées, en raison de sa proximité géographique et de sa forte dépendance à l'égard des importations de gaz en provenance de Russie. La **crise de l'approvisionnement énergétique** s'ajoute à la pression inflationniste préexistante et aux goulets d'étranglement de la chaîne d' approvisionnement, notamment du fait de la pandémie de COVID-19 et de la politique chinoise de zéro COVID-19.

Tous ces facteurs érodent le **pouvoir d'achat des ménages et ont un impact sur la production**. Le climat économique a considérablement diminué. La**croissance devrait se contracter considérablement au tournant de l'année, plongeant plusieurs États membres dans la récession**, selon le rapport de prévision.

De même, le Fonds monétaire international (FMI) dans son rapport Perspectives de l'économie mondiale[9] souligne qu'il existe un **risque croissant pour l'économie mondiale de sombrer dans une récession l'année prochaine**. L'activité économique mondiale connaît un ralentissement plus large et plus marqué que prévu, avec des taux d'inflation plus élevés que ceux observés en plusieurs décennies. La crise du coût de la vie, le resserrement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion russe de l'Ukraine et la persistance de la pandémie de COVID-19 pèsent lourdement sur les perspectives. La croissance mondiale devrait ralentir, passant de 6,0 % en 2021 à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023. Il s'agit du profil de croissance le plus faible depuis 2001, à l'exception de la crise financière mondiale et de la phase aiguë de la pandémie de COVID-19. Le rapport du FMI indique en outre que le choc de la crise énergétique est structurel en Europe et qu'il est donc peu probable qu'il s'agisse d'un phénomène passable.

Le **taux d'inflation annuel de la zone euro était de 10,6 % en octobre 2022**, contre 9,9 % en septembre, selon les données publiées par Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne. En octobre, la contribution la plus élevée au taux d'inflation annuel de la zone euro provenait de l'énergie (+ 4,44 points de pourcentage (pp)), suivie de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (+ 2,74 pp). L'**inflation annuelle de l'Union européenne était de 11,5 % en octobre 2022**, contre 10,9 % en septembre. Un an plus tôt, le taux était de 4,4 %. Les taux annuels les plus bas ont été enregistrés en France (7,1 %), en Espagne (7,3 %) et à Malte (7,4 %). Les taux annuels les plus élevés ont été enregistrés en Estonie (22,5 %), en Lituanie (22,1 %) et en Hongrie (21,9 %).[10] Les effets de l'inflation se reflètent de plus en plus dans les habitudes d'achat des consommateurs, les gens abandonnant leurs vacances ou certaines activités, cherchant plus de bonnes affaires et achetant des produits moins chers.

Le 27 octobre, la **Banque centrale européenne (BCE) a relevé les taux d'intérêt** de 0,75 point de pourcentage à leur plus haut niveau depuis 2009, mettant en œuvre une troisième hausse

8 https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-forecast-and-surveys/economic-forecasts/autumn-2022-economic-forecast-eu-economy-turning-point_en#media

9 https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022

10 https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/15265521/2-17112022-AP-EN.pdf/b6953137-786e-ed9c-5ee2-6812c0f8f07f

importante consécutive des taux directeurs.[11] Le taux d'intérêt de référence de la BCE est désormais de 2 %.

Malgré un environnement difficile, le **marché du travail a continué d'afficher de bons résultats,** l'emploi étant au plus haut depuis des décennies. L'expansion économique marquée par l'assouplissement des mesures liées à la COVID-19 a entraîné l'arrivée nette de deux millions de personnes supplémentaires sur le marché du travail au cours du premier semestre de 2022, ce qui a porté le nombre de personnes occupées dans l'UE à un niveau record de 233,4 millions. Le taux de chômage est resté à un niveau record de 6,0 % en septembre. Les marchés du travail devraient réagir au ralentissement de l'activité économique avec un retard, mais rester résilients. La croissance de l'emploi dans l'UE devrait s'établir à 1,8 % en 2022, avant de s'arrêter en 2023 et d'augmenter modérément jusqu'à 0,4 % en 2024.[12] En septembre 2022, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières dans la zone euro était de 6,6 %, contre 6,7 % en août 2022 et 7,3 % en septembre 2021. Le taux de chômage de l'UE était de 6,0 % en septembre 2022, stable par rapport à août 2022 et en baisse par rapport à 6,7 % en septembre 2021.[13]

Dans l'ensemble, les **perspectives économiques restent entourées d'un degré exceptionnel d'incertitude alors que la guerre de** la Russie contre l'Ukraine se poursuit et que le potentiel de nouvelles perturbations économiques est loin d'être épuisé. La plus grande menace vient de l'évolution défavorable du marché du gaz et du risque de pénuries, en particulier au cours de l'hiver 2023-24.

Contexte législatif au niveau de l'UE

La période de travail sur le terrain a été caractérisée par des discussions en cours entre tous les acteurs législatifs sur la manière de faire face à **la crise énergétique à laquelle l'UE est confrontée**. Le 18 octobre, la présidente de la CE, Ursula von der Leyen, a présenté **un nouveau règlement d'urgence visant à lutter contre les prix élevés du gaz dans l'UE** et à garantir la sécurité de l'approvisionnement pour les mois d'hiver à venir. Le projet de législation prévoit de mettre en place des achats communs de gaz et établi des règles de solidarité entre les États membres pour faire face à d'éventuelles pénuries. La Commission a également proposé d'élaborer une nouvelle référence d'échange de gaz pour le GNL avant avril 2023.[14] Toutefois, le paquet de mesures de la Commission ne prévoyait pas de plafonnement immédiat des prix du gaz en raison de désaccords politiques entre les États membres et de préoccupations quant aux conséquences pour la sécurité de l'approvisionnement.

Le 26 octobre, le vice-président exécutif Timmermans a présenté la Loi sur l'assainissement **de l'air et de l'eau**. En tant qu'objectif «intérim», la Commission européenne a proposé de **réduire la valeur limite annuelle pour l'oxyde d'azote** de 40 à 20 microgrammes, tandis que l'objectif de zéro pollution atmosphérique doit être atteint d'ici 2050 au plus tard. Le 27 octobre, le Conseil européen et le Parlement ont validé la proposition de la Commission **concernant des normes**

11 https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2022/html/ecb.mp221027~df1d778b84.en.html
12 https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-forecast-and-surveys/economic-forecasts/autumn-2022-economic-forecast-eu-economy-turning-point_en#media
13 https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/15228148/3-03112022-AP-EN.pdf/0fb6330c-11bf-3e4a-3590-a1b74ff5104b
14 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_22_6225

d'émissions pour les véhicules neufs, y compris la fin des moteurs à combustion d'ici 2035, une étape importante vers la réalisation des objectifs climatiques de l'UE.[15]

Le 12 octobre, la Commission européenne a recommandé à l'UE27 d' **accorder à la Bosnie-Herzégovine le statut de candidat à l'UE** et, le 18 octobre, le Parlement européen a exhorté le Conseil de l'Union européenne à adopter une décision concernant l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'espace Schengen d'ici la fin de 2022.[16]

Les discussions et les négociations avec la Pologne et la Hongrie sur la conditionnalité de l'État de droit pour le décaissement des fonds de l'UE se sont poursuivies au cours de la période de travail sur le terrain.

Autres événements majeurs au niveau national ou international

En Iran, la mort de Jina Mahsa Amini, une kurde de 22 ans, alors **qu'elle était** en garde à vue, a déclenché des manifestations et leur répression violente. En grande partie dirigées par des femmes et des écolières, les **manifestations appelant à un changement politique** se sont poursuivies pendant le travail sur le terrain.

Les préparatifs de la conférence COP 27 sur le changement climatique, qui débutera le 6 novembre à Charm el-Cheikh/Égypte, étaient en cours pendant la période de travail sur le terrain. Dans la perspective de la conférence, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Copernicus Climate Change Service de l'UE ont publié un rapport indiquant que les températures en Europe ont augmenté plus du double de la moyenne mondiale au cours des 30 dernières années et qu'il s'agit de la région qui se réchauffe le plus rapidement de la planète.[17] Les **activistes climatiques de «la dernière génération»** ont attiré l'attention sur les effets dévastateurs du changement climatique, en vandalisant des œuvres d'art, en bloquant les routes et en s'engageant dans d'autres mesures de désobéissance civile.

Le **président chinois Xi Jinping** a obtenu un troisième mandat historique en tant que dirigeant de la Chine à la suite d'un congrès du Parti communiste d'une semaine. Il a également promu certains de ses plus proches alliés du Parti communiste, cimentant sa position.

Le 30 octobre, des dizaines de milliers de **Tchèques ont manifesté à Prague contre la montée de l'extrémisme et du populisme**, deux jours après qu'une coalition de mouvements politiques d'extrême droite, de groupes marginaux et du parti communiste ait organisé une manifestation au même endroit. Beaucoup dans la foule ont exprimé leur soutien à l'Ukraine dans la guerre contre la Russie, contrairement à la manifestation précédente lorsque les participants qui s'opposent à l'Union européenne et à l'OTAN ont appelé à des pourparlers directs avec Moscou sur les approvisionnements en gaz.

Au **Royaume-Uni**, la Première ministre conservatrice Liz Truss a annoncé sa démission après seulement 45 jours au pouvoir et a été remplacée par Rishi Sunak le 25 octobre, qui est devenu le premier Premier ministre britannique à l'héritage indien.

15 https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20221024IPR45734/deal-confirms-zero-emissions-target-for-new-cars-and-vans-in-2035
16 https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20221014IPR43207/end-discrimination-and-admit-bulgaria-and-romania-to-schengen-meps-de de l'homme
17 https://public.wmo.int/en/media/press-release/temperatures-europe-increase-more-twice-global-average

Élections

Juste avant le travail sur le terrain, **des élections législatives ont eu lieu en Lettonie et en Bulgarie**.

Des élections législatives ont eu lieu en **Lettonie** le 1er octobre 2022, à la suite de la fin du mandat de la 13e Saeima élue en 2018. Le parti New Unity du Premier ministre sortant Krišjānis Kari'š a reçu le pourcentage le plus élevé des voix (19 %) et a remporté le plus grand nombre de sièges (26). Le 3 octobre 2022, le président Egils Levits a autorisé Karisš à diriger les discussions pour former un gouvernement de coalition. 59 % des électeurs admissibles ont voté contre 55 % lors de l'élection précédente.[18]

Des élections législatives anticipées ont eu lieu en **Bulgarie** le 2 octobre 2022. L'élection anticipée a été déclenchée après la chute du gouvernement Petkov, une coalition à quatre partis, en juin 2022. Il s'agissait de la troisième élection anticipée parlementaire depuis 2021, les élections précédentes ayant eu lieu en avril, juillet et novembre 2021. Le GERB et son dirigeant de longue date Boyko Borisov ont remporté les dernières élections, mais le nouveau parlement reste fragmenté et la situation politique dans le pays est fragile. La poursuite de la crise politique et de l'instabilité a ramené le taux de participation à l'échelle nationale à 39,5 %.[19]

Élections présidentielles en Autriche: Le 9 octobre, Alexander Van der Bellen a été réélu président de l'Autriche au premier tour. En tant que candidat indépendant, mais issu du parti vert autrichien, Van der Bellen, dans sa campagne, s'est concentré sur le fait d'être «le choix sûr dans les temps d'orage».

Van der Bellen a remporté son deuxième mandat de six ans avec 56,7 % des voix. Six autres candidats étaient sur le bulletin de vote, dont Walter Rosenkranz (FPÖ) de droite est arrivé deuxième avec 17,7 % des voix. Tous les autres candidats ont obtenu un score inférieur à 10 %. Le taux de participation était de 65,2 %.[20]

Élections présidentielles en Slovénie: Le 23 octobre, le ministre conservateur des Affaires étrangères Anže Logar (34 %) a remporté le premier tour de l'élection présidentielle contre l'avocat Nataša Pirc Musar (26,9 %), ancien commissaire à l'information libéral de gauche. Milan Brglez (15,45 %) s'est classé troisième parmi les sept candidats, suivi des candidats Vladimir Prebilič (10,60 %), Sabina Senčar (5,94 %), Janez Cigler Kralj (4,37 %) et Miha Kordiš (2,81 %). Le taux de participation était de 51,7 %. Lors du second tour de scrutin du 13 novembre, Nataša Pirc Musar a gagné, devenant ainsi la première femme présidente de la Slovénie.[21]

Élections législatives au Danemark: Des élections législatives ont eu lieu au Danemark le 1er novembre 2022. La Première ministre Mette Frederiksen et son parti social-démocrate ont obtenu l'un de leurs meilleurs résultats en 20 ans avec 27,5 % des voix et 50 sièges, [22] et ce malgré la décision controversée de Frederiksen de réduire tous les visons pendant la pandémie qui avait déclenché les élections anticipées. La forte démonstration du parti social-démocrate, à la tête du bloc de gauche pour obtenir les 90 sièges nécessaires à une majorité au parlement de 179 sièges,

18 https://sv2022.cvk.lv/pub/velesanu-rezultati
19 https://results.cik.bg/ns2022/rezultati/index.html
20 https://bundeswahlen.gv.at/2022/
21 https://volitve.dvk-rs.si/vp2022/en/#/rezultati
22 https://www.thedanishparliament.dk/news/2022/election-result-2022

a entravé le plan de Frederiksen de briser les blocs et de former une grande coalition à travers la traditionnelle fracture gauche-droite, arguant que l'unité politique est nécessaire à un moment d'incertitude internationale. L'élection a eu lieu seulement quelques semaines après le sabotage de deux pipelines transportant du gaz de la Russie vers l'Allemagne à travers les eaux danoises, ce qui a eu un impact sur le sentiment de sécurité parmi les Danois. En dehors de cela, les questions intérieures, y compris les réductions d'impôts et la nécessité de lutter contre l'inflation et la flambée des prix de l'énergie, ont été des questions importantes dans les campagnes. Autrefois un sujet central, l'immigration était moins un sujet, en partie parce que la position ferme des sociaux-démocrates sur la migration privait les partis de droite d'un éventuel point de ralliement. Le taux de participation était de 84,1 %. Les négociations pour former un gouvernement étaient en cours au moment des travaux sur le terrain.

Première femme Premier ministre de l'Italie: Le 22 octobre, Giorgia Meloni a été nommée Premier ministre après que son parti d'extrême droite Frères d'Italie avait remporté les élections plus tôt en septembre 2022. La coalition de droite (y compris Lega et Forza Italia) est sortie triomphante de l'élection, avec 44 % des voix et le parti de Meloni en remportant 26 %.[23]

Le 3 novembre, le Premier ministre Meloni s'est rendu à Bruxelles pour rencontrer les principaux représentants institutionnels de l'UE, notamment la présidente de la Commission européenne von der Leyen, le président du Conseil européen Michel et le président du Parlement européen Metsola. Lors de ses réunions, le Premier ministre Meloni a signalé que la position de l'Italie sur les migrations avait changé et a noté que la défense des frontières extérieures était devenue la priorité principale.

Le 15 octobre, le **gouvernement hongrois a publié une enquête de consultation nationale demandant aux** citoyens d'être d'accord ou en désaccord avec l'opposition du gouvernement à la **politique de sanction de l'UE contre la Russie** sur son invasion de l'Ukraine. Le Premier ministre Viktor Orban s'est souvent opposé aux sanctions.

MÉTHODOLOGIE

Méthodologie utilisée pour cette enquête

La méthodologie utilisée dans cet Eurobaromètre de l'automne 2022, réalisée dans la vague 98.1, est celle des enquêtes Eurobaromètre menées pour la direction générale de la communication du Parlement européen (unité de suivi de l'avis public). L'enquête a été réalisée par Kantar Public entre le 12 octobre et le 7 novembre 2022 dans les 27 États membres de l'UE. 26 431 entrevues ont été menées au total. Les résultats de l'UE ont été pondérés en fonction de la taille de la population dans chaque pays.

Des enquêtes Eurobaromètre sont menées en face-à-face chez les personnes ou à leur porte, dans la langue nationale. Dans tous les pays, le CAPI (Computer Assisted Personal Interviewing) a été utilisé.

Au Danemark et en Tchéquie, certains entretiens ont été réalisés au moyen d'entretiens vidéo assistés par ordinateur (CAVI). L'intervieweur administre le questionnaire au répondant par vidéo,

23 https://elezioni.interno.gov.it/camera/scrutini/20220925/scrutiniCI

où les deux parties peuvent se voir: les conditions des entrevues sont très similaires à celles du face-à-face.

Mise en garde

Dans cette enquête, plusieurs questions de tendance sont comparées au Parlemètre du printemps 2022 du Parlement européen issu de la vague 97.3 de l'Eurobaromètre, menée en avril-mai 2022. En raison de la COVID-19, il n'a pas été possible de mener des entretiens en personne dans tous les pays. À cette époque, en Belgique, en Tchéquie, au Danemark, en Estonie, à Malte, en Lettonie, aux Pays-Bas, en Slovénie, en Finlande et en Suède, le mode face-à-face a été complété par des entretiens en ligne.

D'autres questions sont comparées au Parlemètre d'automne 2021 du Parlement européen issu de la vague 96.2 de l'Eurobaromètre, menée en novembre-décembre 2021. À l'époque, en Belgique, en Tchéquie, au Danemark, à Malte, en Slovénie et en Finlande, le mode face-à-face était complété par des entretiens en ligne. En Lettonie, tous les entretiens ont été menés en ligne.

Ce changement de mode peut avoir un impact sur les résultats, notamment pour les questions à choix spontanés. Par définition, ces codes ne sont pas affichés sur le premier écran affiché au répondant, n'apparaissant dans un deuxième écran que si le répondant décide de ne pas choisir l'un des éléments initialement demandés. Par conséquent, les réponses spontanées ne sont que marginalement sélectionnées par ceux qui participent à l'enquête en ligne.

Il est important d'en tenir compte lors de l'analyse des évolutions.

Néanmoins, les évolutions nationales ont de multiples explications, les changements contextuels jouant un rôle majeur.

À la suite du règlement général de l'UE sur la protection des données (RGPD), on a demandé aux répondants s'ils accepteraient ou non de se voir poser des questions sur des questions qui pourraient être considérées comme «sensibles».

Note: Dans ce rapport, les pays de l'UE sont mentionnés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans le présent rapport correspondent à:

Belgique	BE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
Tchéquie	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Les Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	HR	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI

République de Chypre	CY*	Suède	SE
Lettonie	LV		

Union européenne — moyenne pondérée pour les 27 États membres EU27

BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV, LT zone euro

BG, CZ, DK, HR, HU, PL, RO, SE hors zone euro

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'Union européenne. Toutefois, l'acquis communautaire a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seules les interviews menées dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont incluses dans la catégorie «CY» et dans la moyenne de l'EU-27.

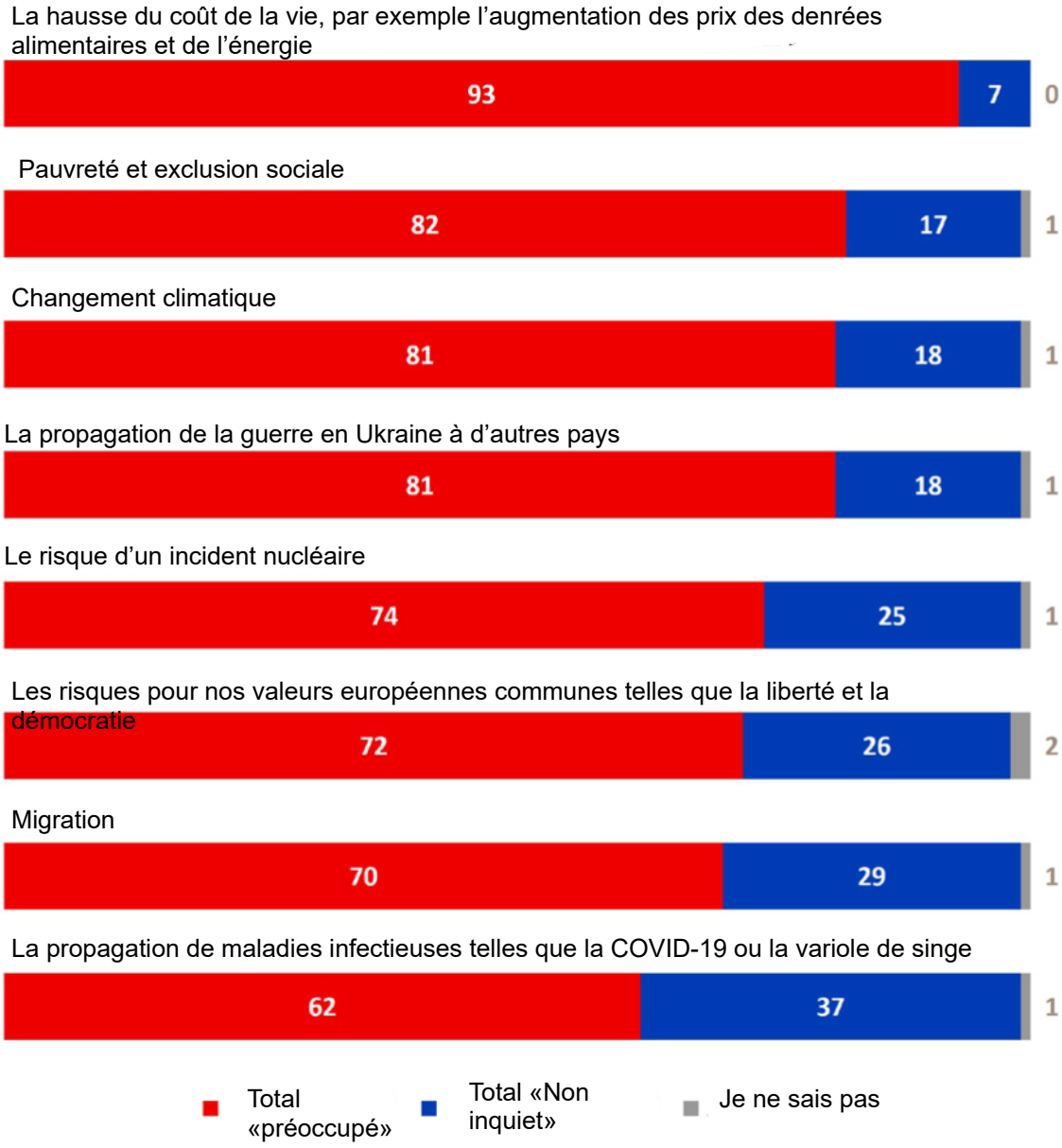
I. DÉFIS POUR LES CITOYENS EUROPÉENS

1.1 Les préoccupations actuelles des citoyens

Le premier chapitre du rapport examine les préoccupations des citoyens de l'UE, ainsi que leur perception de la situation actuelle dans l'UE, dans leur pays et dans leur propre vie. Il montre qu'il y a de nombreux problèmes qui inquiètent les Européens, surtout la hausse du coût de la vie, mais aussi la pauvreté, le changement climatique et la guerre aux frontières de l'UE. Cela a une incidence sur la façon dont ils perçoivent la situation actuelle dans leur pays et dans l'UE. L'année dernière a connu des turbulences dans les perspectives des citoyens, mais bien qu'ils soient moins positifs qu'il y a six mois, les attitudes restent résilientes et l'optimisme à l'avenir de l'UE reste élevé.

Les **citoyens européens se disent préoccupés par un certain nombre de questions différentes**, avec au moins six sur dix qui disent qu'ils sont très ou légèrement inquiets de chacune des huit questions incluses dans la question.

QA18 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? (% — EU-27)

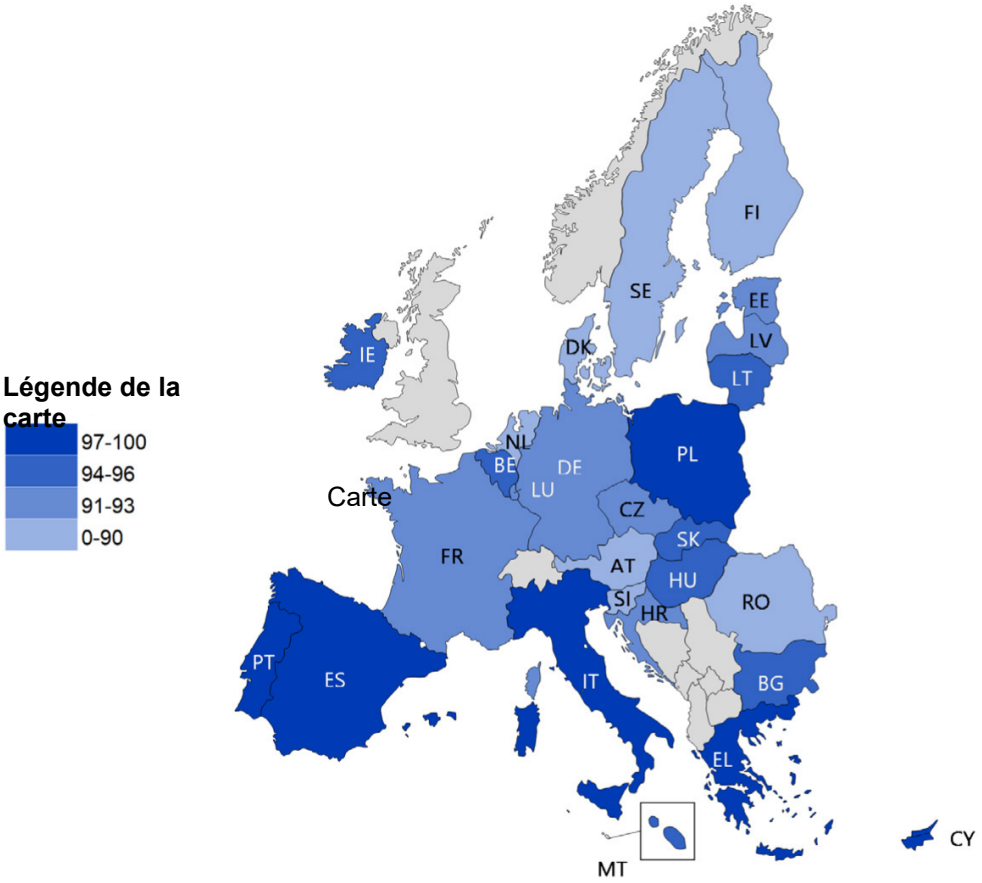


La **pauvreté et l'exclusion sociale** sont très préoccupantes dans tous les États membres. Dans cinq pays, plus de neuf répondants sur dix s'inquiètent à ce sujet: Grèce (97 %), Portugal (95 %), Chypre (94 %), Espagne (93 %) et Italie (92 %). Il y a aussi sept pays où plus de la moitié des répondants sont «très inquiets», menés par le Portugal (75 %), la Grèce (74 %) et Chypre (71 %).

QA18.4 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? La hausse du coût de la vie, par exemple l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie (% — Total «Worried»)

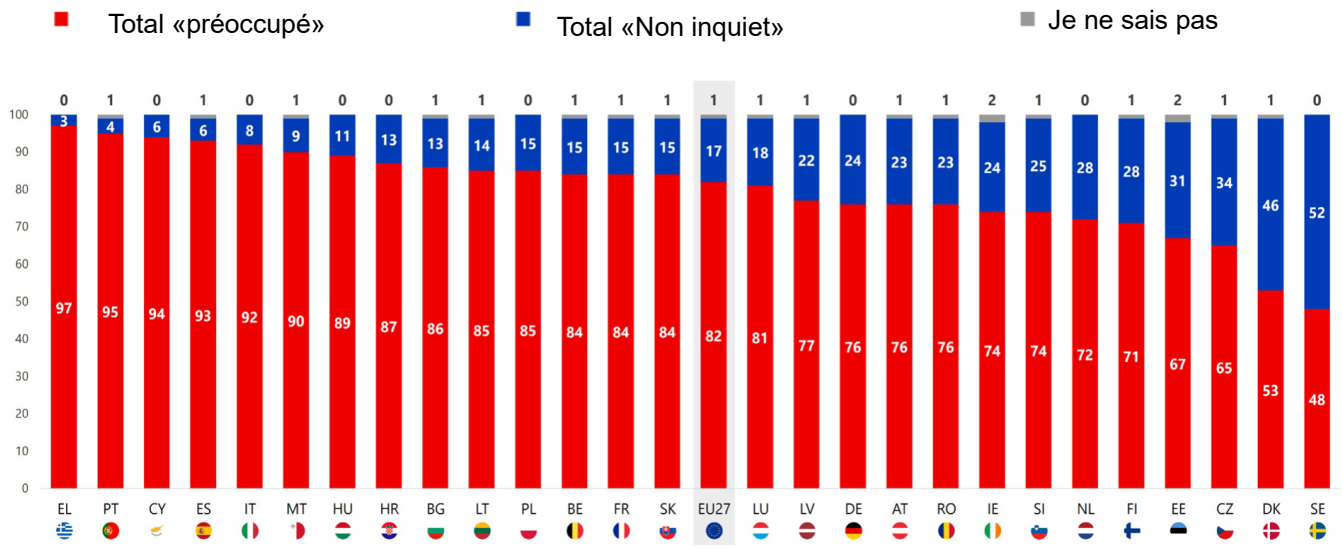
(% — total «Worried»)

EL	100
CY	99
IT	98
PT	98
ES	97
PL	97
HU	96
LT	96
MT	96
BG	96
BE	95
SK	95
IE	94
EU27	93
DE	93
EE	93
FR	92
LU	92
LV	92
CZ	91
HR	91
FI	90
AT	89
SI	88
RO	82
NL	81
DK	77
SE	74



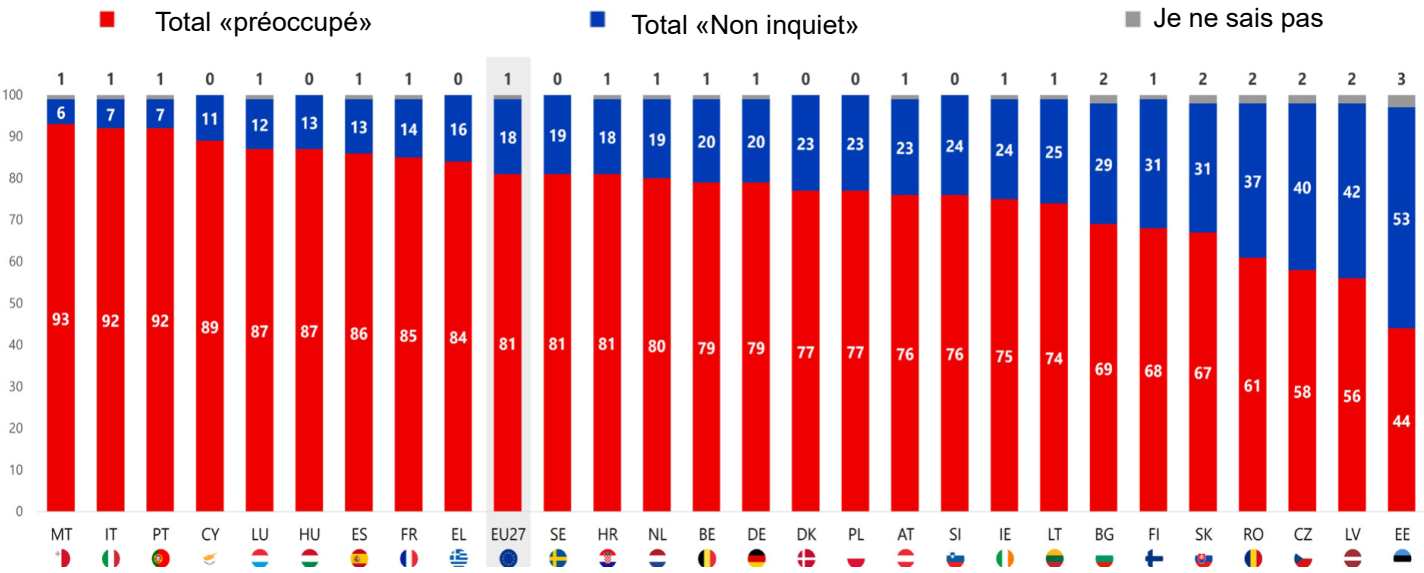
En revanche, c'est le cas pour moins de la moitié des personnes interrogées en Suède (48 %) et la proportion est inférieure à sept sur dix au Danemark (53 %), en Tchéquie (65 %) et en Estonie (67 %).

QA18.8 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? (% — pauvreté et exclusion sociale)



Dans l'ensemble, 81 % des citoyens de l'UE se disent préoccupés par **le changement climatique**. C'est le cas pour plus de la moitié des répondants dans presque tous les pays, avec les proportions les plus élevées observées à Malte (93 %), en Italie et au Portugal (tous deux 92 %). L'exception est l'Estonie, où moins de la moitié des personnes interrogées (44 %) sont préoccupées par le changement climatique. La proportion qui se dit «très inquiète» est la plus élevée à Chypre (68 %), à Malte (62 %), en France et au Portugal (59 % dans les deux cas).

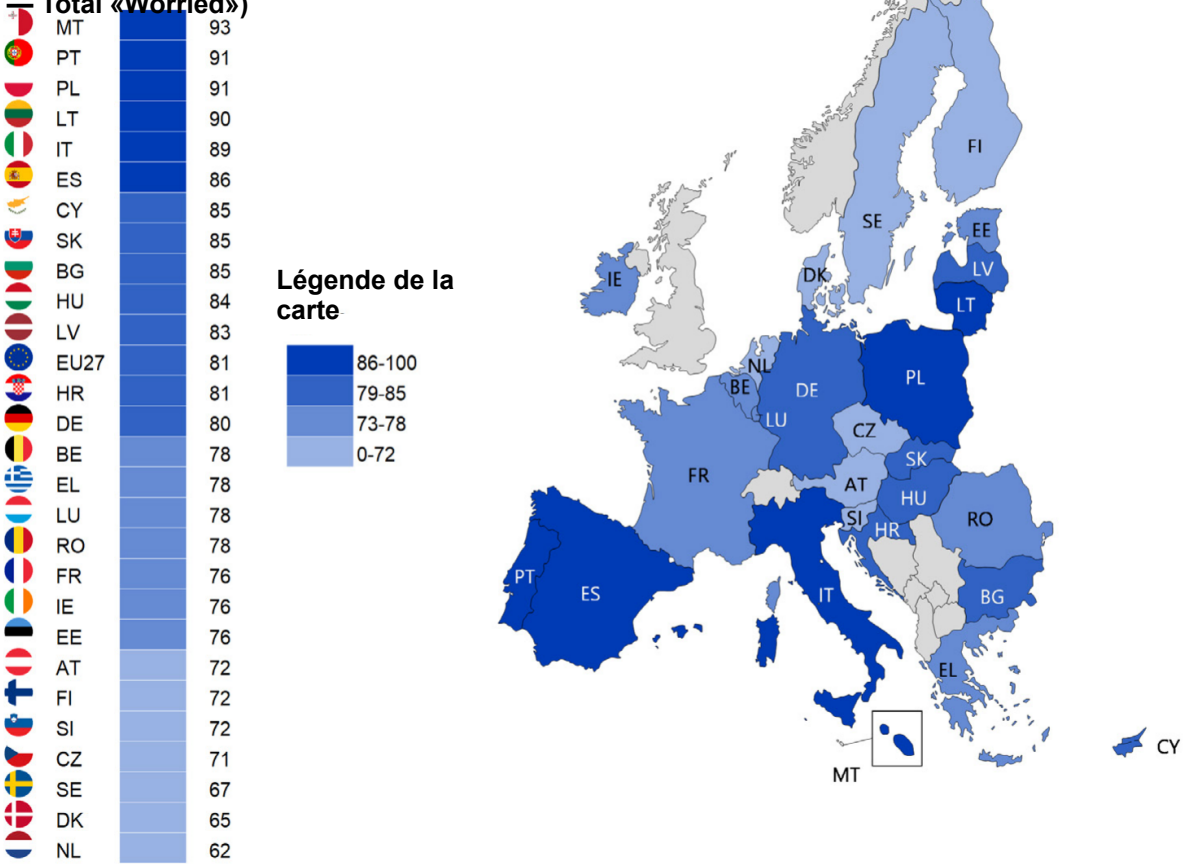
QA18.1 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? (% — changement climatique)



Au moins six répondants sur dix dans chaque pays se disent inquiets de la **guerre en Ukraine qui s'étend à d'autres pays**. Les proportions les plus élevées sont observées à Malte (93 %), en Pologne, au Portugal (91 %) et en Lituanie (90 %), tandis que les proportions les plus faibles sont

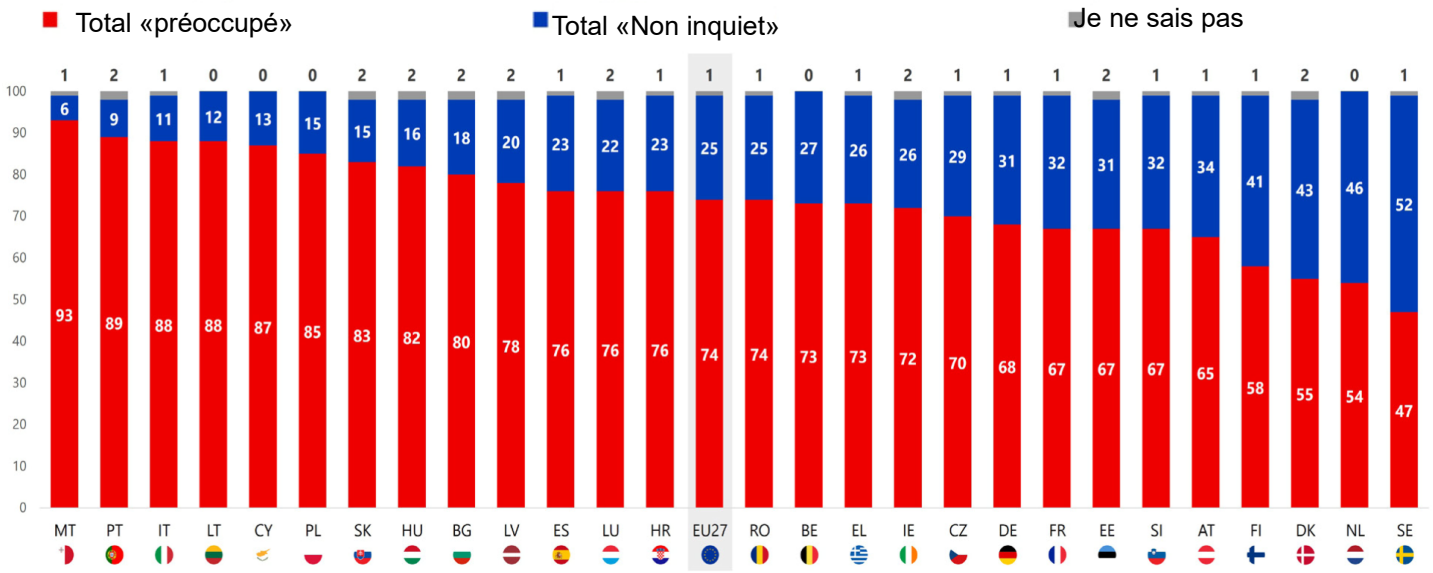
observées aux Pays-Bas (62 %), au Danemark (65 %) et en Suède (67 %). Les répondants sont plus susceptibles de dire qu'ils sont «très inquiets» de la propagation de la guerre à d'autres pays du Portugal (66 %), Malte (63 %), Chypre (62 %) et Lettonie (60 %).

QA18.5 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? La propagation de la guerre en Ukraine à d'autres pays (% — Total «Worried»)



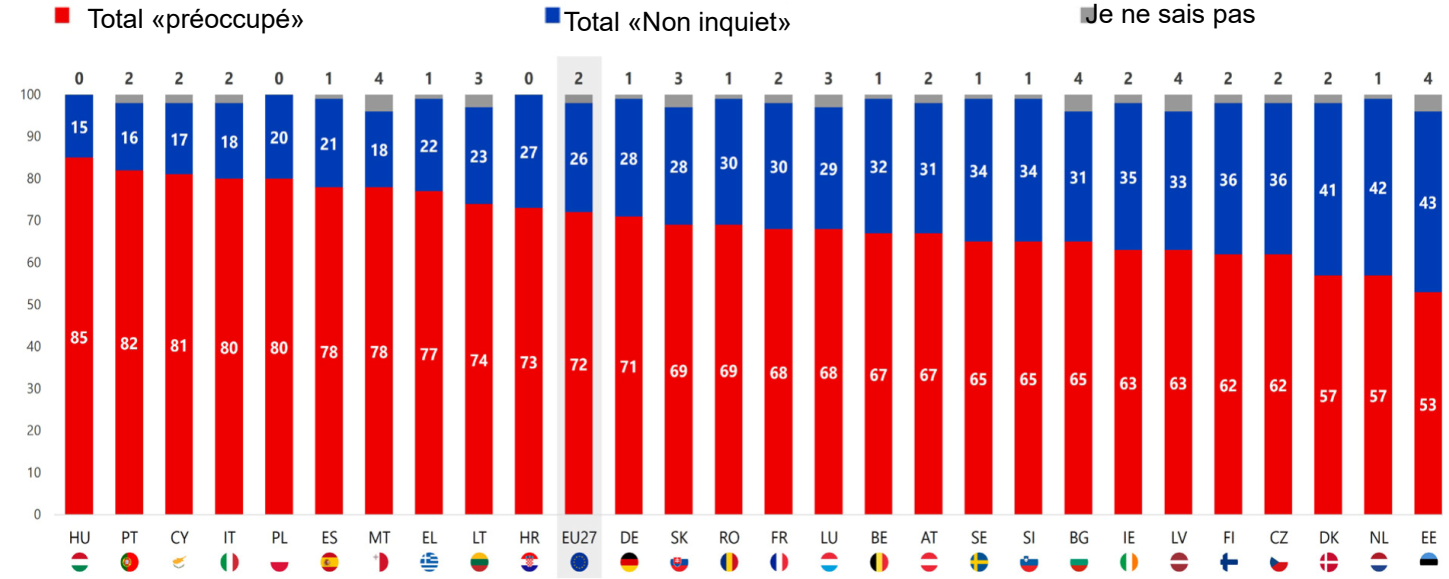
Les répondants à Malte sont les plus susceptibles de se dire préoccupés par le **risque d'accident nucléaire** (93 %), suivis par ceux du Portugal (89 %), de l'Italie et de la Lituanie (tous deux 88 %). À Chypre, jusqu'à 70 % disent qu'ils sont «très inquiets». En Suède, moins de la moitié (47 %) s'inquiètent du risque d'accident nucléaire et cette proportion est également relativement faible aux Pays-Bas (54 %), au Danemark (55 %) et en Finlande (58 %).

QA18.3 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? (% — risque d'incident nucléaire)



Plus de la moitié des personnes interrogées dans chaque pays se disent préoccupées par les **risques pour nos valeurs européennes communes telles que la liberté et la démocratie**. Au moins huit personnes sur dix déclarent s'inquiéter en Hongrie (85 %), au Portugal (82 %), à Chypre (81 %), en Italie et en Pologne (80 % dans les deux cas), tandis que la proportion est la plus faible en Estonie (53 %), au Danemark et aux Pays-Bas (57 % dans les deux cas).

QA18.7 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? (% — les risques pour nos valeurs européennes communes telles que la liberté et la démocratie)

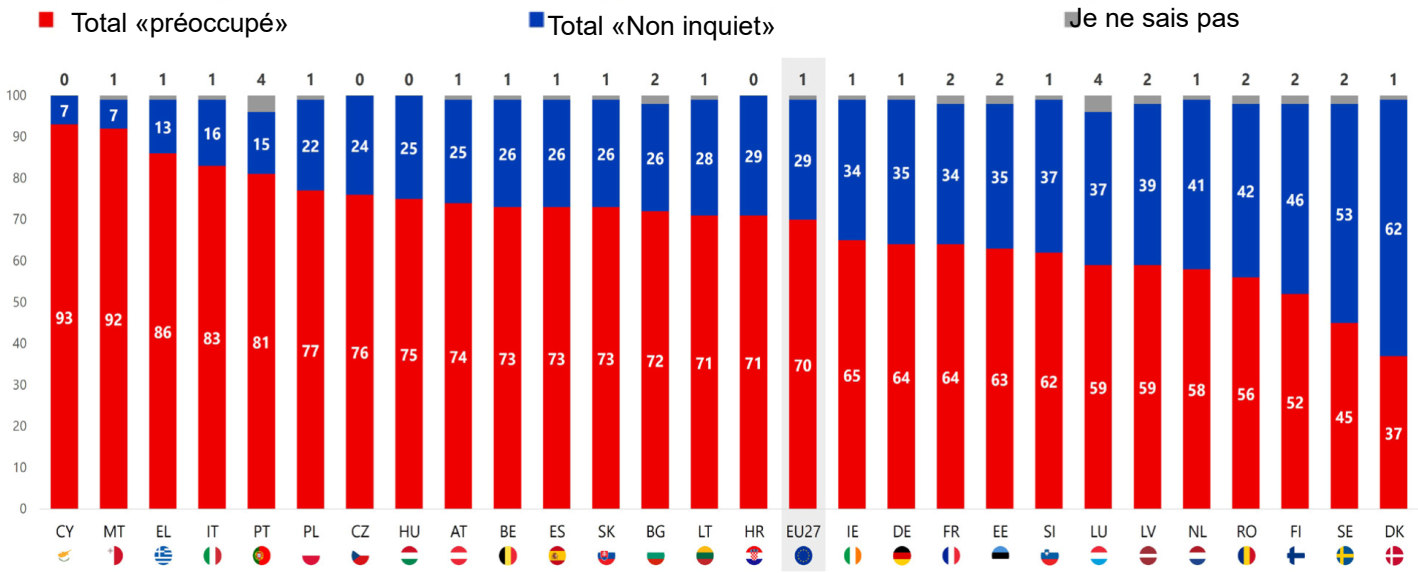


La proportion de répondants qui se disent préoccupés par la **migration varie considérablement d'un État membre à l'autre**. Ce chiffre est le plus élevé à Chypre (93 %), à Malte (92 %), en Grèce (86 %), en Italie (83 %) et au Portugal (81 %). En fait, plus de la moitié des personnes

interrogées sont «très préoccupées» par la migration à Chypre (80 %), à Malte (58 %) et en Grèce (53 %).

En revanche, moins de la moitié des personnes interrogées s'inquiètent de la migration au Danemark (37 %) et en Suède (45 %).

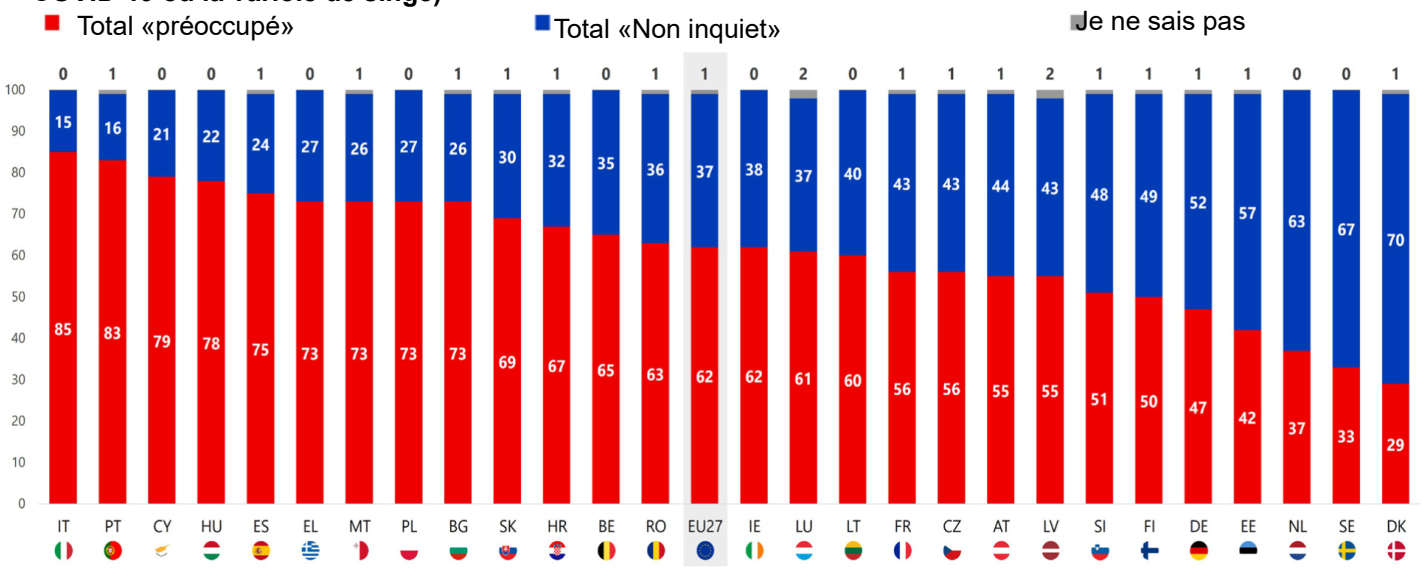
QA18.2 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? (% — migration)



La proportion de répondants qui se disent préoccupés par la **propagation de maladies infectieuses telles que la COVID-19 ou la variole de** singe varie considérablement d'un État membre à l'autre. Ce chiffre est le plus élevé en Italie (85 %), au Portugal (83 %), à Chypre (79 %) et en Hongrie (78 %). En revanche, c'est le cas pour moins de la moitié des répondants au Danemark (29 %), en Suède (33 %), aux Pays-Bas (37 %), en Estonie (42 %) et en Allemagne (47 %).

L'analyse sociodémographique montre que les femmes sont plus préoccupées que les hommes par rapport à la plupart des problèmes. Par exemple, 78 % des femmes s'inquiètent du risque d'accident nucléaire, contre 69 % des hommes. Il existe également des différences évidentes en ce qui concerne la propagation de la guerre en Ukraine dans d'autres pays (84 % contre 78 %), la propagation des maladies infectieuses (67 % contre 59 %), les risques pour nos valeurs européennes communes (75 % contre 69 %) et la pauvreté et l'exclusion sociale (84 % contre 79 %).

QA18.6 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? (% — propagation de maladies infectieuses telles que la COVID-19 ou la variole de singe)



Sur la plupart des problèmes, les personnes âgées sont plus inquiètes que les plus jeunes. La différence est la plus grande par rapport à la migration: parmi les personnes âgées de 55 ans et plus, 74 % s'inquiètent de la migration, mais cette proportion diminue régulièrement, pour atteindre 61 % chez les 15-24 ans. Il y a deux exceptions à ce schéma général. Les jeunes sont un peu plus préoccupés par le changement climatique (84 % des 15-24 ans contre 81 % dans les groupes d'âge plus âgés), tandis que tous les groupes d'âge sont également préoccupés par la hausse du coût de la vie.

Les répondants qui ont quitté l'éducation plus tôt sont plus susceptibles de s'inquiéter de la plupart des problèmes. Cela peut être vu plus clairement en ce qui concerne la propagation des maladies infectieuses. Parmi ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 15 ans ou moins, 76 % s'inquiètent de ce problème, comparativement à 66 % de ceux qui ont quitté l'école âgés de 16 à 19 ans et à 56 % de ceux qui sont partis à l'âge de 20 ans ou plus. Un schéma similaire s'applique également à la propagation de la guerre en Ukraine à d'autres pays, à la pauvreté et à l'exclusion sociale, aux migrations et au risque d'accident nucléaire.

Les répondants qui ont rarement ou jamais de la difficulté à payer leurs factures sont moins susceptibles de s'inquiéter de plusieurs des problèmes. Par exemple, 78 % s'inquiètent de la pauvreté et de l'exclusion sociale, contre 88 % de ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures de temps en temps et 91 % qui ont des difficultés la plupart du temps. Le même schéma s'applique également aux préoccupations concernant les migrations, les risques pour nos valeurs européennes communes, la propagation de la guerre en Ukraine à d'autres pays et la propagation des maladies infectieuses.

Si les répondants ont une image positive du Parlement européen, ils sont plus susceptibles de s'inquiéter du changement climatique que ceux dont l'image du Parlement européen est négative (88 % contre 71 %). La même tendance s'applique dans une moindre mesure à la propagation de la guerre en Ukraine à d'autres pays (82 % contre 77 %) et à la propagation des maladies infectieuses (65 % contre 59 %). En revanche, ceux qui ont une image positive du Parlement

européen sont moins susceptibles d'être préoccupés par la migration (67 % contre 76 % des personnes ayant une image négative du Parlement européen). Enfin, les citoyens qui s'inquiètent davantage de la pauvreté et de l'exclusion sociale et du coût de la vie sont plus susceptibles de vouloir que le Parlement européen joue un rôle plus important.

QA18 Dans quelle mesure êtes-vous actuellement inquiet ou non de chacun des problèmes suivants pour votre vie et ceux de vos proches? (% — EU-27)

	Changement climatique	Migration	Le risque d'un incident nucléaire	La hausse du coût de la vie, par exemple l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie	La propagation de la guerre en Ukraine à d'autres pays	La propagation de maladies infectieuses telles que la COVID-19 ou la variole de singe	Les risques pour nos valeurs européennes communes telles que la liberté et la démocratie	Pauvreté et exclusion sociale
EU27	81	70	74	93	81	62	72	82
Sexe								
Homme	80	68	69	92	78	59	69	79
Femme	82	71	78	94	84	67	75	84
Âge								
15-24	84	61	66	93	76	57	66	77
25-39	81	66	70	93	78	57	71	81
40-54	81	70	74	93	81	61	74	83
55+	81	74	77	94	84	68	73	83
Éducation (fin de)								
15—	81	77	81	96	88	76	75	89
16-19	79	73	76	94	82	66	74	84
20+	83	65	69	90	78	56	70	77
Toujours à l'étude	85	59	65	92	76	55	65	79
Difficultés de paiement des factures								
La plupart du temps	77	75	80	96	86	66	75	91
De temps en temps	83	75	79	95	84	71	78	88
Presque jamais	81	65	69	91	78	58	69	78
Image du Parlement européen								
Positif	88	67	74	92	82	65	74	82
Neutre	80	69	73	93	81	62	70	82
Négatif	71	76	73	94	77	59	74	84
Rôle du Parlement européen								

Plus important	87	68	76	93	83	66	75	84
Moins important	71	74	72	91	78	58	70	80
Pas de changement	81	68	73	94	79	59	64	78

1.2 Attitudes à l'égard de l'avenir

Comme décrit dans la section précédente, les citoyens s'inquiètent d'une série de questions d'actualité. Il n'est donc pas surprenant que la proportion de citoyens qui pensent que **les choses vont dans la bonne direction dans l'UE** a diminué depuis avril-mai 2022. Environ trois sur dix (31 %) ont une opinion positive sur la direction de l'UE, soit une baisse de 12 points de pourcentage. La proportion de personnes qui pensent que les choses vont dans la mauvaise direction a augmenté de 11 points pour atteindre 51 %. Ces changements ont inversé le changement positif observé entre novembre-décembre 2021 et avril-mai 2022, de sorte que la position est maintenant similaire à celle d'il y a un an.

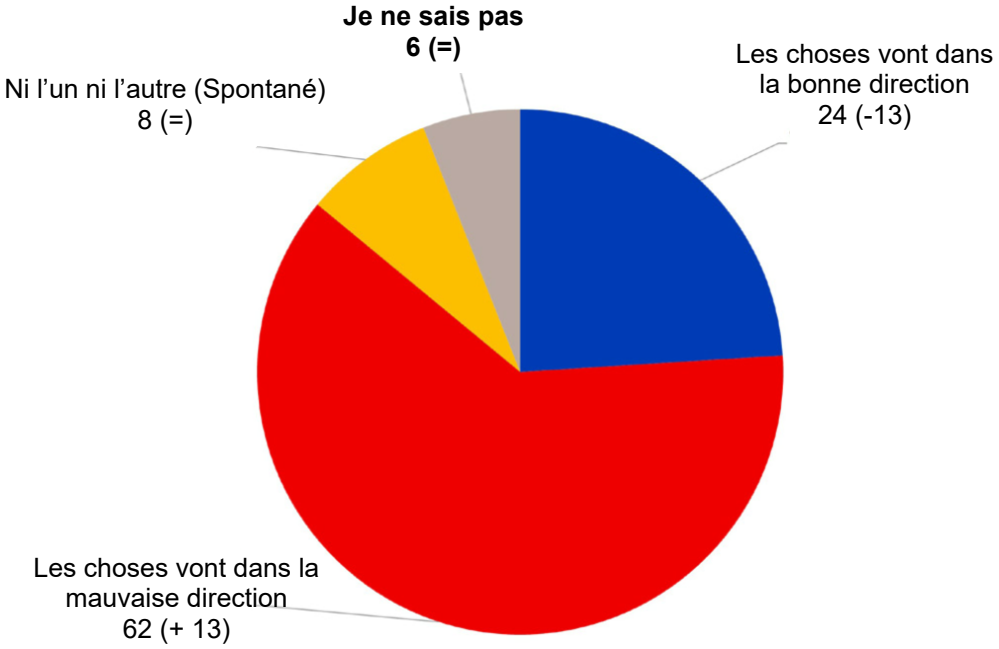
D73.2 — À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? L'Union européenne (% — EU27)

(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2022)

Les citoyens sont également devenus moins optimistes quant à la **direction que prend leur propre pays**. Environ un sur quatre (24 %, -13 points de pourcentage depuis avril-mai 2022) pense que leur pays va dans la bonne direction. Une nette majorité (62 %) pensent maintenant que les choses vont dans la mauvaise direction, soit une augmentation de 13 points de pourcentage depuis avril-mai 2022 et la proportion la plus élevée jamais enregistrée.

Dans l'ensemble, les répondants restent plus positifs quant à la direction de l'UE que la direction de leur pays (31 % contre 24 %), poursuivant la tendance à long terme.

D73.1 — À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? (NOTRE PAYS) (% — EU27)



(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2022)

Les citoyens sont plus positifs lorsqu'ils considèrent **leur vie personnellement**, même si les opinions sont également devenues plus négatives sur cette mesure au cours des six derniers mois. Plus de six personnes sur dix (63 %) estiment que les choses dans leur vie personnelle vont dans la bonne direction (-7 points de pourcentage depuis avril-mai 2022), tandis que 24 % (+ 4 pp) disent que les choses vont dans la mauvaise direction.

D73.4- À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? Votre vie personnelle (% — EU27)

(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2022)

Il n'y a que trois États membres où la majorité des personnes interrogées pensent que les choses vont dans **la bonne direction dans leur pays**: Le Luxembourg, Malte (65 %) et l'Irlande (46 %). Dans les 24 pays restants, la majorité pense que les choses dans leur pays vont dans la mauvaise direction, ce point de vue étant le plus répandu en Slovaquie, en Espagne (72 % dans les deux cas), en Croatie (71 %), en France et en Pologne (70 % dans les deux cas).

Dans les 27 États membres de l'UE, les répondants sont devenus moins optimistes depuis avril-mai 2022, bien que la baisse soit marginale (moins de trois points de pourcentage) en Grèce et en Croatie. Dans quatre pays, la proportion de personnes qui pensent que les choses vont dans la bonne direction dans leur pays a diminué de plus de 20 points de pourcentage: Le Danemark (29 %, -31 points de pourcentage), le Portugal (30 %, -25 pp), l'Estonie (29 %, -22 pp) et la Belgique (24 %, -21 pp).[24]

À la suite de ces changements, l'opinion négative est désormais l'opinion majoritaire au Danemark, en Allemagne, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, au Portugal, en Slovénie et en Finlande.

24 Tout au long du rapport, un changement par rapport à la vague précédente est considéré comme un changement positif ou négatif s'il est de ± 3 points de pourcentage ou plus. Une variation de moins de 3 points de pourcentage est considérée comme stable ou nulle.

D73.1 À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? (NOTRE PAYS) (%)

		EU27	RH	EL	MT	À	BG	LU	SK	IL	CY	LV	ES	RO	SI	CZ	FR	PL	LT	NL	DE	IE	HU	FI	SE	ÊTRE	EE	PT	DK
Les choses vont dans la bonne direction	Oct/novembre 2022	24	21	211	65	37	15	65	18	25	16	37	18	24	34	32	17	19	28	24	29	46	26	27	26	24	29	30	29
	'Avril/mai 2022	V13	V1	V2	V3	V4	V5	V5	V6	V7	V7	V8	V10	V10	V10	V12	V12	V13	V17	V17	V19	V19	V20	V20	V20	V21	V22	V25	V31
Les choses vont dans la mauvaise direction	Oct/novembre 2022	62	71	6B	13	43	65	19	72	62	64	41	72	68	39	61	70	70	50	65	53	36	68	59	63	65	46	43	48
	'Avril/mai 2022	▲13	▲2	▲4	V1	▲2	▲5	▲3	▲10	▲7	▲14	▲1	▲12	▲10	▲2	▲11	▲18	▲15	▲20	▲17	▲18	▲15	▲19	▲16	▲14	▲17	▲20	▲20	▲20
Ni l'un ni l'autre (Spontané)	Oct/novembre 2022	8	3	9	18	16	8	12	4	5	16	13	7	3	20	4	7	4	16	10	12.	9	4	7	7	6	12	11	18
	'Avril/mai 2022	=	V1	V2	▲3	▲2	V2	▲2	V4	V3	V6	▲5	V2	▲I	▲6	▲2	V2	=	V3	▲1	▲1	▲5	▲1	=	▲3	▲2	V3	=	▲9
Je ne sais pas	Oct/novembre 2022	6	5	3	4	4	12	4	6	8	4	9	3	5	7	3	6	7	6	1	6	9	2	7	4	5	13	16	5
	'Avril/mai 2022	=	=	=	▲1	=	▲2	=	=	▲3	V1	▲2	=	V1	▲2	V1	V4	V2	=	V1	=	V1	=	▲4	▲3	▲2	▲5	▲5	▲2

Dans cinq pays, la majorité des personnes interrogées pensent que les choses vont dans la **bonne direction dans l'UE**: Malte (65 %), Luxembourg, Irlande (48 %), Lettonie (47 %) et Lituanie (40 %). L'opinion est divisée au Portugal (35 % dans la bonne direction contre 35 % dans la mauvaise direction). Dans les 21 pays restants, les répondants sont les plus susceptibles de dire que les choses dans l'UE vont dans la mauvaise direction, et c'est particulièrement le cas en Grèce, en Belgique (62 %) et en Espagne (60 %).

À Malte, l'optimisme selon lequel les choses vont dans la bonne direction dans l'UE s'est accru depuis avril-mai 2022 (65 %, + 3 points de pourcentage). Toutefois, l'optimisme a diminué dans 23 États membres, notamment au Danemark (31 %, -26 pp), au Portugal (35 %, -23 pp), en Estonie (29 %, -21 pp) et en Belgique (25 %, -20 pp). Les résultats sont restés stables dans les trois autres pays.

En conséquence de ces changements, l'opinion négative est l'opinion majoritaire en Bulgarie, au Danemark, en Allemagne, en Estonie, aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, en Slovénie, en Finlande et en Suède.

D73.2 À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? L'Union européenne (%)

		EU27	MT	BG	EL	ΔT	SK	LU	RO	RH	CY	ES	IL	CZ	PL	L▼	FR	HU	SI	LT	NL	DE	IE	FL	SE	ÊTRE	EE	PT	DK
Les choses vont dans la bonne direction	Oct/ novembre 2022	31	55	35	24	36	26	48	30	30	19	25	31	36	40	47	23	33	34	40	37	31	48	15	35	25	29	35	31
	'Avril/mai 2022	▼12	▲3	▼1	▼1	▼2	▼3	▼4	▼6	▼7	▼7	▼8	▼8	▼9	▼10	▼11	▼12	▼12	▼14	▼15	▼16	▼17	▼17	▼19	▼19	▼20	▼21	▼23	▼26
Les choses vont dans la mauvaise direction	Oct/ novembre 2022	51	9	38	62	45	55	32	50	55	56	60	55	55	42	26	59	58	35	30	44	48	31	55	43	62	37	35	49
	'Avril/mai 2022	▲11	▼5	▲2	▲5	=	▲3	▲5	▲6	▲4	▲9	▲9	▲10	▲10	▲7	▲2	▲18	▲12	▲4	▲15	▲9	▲15	▲12	▲12	▲5	▲15	▲17	▲16	▲12
Ni l'un ni l'autre (Spontané)	Oct/ novembre 2022	9	14	8	10	14	6	15	4	6	19	9	5	5	7	10	6	5	21	19	13	13	9	7	10	6	11	12	21
	'Avril/mai 2022	▲1	=	▼1	▼3	▲1	▼4	▲1	=	=	▼2	▼1	▼3	▲2	▲1	▲3	▼2	▲1	▲6	▲1	▲6	=	▲4	▲3	▲5	▲2	▼2	▲2	▲11
Je ne sais pas	Oct/ novembre 2022	9	12	18	14	5	13	5	8	9	6	6	9	4	11	17	12	4	111	11	6	8	11	13	12	7	23	1B'	8
	'Avril/mai 2022	=	▲2	=	▼1	▲1	L4	▼2	=	▲3	=	=	▲1	▼2	=	▲6	▼4	▼1	▲4	▼1	▲1	▲1	▲1	▲4	▲8	▲3	▲6	▲5	▲3

Dans chaque État membre, la majorité des personnes interrogées pensent que les choses vont dans la bonne direction dans leur vie personnelle. Les répondants sont les plus susceptibles de le dire au Luxembourg (82 %), en Irlande et en Suède (80 % dans les deux cas), tandis que moins de la moitié pensent que leur vie va dans la bonne direction au Portugal (46 %), en Pologne (47 %) et en Roumanie (49 %).

Dans deux pays, l'optimisme selon lequel les choses vont dans la bonne direction dans la vie personnelle des répondants s'est accru depuis avril-mai 2022: La Slovaquie (60 %, + 4 points de pourcentage) et l'Autriche (71 %, + 3 pp). Dans 23 pays, il y a eu une diminution de la proportion qui pense que leur vie va dans la bonne direction, et six pays affichent une baisse de plus de 10 points de pourcentage: Portugal (46 %, -19 pp), Belgique (54 %, -18 pp), Pologne (46 %, -17 pp), Hongrie (50 %, -13 pp), Finlande (62 %, -12 pp) et Malte (76 %, -12 pp). Il n'y a eu aucun changement en Grèce ou en Suède.

D73.4 — À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? (% — votre vie personnelle)

		EU 27	SK	À	EL	SE	BG	RH	CY	LT	DE	ES	LV	LU	RO	SI	CZ	EE	NL	DK	IE	FR	IL	MT	FI	HU	PL	ÊTRE	PT
Les choses vont dans la bonne direction	Oct/ novembre 2022	63	60	71	70	80	53	52	68	72	76	67	73	82	49	79	71	71	77	75	80	61	50	76	62	50	47	54	46
	'Avril/mai 2022	V7	A4	A3	=	V2	V3	V3	V3	V3	V4	V5	V5	V5	V5	V5	V6	V6	V6	V7	V7	V7	V7	V12	V12	V13	V17	V18	V19
Les choses vont dans la mauvaise direction	Oct/ novembre 2022	24	23	13	16	10	17	34	13	11	13	23	12	7	40	9	22	11	11	12	9	26	36	5	15	41	36	35	28
	'Avril/mai 2022	A4	V5	V4	V3	V3	=	A3	A2	A3	A2	A4	=	A3	A3	V1	A6	A4	A2	A1	A4	A7	A5	A3	V1	A11	A11	A13	A9
Ni l'un ni l'autre (Spontané)	Oct/ novembre 2022	8	11	14	11	8	13	8	16	15	9	8	8	9	5	9	3	8	10	11	6	8	8	16	14	6	7	5	12
	'Avril/mai 2022	A2	V1	A2	A2	A4	V2	=	A1	V1	A3	A2	A2	A3	A2	A4	=	V1	A3	A5	A2	A1	=	A9	A8	A1	A4	A2	A4
Je ne sais pas	Oct/ novembre 2022	5	6	2	3	2	17	6	3	4	2	2	7	2	6	3	4	10	2	2	5	5	6	3	9	3	10	6	14
	'Avril/mai 2022	A1	A2	V1	A1	A1	A5	=	=	A1	V1	V1	A3	V1	=	A2	=	A3	A1	A1	A1	V1	A2	=	A5	A1	A2·	A3	A6

L'analyse sociodémographique montre que les répondants qui sont restés plus longtemps dans l'éducation et ceux qui ont moins de difficultés financières sont plus susceptibles de dire que les choses vont dans la bonne direction dans l'UE. En particulier, les répondants qui ont quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles de dire que les choses vont **dans la bonne direction dans l'UE** (36 %) que celles qui ont quitté l'éducation à l'âge de 15 ans (22 %). Les répondants qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer des factures sont plus susceptibles de penser que les choses vont dans la bonne direction (35 %) que celles qui ont des difficultés la plupart du temps (16 %).

Il existe également des différences selon le groupe d'âge. Les 15-24 ans sont le seul groupe à exprimer une part égale de points de vue positifs et négatifs sur la façon dont les choses se passent dans l'UE (39 %). En revanche, les 40-54 ans sont deux fois plus susceptibles de dire que les choses vont dans la mauvaise direction dans l'UE (56 %) que de dire qu'elles vont dans la bonne direction (28 %).

En ce qui concerne les groupes socioprofessionnels, les gestionnaires sont les plus susceptibles de dire que les choses vont dans la bonne direction au niveau de l'UE (40 %), tandis que les chômeurs et les ménagères sont les moins susceptibles de dire que les choses vont dans la bonne direction (tous deux 21 %).

Enfin, les répondants qui suivent la politique européenne sont plus susceptibles de penser que les choses vont dans la bonne direction dans l'UE (37 %) que ceux qui ne le font pas (23 %).

D73.2 - À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? L'Union européenne (%)

	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un ni l'autre (Spontané)	Je ne sais pas
EU27	31	51	9	9
Âge				
15-24	39	39	9	13
25-39	33	53	8	6
40-54	28	56	8	8
55+	29	51	10	10
Éducation (fin de)				
15—	22	58	8	12
16-19	29	55	8	8
20+	36	46	10	8
Toujours à l'étude	39	41	9	11
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	32	51	9	8
Gestionnaires	40	43	11	6
Autres employés	35	51	8	6
Travailleurs manuels	27	57	8	8
Personnes de la maison	21	61	6	12
Chômeurs	21	62	8	9
Retraité	28	50	10	12
Étudiants	39	41	9	11

Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	16	71	5	8
De temps en temps	27	58	7	8
Presque jamais/jamais	35	45	10	10
Suivre la politique européenne				
Suivre	37	47	10	6
Ne pas suivre	23	56	8	13

L'analyse sociodémographique montre moins de différences au niveau national qu'au niveau de l'UE. Par exemple, les résultats sont similaires selon le groupe d'âge en ce qui concerne les répondants qui pensent que les choses vont dans **la bonne direction dans leur pays**.

Il y a une légère différence selon le niveau d'éducation, avec ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus de dire que les choses vont dans la bonne direction dans leur pays (27 %), par rapport à ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 15 ans (20 %). Parmi les groupes socioprofessionnels, les gestionnaires sont les plus susceptibles de dire que les choses vont dans la bonne direction au niveau national (30 %), les chômeurs (18 %), les domestiques et les ouvriers (19 %) les moins susceptibles de le dire.

Il existe une nette différence en ce qui concerne les difficultés financières. Les répondants qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer des factures sont plus susceptibles de penser que les choses vont dans la bonne direction dans leur pays (28 %) que ceux qui ont des difficultés à payer les factures la plupart du temps (13 %).

Les attitudes à l'égard de la situation au niveau national et au niveau de l'UE sont liées. Parmi ceux qui pensent que les choses vont dans la bonne direction au niveau de l'UE, 61 % pensent également que les choses vont bien dans leur pays. En revanche, 90 % des personnes qui ont une vision négative des choses au niveau de l'UE pensent également que les choses vont dans la mauvaise direction au niveau national.

D73.1 À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? (NOTRE PAYS) (% — UE)

	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un ni l'autre (Spontané)	Je ne sais pas
EU27	24	62	8	6
Âge				
15-24	27	57	8	8
25-39	24	65	7	4
40-54	22	66	7	5
55+	25	60	8	7
Éducation (fin de)				
15—	20	67	6	7
16-19	23	65	7	5
20+	27	59	9	5
Toujours à l'étude	27	56	8	9
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	25	62	8	5
Gestionnaires	30	56	10	4

Autres employés	25	64	7	4
Travailleurs manuels	19	70	6	5
Personnes de la maison	19	69	6	6
Chômeurs	18	71	6	5
Retraité	26	58	8	8
Étudiants	27	56	8	9
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	13	79	4	4
De temps en temps	20	69	6	5
Presque jamais/jamais	28	57	9	6
Les choses dans l'UE se déroulent...				
Bonne direction	61	33	4	2
Mauvaise direction	8	90	1	1
Ni l'un ni l	7	29	61	3

Dans l'analyse sociodémographique, les jeunes répondants sont plus susceptibles de dire que les choses vont dans la **bonne direction dans leur vie personnelle**. La proportion varie de 73 % chez les 15-24 ans à 59 % chez les 55 ans et plus.

Encore une fois, il existe des différences selon le niveau d'éducation et la situation financière. Ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles de dire que les choses vont dans la bonne direction dans leur vie personnelle (71 %) ceux qui sont partis à l'âge de 16-19 ans (59 %) ou à 15 ans ou moins (49 %). Les répondants qui n'ont jamais ou presque jamais de difficultés à payer des factures sont plus susceptibles de penser que les choses vont dans la bonne direction dans leur vie (74 %) que ceux qui ont des difficultés la plupart du temps (32 %).

Parmi les groupes socioprofessionnels, les gestionnaires sont les plus susceptibles de dire que les choses vont dans la bonne direction dans leur vie personnelle (76 %), tandis que la proportion est la plus faible parmi les chômeurs interrogés (38 %).

D73.4 À l'heure actuelle, diriez-vous que, en général, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction, dans...? Votre vie personnelle (%-UE)

	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un ni l'autre (Spontané)	Je ne sais pas
EU27	63	24	8	5
Âge				
15-24	73	17	7	3
25-39	65	25	6	4
40-54	60	27	8	5
55+	59	25	10	6
Éducation (fin de)				
15—	49	35	10	6
16-19	59	28	8	5
20+	71	17	8	4

Toujours à l'étude	76	15	6	3
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	68	20	8	4
Gestionnaires	76	14	7	3
Autres employés	68	21	7	4
Travailleurs manuels	57	31	7	5
Personnes de la maison	47	38	11	4
Chômeurs	38	44	12	6
Retraité	60	24	10	6
Étudiants	76	15	6	3
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	32	54	9	5
De temps en temps	49	35	10	6
Presque jamais/jamais	74	15	7	4

Compte tenu de la diminution au cours des six derniers mois de la proportion de personnes qui pensent que les choses vont dans la bonne direction dans l'UE, il n'est pas surprenant que l'optimisme dans l'avenir de l'UE ait également diminué. Cependant, **la majorité des citoyens européens restent optimistes**.

Un peu moins de six Européens sur dix (57 %, -5 points de pourcentage depuis avril-mai 2022) se disent optimistes quant à l'avenir de l'UE, tandis que 39 % (+ 5 pp) sont pessimistes.

L'optimisme quant à l'avenir de l'UE est toujours à un niveau relativement élevé par rapport aux résultats des dix dernières années. Toutefois, les derniers résultats montrent un recul de l'optimisme depuis avril-mai 2022, ce qui s'inscrit dans le cadre d'une baisse constante depuis 2020, coïncidant avec le début de la pandémie de COVID-19.

SD22 diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de l'UE? (% — EU-27)

(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2022)

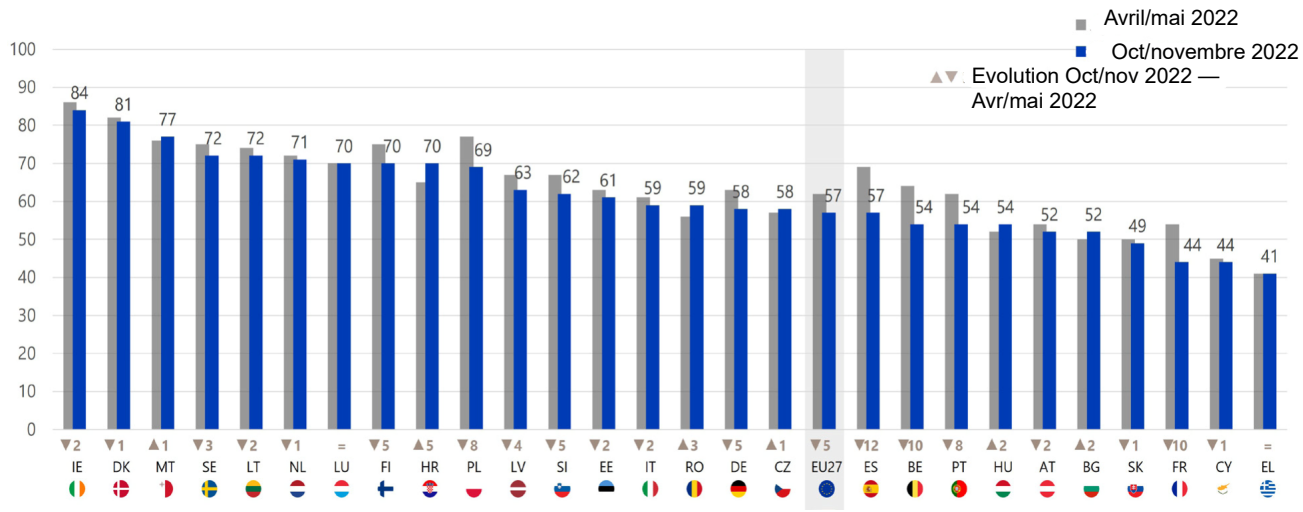
À l'exception de la Grèce, de Chypre et de la France, la majorité des personnes interrogées dans chaque État membre se disent optimistes quant à l'avenir de l'UE. Au moins les trois quarts des personnes interrogées pensent de cette façon en Irlande (84 %), au Danemark (81 %) et à Malte (77 %).

En Grèce, 41 % sont optimistes et 56 % pessimistes quant à l'avenir de l'UE. À Chypre, 44 % sont optimistes et 53 % pessimistes, tandis qu'en France 44 % sont optimistes et 51 % pessimistes.

L'optimisme quant à l'avenir de l'UE s'est accru en Croatie (70 %, + 5 points de pourcentage) et en Roumanie (59 %, + 3 points de pourcentage). Cependant, il a diminué dans 10 pays, avec les plus fortes baisses observées en Espagne (57 %, -12 pp), en Belgique (54 %, -10 pp) et en France (44 %, -10 pp). Les résultats sont restés stables dans 15 États membres.

À la suite de ces changements, l'optimisme est devenu l'opinion minoritaire en France.

SD22 diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de l'UE? (% — optimiste)



L'analyse sociodémographique illustre certaines différences d'optimisme quant à l'avenir de l'UE. Les 15-24 ans (64 %) sont plus susceptibles d'être optimistes quant à l'avenir de l'UE, en particulier par rapport à ceux de 55 ans et plus (55 %). L'analyse montre également que plus un répondant reste longtemps dans l'éducation, plus il est susceptible d'être optimiste: 65 % des personnes qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont positives quant à l'avenir de l'UE, contre 45 % qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins.

Parmi les groupes socioprofessionnels, les gestionnaires (70 %) et les étudiants (67 %) sont les plus susceptibles d'être optimistes, en particulier par rapport aux personnes au foyer et aux chômeurs (45 % dans les deux cas). Les répondants qui ont rarement ou jamais de la difficulté à payer des factures (63 %) sont beaucoup plus susceptibles d'être optimistes que ceux qui ont des difficultés la plupart du temps (34 %).

Les répondants qui ont une image positive de l'UE (85 %) sont nettement plus susceptibles de se sentir optimistes quant à son avenir que ceux qui ont une vision neutre (43 %) ou négative (9 %) de l'UE. Les répondants qui suivent la politique européenne (66 %) sont également plus susceptibles de se sentir optimistes quant à l'avenir de l'UE que ceux qui ne suivent pas ces nouvelles (47 %).

SD22 diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir de l'UE? (% — UE)

	Total «Optimiste»	Total «Non optimiste»	Je ne sais pas
EU27	57	39	4
Âge			
15-24	64	31	5
25-39	59	38	3
40-54	58	40	2
55+	55	40	5
Éducation (fin de)			

15—	45	49	6
16-19	55	41	4
20+	65	32	3
Toujours à l'étude	67	29	4
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	58	38	4
Gestionnaires	70	28	2
Autres employés	63	35	2
Travailleurs manuels	54	43	3
Personnes de la maison	45	49	6
Chômeurs	45	49	6
Retraité	54	40	6
Étudiants	67	29	4
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	34	61	5
De temps en temps	53	43	4
Presque jamais/jamais	63	33	4
Image de l'UE			
Total «Positive»	85	13	2
Neutre	43	50	7
Total «Négatif»	9	89	2
Suivre la politique européenne			
Suivre	66	32	2
Ne pas suivre	47	46	7

II. LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE

Le chapitre précédent soulignait la hausse du coût de la vie comme la plus grande préoccupation actuelle pour les citoyens européens. Cela est probablement dû à la hausse de l'inflation et reflète les conclusions du récent Eurobaromètre standard (EB97), qui a montré que le coût de la vie a considérablement augmenté en tant que sujet de préoccupation au cours des deux dernières années. Ce chapitre examine la question de plus près, en examinant la situation financière actuelle des ménages et la manière dont leur niveau de vie a été affecté par des événements mondiaux tels que la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine. Le chapitre évalue ensuite les attentes quant aux conditions de vie et à la situation économique dans un an.

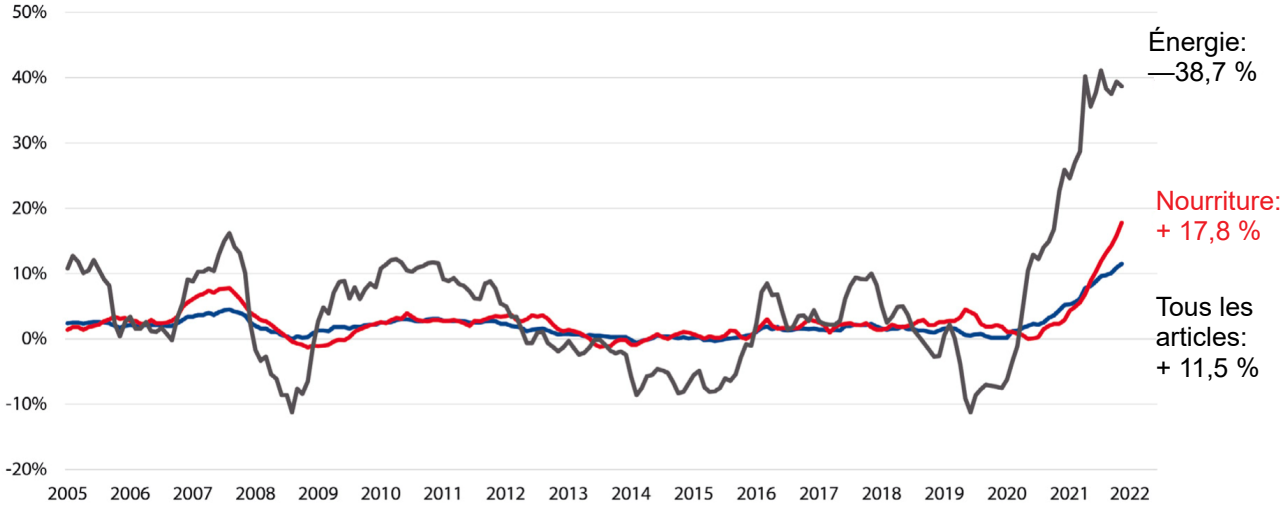
Bien que la hausse du coût de la vie soit une préoccupation depuis un certain temps, le principal changement observé dans ce rapport est que les attentes futures sont devenues beaucoup plus pessimistes. Si les Européens ontdéjà vu une réduction de leur niveau de vie, ils s'attendent surtout à en voir un l'année prochaine. Il y a également eu une forte augmentation de la proportion qui s'attend à ce que leurs propres conditions de vie et la situation de leur économie nationale soient pires en un an.

Le chapitre évalue également la satisfaction à l'égard des mesures prises pour faire face à la hausse du coût de la vie. Compte tenu du niveau de préoccupation exprimé par les citoyens au sujet de la hausse du coût de la vie, il n'est pas surprenant que beaucoup critiquent les mesures prises pour remédier à ce problème, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE.

La gestion financière des ménages est une question cruciale à part entière, mais elle a également des implications pour d'autres questions. Comme nous le verrons tout au long du rapport, la situation financière des répondants est l'une des principales caractéristiques sociodémographiques qui affectent les attitudes sur diverses questions, y compris les attitudes à l'égard de l'UE et du Parlement européen et à l'égard du vote aux élections européennes.

Les données d'Eurostat montrent clairement que l'inflation a commencé à augmenter à la suite de la pandémie et a été encore exacerbée à la suite de la guerre en Ukraine. C'est particulièrement le cas pour les prix de l'énergie, qui ont augmenté de plus de 35 points par rapport à la même période l'année dernière. En conséquence, la situation de vie des Européens a été considérablement affectée.

L'inflation dans l'Union européenne

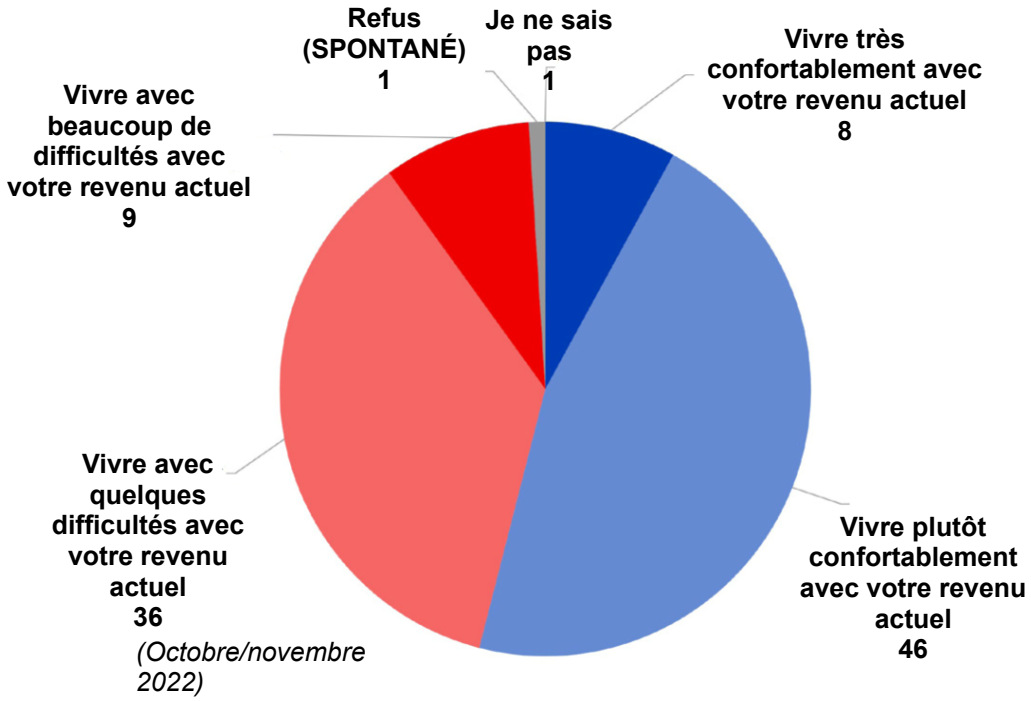


Eurostat: HICP - monthly data (annual rate of change)
URL: https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/PRC_HICP_MANR__custom_4056416/default/table [Data retrieved 06 December 2022]

2.1 Situation financière des ménages de l'UE

En ce qui concerne leurs revenus financiers, il y a une large répartition entre les citoyens européens entre ceux qui **vivent confortablement** et ceux qui **vivent avec des difficultés**. Un peu plus de la moitié (54 %) disent vivre confortablement, dont 8 % qui vivent «très confortablement» et 46 % «plutôt confortablement». En revanche, 45 % disent vivre avec des difficultés, dont 36 % qui vivent avec «certaines difficultés» et 9 % avec «beaucoup de difficultés».

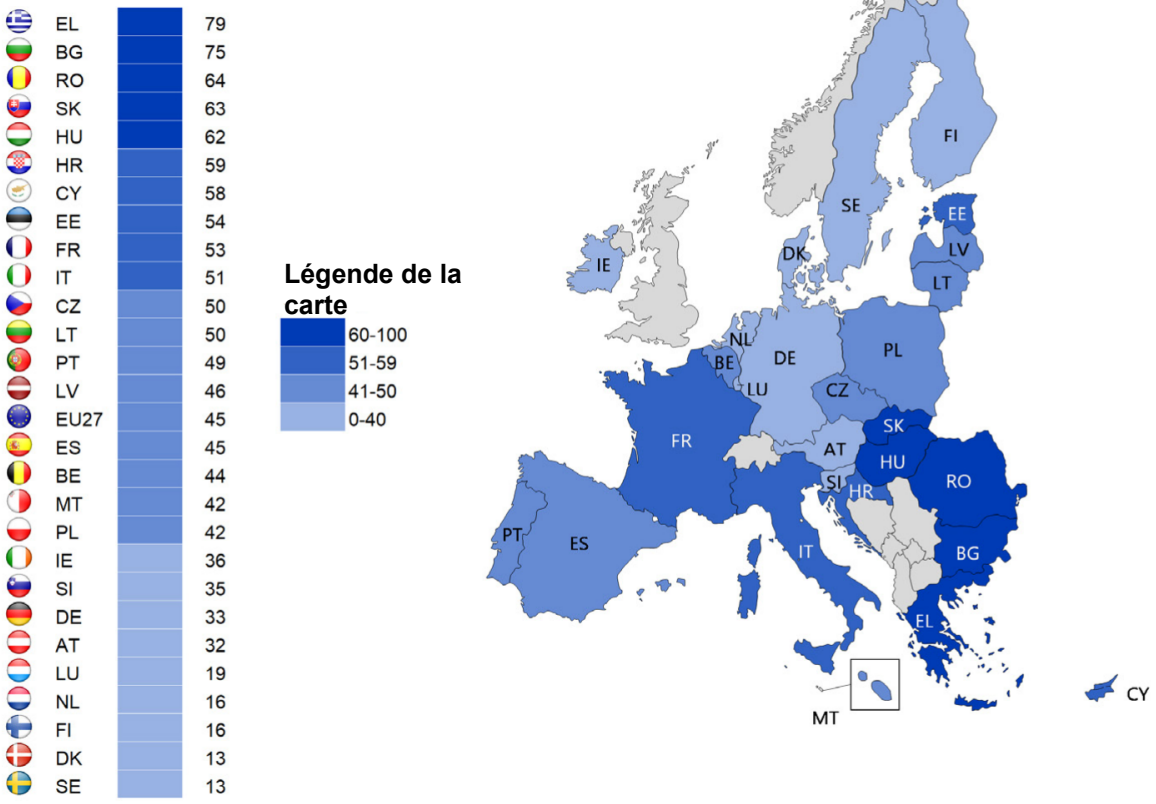
QA16 En pensant au revenu de votre ménage, comment décririez-vous votre situation actuelle? (% — EU-27)



(Octobre/novembre 2022)

Il existe de grandes différences entre les pays. Dans 16 États membres, la majorité des personnes interrogées affirment vivre confortablement. La proportion est la plus élevée en Suède (87 %), au Danemark (86 %), en Finlande (84 %), aux Pays-Bas (82 %) et au Luxembourg (80 %). En revanche, dans 11 pays, la majorité d'entre eux disent vivre avec des difficultés. Les répondants sont les plus susceptibles de le dire en Grèce (79 %) et en Bulgarie (75 %), suivis de la Roumanie (64 %), de la Slovaquie (63 %) et de la Hongrie (62 %).

QA16 En pensant au revenu de votre ménage, comment décririez-vous votre situation actuelle? (% — «vivre avec des difficultés»)



Dans l'analyse sociodémographique, les hommes sont plus susceptibles que les femmes de dire qu'ils vivent confortablement avec leur revenu actuel (57 % contre 51 %). Il n'y a pas de différence nette selon l'âge.

Il y a une grande différence par niveau d'éducation. Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont beaucoup plus susceptibles de dire qu'ils vivent confortablement (69 %), comparativement à ceux qui sont partis à l'âge de 16-19 ans (47 %) ou à 15 ans ou moins (39 %). Il existe également de grandes variations selon les catégories socioprofessionnelles: la proportion qui dit vivre confortablement varie de 79 % parmi les gestionnaires à 22 % chez les chômeurs.

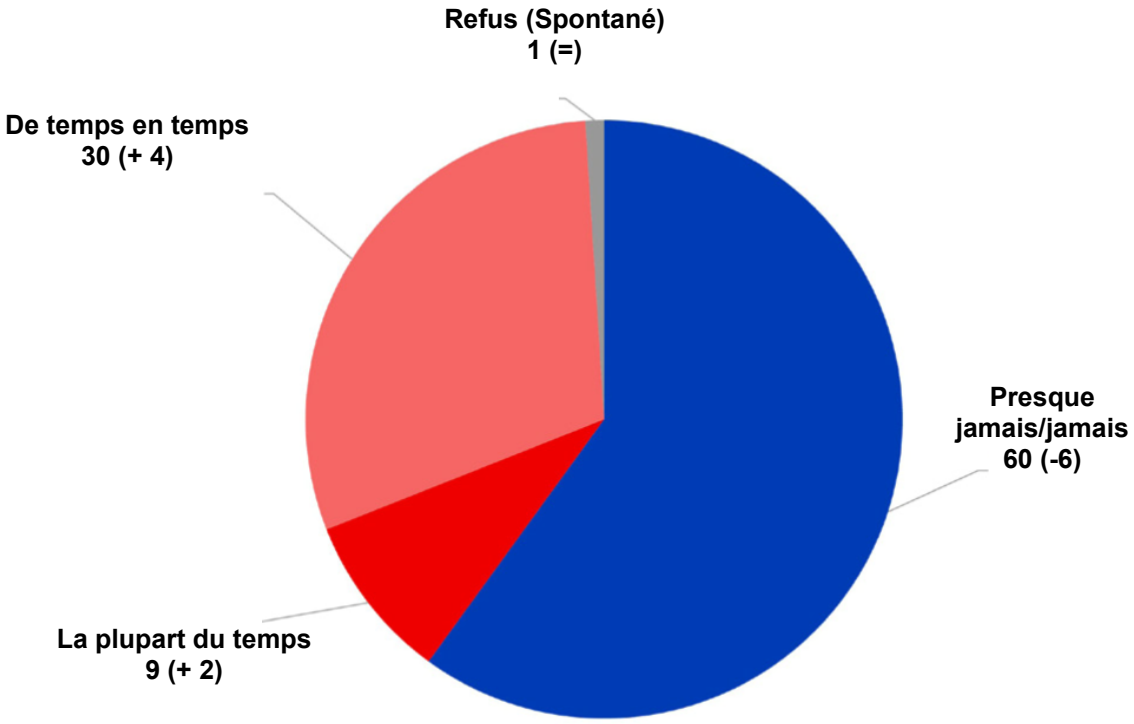
QA16 En pensant au revenu de votre ménage, comment décririez-vous votre situation actuelle? (%-UE)

	Total «Vivre confortablement»	Total «Vivre avec des difficultés»	Je ne sais pas
EU27	54	45	0
Sexe			

Homme	57	41	1
Femme	51	48	0
Âge			
15-24	55	41	3
25-39	55	44	0
40-54	52	47	0
55+	55	44	0
Éducation (fin de)			
15—	39	61	0
16-19	47	52	0
20+	69	30	0
Toujours à l'étude	56	39	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	65	34	0
Gestionnaires	79	20	0
Autres employés	57	42	0
Travailleurs manuels	45	54	0
Personnes de la maison	35	64	0
Chômeurs	22	77	0
Retraité	54	46	0
Étudiants	56	39	3

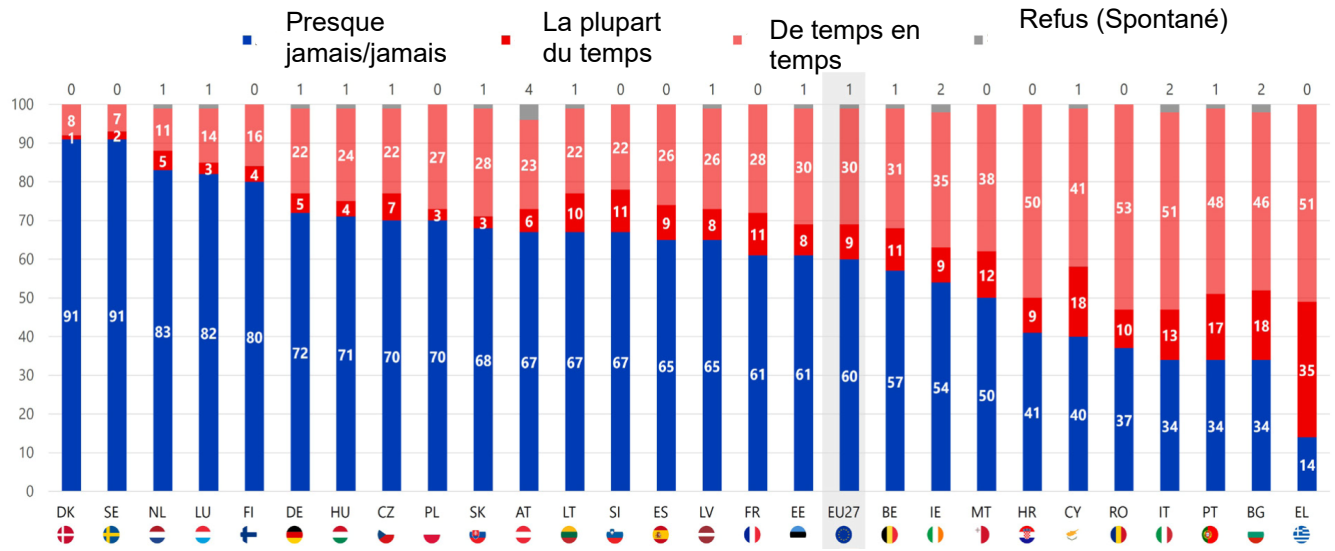
Environ un Européen sur dix (9 %) déclare qu'au cours des douze derniers mois, ils ont eu des **difficultés à payer leurs factures** la plupart du temps. Trois sur dix (30 %) déclarent avoir des difficultés de temps en temps, tandis que six sur dix (60 %) disent qu'elles n'ont jamais ou presque jamais ces difficultés.

D60 Au cours des douze derniers mois, diriez-vous que vous avez eu des difficultés à payer vos factures à la fin du mois...? (% — EU-27)



(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2022)

D60 Au cours des douze derniers mois, diriez-vous que vous avez eu des difficultés à payer vos factures à la fin du mois...? (%)



Dans l'analyse sociodémographique, les répondants qui ont terminé leurs études tôt sont beaucoup plus susceptibles de dire qu'ils ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps. La proportion est de 16 % parmi ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 15 ans ou moins, contre 5 % chez ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus. Il existe également de grandes variations selon les catégories socioprofessionnelles. La proportion qui dit avoir des difficultés à payer les factures la plupart du temps est la plus faible parmi les gestionnaires (3 %), et est inférieure à un sur dix dans la plupart des groupes, mais est beaucoup plus élevée chez les chômeurs (31 %) et les personnes au foyer (20 %). Les résultats sont similaires selon les groupes d'âge et entre les hommes et les femmes.

D60 Au cours des douze derniers mois, diriez-vous que vous avez eu des difficultés à payer vos factures à la fin du mois...? (% — UE)

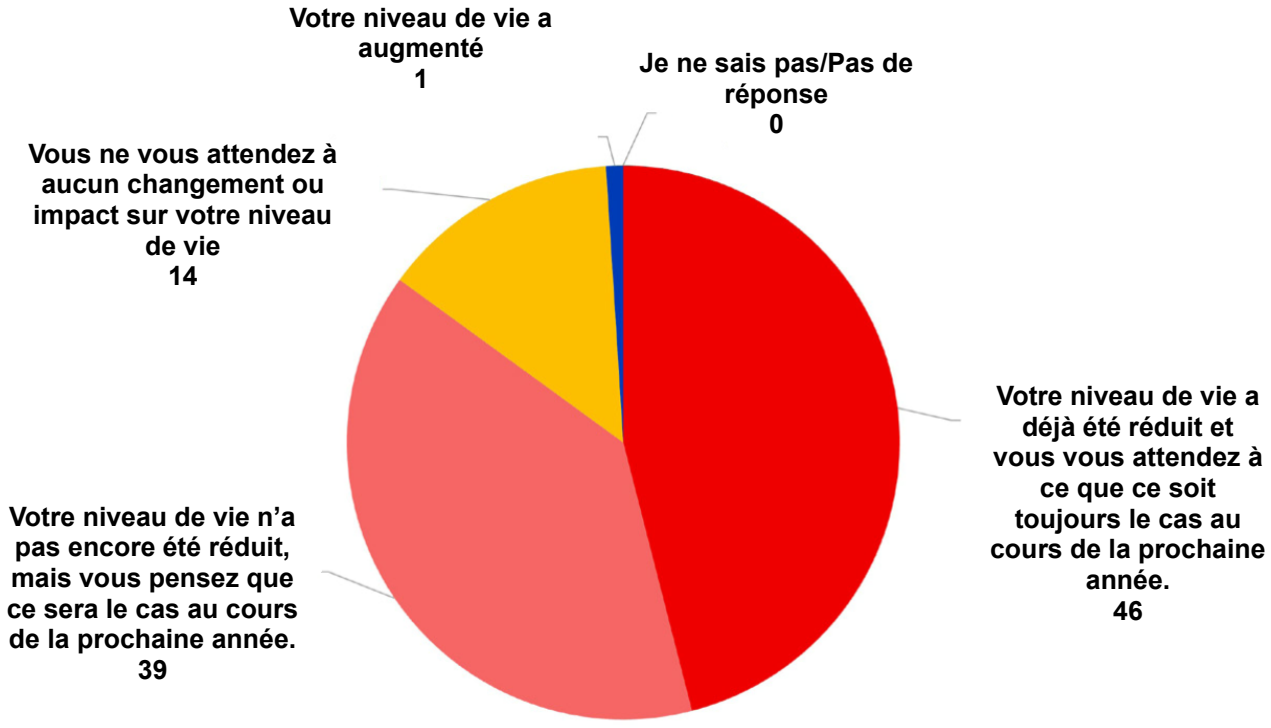
	La plupart du temps	De temps en temps	Presque jamais/jamais	Refus (Spontané)
EU27	9	30	60	1
Sexe				
Homme	9	28	62	1
Femme	9	33	57	1
Éducation (fin de)				
15—	16	39	45	0
16-19	10	36	54	0
20+	5	21	73	1
Toujours à l'étude	6	28	62	4
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	9	25	64	2
Gestionnaires	3	18	78	1
Autres employés	6	34	60	0

Travailleurs manuels	9	40	50	1
Personnes de la maison	20	39	41	0
Chômeurs	31	37	32	0
Retraité	8	26	66	0
Étudiants	6	28	62	4

Plus de huit Européens sur dix disent avoir déjà vu une réduction de leur niveau de vie ou s'attendre à ce que cela se produise l'année prochaine.

Les répondants ont été invités à réfléchir à leur niveau de vie personnel, en réfléchissant à des questions telles que les conséquences de la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et la hausse de l'inflation et des prix. Près de la moitié des citoyens (46 %) déclarent que leur niveau de vie a déjà été réduit et ils s'attendent à ce que ce soit toujours le cas au cours de la prochaine année. Environ quatre sur dix (39 %) déclarent que leur niveau de vie n'a pas encore été réduit, mais pensent que ce sera le cas au cours de la prochaine année. Un sur sept (14 %) déclare ne pas s'attendre à un changement ou à un impact sur son niveau de vie.

QA17 De nombreux éléments, tels que les conséquences de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine et de la hausse de l'inflation et des prix, affectent l'économie mondiale, y compris les États membres de l'Union européenne. En pensant à votre niveau de vie personnel (par exemple, les biens et services que vous pouvez vous permettre), lequel de ces énoncés se rapproche le plus de votre situation personnelle? (% — EU-27)



(Octobre/novembre 2022)

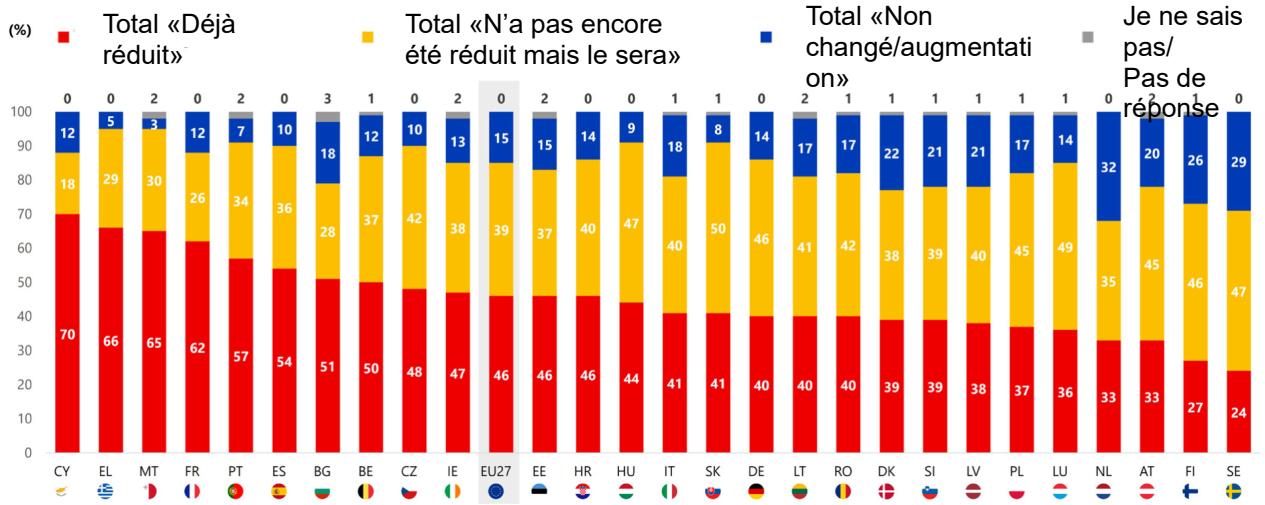
L'Eurobaromètre d'avril à mai 2022 (EB 97.3) a posé une question similaire qui portait spécifiquement sur l'impact sur le niveau de vie de la guerre en Ukraine. Les résultats ont été similaires, quatre citoyens de l'UE sur dix (40 %) ayant déclaré que leur niveau de vie avait déjà été réduit et près de la moitié (47 %) s'attendaient à cela au cours de la prochaine année. Ces résultats confirment que la hausse du coût de la vie a déjà été une préoccupation majeure tout au long de 2022 et devrait se poursuivre en 2023.

Dans 14 États membres, la position majoritaire est que les répondants ont déjà vu leur niveau de vie diminuer et s'attendent à ce que cela se poursuive l'année prochaine. Cela est particulièrement probable à Chypre (70 %), en Grèce (66 %), à Malte (65 %) et en France (62 %).

Dans 12 pays, la position la plus courante est que les répondants affirment que leur niveau de vie n'a pas encore été réduit, mais pensent que ce sera le cas au cours de la prochaine année. La proportion est la plus élevée en Slovaquie (50 %), au Luxembourg (49 %), en Hongrie et en Suède (47 % dans les deux cas). En Slovénie, des proportions égales disent qu'ils ont déjà vu une réduction de leur niveau de vie, comme le disent qu'il n'a pas encore été réduit, mais s'attendent à ce qu'il le fasse au cours de la prochaine année (39 % dans les deux cas).

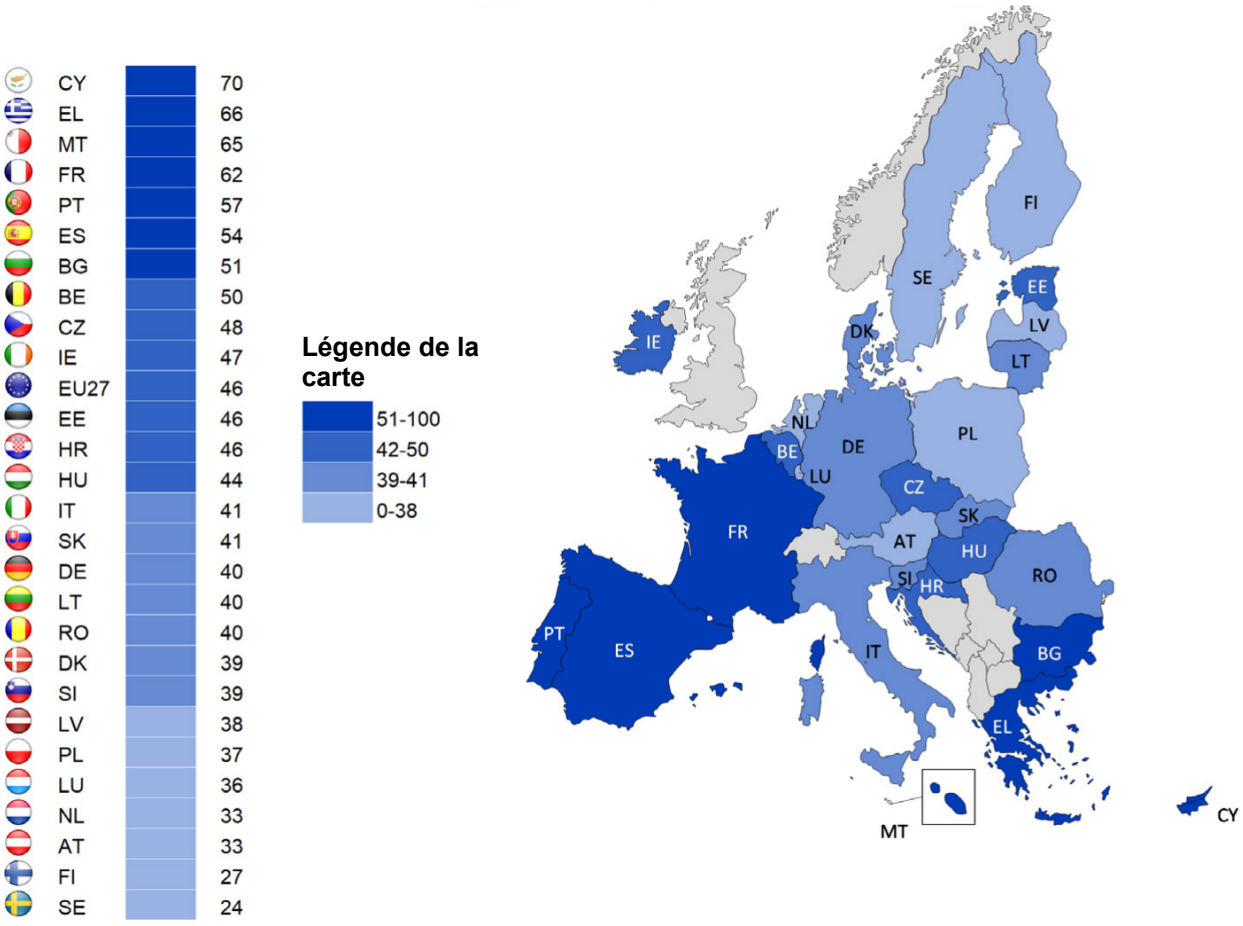
Les répondants sont plus susceptibles de dire qu'ils ne s'attendent à aucun changement ou impact sur leur niveau de vie aux Pays-Bas (30 %), en Suède (27 %), en Finlande (25 %) et au Danemark (22 %).

QA17 De nombreux éléments, tels que les conséquences de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine et de la hausse de l'inflation et des prix, affectent l'économie mondiale, y compris les États membres de l'Union européenne. En pensant à votre niveau de vie personnel (par exemple, les biens et services que vous pouvez vous permettre), lequel de ces énoncés se rapproche le plus de votre situation personnelle? (%)



Une analyse géographique des résultats indique que les répondants des régions méridionales de l'Europe sont plus susceptibles de dire qu'ils ont déjà vu une réduction de leur niveau de vie par rapport à ceux des régions septentrionales de l'Europe.

QA17 De nombreux éléments, tels que les conséquences de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine et de la hausse de l'inflation et des prix, affectent l'économie mondiale, y compris les États membres de l'Union européenne. En pensant à votre niveau de vie personnel (par exemple, les biens et services que vous pouvez vous permettre), lequel de ces énoncés se rapproche le plus de votre situation personnelle? (% -Votre niveau de vie a déjà été réduit et vous vous attendez à ce que ce soit toujours le cas pour le prochain



L'analyse sociodémographique montre des différences selon l'âge et le niveau d'éducation, bien que dans chaque groupe, ce ne soit qu'une minorité qui dit ne pas s'attendre à un changement ou à un impact sur leur niveau de vie.

En ce qui concerne le groupe d'âge, les répondants âgés de 15 à 24 ans sont moins susceptibles de dire qu'ils ont déjà vu une réduction de leur niveau de vie (37 % contre 46 % à 49 % dans les groupes d'âge plus âgés) et sont plus susceptibles de dire qu'ils ne s'attendent pas à un changement ou à un impact sur leur niveau de vie (17 % contre 13 %-15 %).

Les répondants qui ont terminé leurs études tôt sont plus susceptibles de dire qu'ils ont déjà vu une réduction de leur niveau de vie. La proportion varie de 56 % parmi ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 15 ans ou moins, à 41 % parmi ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus.

En ce qui concerne la catégorie socioprofessionnelle, les chômeurs interrogés sont les plus susceptibles de dire qu'ils ont déjà vu une réduction de leur niveau de vie (61 %), alors que ce taux est le plus faible chez les étudiants (34 %) et les cadres (36 %).

Comme on peut s'y attendre, les répondants qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont également plus susceptibles de dire qu'ils ont déjà vu une réduction de leur niveau de vie (77 %), comparativement à ceux qui ont rarement ou jamais des difficultés (35 %).

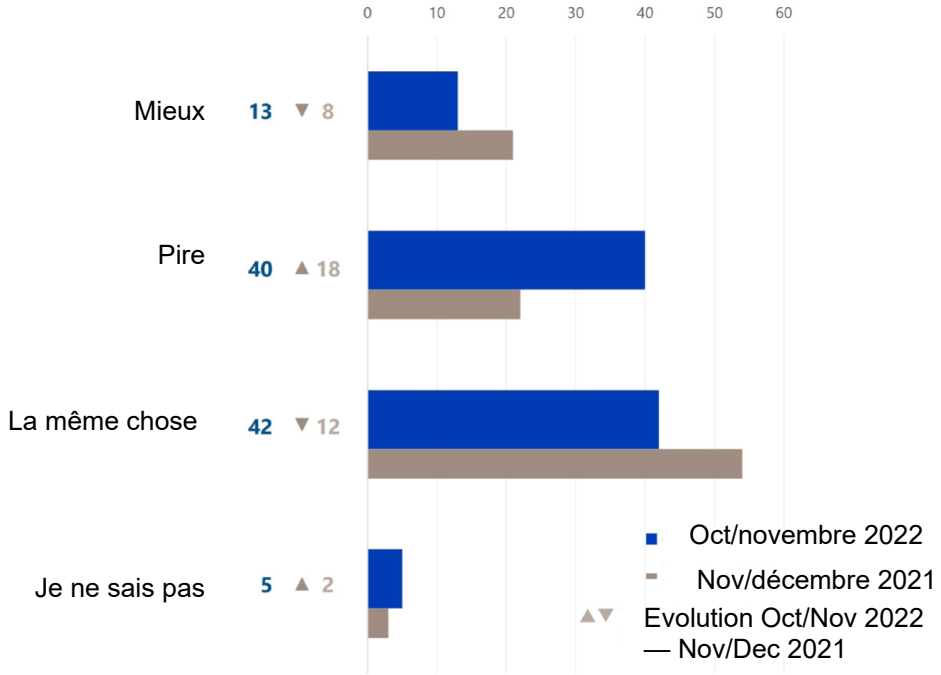
QA17 De nombreux éléments, tels que les conséquences de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine et de la hausse de l'inflation et des prix, affectent l'économie mondiale, y compris les États membres de l'Union européenne. En pensant à votre niveau de vie personnel (par exemple, les biens et services que vous pouvez vous permettre), lequel de ces énoncés se rapproche le plus de votre situation personnelle? (%)

	Votre niveau de vie a déjà été réduit et vous vous attendez à ce que ce soit toujours le cas au cours de la prochaine année.	Votre niveau de vie n'a pas encore été réduit, mais vous pensez que ce sera le cas au cours de la prochaine année.	Vous ne vous attendez à aucun changement ou impact sur votre niveau de vie	Votre niveau de vie a augmenté	Je ne sais pas/Pas de réponse
EU27	46	39	14	1	0
Âge					
15-24	37	43	17	1	2
25-39	46	40	13	1	0
40-54	49	37	13	1	0
55+	46	38	15	1	0
Éducation (fin de)					
15—	56	32	11	1	0
16-19	49	38	12	1	0
20+	41	41	16	1	1
Toujours à l'étude	34	45	18	1	2
Catégorie socioprofessionnelle					
Travailleurs indépendants	44	40	14	1	1
Gestionnaires	36	45	18	1	0
Autres employés	43	43	13	1	0
Travailleurs manuels	51	36	12	1	0
Personnes de la maison	54	34	11	0	1
Chômeurs	61	26	12	1	0
Retraité	48	36	15	1	0
Étudiants	34	45	18	1	2
Difficultés de paiement des factures					
La plupart du temps	77	14	7	1	1
De temps en temps	57	32	10	1	0
Presque jamais/jamais	35	46	17	1	1

2.2 Perspectives futures

Les citoyens sont devenus beaucoup plus pessimistes quant à leurs conditions de vie et à la situation de leur économie nationale. Quatre Européens sur dix (40 %) s'attendent à ce que leurs conditions de vie soient pires en un an, soit une forte augmentation depuis novembre-décembre 2021 (+ 18 points de pourcentage). Une proportion similaire (42 %, -12 pp) s'attend à ce que leurs conditions de vie soient les mêmes dans un an, alors que seulement 13 % pensent qu'elles seront meilleures (-8 pp).

SD21.1 Dans un an, pensez-vous que chacun des éléments suivants sera meilleur, pire, ou le même qu'aujourd'hui? Vos conditions de vie (% — EU27)

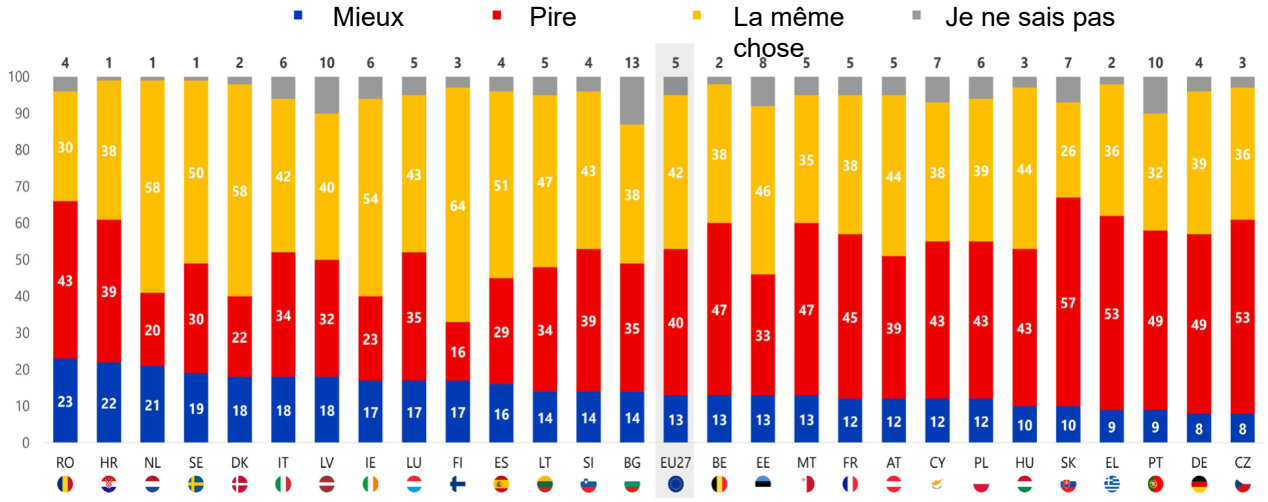


Dans 12 États membres, la majorité des personnes interrogées pensent que leurs conditions de vie s'aggraveront dans un an. La proportion est la plus élevée en Slovaquie (57 %), en Tchéquie, en Grèce (53 %) ainsi qu'en Allemagne et au Portugal (49 % dans les deux cas). Dans les 15 autres pays, la majorité est d'avis que les conditions de vie resteront les mêmes, et ce point de vue est le plus répandu en Finlande (64 %), au Danemark, aux Pays-Bas (58 %) et en Irlande (54 %).

Il n'y a que trois pays où plus d'un répondant sur cinq pense que ses conditions de vie seront meilleures dans un an: La Roumanie (23 %), la Croatie (22 %) et les Pays-Bas (21 %).

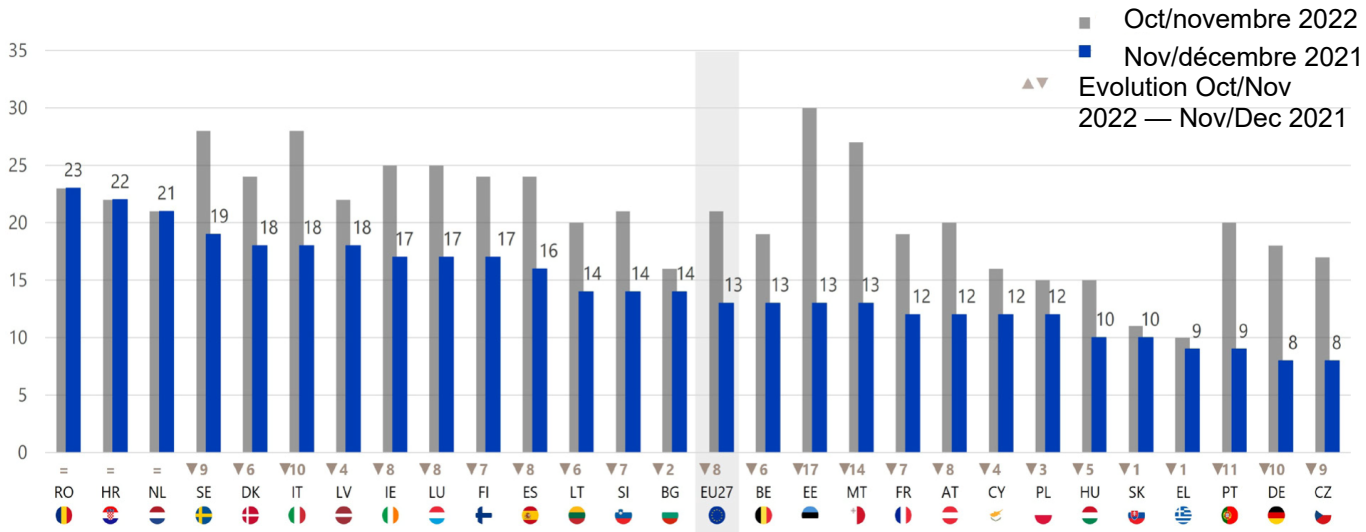
Dans 12 États membres, la majorité des personnes interrogées pensent que leurs conditions de vie s'aggraveront dans un an. La proportion est la plus élevée en Slovaquie (57 %), en Tchéquie, en Grèce (53 %) ainsi qu'en Allemagne et au Portugal (49 % dans les deux cas). Dans les 15 autres pays, la majorité est d'avis que les conditions de vie resteront les mêmes, et ce point de vue est le plus répandu en Finlande (64 %), au Danemark, aux Pays-Bas (58 %) et en Irlande (54 %).

SD21.1 Dans un an, pensez-vous que chacun des éléments suivants sera meilleur, pire, ou le même qu'aujourd'hui? (% — situation de l'économie (NATIONALITÉ))



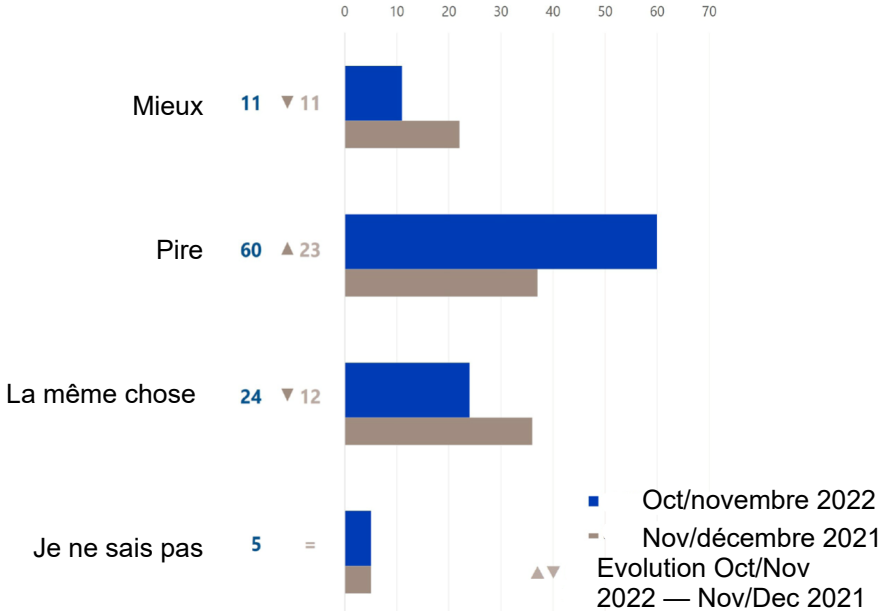
Dans 21 États membres, la proportion qui pense que leurs conditions de vie seront meilleures dans un an a diminué depuis novembre-décembre 2021. Les baisses les plus importantes sont observées en Estonie (13, -17 points de pourcentage), à Malte (13 %, -14 pp), au Portugal (9 %, -11 pp), en Allemagne (8 %, -10 pp) et en Italie (18 %, -10 pp). Dans les six autres États membres, les résultats sont restés stables.

SD21.1 Dans un an, pensez-vous que chacun des éléments suivants sera meilleur, pire, ou le même qu'aujourd'hui? Vos conditions de vie (% — Mieux)



La majorité des Européens (60 %) pensent que la situation de leur économie nationale sera pire dans un an, une forte augmentation par rapport à la proportion qui l'a dit en novembre-décembre 2021 (+ 23 pp). Environ un quart pensent que la situation de leur économie nationale sera à peu près la même dans un an (24 %, -12 pp), alors que seulement 11 % (-11 pp) pensent que ce sera mieux.

SD21.2 Dans un an, pensez-vous que chacun des éléments suivants sera meilleur, pire, ou le même qu'aujourd'hui? La situation de l'économie (NATIONALITÉ) (% — EU-27)

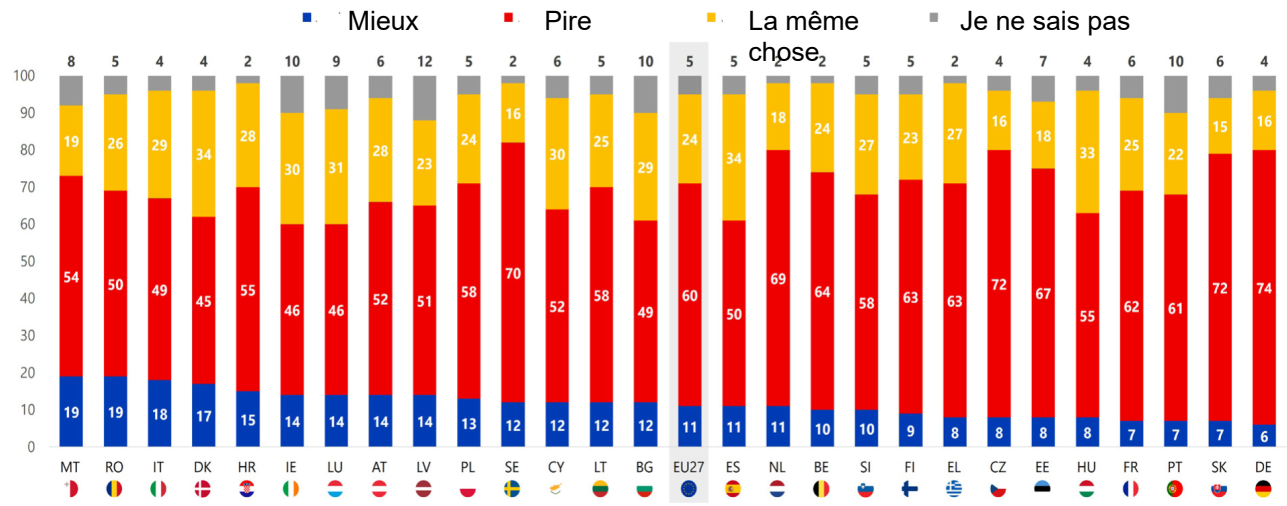


Dans chaque État membre, la majorité des personnes interrogées pensent que la situation de leur économie nationale s'aggravera dans un an. La proportion varie de 74 % en Allemagne et 72 % en Tchéquie et en Slovaquie, à 46 % en Irlande et au Luxembourg et 45 % au Danemark.

Les répondants sont les plus susceptibles de s'attendre à ce que la situation de leur économie nationale reste la même au Danemark, en Espagne (34 %) et en Hongrie (33 %).

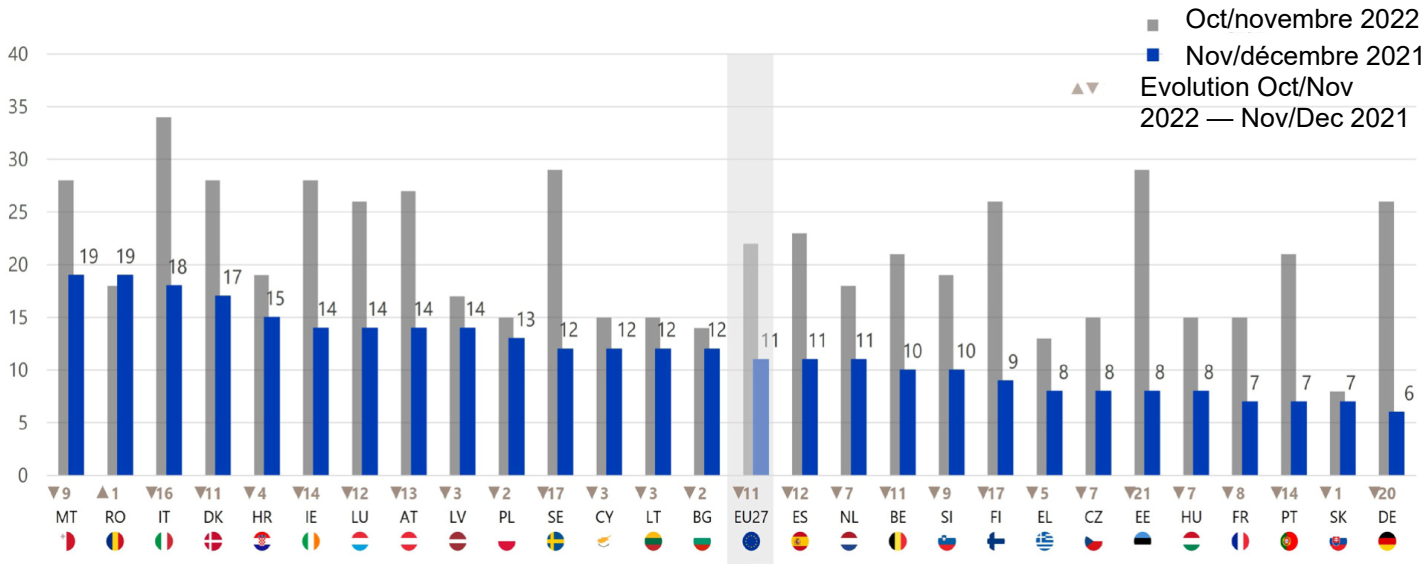
Dans chaque pays, pas plus d'un répondant sur cinq s'attend à ce que la situation de son économie nationale soit meilleure en un an. Les répondants sont les plus susceptibles d'avoir ce point de vue à Malte, en Roumanie (19 %), en Italie (18 %) et au Danemark (17 %).

SD21.2 Dans un an, pensez-vous que chacun des éléments suivants sera meilleur, pire, ou le même qu'aujourd'hui? La situation de l'économie (NATIONALITÉ) (% — UE)



Dans 23 États membres, il y a eu une baisse depuis novembre-décembre 2021, dans la proportion qui pense que la situation de l'économie nationale sera meilleure dans un an. Les baisses les plus importantes sont observées en Estonie (8 %, -21 points de pourcentage), en Allemagne (6 %, -20 pp), en Suède (12 %, -17 pp), en Finlande (9 %, -17 pp), en Italie (18 %, -16 pp), en Irlande (14 %, -14 pp) et au Portugal (7 %, -14 pp). Les résultats sont stables dans les quatre autres pays (Bulgarie, Pologne, Roumanie et Slovaquie).

SD21.2 Dans un an, pensez-vous que chacun des éléments suivants sera meilleur, pire, ou le même qu'aujourd'hui? La situation de l'économie (NATIONALITÉ) (% — Mieux)



Dans l'analyse sociodémographique, les répondants de chaque groupe sont plus susceptibles de penser que **leurs conditions de vie** seront pires dans un an que de penser qu'elles seront meilleures. Il y a une nette différence selon le groupe d'âge, avec les 15-24 ans les plus

susceptibles de penser que leurs conditions de vie seront meilleures dans un an (25 %) et ceux de 55 ans et plus les moins susceptibles de le dire (7 %).

Les répondants qui ont quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles de penser que leurs conditions de vie seront meilleures dans un an (15 %) et sont moins susceptibles de penser qu'elles seront pires (34 %), comparativement à celles qui sont sorties à l'âge de 15 ans ou moins (9 % et 46 % respectivement).

En ce qui concerne les difficultés de paiement des factures, il n'y a pas de différence dans la proportion qui pense que les choses seront meilleures dans un an. Cependant, ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont plus susceptibles de dire que leurs conditions de vie seront pires (63 %), comparativement à celles qui ont rarement ou jamais des difficultés (33 %).

SD21.1 Dans un an, pensez-vous que chacun des éléments suivants sera meilleur, pire, ou le même qu'aujourd'hui? Vos conditions de vie (% — UE)

	Mieux	Pire	La même chose	Je ne sais pas
EU27	13	40	42	5
Âge				
15-24	25	29	41	5
25-39	19	39	38	4
40-54	12	43	40	5
55+	7	43	45	5
Éducation (fin de)				
15—	9	46	39	6
16-19	12	45	38	5
20+	15	34	47	4
Toujours à l'étude	24	28	43	5
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	12	63	20	5
De temps en temps	14	49	32	5
Presque jamais/jamais	13	33	50	4

Les résultats sont généralement cohérents entre les différents groupes sociodémographiques, en termes d'attentes pour **l'économie nationale** dans un an. En ce qui concerne les groupes d'âge, les répondants âgés de 15 à 24 ans sont plus susceptibles de penser que la situation de l'économie nationale sera meilleure en un an (16 %) que celles de 55 ans et plus (9 %).

Les répondants qui éprouvent des difficultés à payer les factures la plupart du temps sont plus susceptibles de dire que la situation de l'économie nationale sera pire (72 %), comparativement à ceux qui ont rarement ou jamais des difficultés (58 %).

Les réponses à cette question sont liées à celles qui concernent les conditions de vie. Parmi ceux qui s'attendent à ce que leurs conditions de vie soient meilleures dans un an, 56 % s'attendent également à ce que l'économie nationale soit meilleure.

SD21.2 Dans un an, pensez-vous que chacun des éléments suivants sera meilleur, pire, ou le même qu'aujourd'hui? La situation de l'économie (NATIONALITÉ) (% — UE)

	Mieux	Pire	La même chose	Je ne sais pas
EU27	11	60	24	5
Âge				
15-24	16	50	27	7
25-39	12	61	24	3
40-54	10	63	23	4
55+	9	61	24	6
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	8	72	16	4
De temps en temps	11	61	24	4
Presque jamais/jamais	11	58	26	5
Attentes situation des conditions de vie				
Mieux	56	29	13	2
Pire	3	91	5	1
Même	6	42	49	3

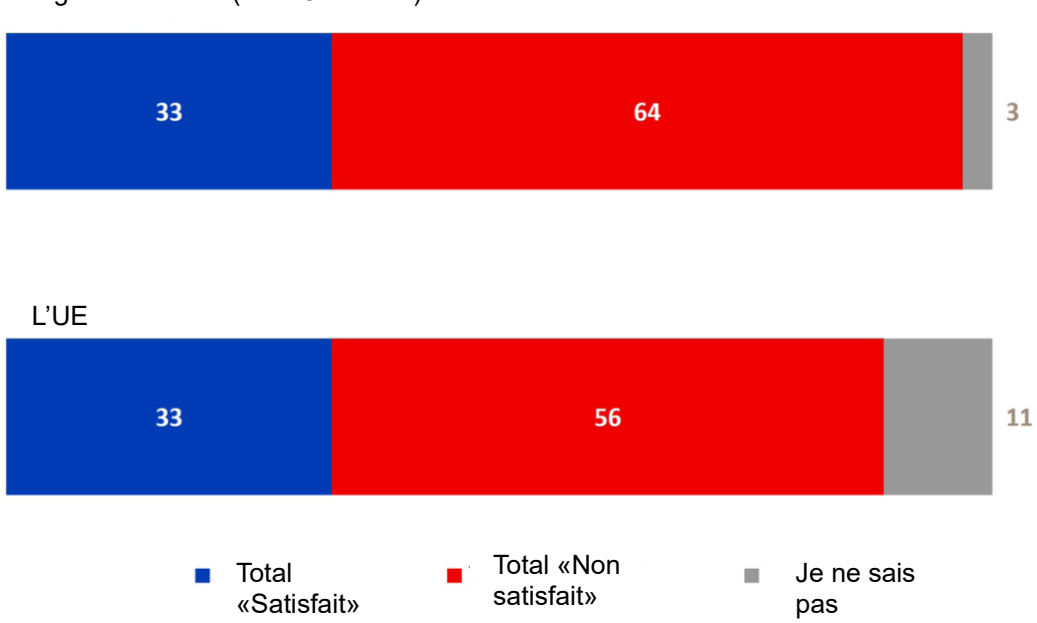
2.3 Satisfaction avec les mesures nationales et européennes en vigueur

Un tiers des citoyens (33 %) se disent satisfaits des mesures prises jusqu'à présent pour faire face à la hausse du coût de la vie par leur **gouvernement national**, tandis que près des deux tiers (64 %) ne sont pas satisfaits, dont 27 % qui ne sont «pas du tout satisfaits».

La même proportion (33 %) est satisfaite des **mesures prises par l'UE** pour faire face à la hausse du coût de la vie, 56 % non satisfaites, dont 22 % «pas du tout satisfaites».

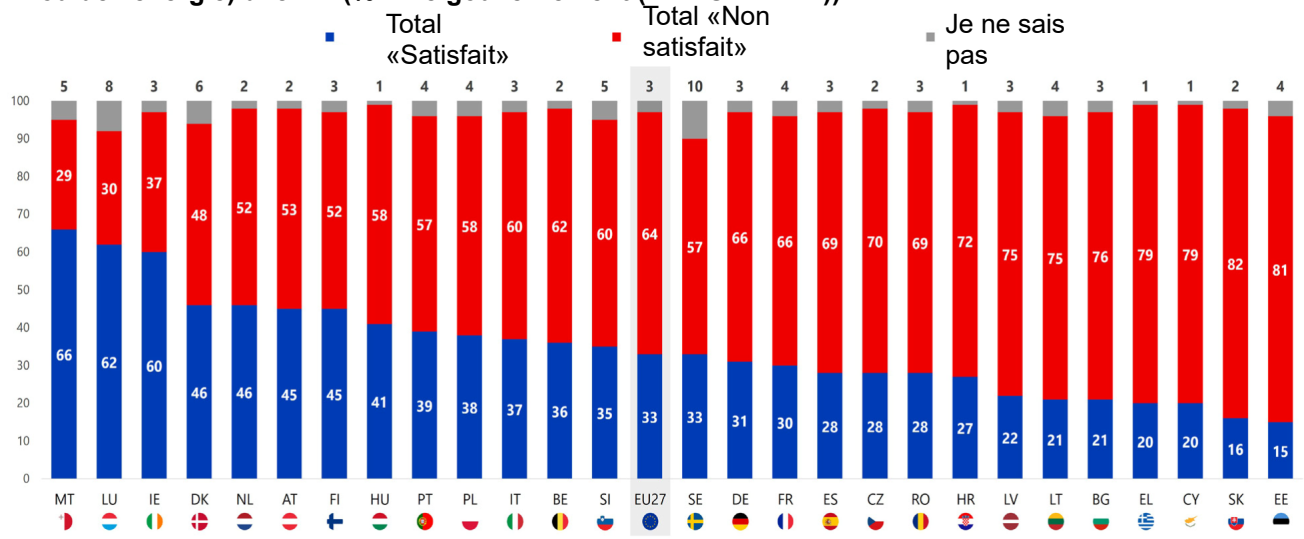
Dans l'ensemble, les répondants sont moins susceptibles d'avoir une opinion négative sur les mesures prises par l'UE que par leur gouvernement national (64 % et 56 % non satisfaits respectivement), bien que davantage de répondants donnent une réponse «ne sait pas» par rapport à l'UE (11 %) que de leur gouvernement national (3 %).

QA19 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou non des mesures prises jusqu'à présent pour faire face à la hausse du coût de la vie (par exemple, la hausse des prix des denrées alimentaires ou de l'énergie) d'ici...? (% — EU-27)



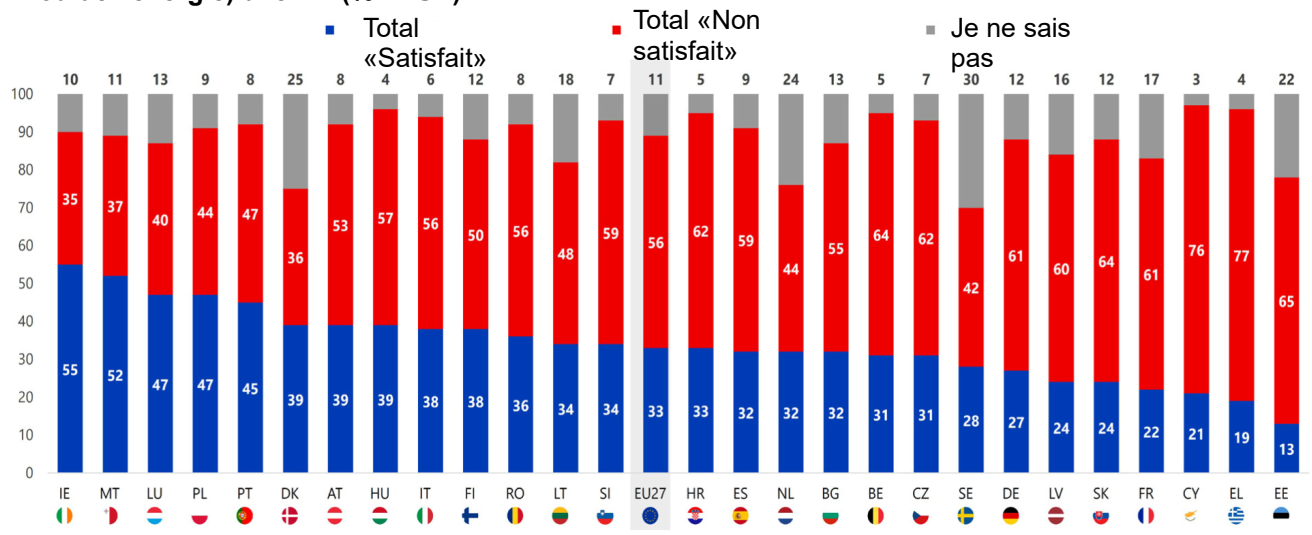
Dans trois États membres, la majorité des personnes interrogées se disent satisfaites des mesures prises jusqu'à présent pour faire face à la hausse du coût de la vie par leur **gouvernement national**: Malte (66 %), Luxembourg (62 %) et Irlande (60 %). Dans les 24 autres États membres, la majorité n'est pas satisfaite, ce qui est le plus élevé en Slovaquie (82 %), en Estonie (81 %), en Grèce et à Chypre (79 % dans les deux cas).

QA19.1 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou non des mesures prises jusqu'à présent pour faire face à la hausse du coût de la vie (par exemple, la hausse des prix des denrées alimentaires ou de l'énergie) d'ici...? (% — le gouvernement (NATIONALITÉ))



Dans cinq États membres, la majorité des personnes interrogées se disent satisfaites des **mesures prises par l'UE** pour faire face à la hausse du coût de la vie: Irlande (55 %), Malte (52 %), Luxembourg, Pologne (47 %) et Danemark (39 %). Dans les 22 autres États membres, la majorité n'est pas satisfaite, ce qui est le plus élevé en Grèce (77 %), à Chypre (76 %), en Estonie (65 %), en Belgique et en Slovaquie (64 % dans les deux cas).

QA19.2 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou non des mesures prises jusqu'à présent pour faire face à la hausse du coût de la vie (par exemple, la hausse des prix des denrées alimentaires ou de l'énergie) d'ici...? (% — UE)



Dans l'analyse sociodémographique, les résultats varient selon le niveau d'éducation et la situation financière, et cela vaut aussi bien pour les mesures prises par le gouvernement national que par l'UE. Par exemple, les répondants qui éprouvent rarement ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont plus susceptibles d'être satisfaits des mesures prises par leur gouvernement national (36 %) et par l'UE (34 %) que ceux qui éprouvent des difficultés la plupart du temps (21 % et 20 % respectivement). En ce qui concerne les deux questions, les crèches sont les plus susceptibles

d'être satisfaites, tandis que les personnes au foyer et les répondants au chômage sont les moins satisfaits.

Les répondants dont l'image globale de l'UE est positive sont plus susceptibles d'être satisfaits des mesures prises par l'UE (48 %) que ceux qui ont une image négative de l'UE (7 %). Ils sont également plus susceptibles d'être satisfaits des mesures prises par le gouvernement national (46 % de ceux qui ont une image positive de l'UE contre 13 % de ceux qui ont une image négative).

Si les répondants s'attendent à ce que leur économie nationale soit meilleure dans un an, ils sont plus susceptibles d'être satisfaits des mesures prises par leur gouvernement (55 % contre 26 % de ceux qui s'attendent à ce que la situation économique soit pire). Ils sont également plus susceptibles d'être satisfaits des mesures prises par l'UE (52 % parmi ceux qui s'attendent à ce que l'économie soit meilleure contre 26 % de ceux qui s'attendent à ce qu'elle soit pire).

QA19 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou non des mesures prises jusqu'à présent pour faire face à la hausse du coût de la vie (par exemple, la hausse des prix des denrées alimentaires ou de l'énergie) d'ici...? (% — UE)

	Le gouvernement (NATIONALITÉ)		L'UE	
	Total «Satisfait»	Total «Non satisfait»	Total «Satisfait»	Total «Non satisfait»
EU27	33	64	33	56
Âge				
15-24	27	69	28	62
25-39	32	66	32	60
40-54	36	61	34	52
55+	36	57	37	47
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	31	66	32	58
Gestionnaires	40	57	38	50
Autres employés	34	63	36	53
Travailleurs manuels	29	69	31	61
Personnes de la maison	27	71	23	66
Chômeurs	26	72	25	64
Retraité	34	62	31	57
Étudiants	36	57	37	47
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	21	77	20	72
De temps en temps	31	67	32	60
Presque jamais/jamais	36	60	34	53
Image de l'UE				
Total «Positive»	46	51	48	40
Neutre	26	71	23	66
Total «Négatif»	13	86	7	87
Situation attendue de l'économie nationale				

Mieux	55	43	52	40
Pire	26	72	26	63
Même	42	55	41	50

III. SOUTIEN À L'UKRAINE

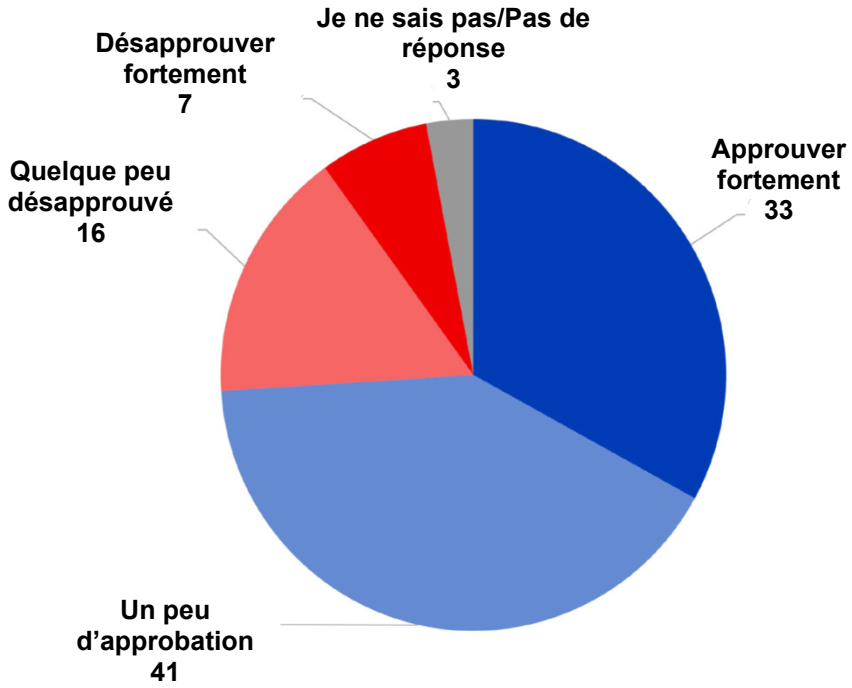
Ce chapitre examine les attitudes des Européens à l'égard de la guerre en Ukraine et le rôle joué par l'UE et les États membres. Malgré les nombreux défis auxquels l'Europe est confrontée, le soutien de l'UE à l'Ukraine et les actions spécifiques qu'elle a prises sont largement approuvés. La plupart des Européens sont également satisfaits de la coopération entre les États membres de l'UE pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine.

La plupart des citoyens perçoivent la guerre russe en Ukraine comme ayant un impact fondamental sur leur vie, seule une minorité estimant que leur vie restera inchangée en conséquence.

3.1 Approbation par les citoyens de la position et des actions de l'UE en faveur de l'Ukraine

Trois citoyens de l'UE sur quatre (74 %) déclarent qu'ils **approuvent le soutien de l'UE à l'Ukraine** à la suite de l'invasion de la Russie, et cela inclut 33 % qui «approuvent fermement» et 41 % qui «approuvent quelque peu». Environ un sur quatre (23 %) désapprouve le soutien de l'UE, dont 16 % qui «désapprouvent quelque peu» et 7 % qui «désapprouvent fortement».

QA13 Dans l'ensemble, approuvez-vous ou désapprouvez-vous le soutien de l'Union européenne à l'Ukraine à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie? (% — EU-27)

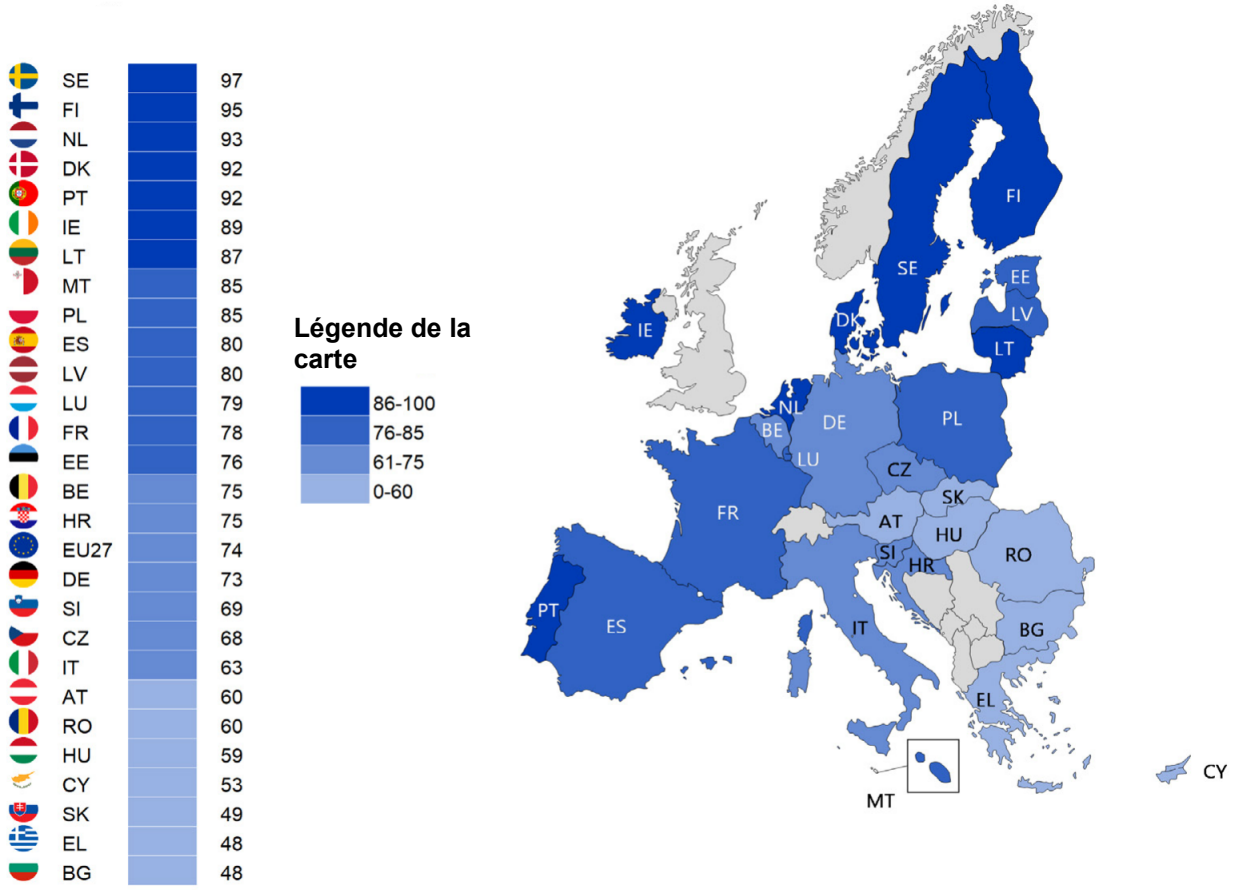


(Octobre/novembre 2022)

Dans tous les pays, plus de gens approuvent que désapprouvent le soutien de l'UE à l'Ukraine à la suite de l'invasion de la Russie. La proportion qui approuve le soutien de l'UE est la plus élevée en

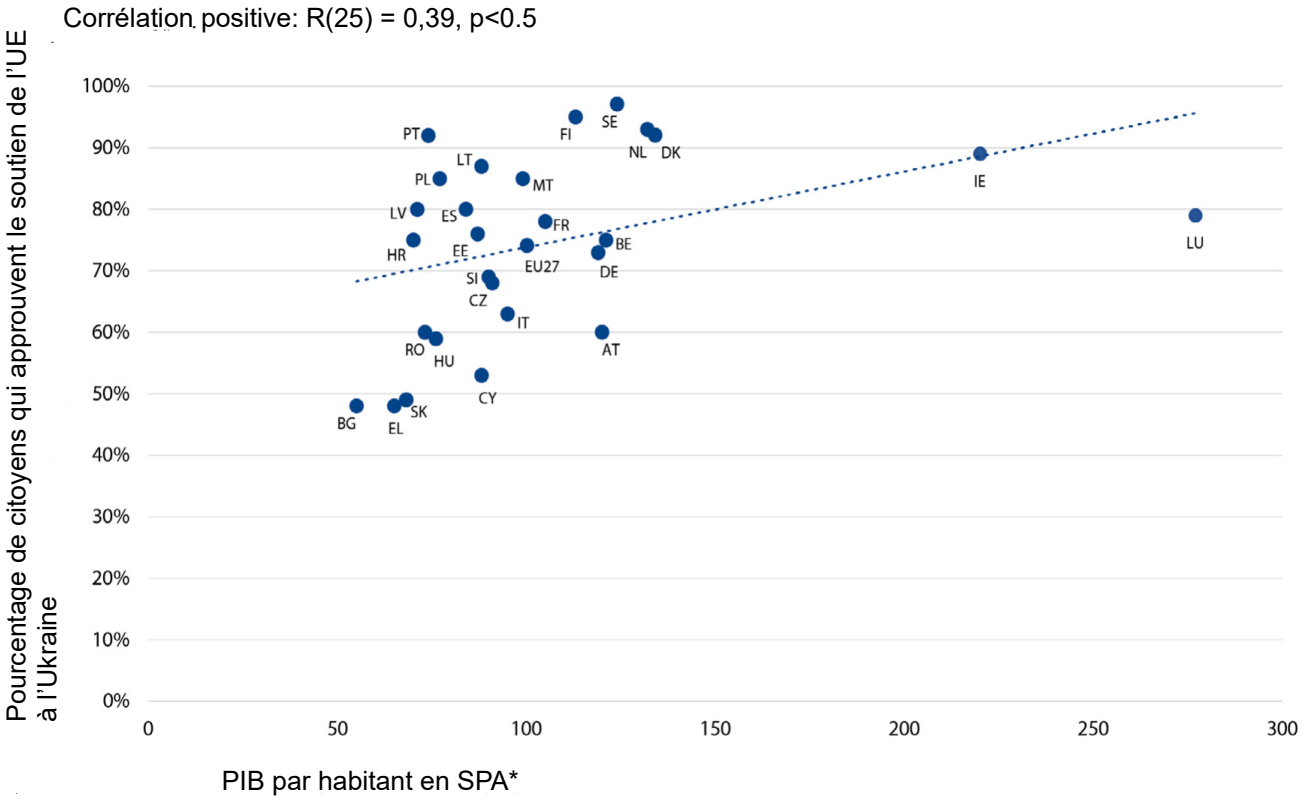
Suède (97 %), en Finlande (95 %), aux Pays-Bas (93 %), au Danemark et au Portugal (92 % dans les deux cas). Les niveaux de désapprobation sont les plus élevés dans les régions du sud-est de l'Europe, comme en Grèce (48 %), en Slovaquie (46 %), en Bulgarie (44 %) et à Chypre (42 %).

QA13 Dans l'ensemble, approuvez-vous ou désapprouvez-vous le soutien de l'Union européenne à l'Ukraine à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie? (% — total «Approbation»)



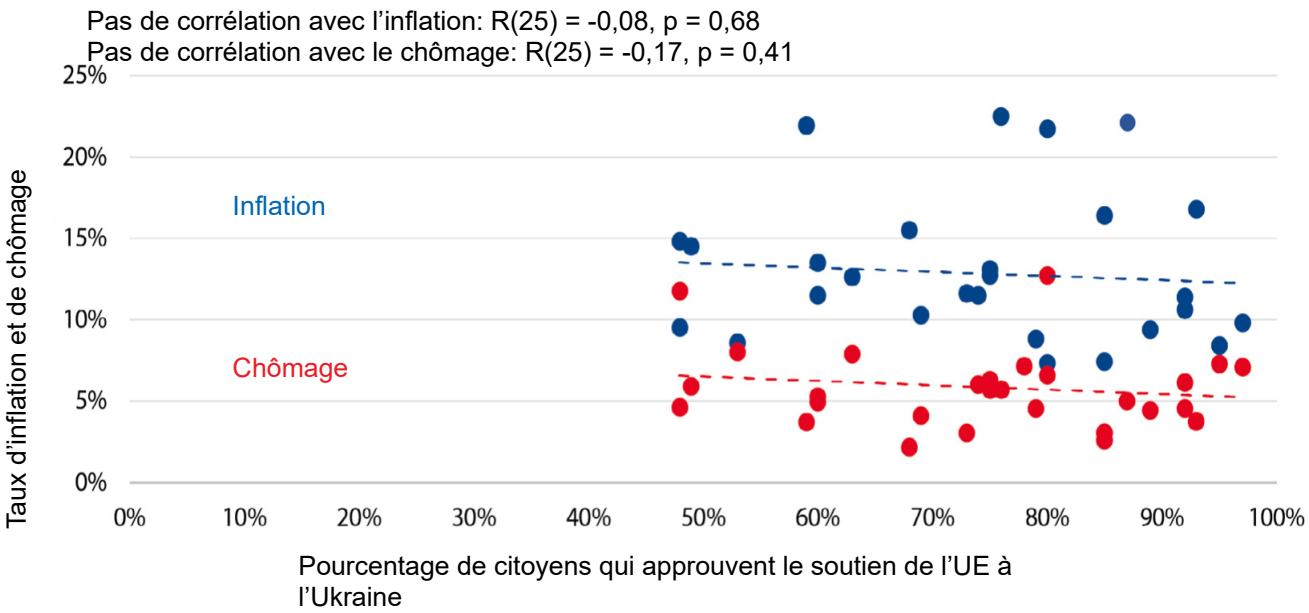
Si l'on examine les relations potentielles entre le soutien public à l'Ukraine et la situation économique des citoyens, un certain nombre de points de vue intéressants émergent: Tout d'abord, il existe une corrélation positive entre l'approbation par les citoyens du soutien de l'UE à l'Ukraine et le PIB par habitant de leurs pays respectifs. En d'autres termes, les pays dont le PIB par habitant est plus élevé sont plus susceptibles d'approuver le soutien de l'UE à l'Ukraine. Le graphique montre un coefficient de corrélation modéré et positif (0,39) avec un niveau de confiance statistiquement significatif dans plus de 95 % des cas.

QA13 PIB par habitant et approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine



D'autre part, et peut-être encore plus révélateur, compte tenu de la situation personnelle de la majorité des citoyens européens, il n'y a pas de relation significative entre le taux d'inflation d'un pays et l'approbation populaire du soutien de l'UE à l'Ukraine. De même, le taux de chômage d'un pays n'affecte pas la probabilité que ses citoyens approuvent le soutien de l'UE à l'Ukraine. Aucun des deux coefficients de corrélation n'est pertinent (-0,08 pour l'inflation; et -0,17 pour le chômage) et ne sont pas statistiquement significatifs (p=> 0,05).

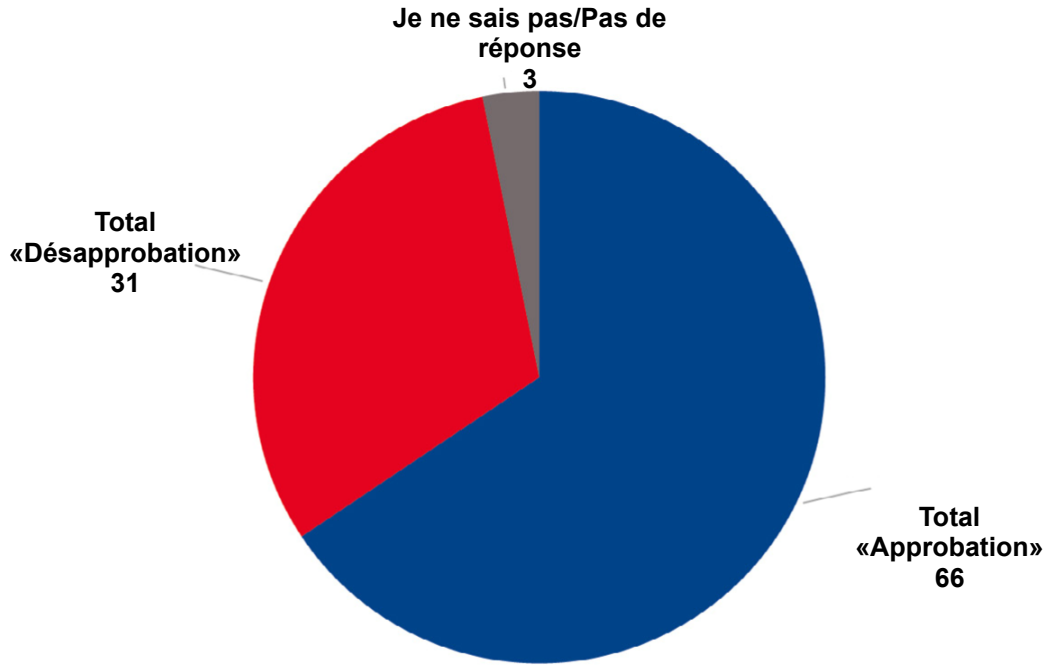
QA13 Niveaux d'inflation/chômage et approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine



Eurostat: IPCH — octobre 2022 (taux de variation annuel)
URL:
https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/PRC_HICP_MANR__custom_4056416/default/table
[Données récupérées le 06 décembre 2022]
Eurostat: Chômage — septembre 2022 (adapté en fonction de la saison)
https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/UNE_RT_MSDEFAULTVIEW/default/table [Données récupérées le 25 novembre 2022]

Même une majorité de citoyens de l'UE ayant des difficultés à payer des factures approuve la position de l'UE avec l'Ukraine (66 %) et seulement 31 % désapprouvent.

QA13 & D60 Les deux tiers des personnes ayant des difficultés à payer leurs factures approuvent le soutien de l'UE à l'Ukraine



QA13 Dans l'ensemble, approuvez-vous ou désapprouvez-vous le soutien de l'Union européenne à l'Ukraine à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie?
Base = D60. Au cours des douze derniers mois, diriez-vous que vous avez eu des difficultés à payer vos factures à la fin du mois...? — La plupart du temps & de temps en temps

L'analyse sociodémographique montre que les répondants plus instruits, c'est-à-dire ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus, sont plus susceptibles d'approuver le soutien de l'UE à l'Ukraine à la suite de l'invasion de la Russie (81 %) que ceux qui sont partis à l'âge de 16-19 ans (71 %) ou âgés de 15 ans ou moins (66 %). Parmi les groupes socioprofessionnels, la proportion qui approuve le soutien de l'UE est la plus élevée parmi les cadres (84 %) et la plus faible chez les personnes à domicile (63 %). Les jeunes répondants sont un peu plus susceptibles d'approuver le soutien de l'UE à l'Ukraine à la suite de l'invasion de la Russie (77 % des 15-24 ans contre 73 % à 75 % dans les groupes d'âge plus âgés).

L'approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine est plus élevée chez les répondants dont l'image globale de l'UE est positive (91 % contre 38 % de ceux dont l'image de l'UE est négative).

QA13, Dans l'ensemble, approuvez-vous ou désapprouvez-vous le soutien de l'Union européenne à l'Ukraine à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie? (% — UE)

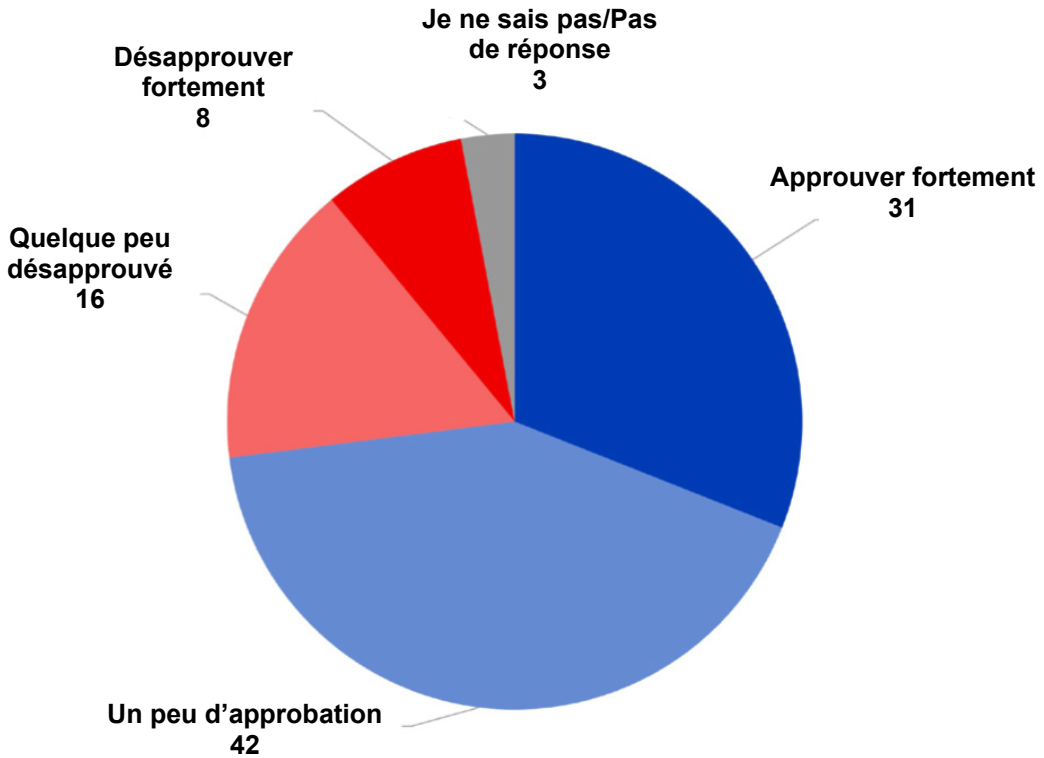
	Total «Approbation»	Total «Désapprobation»	Je ne sais pas/Pas de réponse
EU27	74	23	3
Âge			

15-24	77	20	3
25-39	75	22	3
40-54	74	23	3
55+	73	24	3
Éducation (fin de)			
15—	66	30	4
16-19	71	26	3
20+	81	17	2
Toujours à l'étude	79	17	4
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	73	24	3
Gestionnaires	84	14	2
Autres employés	76	21	3
Travailleurs manuels	69	28	3
Personnes de la maison	63	33	4
Chômeurs	68	27	5
Retraité	74	22	4
Étudiants	79	17	4
Image de l'UE			
Total «Positive»	91	8	1
Neutre	67	28	5
Total «Négatif»	38	59	3

Les personnes interrogées ont ensuite été invitées à réfléchir plus en détail aux différentes mesures prises par l'UE pour soutenir l'Ukraine depuis le début de la guerre, telles que les sanctions contre le gouvernement russe ou le soutien financier, militaire ou humanitaire.

Environ trois citoyens de l'UE sur quatre (73 %) déclarent approuver l'action de l'UE en

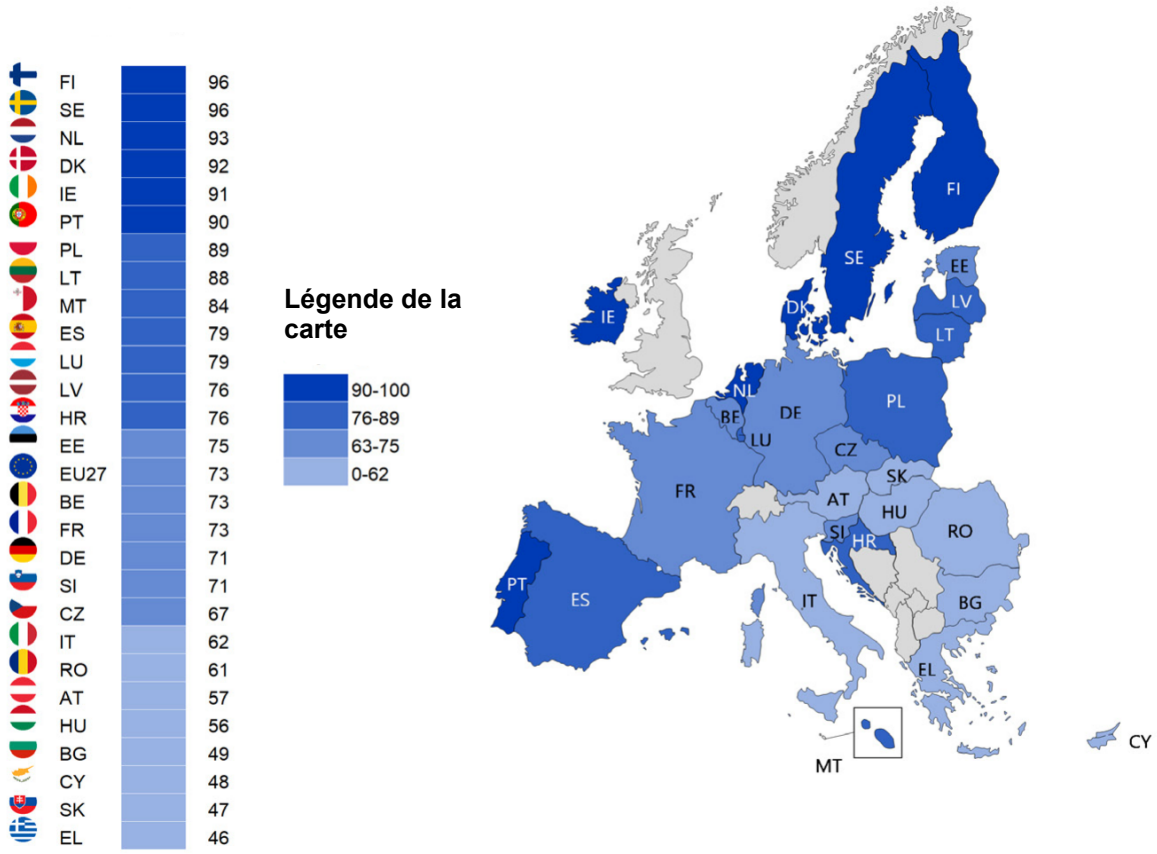
Réfléchissons maintenant plus en détail aux différentes mesures prises par l'Union européenne pour soutenir l'Ukraine depuis le début de la guerre, telles que les sanctions contre le gouvernement russe ou le soutien financier, militaire ou humanitaire: approuvez-vous ou désapprouvez-vous ces actions? (% — EU-27)



(Octobre/novembre 2022)

Une fois de plus, les plus faibles niveaux d'approbation des actions de l'UE en faveur de l'Ukraine se concentrent dans les régions du sud-est de l'Europe.

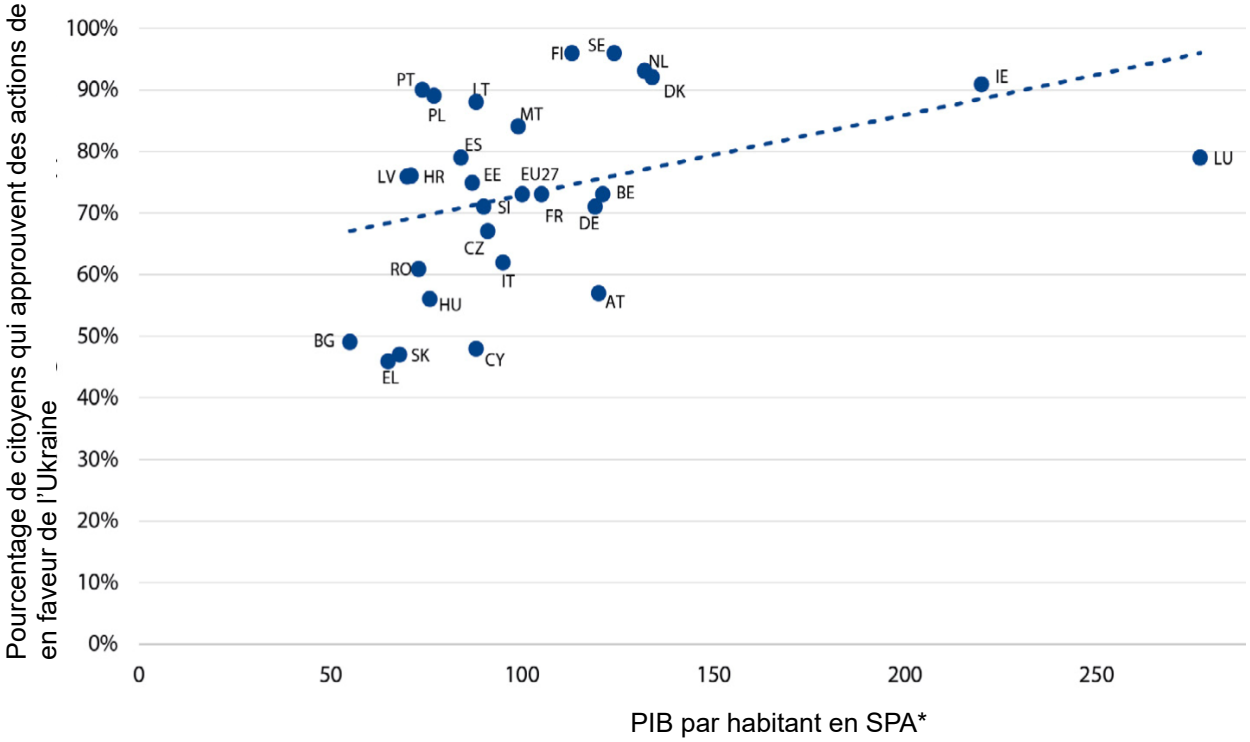
Réfléchissons maintenant plus en détail aux différentes mesures prises par l'Union européenne pour soutenir l'Ukraine depuis le début de la guerre, telles que les sanctions contre le gouvernement russe ou le soutien financier, militaire ou humanitaire: approuvez-vous ou désapprouvez-vous ces actions? (% — total «Approbation»)



Comme précédemment, si l'on examine le lien entre la situation économique des citoyens et le soutien public à l'Ukraine, il existe une corrélation positive entre l'approbation par les citoyens du soutien de l'UE à l'Ukraine et le PIB par habitant de leurs pays respectifs. Le coefficient de corrélation inclus dans le graphique ci-dessous montre une corrélation positive modérée (0,39) statistiquement significative avec plus de 95 % de confiance.

QA14 PIB par habitant et approbation des actions spécifiques de l'UE en faveur de l'Ukraine

Corrélation positive: R(25) = 0,39, p < 0,05

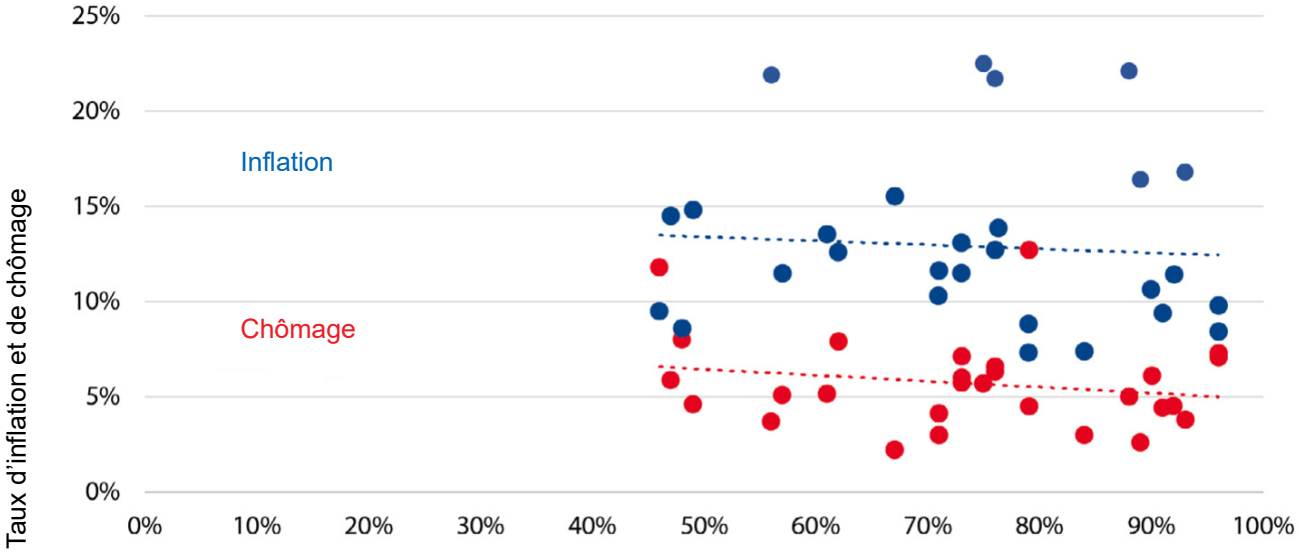


Eurostat — PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat (SPA) — 2021 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/TEC00114/default/table [Données récupérées le 25 novembre 2022]

* La norme de pouvoir d'achat (SPA) est une unité monétaire artificielle utilisée par Eurostat pour les comparaisons par pays afin d'éliminer les différences de niveau de prix entre les États membres.

Dans le même temps, cependant, il n'y a pas de relation significative entre le taux d'inflation d'un pays et l'approbation par la population des actions de l'UE en faveur de l'Ukraine. De même, le taux de chômage d'un pays n'affecte pas la probabilité que ses citoyens approuvent les actions de l'UE en faveur de l'Ukraine. Aucun des deux coefficients de corrélation n'est pertinent (-0,07 pour l'inflation; et -0,2 pour le chômage) et ils ne sont pas non plus statistiquement significatifs (dans les deux cas, la valeur p est supérieure à 0,05).

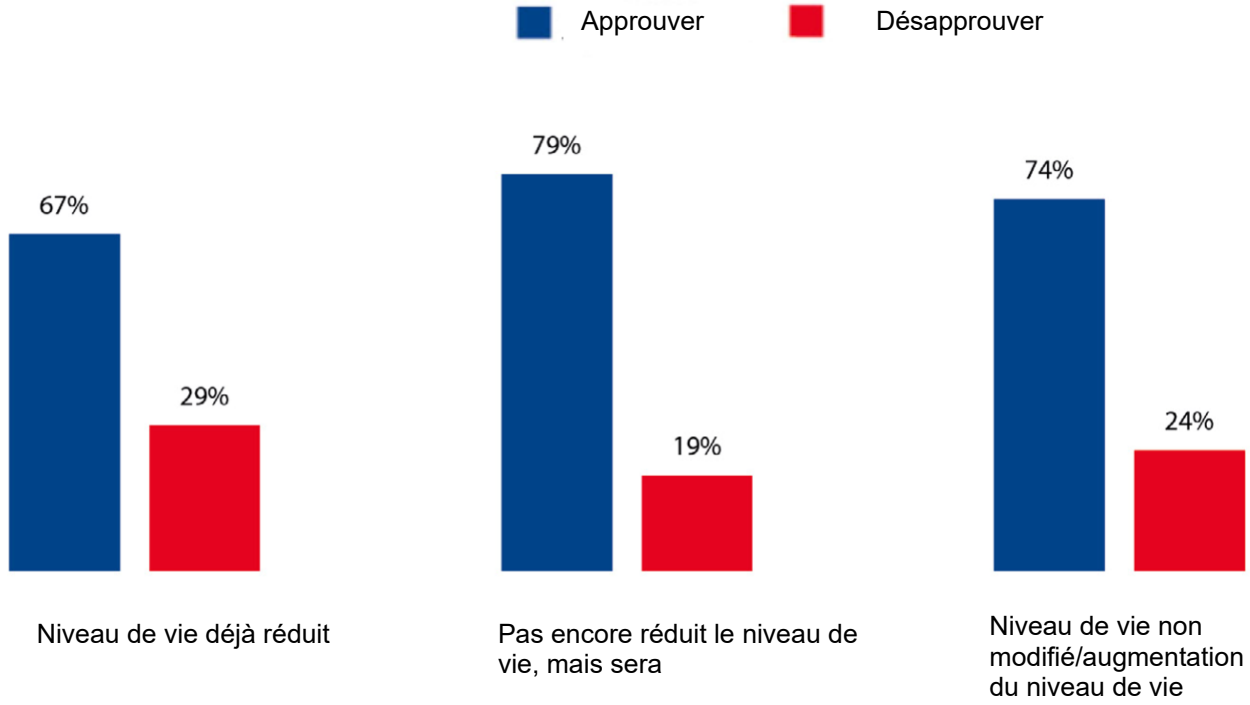
QA14 Niveaux d'inflation/chômage et approbation des actions spécifiques de l'UE en faveur de l'Ukraine



Eurostat: IPCH — octobre 2022 (taux de variation annuel)
URL: https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/PRC_HICP_MANR__custom_4056416/default/table [Données récupérées le 06 décembre 2022]
Eurostat: Chômage — septembre 2022 (adapté en fonction de la saison)
https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/UNE_RT_MSDEFAULTVIEW/default/table [Données récupérées le 25 novembre 2022]

Même une majorité de citoyens dont le niveau de vie a été réduit approuvent les mesures spécifiques de l'UE visant à soutenir l'Ukraine (67 %). En comparaison, 79 % des personnes dont le revenu n'a pas encore été réduit et 74 % des personnes sans changement/augmentation de leur niveau de vie approuvent les mesures de soutien à l'Ukraine.

Réfléchissons maintenant plus en détail aux différentes mesures prises par l'Union européenne pour soutenir l'Ukraine depuis le début de la guerre, telles que les sanctions contre le gouvernement russe ou le soutien financier, militaire ou humanitaire: approuvez-vous ou désapprouvez-vous ces actions?



Base = QA17. De nombreux éléments, tels que les conséquences de la pandémie de covId-19, la guerre en Ukraine et la hausse de l'inflation et des prix, affectent l'économie mondiale, y compris les États membres de l'Union européenne. En pensant à votre niveau de vie personnel (p. ex., les services que vous pouvez vous permettre), lequel de ces énoncés se rapproche le plus de votre situation personnelle?

D'autres analyses sociodémographiques montrent que les répondants qui ont quitté l'enseignement à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles d'approuver les actions de l'UE en faveur de l'Ukraine (80 %) que ceux qui sont partis à l'âge de 16 à 19 ans (69 %) ou âgés de 15 ans ou moins (64 %). Parmi les groupes socioprofessionnels, la proportion qui approuve le soutien de l'UE est la plus élevée parmi les cadres (82 %) et les étudiants (79 %), tandis qu'elle est la plus faible parmi les personnes à domicile (63 %).

L'approbation des actions de l'UE est plus élevée chez les répondants dont l'image globale de l'UE est positive (90 % contre 36 % de ceux dont l'image de l'UE est négative). Les attitudes à l'égard des actions de l'UE sont également étroitement liées au niveau global d'approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine. Parmi ceux qui approuvent le soutien de l'UE à l'Ukraine, 93 % approuvent également les mesures spécifiques prises par l'UE.

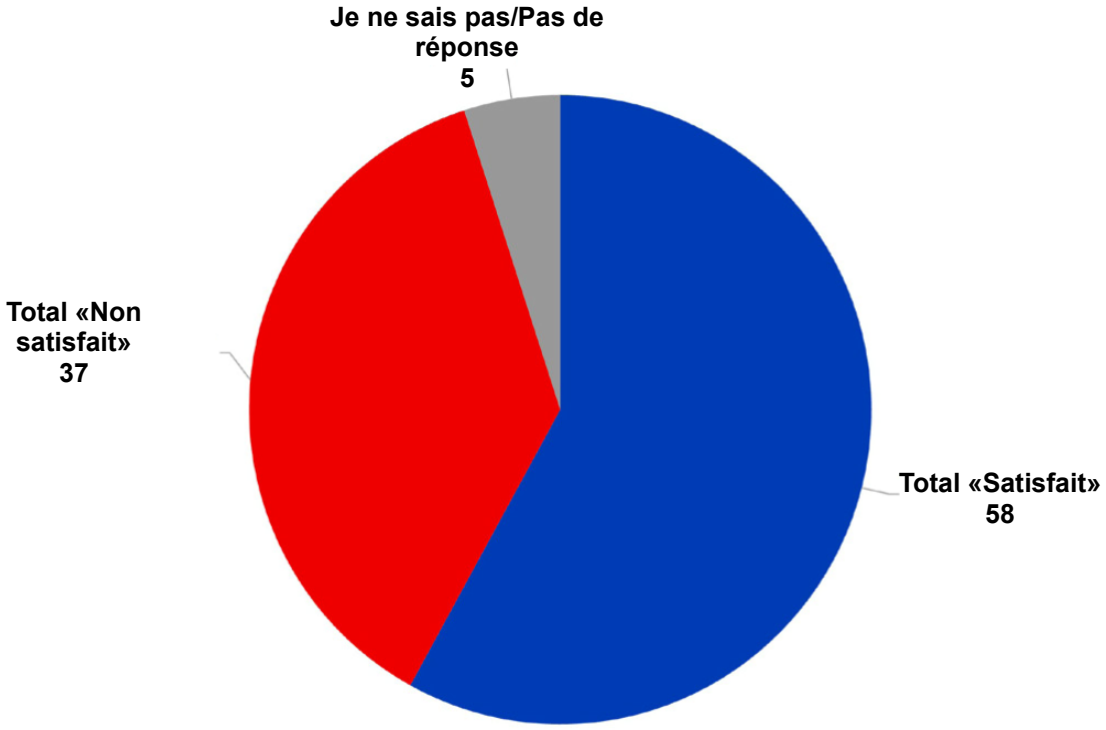
Réfléchissons maintenant plus en détail aux différentes mesures prises par l'Union européenne pour soutenir l'Ukraine depuis le début de la guerre, telles que les sanctions contre le gouvernement russe ou le soutien financier, militaire ou humanitaire: approuvez-vous ou désapprouvez-vous ces actions? (%)

	Total «Approbation»	Total «Désapprobation»	Je ne sais pas/Pas de réponse
EU27	73	24	3
Éducation (fin de)			
15—	64	31	5
16-19	69	28	3
20+	80	18	2
Toujours à l'étude	79	17	4
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	70	26	4
Gestionnaires	82	16	2
Autres employés	76	22	2
Travailleurs manuels	69	28	3
Personnes de la maison	63	32	5
Chômeurs	67	30	3
Retraité	73	24	3
Étudiants	79	17	4
Image de l'UE			
Total «Positive»	90	9	1
Neutre	67	29	4
Total «Négatif»	36	61	3
Approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine			
Approuver	93	6	1
Désapprouver	15	83	2

3.2 Satisfaction avec la coopération des États membres

En plus d'approuver le soutien de l'UE à l'Ukraine, **la majorité des Européens sont favorables à la manière dont les États membres ont coopéré**. Près de six citoyens sur dix (58 %) se disent satisfaits de la coopération entre les États membres de l'UE pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine, tandis que près de quatre sur dix (37 %) ne sont pas satisfaits.

QA15 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou non de la coopération entre les États membres de l'UE pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine? (% — EU-27)

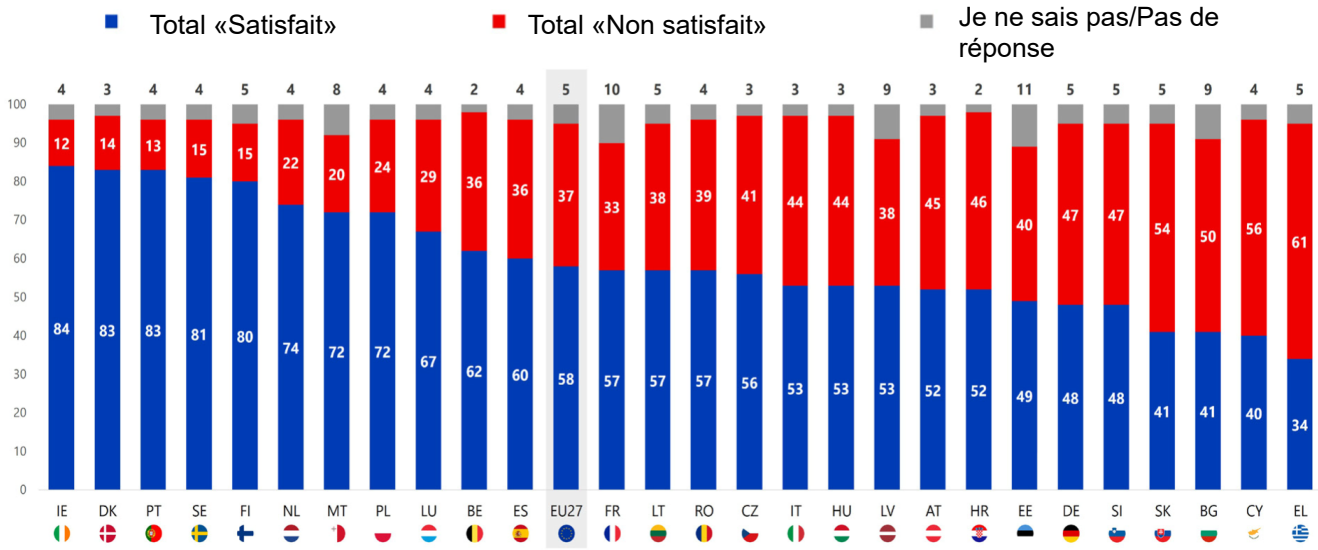


(Oct/nov.2022)

Dans 23 États membres, la majorité des personnes interrogées sont satisfaites de la coopération entre les États membres de l'UE pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine. La satisfaction est la plus élevée parmi les répondants en Irlande (84 %), au Danemark, au Portugal (tous deux 83 %), en Suède (81 %) et en Finlande (80 %).

Dans quatre États membres, la majorité n'est pas satisfaite: Grèce (61 %), Chypre (56 %), Slovaquie (54 %) et Bulgarie (50 %).

QA15 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou non de la coopération entre les États membres de l'UE pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine? (%)



Dans l'analyse sociodémographique, la satisfaction à l'égard de la coopération entre les États membres de l'UE pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine est plus élevée chez les répondants qui ont quitté l'enseignement à l'âge de 20 ans ou plus (64 %) que chez ceux qui sont partis à l'âge de 16-19 ans (54 %) ou âgés de 15 ans ou moins (51 %). Parmi les groupes socioprofessionnels, la satisfaction est la plus élevée parmi les cadres (66 %), les étudiants (63 %) et les autres cols blancs (62 %), tandis qu'elle est la plus faible chez les ménagères (48 %).

Les répondants qui éprouvent rarement ou jamais de difficultés à payer des factures sont également plus susceptibles d'être satisfaits (62 %) que ceux qui ont des difficultés la plupart du temps (41 %). Les répondants plus jeunes sont légèrement plus susceptibles d'être satisfaits que les répondants plus âgés (62 % des 15-24 ans contre 56 % des 55 ans et plus).

La satisfaction à l'égard de la coopération entre les États membres de l'UE est plus élevée chez les répondants dont l'image globale de l'UE est positive (77 % contre 19 % de ceux qui ont une image de l'UE négative).

Une fois de plus, les attitudes sont étroitement liées au niveau global d'approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine. Parmi ceux qui approuvent le soutien de l'UE à l'Ukraine, 72 % sont satisfaits de la coopération entre les États membres de l'UE, contre 14 % parmi ceux qui désapprouvent le soutien de l'UE à l'Ukraine. Parmi ceux qui sont satisfaits de la coopération entre les États membres, 68 % souhaitent que le Parlement joue un rôle plus important.

QA15 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou non de la coopération entre les États membres de l'UE pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine? (% — UE)

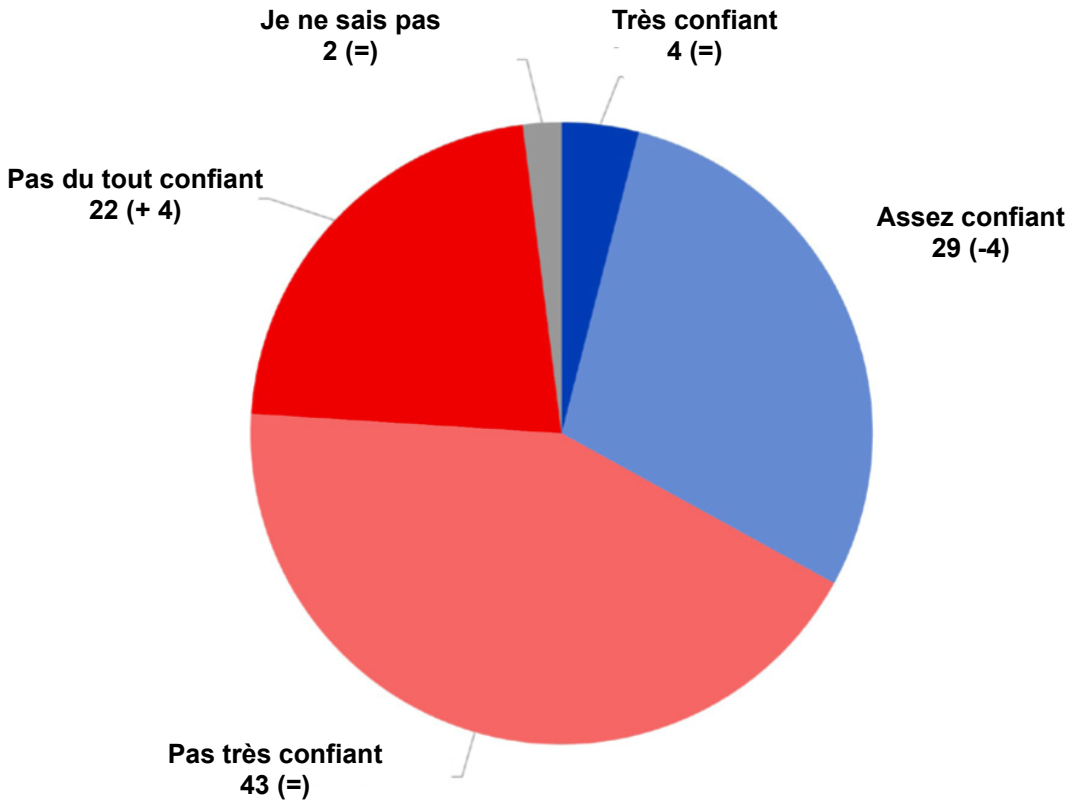
Total «Satisfait» Total «Non satisfait» Je ne sais pas/Pas de

			réponse
EU27	58	37	5
Âge			
15-24	62	31	7
25-39	59	37	4
40-54	57	39	4
55+	56	39	5
Éducation (fin de)			
15—	51	42	7
16-19	54	41	5
20+	64	32	4
Toujours à l'étude	63	30	7
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	55	42	3
Gestionnaires	66	31	3
Autres employés	62	35	3
Travailleurs manuels	54	42	4
Personnes de la maison	48	43	9
Chômeurs	53	39	8
Retraité	56	38	6
Étudiants	63	30	7
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	41	52	7
De temps en temps	55	41	4
Presque jamais/jamais	62	33	5
Rôle du Parlement européen			
Plus important	68	30	2
Moins important	40	56	4
Pas de changement	62	29	9
Approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine			
Approuver	72	24	4
Désapprouver	14	83	3

3.3 Peu de confiance dans le fait que la vie restera inchangée

Seulement un tiers des citoyens (33 %) sont **convaincus que leur vie restera inchangée** en raison de la guerre en Ukraine et de ses conséquences potentielles (-4 points de pourcentage depuis avril-mai 2022). Seulement 4 % (pas de changement) sont «très confiants» que ce sera le cas. La majorité (65 %, + 4 pp) disent qu'ils ne sont pas convaincus que ce sera le cas, 22 % étant «pas du tout confiants» (+ 4 pp).

QA12 Pensant à la guerre en Ukraine et à ses conséquences potentielles sur votre vie, dans quelle mesure pensez-vous que votre vie restera inchangée? (% — EU-27)



(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2022)

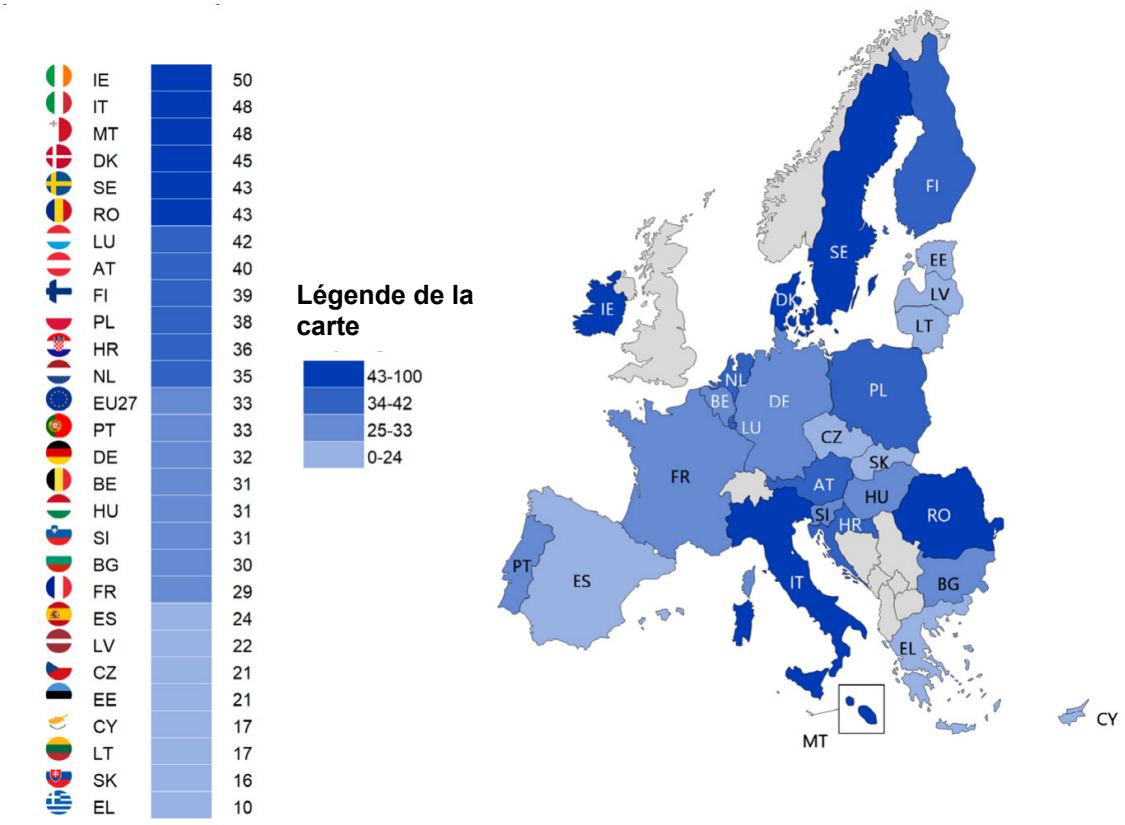
L'Irlande (50 %) est le seul État membre de l'UE où la majorité des personnes interrogées sont convaincues que leur vie restera inchangée en raison de la guerre en Ukraine et de ses conséquences potentielles, bien qu'à Malte des proportions égales soient confiantes et non confiantes (48 % dans les deux cas).

À l'autre extrémité du spectre, seulement 10 % en Grèce, 16 % en Slovaquie et 17 % à Chypre et en Lituanie pensent que leur vie restera inchangée.

En général, les répondants des régions orientales de l'Europe sont moins convaincus que leur vie restera inchangée en raison de la guerre en Ukraine et de ses conséquences potentielles. Cela

s’applique en particulier à certains des pays frontaliers de l’Ukraine ou de la Russie, tels que les États baltes d’Estonie, de Lettonie et de Lituanie.

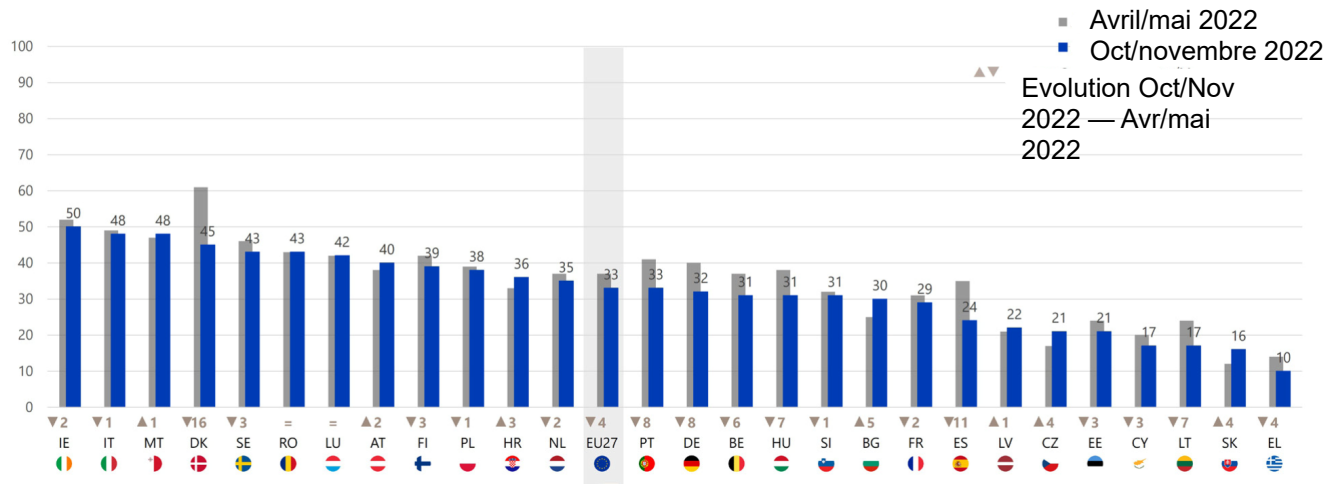
QA12 Pensant à la guerre en Ukraine et à ses conséquences potentielles sur votre vie, dans quelle mesure pensez-vous que votre vie restera inchangée? (% — total «Non confiant»)



Depuis avril-mai 2022, la confiance dans la vie n'a pas changé dans quatre États membres de l'UE: Bulgarie (30 %, + 5 points de pourcentage), Tchéquie (21 %, + 4 pp), Slovaquie (16 %, + 4 pp) et Croatie (36 %, + 3 pp). Cependant, l'optimisme a diminué dans 12 pays, notamment au Danemark (45 %, -16 pp), en Espagne (24 %, -11 pp), en Allemagne (32 %, -8 pp) et au Portugal (33 %, -8 pp). Il n'y a eu aucun changement ou presque aucun changement dans onze pays.

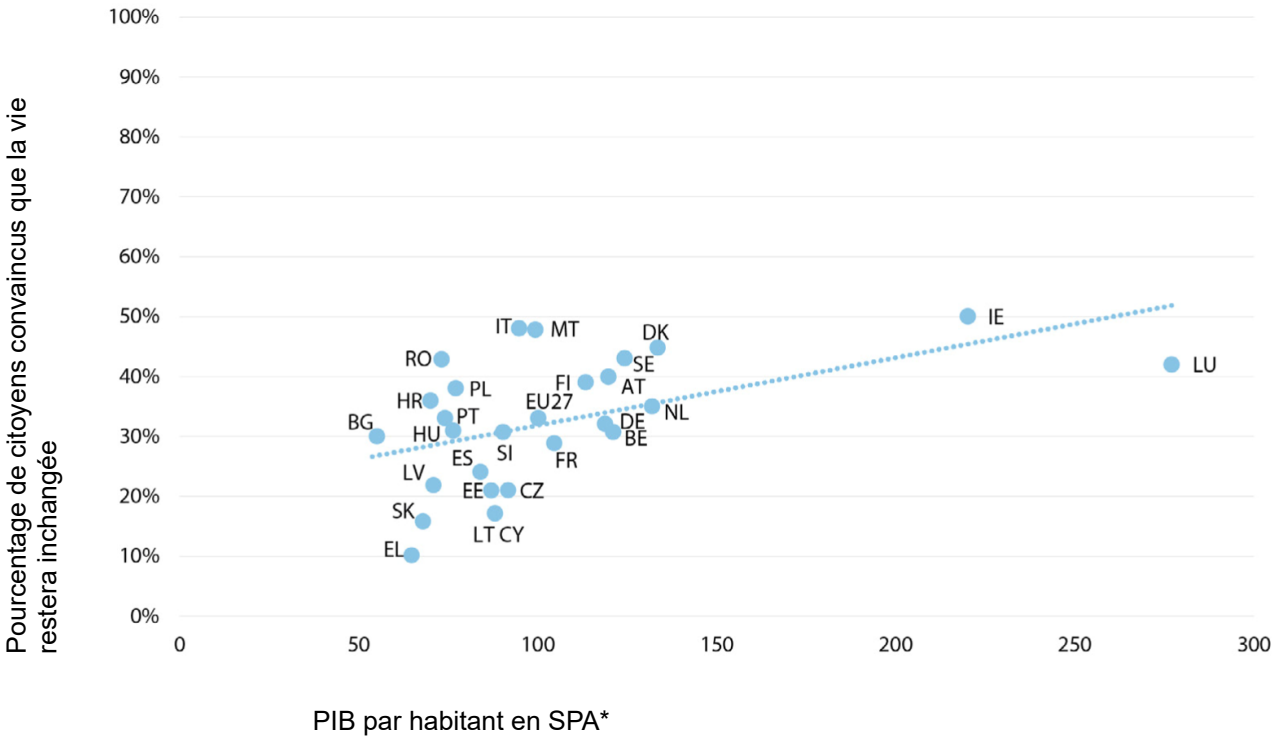
À la suite de ces changements, l'opinion négative est aujourd'hui dominante au Danemark.

QA12 Pensant à la guerre en Ukraine et à ses conséquences potentielles sur votre vie, dans quelle mesure pensez-vous que votre vie restera inchangée? (% — total «Confident»)



En ce qui concerne la relation entre la situation économique dans les États membres et la confiance des citoyens dans le fait que leur vie restera inchangée, il n'est peut-être pas surprenant que, dans les pays où le PIB par habitant est plus faible, les citoyens sont plus susceptibles de penser que leur vie pourrait changer. Par exemple, en Grèce, seulement 10 % sont convaincus que leur vie restera la même, alors que la moitié des Irlandais sont convaincus que leur vie ne changera pas. Comme le montre le graphique ci-dessous, une corrélation est trouvée lors de l'analyse des deux variables ensemble. Le coefficient de corrélation (0,49) montre une relation positive et statistiquement significative entre les variables (p-valeur < 0.01).

QA12 PIB par habitant et confiance dans le maintien de la vie



Eurostat — PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat (SPA) — 2021 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/TECOO1_14/default/table [Données récupérées le 25 novembre 2022]
* La norme de pouvoir d'achat (SPA) est une unité monétaire artificielle utilisée par Eurostat pour les comparaisons par pays afin d'éliminer les différences de niveau des prix entre les États membres.

Les résultats de l'analyse sociodémographique montrent que les hommes sont légèrement plus susceptibles que les femmes d'être convaincus que leur vie restera inchangée en raison de la guerre en Ukraine et de ses conséquences potentielles (36 % contre 31 %). Les personnes âgées de 15 à 24 ans sont les plus susceptibles d'avoir cette confiance, en particulier par rapport aux personnes âgées de 55 ans et plus (40 % contre 32 %).

Les gestionnaires et les étudiants (40 %) sont plus susceptibles d'avoir confiance en eux que les autres groupes socioprofessionnels, en particulier les personnes au foyer (25 %) et les chômeurs (26 %). Moins les répondants éprouvent de difficultés financières, plus ils sont susceptibles d'être convaincus que leur vie restera inchangée à la suite de la guerre en Ukraine: 35 % des personnes qui éprouvent le moins de difficultés sont confiantes, contre 21 % qui connaissent le plus de difficultés financières.

Les répondants qui sont positifs quant aux actions de l'UE en faveur de l'Ukraine et à la coopération entre les États membres sont plus convaincus que leur vie restera inchangée. Par exemple, 40 % de ceux qui approuvent les actions de l'UE depuis le début de la guerre sont convaincus que leur vie restera inchangée, contre 18 % de ceux qui désapprouvent ces actions.

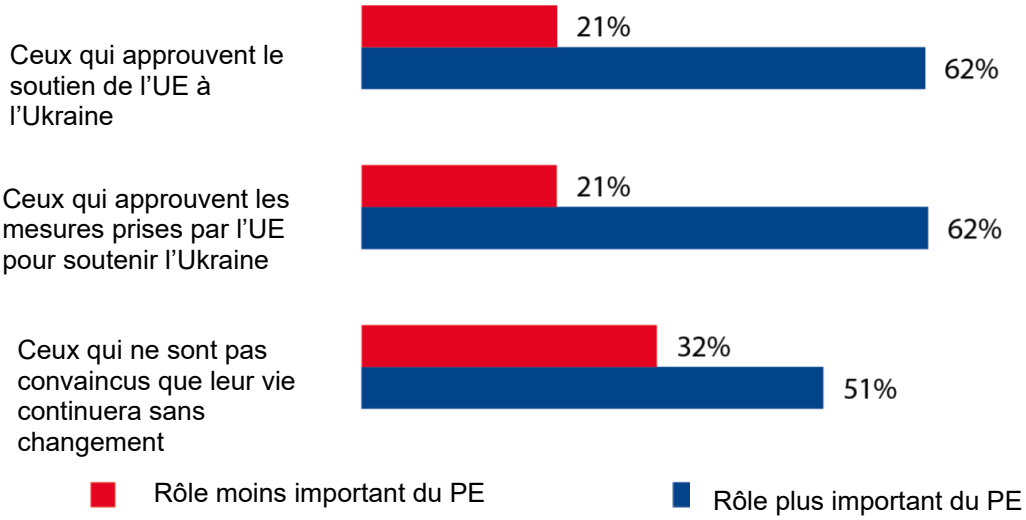
Les répondants qui pensent que les événements récents, y compris la guerre en Ukraine, n'auront aucun impact sur leur niveau de vie sont plus susceptibles d'être convaincus que leur vie restera inchangée (54 %) par rapport à ceux dont le niveau de vie n'a pas encore été touché, mais qui pensent que cela se produira l'année prochaine (38 %) et ceux dont le niveau de vie a déjà été touché (23 %).

QA12 Pensant à la guerre en Ukraine et à ses conséquences potentielles sur votre vie, dans quelle mesure pensez-vous que votre vie restera inchangée? (%-UE)

	Total «Confiant»	Total «Non confiant»	Je ne sais pas
EU27	33	65	2
Sexe			
Homme	36	63	1
Femme	31	67	2
Âge			
15-24	40	57	3
25-39	35	64	1
40-54	33	66	1
55+	32	66	2
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	33	65	2
Gestionnaires	40	59	1
Autres employés	38	61	1
Travailleurs manuels	31	68	1
Personnes de la maison	25	74	1
Chômeurs	26	73	1
Retraité	31	67	2
Étudiants	40	57	3
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	21	78	1
De temps en temps	34	65	1
Presque jamais/jamais	35	63	2
Approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine			
Approuver	40	59	1
Désapprouver	18	81	1
Votre niveau de vie a...			
Déjà réduit	23	76	1
Ne seront pas encore réduits, mais seront	38	61	1
Non modifié/augmentation	54	45	1

Dans l'ensemble, une nette majorité de citoyens qui approuvent les actions et le soutien de l'UE à l'Ukraine souhaitent que le PE joue un rôle plus important (62 % de ceux qui approuvent le soutien de l'UE à l'Ukraine et 62 % de ceux qui approuvent des actions spécifiques de l'UE). Il y a aussi une majorité qui voudrait que le Parlement joue un rôle plus important (51 %) parmi ceux qui croient que leur vie va changer.

QA4 À la lumière de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les citoyens veulent que le PE joue un rôle plus important



Base = QA13 Pensant à la guerre en Ukraine et à ses conséquences potentielles sur votre vie, à quel point pensez-vous que votre vie restera inchangée?
Base = QA14 Pensons maintenant plus en détail aux différentes mesures prises par l'Union européenne pour soutenir l'Ukraine depuis le début de la guerre, telles que les sanctions contre le gouvernement russe ou le soutien financier, militaire ou humanitaire: approuvez-vous ou désapprouvez-vous ces actions?
Base = QA12 Pensant à la guerre en Ukraine et à ses conséquences potentielles sur votre vie, à quel point pensez-vous que votre vie restera inchangée?

IV. L'UE ET LE PE AUX YEUX DES CITOYENS

Ce chapitre met l'accent sur la perception que les citoyens ont de l'UE et du Parlement européen. Il commence par examiner les perceptions du rôle du Parlement européen, les valeurs fondamentales et les priorités qu'il doit défendre et l'image qu'il a auprès des citoyens. La seconde moitié du chapitre se concentre sur la perception de l'UE, y compris l'importance de l'adhésion à l'UE et les avantages qu'elle apporte.

La précédente enquête d'avril à mai 2022 a montré l'image du Parlement européen et de l'UE à des niveaux record. Bien que ces niveaux très élevés n'aient pas été maintenus dans l'enquête actuelle, le tableau à long terme reste positif, les attitudes restant aux niveaux encourageants enregistrés l'année dernière environ, malgré les défis de la guerre en Ukraine, la pandémie de COVID-19 et la hausse du coût de la vie.

En signe de résilience et d'unité européennes, les Européens considèrent la défense de valeurs européennes communes comme la démocratie comme une priorité, parallèlement à des valeurs telles que la protection des droits de l'homme, la liberté d'expression et de pensée et l'État de droit. En ce qui concerne les priorités politiques, les citoyens souhaitent que le Parlement européen se concentre sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la question de la santé publique, ainsi que sur l'économie et la création d'emplois.

Près des trois quarts des Européens affirment que leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE, un indicateur stable soutenant les signes de résilience globale de la population de l'UE. La principale raison pour laquelle leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE est la contribution de l'UE au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité, un résultat qui a considérablement augmenté depuis octobre/novembre 2021, et le plus important observé parmi les points posés dans cette question. Parmi les autres raisons invoquées au bénéfice de la coopération entre les pays de l'UE et la contribution de l'UE à la croissance économique du pays se distinguent.

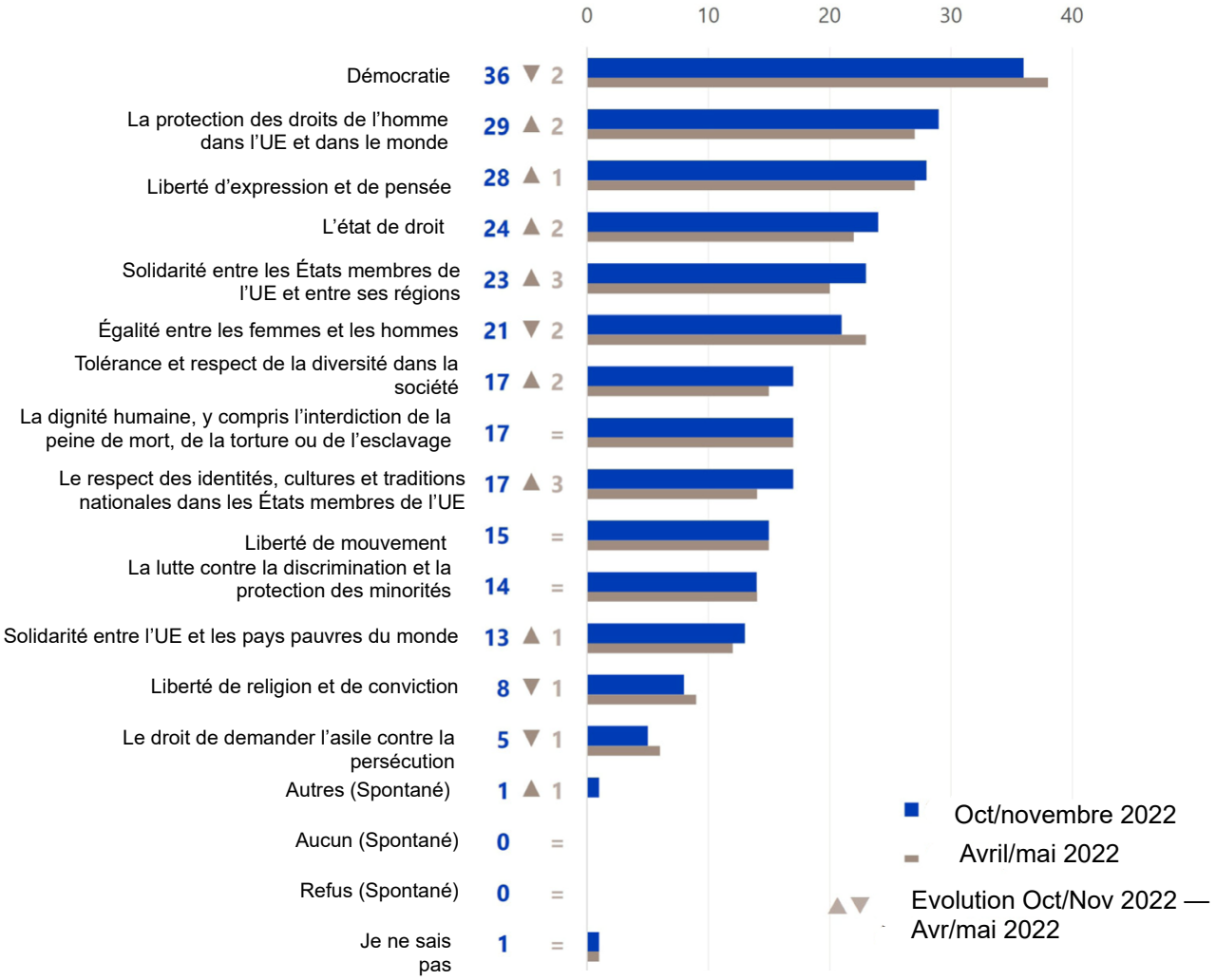
4.1 Rôle et perception du Parlement européen

Cette section se concentre sur l'image du Parlement européen parmi les citoyens, la manière dont son rôle futur est perçu et la manière dont les citoyens perçoivent ses priorités et ses valeurs fondamentales. L'image du Parlement européen est restée à un niveau élevé, avec de fortes exigences pour que son rôle soit renforcé. En outre, le Parlement européen est largement encouragé à défendre des valeurs telles que la démocratie et à donner la priorité à des questions telles que la pauvreté et l'exclusion sociale, et ces valeurs et priorités sont restées stables malgré les défis auxquels l'Europe est confrontée.

Le Parlement européen devrait défendre la démocratie en priorité. Il s'agit toujours de la valeur numéro un pour les citoyens (36 %, -2 points de pourcentage depuis avril-mai 2022). Au moins un sur cinq pense que le Parlement européen devrait donner la priorité à la défense des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde (29 %, + 2 pp), à la liberté d'expression et de pensée (28 %, + 1 pp), à l'État de droit (24 %, + 2 pp), à la solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions (23 %, + 3 pp) et à l'égalité entre les femmes et les hommes (21 %, -2 pp). Toutes les autres valeurs sont mentionnées par moins d'un répondant sur cinq.

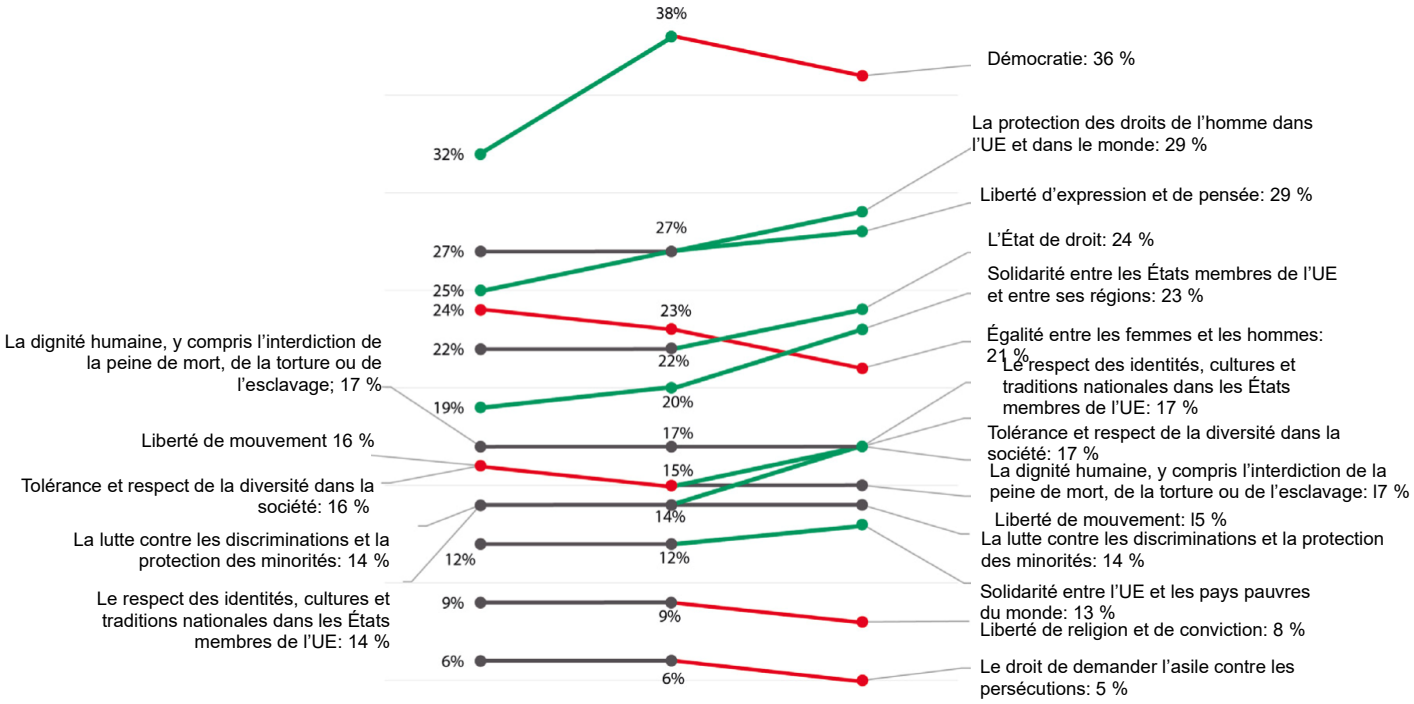
Les résultats sont restés constants depuis avril-mai 2022. Seulement deux éléments montrent un changement de plus de deux points de pourcentage: la solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions (23 %, + 3 pp) et le respect des identités, cultures et traditions nationales dans les États membres de l'UE (17 %, + 3 pp).

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen doit défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — EU-27)



Par rapport aux résultats de l'automne 2021, recueillis avant l'invasion russe de l'Ukraine, cependant, certaines augmentations plus notables peuvent être observées. La démocratie, la solidarité entre les États membres de l'UE et ses régions et la protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde ont tous augmenté de quatre points de pourcentage, tandis que le respect des identités et des cultures nationales (+ 3 pp) et l'État de droit (+ 2 pp) ont également augmenté. La plupart des valeurs restantes que le Parlement européen doit défendre en priorité sont restées très stables depuis avant l'invasion de la Russie, avec la seule baisse observée pour l'égalité entre les hommes et les femmes (-3 pp).

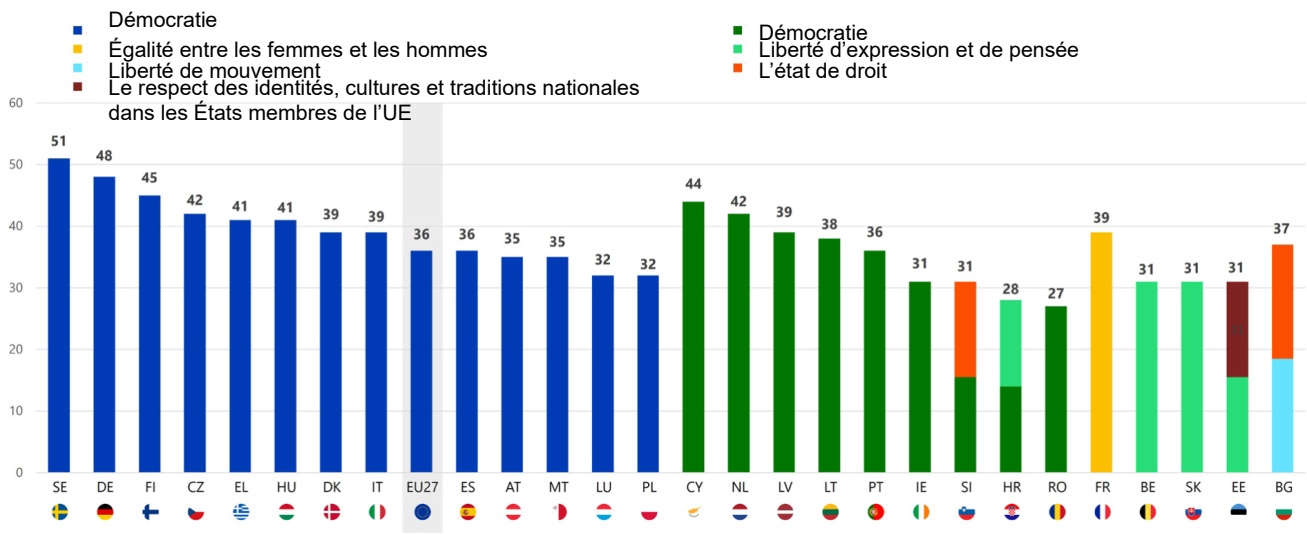
QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen doit défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses)



Dans 13 pays, les répondants estiment que le Parlement européen devrait défendre la démocratie en priorité. La protection des droits de l'homme est considérée comme la priorité absolue (ou priorité absolue conjointe) dans neuf pays. La liberté d'expression et de pensée est la valeur la plus mentionnée (ou la plus citée conjointement) dans quatre États membres. L'État de droit se classe en tête commune en Slovénie et en Bulgarie.

La liberté de circulation est la réponse la plus élevée en Bulgarie, tandis que la France (41 %) est le seul pays où l'égalité entre les hommes et les femmes est la priorité la plus mentionnée. Le respect des identités, des cultures et des traditions nationales dans les États membres de l'UE est le plus élevé en Estonie.

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen doit défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — La réponse la plus mentionnée par pays)



La **démocratie** se classe parmi les trois premières valeurs dans 21 pays. Toutefois, les proportions qui le mentionnent varient considérablement, passant de 51 % en Suède, 48 % en Allemagne et 45 % en Finlande, à 20 % en Croatie et en Slovaquie.

La défense de la protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde figure parmi les trois premières dans 22 pays. Cette valeur est la plus largement mentionnée en Suède (49 %), à Chypre (44 %) et aux Pays-Bas (42 %), et la moins mentionnée en Italie (21 %) et en Bulgarie (23 %).

La liberté d'expression et de pensée se classe parmi les trois premières dans 13 pays. Les mentions vont de 34 % en France, 33 % en Tchéquie et 32 % en Autriche à 15 % en Bulgarie et au Portugal.

En Bulgarie (37 %) et en Slovénie (31 %), **l'État de droit** est la plus haute priorité à défendre, mais il est également largement mentionné en Grèce (38 %) et à Chypre (37 %). En revanche, 12 % en France et 15 % en Lituanie et au Portugal estiment que cela devrait être une priorité.

Les répondants en Grèce (39 %), en Bulgarie (34 %), en Tchéquie (32 %) et au Portugal (31 %) pensent le plus souvent que **la solidarité entre les États membres de l'UE** et entre ses régions devrait être défendue en priorité, et cette valeur est mentionnée par au moins 15 % dans chaque pays.

L'égalité des hommes et des femmes est la valeur la plus mentionnée par les répondants en France (39 %) et est également mentionnée par 31 % en Espagne et 30 % en Belgique. En revanche, 9 % en Grèce et en Lettonie estiment que cela devrait être une priorité.

En outre, la liberté de circulation est beaucoup plus susceptible d'être choisie comme priorité en Bulgarie (37 %) que dans d'autres pays. Les proportions indiquent que le respect des identités,

cultures et traditions nationales dans les États membres de l'UE est particulièrement élevé en Estonie (31 %) et en Bulgarie (30 %).

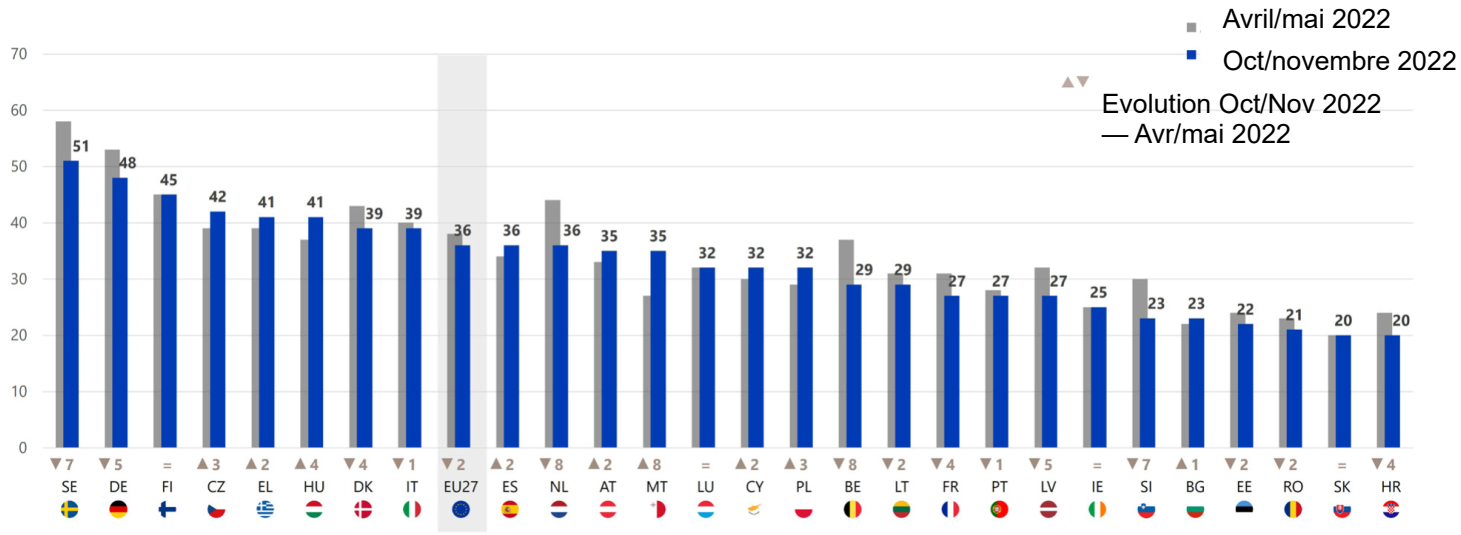
QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen doit défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Démocratie	36	29	23	42	39	48	22	25	41	36	27	20	39	32	27	29	32	41	35	36	35	32	27	21	23	20	45	51
La protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde	29	26	23	33	35	32	30	31	32	24	26	28	21	44	39	38	31	32	28	42	28	26	36	27	31	29	32	49
Liberté d'expression et de pensée	28	31	15	33	26	31	31	23	28	29	34	28	29	23	29	26	23	20	17	27	32	19	15	21	30	31	29	31
L'état de droit	24	17	37	24	16	34	22	18	38	25	12	24	17	37	20	15	18	28	32	20	27	26	15	25	31	29	33	18
Solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions	23	21	34	32	19	25	19	18	39	15	17	27	29	28	23	27	28	19	17	28	17	26	31	26	17	22	20	17
Égalité entre les femmes et les hommes	21	30	10	14	24	13	10	26	9	31	39	15	20	24	9	10	19	10	21	20	22	13	22	13	18	13	17	23
Tolérance et respect de la diversité dans la société	17	18	18	10	19	17	15	18	11	16	20	20	16	7	11	20	14	19	16	24	18	14	16	13	23	14	15	13
La dignité humaine, y compris l'interdiction de la peine de mort, de la torture ou de l'esclavage	17	17	12	12	21	19	12	11	17	15	19	16	19	18	8	12	15	12	18	17	18	17	20	13	14	12	21	26
Le respect des identités, cultures et traditions nationales dans les États membres de l'UE	17	15	30	25	19	11	31	20	23	12	13	25	21	22	22	23	19	21	16	19	20	19	22	21	17	26	15	11
Liberté de mouvement	15	15	37	21	17	7	26	28	8	14	11	25	19	8	12	16	13	21	16	7	13	25	6	26	21	28	15	10
La lutte contre les discriminations et la protection des minorités	14	19	7	6	11	12	10	17	17	14	14	14	18	15	10	13	16	18	24	18	16	12	22	11	8	14	10	10
Solidarité entre l'UE et les pays pauvres du monde	13	12	14	9	10	11	7	10	21	16	13	19	13	17	10	12	17	14	17	9	13	11	22	19	12	10	5	12
Liberté de religion et de conviction	8	10	9	4	7	4	11	11	5	5	11	9	9	6	5	6	6	7	13	9	9	11	5	15	7	17	5	4
Le droit de	5	5	4	1	6	4	5	8	3	5	6	4	5	3	3	7	8	7	8	5	9	8	5	8	2	4	4	8

demander l'asile contre la persécution																											
Je ne sais pas	1	0	1	2	1	0	2	1	0	1	2	0	1	0	3	1	0	1	4	0	1	1	5	2	2	0	0	0

Par rapport à avril-mai 2022, la priorité accordée à la défense de la démocratie est devenue plus importante pour les personnes interrogées dans quatre pays: Malte (35 %, + 8 points de pourcentage), Hongrie (41 %, + 4 pp), Tchéquie (42 %, + 3 pp) et Pologne (32 %, + 3 pp). En revanche, la priorité donnée à la démocratie est moins largement mentionnée dans neuf États membres, notamment la Belgique (29 %, -8 pp), les Pays-Bas (36 %, -8 pp), la Slovénie (23 %, -7 pp) et la Suède (51 %, -7 pp). Il n'y a eu aucun changement dans les 14 pays restants.

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen doit défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — Démocratie)



L'analyse sociodémographique se concentre sur les six principales valeurs que les citoyens pensent que le Parlement européen devrait donner la priorité à la défense. Il montre que les hommes sont plus susceptibles que les femmes de penser que les priorités devraient inclure la démocratie (39 % contre 34 %) et l'État de droit (27 % contre 20 %), mais l'inverse est vrai dans le cas de l'égalité entre les hommes et les femmes (16 % contre 26 %). Les personnes âgées de 15 à 24 ans sont les plus susceptibles de dire que la priorité devrait être la liberté d'expression et de pensée (31 %) et l'égalité entre les hommes et les femmes (26 %), mais elles sont les moins susceptibles de mentionner la démocratie (27 %), la solidarité entre les États membres et entre les régions (19 %) ou l'État de droit (18 %).

Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles de penser que la protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde devrait être une valeur que le Parlement européen défend en priorité (33 %) par rapport à ceux qui ont terminé leurs études lorsqu'ils avaient 15 ans ou moins (23 %).

Les répondants qui pensent que l'adhésion de leur pays à l'UE est une bonne chose sont plus susceptibles que ceux qui pensent que c'est une mauvaise chose de dire que le Parlement européen devrait accorder la priorité à la solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses

régions (27 % contre 14 %). Des différences peuvent également être observées pour la démocratie (39 % une bonne chose contre 27 % une mauvaise chose) et la protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde (31 % contre 24 %).

Enfin, les répondants ayant une image positive du Parlement européen sont plus susceptibles que ceux qui ont une image négative de dire que la priorité devrait être donnée à la démocratie (41 % contre 31 %) et à la solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions (29 % contre 17 %). Cependant, la liberté d'expression et de pensée est plus susceptible d'être considérée comme une priorité par ceux qui ont une image négative (34 %) que ceux qui ont une image positive (24 %).

QA5ab Selon vous, quelles sont les valeurs suivantes que le Parlement européen doit défendre en priorité? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — UE)

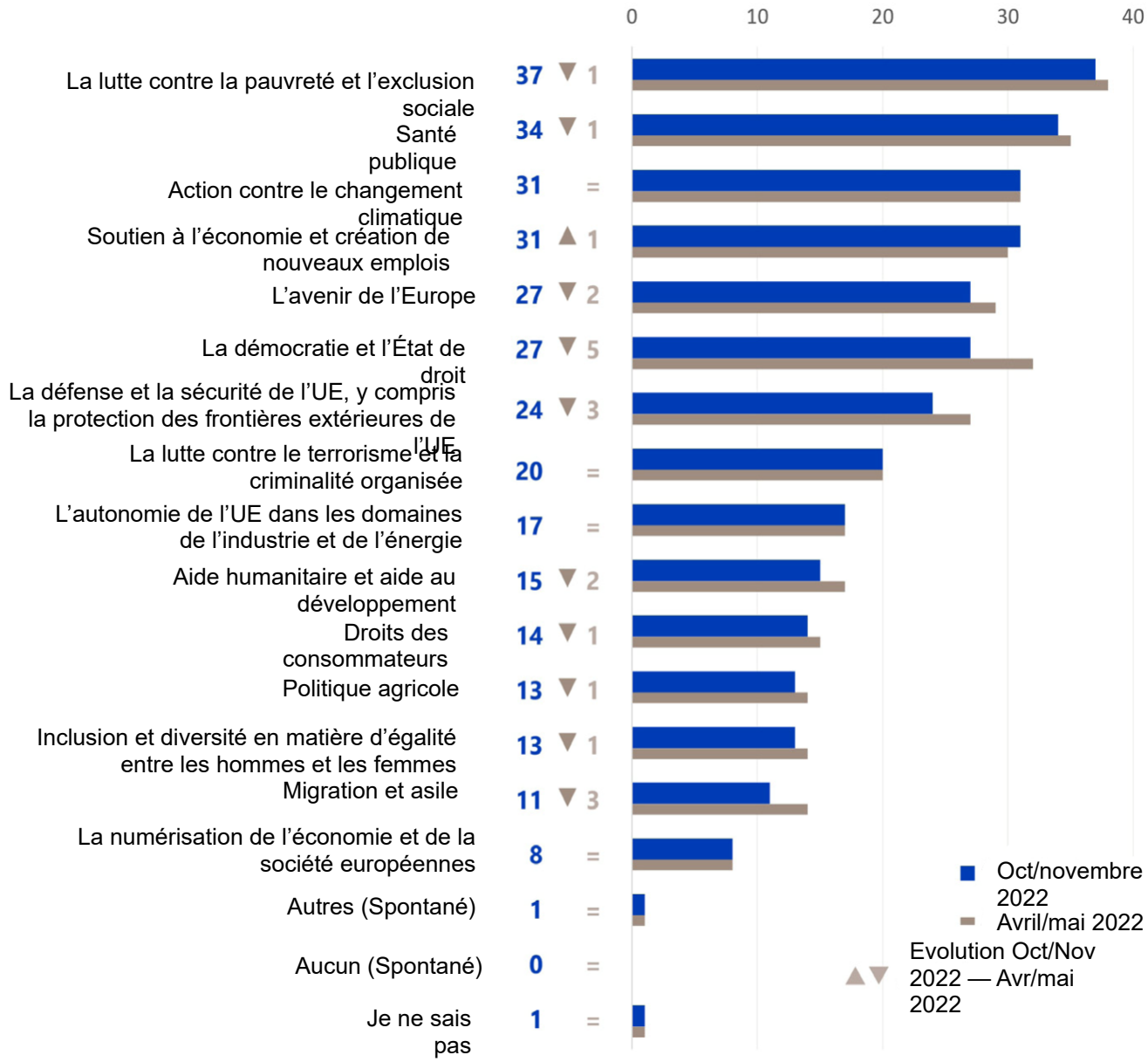
	Égalité entre les femmes et les hommes	Solidarité entre les États membres de l'UE et entre ses régions	La protection des droits de l'homme dans l'UE et dans le monde	Liberté d'expression et de pensée	Démocratie	L'état de droit
EU27	21	23	29	28	36	24
Sexe						
Homme	16	25	27	30	39	27
Femme	26	22	30	26	34	20
Âge						
15-24	26	19	30	31	27	18
25-39	22	23	30	29	35	23
40-54	20	24	30	28	37	24
55+	20	25	27	27	39	25
Éducation (fin de)						
15—	23	21	23	27	36	22
16-19	21	24	27	29	35	24
20+	19	25	33	28	39	26
Toujours à l'étude	24	18	32	31	28	18
Image du Parlement européen						
Positif	19	29	31	24	41	27
Neutre	23	22	28	29	34	22
Négatif	20	17	26	34	31	24
Avis sur l'adhésion d'un pays à l'UE						
Une bonne chose	21	27	31	26	39	25
Une mauvaise chose	20	14	24	33	27	21
Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose	22	20	26	32	32	22

Les citoyens estiment que la lutte contre **la pauvreté et l'exclusion sociale** (37 %, -1 point de pourcentage depuis avril-mai 2022) **devrait être la principale priorité à laquelle le Parlement**

européen doit s'attaquer, suivi de la santé publique (34 %, -1 pp), de la lutte contre le changement climatique (31 %, pas de changement) et du soutien à l'économie et à la création de nouveaux emplois (31 %, + 1 pp). Au moins un sur cinq pense qu'une priorité devrait être la démocratie et l'État de droit (27 %, -5 pp), l'avenir de l'Europe (27 %, -2 pp), la défense et la sécurité de l'UE, y compris la protection des frontières extérieures de l'UE (24 %, -3 pp) et la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée (20 %, pas de changement).

Le seul changement notable depuis avril-mai 2022 est la diminution de la proportion mentionnant la démocratie et l'État de droit comme valeur prioritaire (27 %, -5 pp).

QA6ab Quels des thèmes suivants aimeriez-vous voir abordés en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 4 réponses) (% — EU-27)

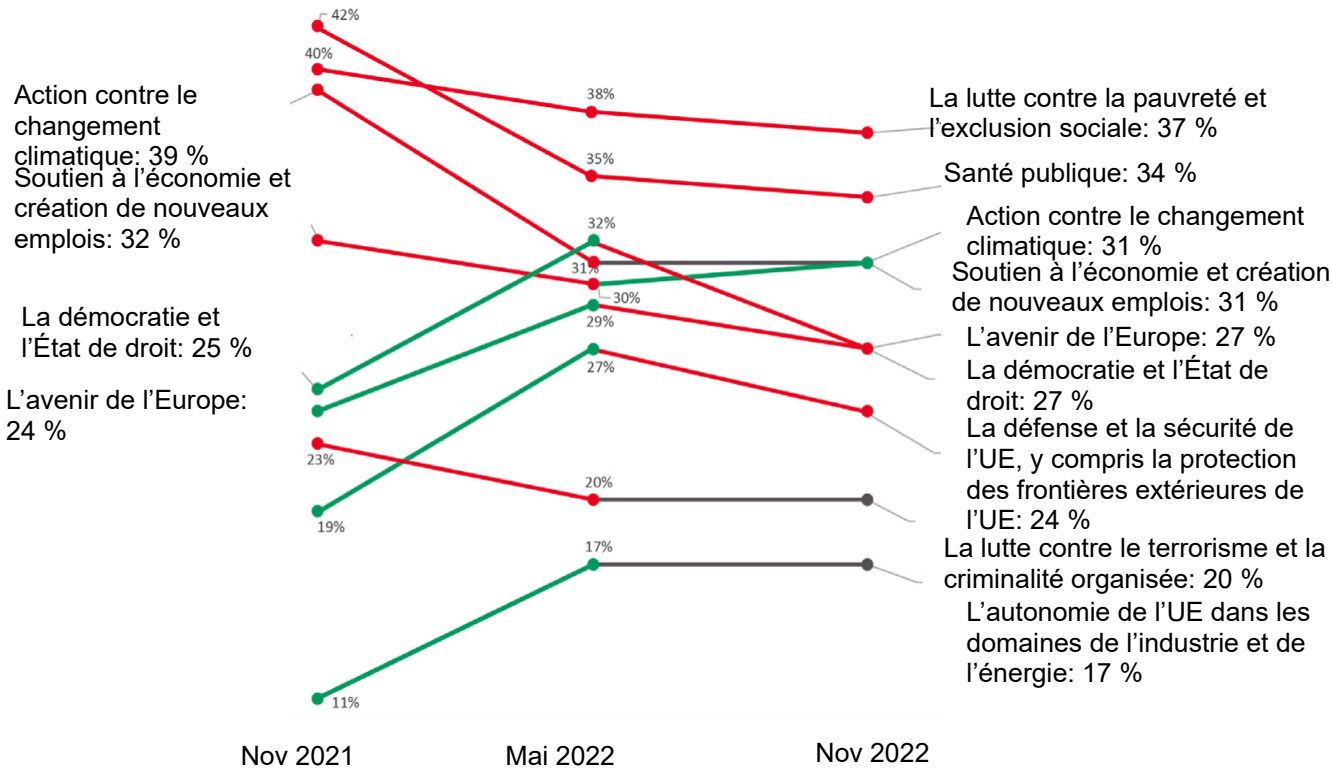


Il est également intéressant de comparer les priorités des citoyens avant l'invasion russe de l'Ukraine, avec la situation à peine trois mois après la guerre, et le point de vue actuel après neuf mois après le déclenchement du conflit: La question de la santé publique n'a cessé de diminuer par rapport à il y a un an. Alors que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale connaît également une tendance à la baisse, le soutien à l'économie et la création de nouveaux emplois se sont accrus en priorité pour les citoyens.

Dans l'ensemble, la position d'une majorité de priorités a considérablement changé après le déclenchement de la guerre, mais elle est maintenant revenue aux niveaux d'avant-guerre dans une certaine mesure. C'est le cas de l'avenir de l'Europe, de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que de la défense et de la sécurité de l'UE.

D'autres priorités ont connu une augmentation ou une diminution significative en termes de popularité au début de l'invasion et sont restées au même niveau depuis lors. Cela inclut la lutte contre le changement climatique (-9 pp, puis stable), la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée (-3 pp, puis stable), ainsi que l'autonomie de l'UE dans les domaines de l'industrie et de l'énergie (+ 6 pp, puis stable).

QA6ab Quels des thèmes suivants aimeriez-vous voir abordés en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 4 réponses) (% — EU-27)



Les thèmes prioritaires à aborder par le Parlement européen varient considérablement d'un pays à l'autre. Dans sept pays, les répondants souhaitent que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale soit prioritaire. Dans cinq pays, la plupart des répondants souhaitent voir la santé publique priorisée. La lutte contre le changement climatique est la priorité absolue dans six pays, tandis que

dans cinq États membres, la priorité est le soutien à l'économie et la création de nouveaux emplois (plus élevé qu'en avril-mai 2022, où elle n'était la priorité absolue qu'en Grèce).

En Allemagne et en Finlande, la priorité absolue est la démocratie et l'État de droit, tandis qu'en Pologne, la défense et la sécurité de l'UE constituent la priorité absolue. La priorité absolue en Tchéquie est l'autonomie de l'UE dans les domaines de l'industrie et de l'énergie.

La **lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** est l'un des trois sujets les plus mentionnés dans 21 pays, et dans l'ensemble de l'UE, les proportions vont de 59 % au Portugal, 58 % en Grèce et 50 % en Lituanie à 25 % à Malte, 26 % en Finlande et 27 % en Estonie.

La santé publique se classe parmi les trois principaux sujets dans 17 pays. Il est mentionné le plus souvent à Chypre (53 %), en Espagne (49 %), au Portugal et en Grèce (44 %) mais moins d'un sur cinq en Allemagne, en Suède (17 %) et en Tchéquie (18 %).

La proportion de répondants qui mentionnent la **lutte contre le changement climatique** est la plus élevée en Suède (55 %), aux Pays-Bas (52 %) et au Danemark (47 %) et la plus faible en Lettonie (9 %), en Estonie et en Bulgarie (10 % dans les deux cas).

Le soutien à l'économie et à la création de nouveaux emplois est le thème prioritaire pour 55 % en Grèce, 49 % au Portugal et 48 % en Lituanie, contre 15 % aux Pays-Bas, 16 % en Suède et 18 % au Danemark.

En Finlande (42 %) et en Allemagne (41 %), **la démocratie et l'État de droit** sont considérés comme le thème prioritaire du Parlement européen. Il est également mentionné par 44 % en Suède, tandis que les répondants sont les moins susceptibles de choisir cette priorité comme priorité au Portugal (12 %) et en Lituanie (13 %).

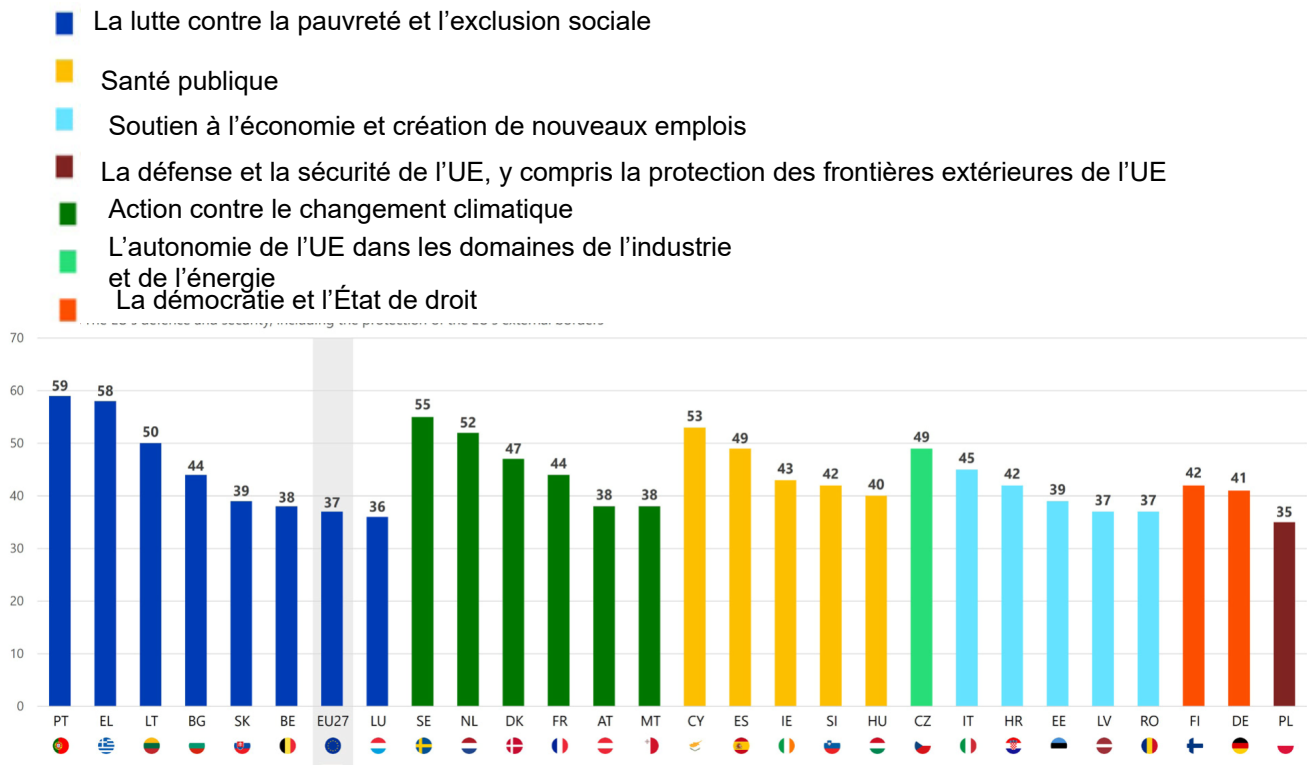
L'avenir de l'Europe est le plus souvent mentionné en Tchéquie (38 %), en Allemagne (36 %) et en Finlande (35 %). À l'autre extrémité de l'échelle, il est mentionné par 12 % à Chypre et 17 % au Portugal.

La proportion de répondants qui pensent qu'un sujet prioritaire est la **défense et la sécurité de l'UE** varie de 44 % en Lituanie, 42 % en Tchéquie et 40 % en Finlande à 11 % au Portugal et 12 % en France.

L' **autonomie de l'UE dans les domaines de l'industrie et de l'énergie** est considérée comme la priorité absolue en Tchéquie (49 %) et est également choisie par 30 % en Estonie.

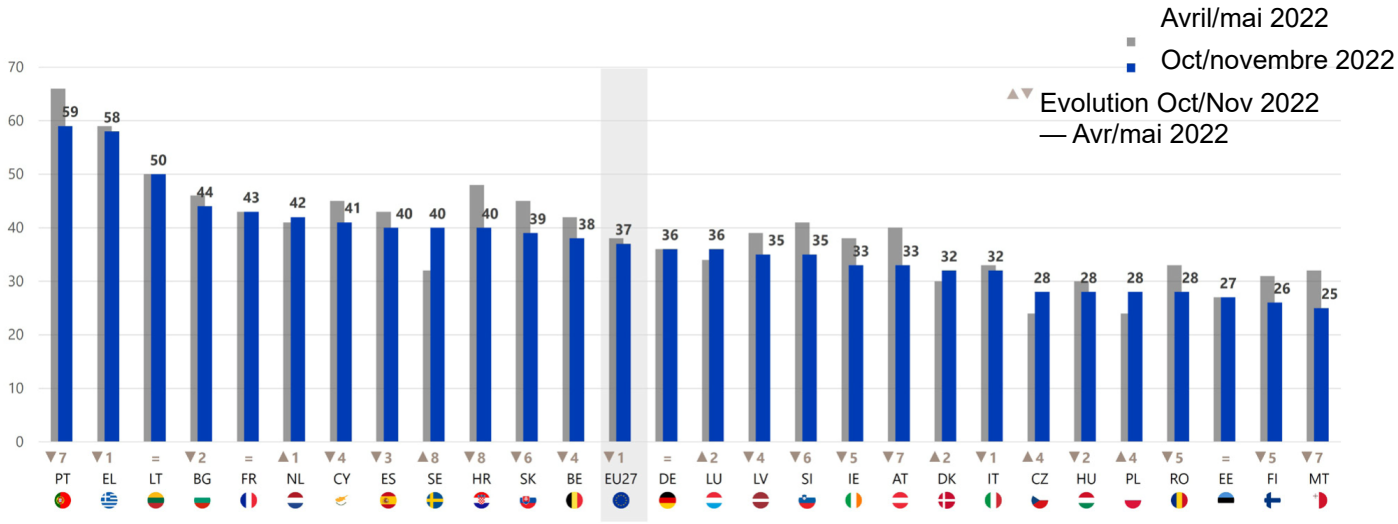
Aucun des autres sujets ne se classe en premier dans aucun pays. Cependant, il convient de noter que les répondants en Suède (38 %) sont beaucoup plus susceptibles que ceux d'autres pays de mentionner la **lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée**, tandis que ceux de Malte sont les plus susceptibles de donner la priorité aux **droits des consommateurs** (34 %). En Slovaquie, les répondants sont plus susceptibles que ceux d'autres pays de donner la priorité à la politique agricole (30 %), tandis qu'une proportion élevée en Suède mentionne l' **égalité des sexes, l'inclusion et la diversité** (32 %). **La migration et l'asile** sont choisis beaucoup plus fréquemment à Chypre (32 %) que dans d'autres pays.

QA6ab Quels des thèmes suivants aimeriez-vous voir abordés en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 4 réponses) (% — La réponse la plus mentionnée par pays)



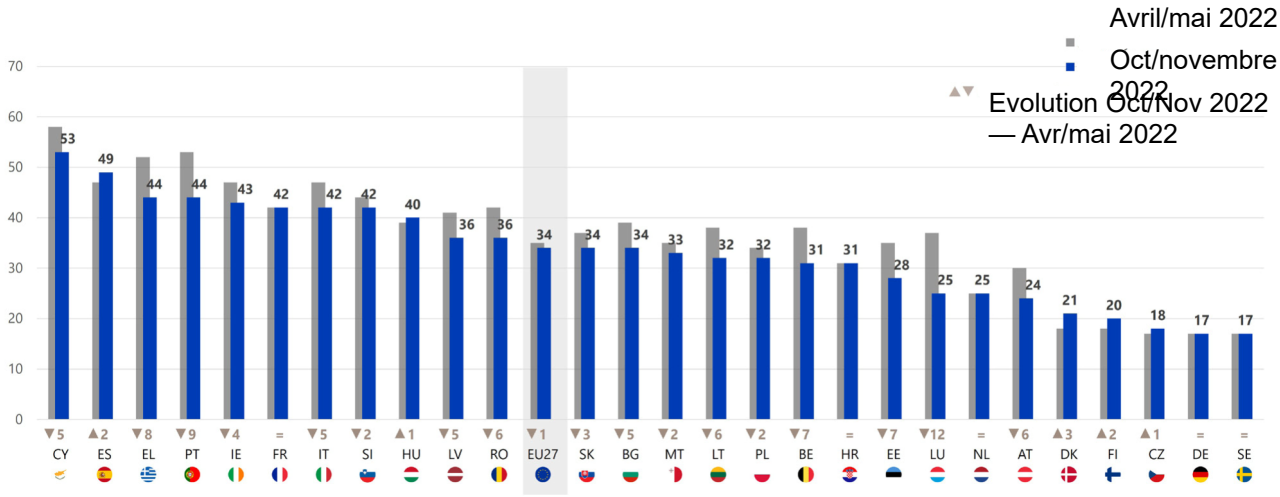
Dans 13 pays, les répondants sont désormais moins susceptibles de dire que la lutte contre **la pauvreté et l'exclusion sociale** devrait être traitée en priorité qu'en avril-mai 2022. Les baisses les plus importantes sont observées en Croatie (40 %, -8 points de pourcentage), au Portugal (59 %, -7 pp), en Autriche (33 %, -7 pp) et à Malte (25 %, -7 pp). Il y a eu des augmentations dans trois pays: La Suède (40 %, + 8 pp), la Pologne (28 %, + 4 pp) et la Tchéquie (28 %, + 4 pp). Les chiffres restent inchangés dans les 11 pays restants.

QA6ab Quels des thèmes suivants aimeriez-vous voir abordés en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 4 réponses) (% — La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale)



Dans 14 États membres, les répondants sont désormais moins susceptibles de dire que la **santé publique** devrait être traitée en priorité, par rapport à avril-mai 2022. Les baisses les plus importantes sont observées au Luxembourg (25 %, -12 points de pourcentage), au Portugal (44 %, -9 pp) et en Grèce (44 %, -8 pp). Les mentions de santé publique ont légèrement augmenté au Danemark (21 %, + 3 pp) et sont restées inchangées dans les 12 autres pays.

QA6ab Quels des thèmes suivants aimeriez-vous voir abordés en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 4 réponses) (% — Santé publique)



L'analyse sociodémographiquese concentre sur les huit priorités définies par les répondants et montre que certaines des différences les plus importantes sont basées sur les niveaux d'éducation. Plus un répondant reste longtemps dans l'éducation, plus il est probable que le Parlement européen accorde la priorité à la démocratie et à l'État de droit, à la lutte contre le changement climatique, à l'avenir de l'Europe et à la défense et à la sécurité de l'Union, et moins il

est probable que la priorité soit la santé publique ou la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Une tendance similaire peut être observée en ce qui concerne la situation financière des répondants. Moins leurs difficultés financières sont nombreuses, plus elles sont susceptibles de donner la priorité à la démocratie et à l'État de droit, à la lutte contre le changement climatique, à l'avenir de l'Europe et à la défense et à la sécurité de l'UE, et moins elles sont susceptibles de dire que la priorité devrait être la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le soutien à l'économie et la création de nouveaux emplois. Ceux qui s'inquiètent davantage de la pauvreté et de l'exclusion sociale et du coût de la vie sont plus susceptibles de vouloir que le Parlement européen joue un rôle plus important.

L'analyse montre également que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de dire que la lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale (40 % contre 34 %) et la santé publique (37 % contre 30 %) devraient être prioritaires par le Parlement européen. Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de vouloir donner la priorité à la démocratie et à l'État de droit (29 % contre 24 %).

Les principales différences selon l'âge sont que les répondants plus jeunes sont plus susceptibles que les groupes d'âge plus âgés de mentionner la lutte contre le changement climatique, tandis que les répondants plus âgés sont plus susceptibles de mentionner la santé publique, la défense et la sécurité de l'UE et la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Les répondants qui pensent que l'adhésion de leur pays à l'UE est une bonne chose sont plus susceptibles de vouloir voir l'action contre le changement climatique traitée comme une priorité (37 % contre 18 % de ceux qui pensent que l'adhésion à l'UE est une mauvaise chose), et il en va de même pour l'avenir de l'Europe (31 % contre 18 %). La lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée est mentionnée plus fréquemment par ceux qui pensent que l'adhésion à l'UE est une mauvaise chose (24 % contre 18 % de ceux qui pensent que c'est une bonne chose).

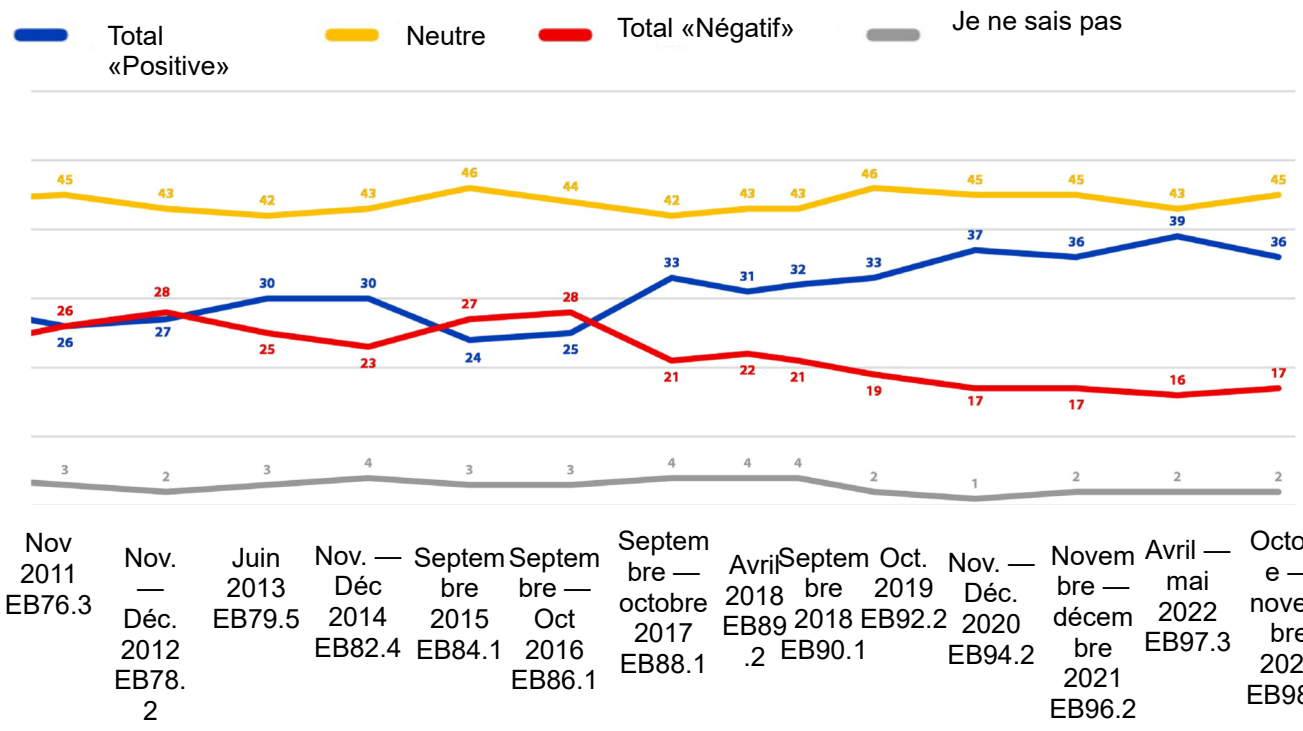
Enfin, les répondants ayant une opinion positive du Parlement européen sont plus susceptibles que ceux qui ont une opinion négative de dire que le Parlement devrait accorder la priorité à la démocratie et à l'État de droit (31 % contre 23 %), à l'action contre le changement climatique (38 % contre 22 %) et à l'avenir de l'Europe (32 % contre 22 %). Ceux qui accordent la priorité à la démocratie et à l'État de droit sont également plus susceptibles de vouloir que le Parlement européen joue un rôle plus important.

QA6ab Quels des thèmes suivants aimeriez-vous voir abordés en priorité par le Parlement européen? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 4 réponses) (% — UE)

	Santé publique	Action contre le changement climatique	La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Soutien à l'économie et création de nouveaux emplois	L'avenir de l'Europe	La lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée	La démocratie et l'État de droit	La défense et la sécurité de l'UE, y compris la protection des frontières extérieures de l'UE
EU27	34	31	37	31	27	20	27	24
Sexe								
Homme	30	31	34	31	29	19	29	25
Femme	37	32	40	30	26	20	24	22

Âge								
15-24	30	40	34	32	31	14	24	19
25-39	33	33	36	32	29	17	28	21
40-54	33	30	38	34	25	20	26	24
55+	36	29	38	28	26	22	27	26
Éducation (fin de)								
15—	44	24	43	32	22	21	20	18
16-19	35	27	36	34	28	20	26	25
20+	29	38	36	27	28	20	30	26
Toujours à l'étude	29	43	37	30	30	14	26	17
Difficultés de paiement des factures								
La plupart du temps	36	21	46	35	19	20	22	17
De temps en temps	37	27	39	35	26	18	23	20
Presque jamais/jamais	31	35	34	28	29	20	29	26
Image du Parlement européen								
Positif	30	38	35	32	32	17	31	27
Neutre	36	30	37	31	26	20	25	22
Négatif	34	22	39	29	22	23	23	22
Avis sur l'adhésion d'un pays à l'UE								
Une bonne chose	31	37	37	31	31	18	29	26
Une mauvaise chose	31	18	34	29	18	24	22	20
Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose	39	25	37	32	23	21	23	21
Rôle du Parlement européen								
Plus important	33	35	37	31	30	19	29	23
Moins important	32	24	35	31	24	22	25	24
Pas de changement	34	32	38	35	27	21	24	28

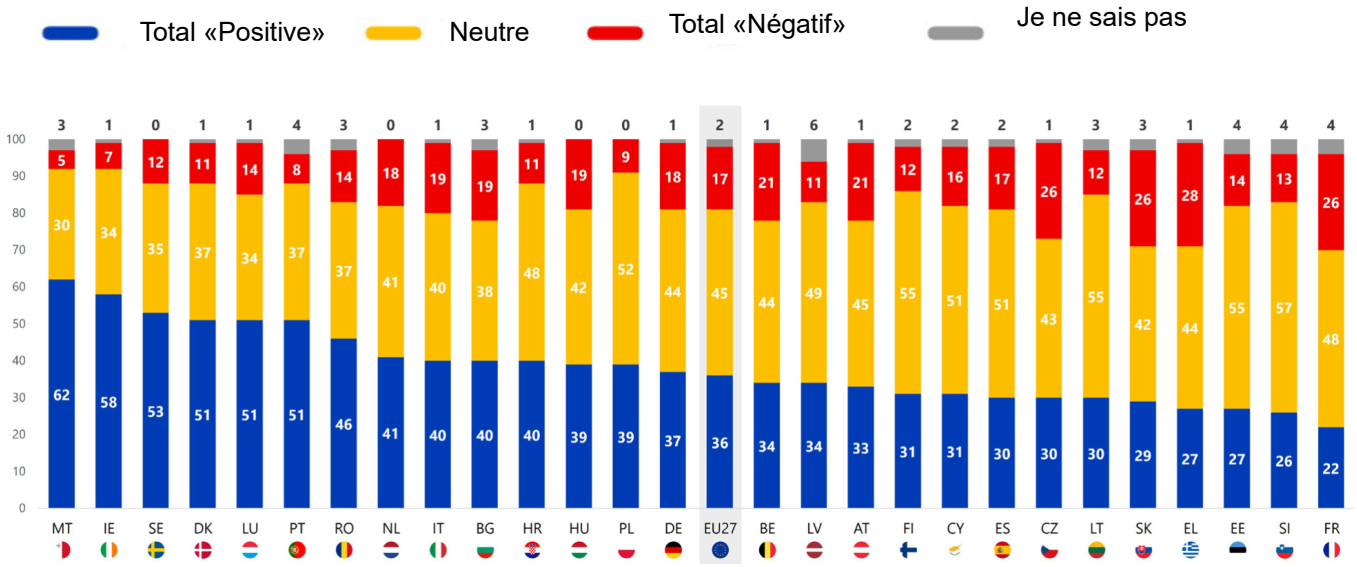
QA3 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (% — UE)



Les citoyens sont deux fois plus susceptibles d'avoir une image positive du Parlement européen que d'avoir une image négative. Plus d'un tiers des citoyens (36 %, -3 points de pourcentage depuis avril-mai 2022) ont une image positive du Parlement européen. Moins d'un sur cinq (17 %, + 1 pp) a une image négative tandis que 45 % (+ 2 pp) disent que leur image est neutre.

Les changements intervenus depuis la dernière enquête ont inversé le changement positif observé entre novembre-décembre 2021 et avril-mai 2022, de sorte que la situation est maintenant similaire à celle d'il y a un an. À plus long terme, l'écart entre les personnes ayant une image positive et une image négative (maintenant + 19 points) est plus large que pour la plupart des dix dernières années.

QA3 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (%)



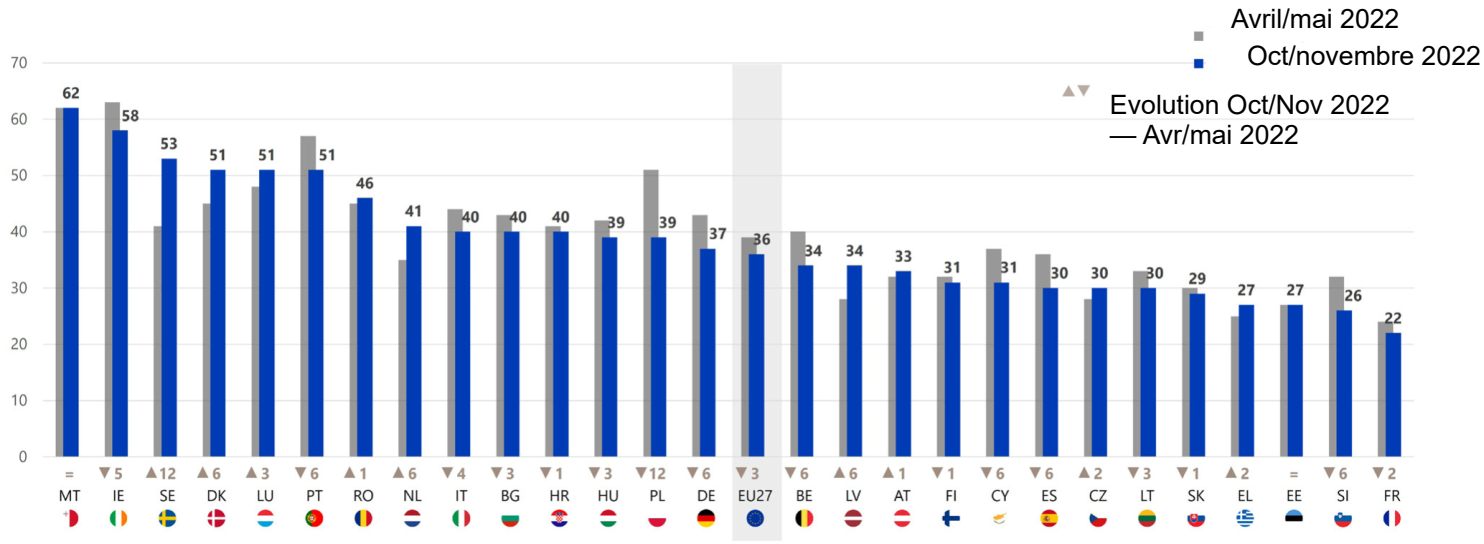
Dans 25 États membres, le point de vue positif du Parlement européen est plus répandu que le point de vue négatif. Les points de vue sont les plus positifs à Malte (62 %), en Irlande (58 %), en Suède (53 %), au Luxembourg, au Danemark et au Portugal (tous 51 %). Dans deux pays seulement, les répondants sont plus susceptibles d'avoir une opinion négative qu'une opinion positive: La France (26 % négatif contre 22 % positif) et la Grèce (28 % contre 27 %).

Dans l'ensemble, une vision neutre est dominante dans 17 pays, tandis qu'une image positive est la réponse la plus courante dans huit pays. En Italie et aux Pays-Bas, l'opinion est divisée (avec des parts égales de réponses positives et neutres).

Dans cinq pays, les répondants sont désormais plus susceptibles d'avoir une image positive du Parlement européen qu'en novembre-décembre 2021, avec la plus forte augmentation enregistrée en Suède (53 %, + 12 points de pourcentage). La proportion avec une image positive a diminué dans 12 pays, en particulier la Pologne (39 %, -12 pp) et est restée stable dans les 10 autres pays.

À la suite de ces changements, le point de vue positif est aujourd'hui le point de vue minoritaire en France.

QA3 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (% — total «Positive»)



L'analyse sociodémographique montre des différences évidentes selon le niveau d'éducation et la situation financière. Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus ont une vision plus positive du Parlement européen que ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (42 % contre 27 %). Les répondants qui ont rarement ou jamais de la difficulté à payer des factures sont plus susceptibles d'avoir une opinion positive que ceux qui ont des difficultés la plupart du temps (40 % contre 23 %).

La proportion qui a une opinion positive du Parlement européen est cohérente selon le groupe d'âge, bien que les répondants plus âgés soient plus susceptibles d'avoir une opinion négative (20 % des personnes âgées de 55 ans ou plus, contre 10 % des personnes âgées de 15 à 24 ans). Une image positive du Parlement européen est plus largement défendue par les cadres (49 %), en particulier par rapport aux personnes au foyer (24 %), aux travailleurs manuels (28 %) et aux chômeurs (28 %).

Les citoyens de l'UE qui suivent la politique européenne (47 %) sont également plus susceptibles d'avoir une image positive du Parlement européen que ceux qui ne le font pas (22 %).

L'analyse montre également que les répondants ayant une image positive de l'UE sont plus susceptibles d'avoir une image positive du Parlement européen (65 % contre 4 % des personnes ayant une image négative de l'UE). En outre, les citoyens qui pensent que les choses dans l'UE vont dans la bonne direction (61 %) sont plus susceptibles d'avoir une image positive du Parlement européen que ceux qui pensent que les choses vont dans la mauvaise direction (21 %).

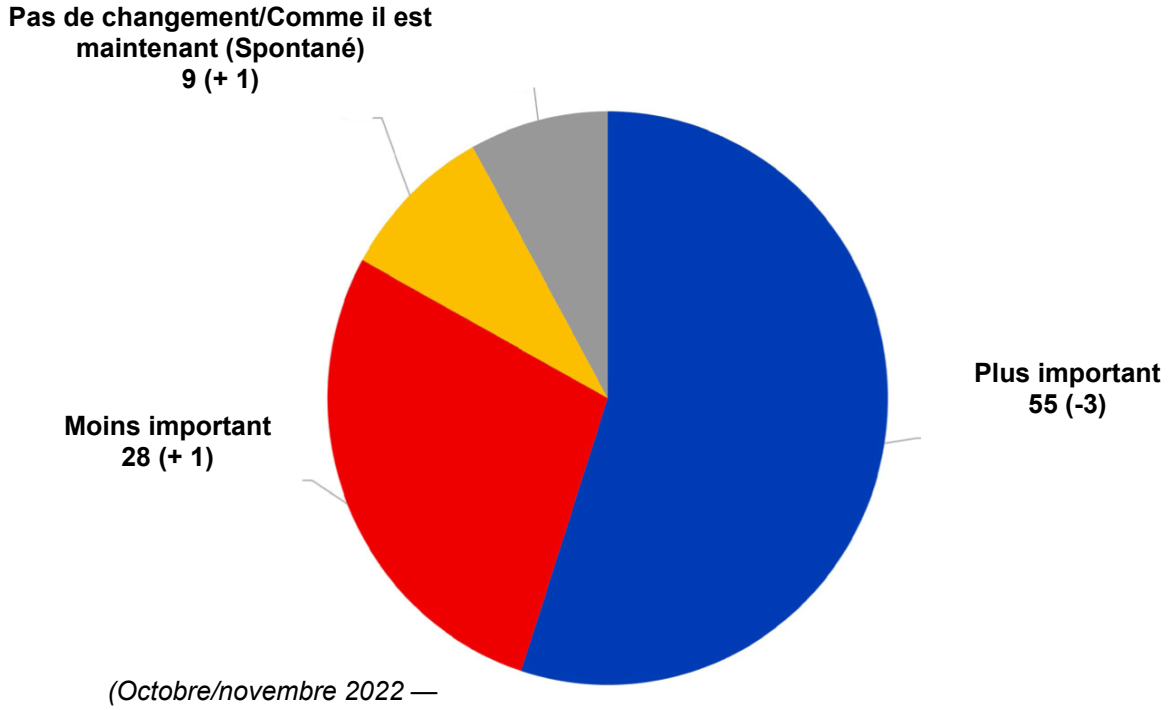
QA3 En général, avez-vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen? (% — UE)

	Total «Positive»	Neutre	Total «Négatif»	Je ne sais pas
EU27	36	45	17	2
Âge				
15-24	36	50	10	4
25-39	36	46	17	1

40-54	36	44	19	1
55+	35	43	20	2
Éducation (fin de)				
15—	27	46	23	4
16-19	33	45	21	1
20+	42	41	16	1
Toujours à l'étude	40	50	7	3
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	41	35	23	1
Gestionnaires	49	39	12	0
Autres employés	40	44	15	1
Travailleurs manuels	28	49	21	2
Personnes de la maison	24	52	21	3
Chômeurs	28	48	20	4
Retraité	35	43	20	2
Étudiants	40	50	7	3
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	23	42	32	3
De temps en temps	32	48	18	2
Presque jamais/jamais	40	43	16	1
Image de l'UE				
Total «Positive»	65	30	4	1
Neutre	12	72	14	2
Total «Négatif»	4	23	72	1
Les choses dans l'UE se déroulent...				
Bonne direction	61	34	4	1
Mauvaise direction	21	49	29	1
Ni l'un ni l	39	50	9	2
Suivre la politique européenne				
Suivre	47	37	16	0
Ne pas suivre	22	54	21	3

Il existe **un large soutien pour que le Parlement européen joue un rôle plus important**. Plus de la moitié des citoyens (55 %, -3 points de pourcentage depuis novembre-décembre 2021) souhaitent voir le Parlement européen jouer un rôle plus important, tandis que 28 % (+ 1 pp) souhaitent un rôle moins important pour le Parlement européen.

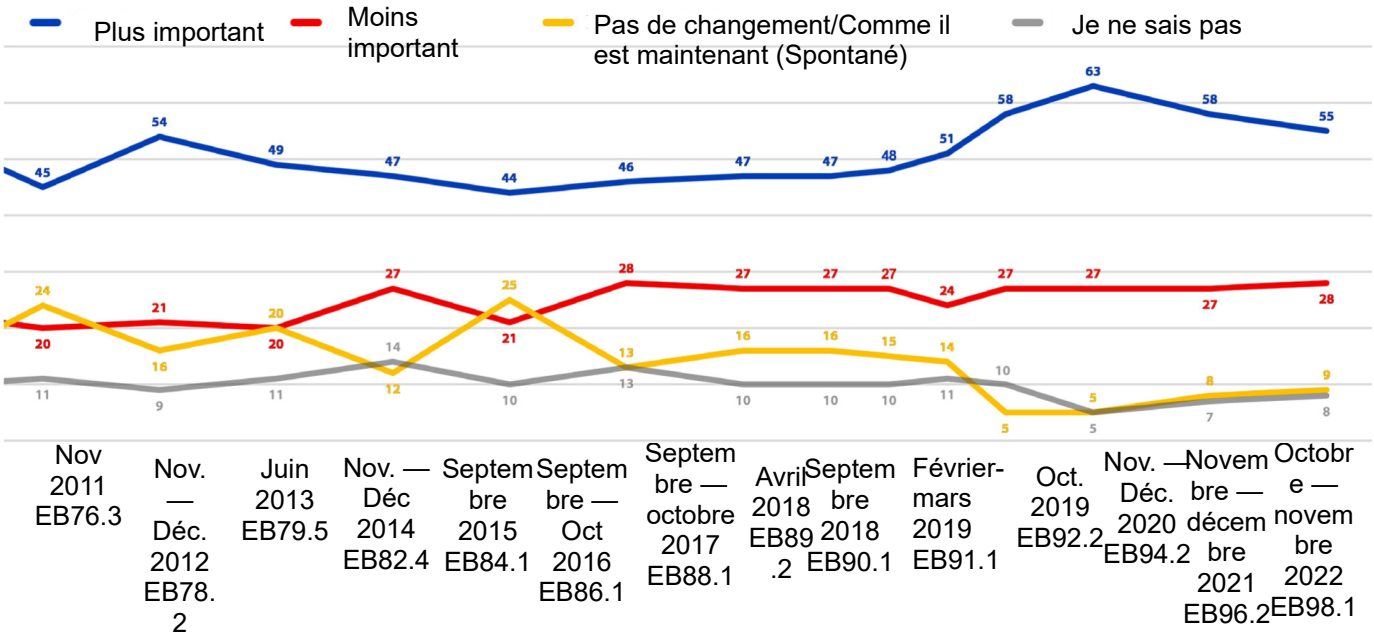
QA4 Voulez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (% — EU-27)



(Octobre/novembre 2022 — novembre/décembre 2021)

La volonté d'un rôle plus important pour le Parlement européen a diminué au cours de l'année écoulée (-3 points de pourcentage depuis novembre-décembre 2021), ce qui se poursuit avec un changement négatif progressif depuis novembre-décembre 2020. Cependant, la tendance à long terme est positive, les notations actuelles étant encore plus élevées que la plupart des enquêtes avant 2019.

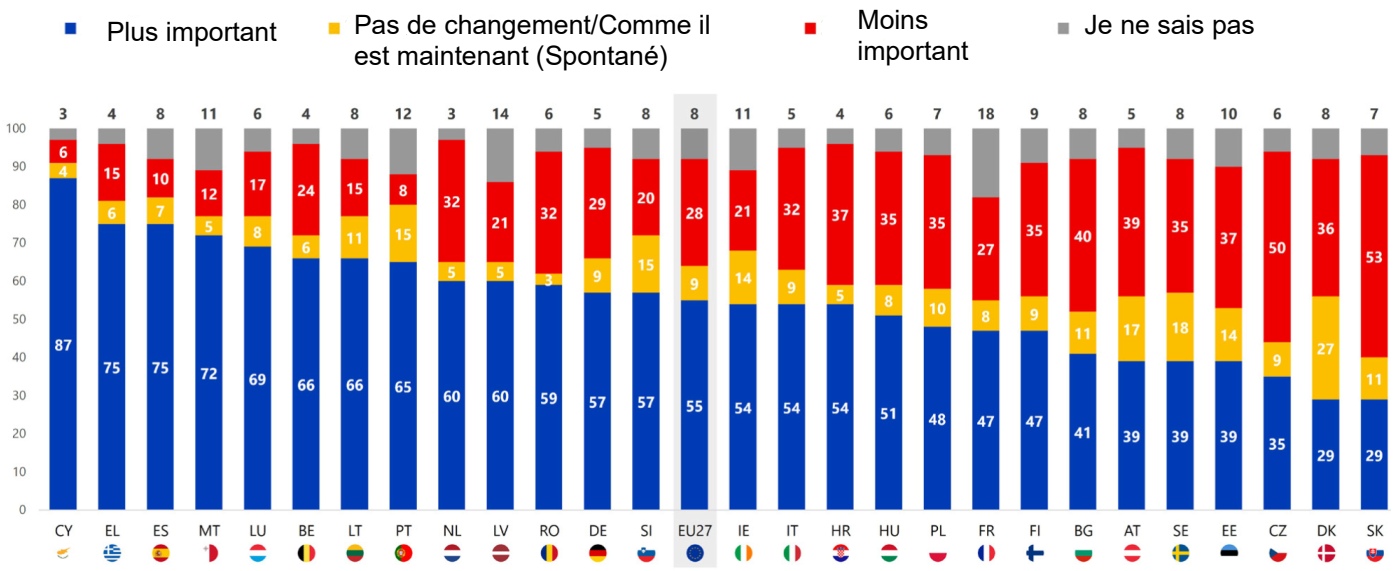
QA4 Voulez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (% — UE)



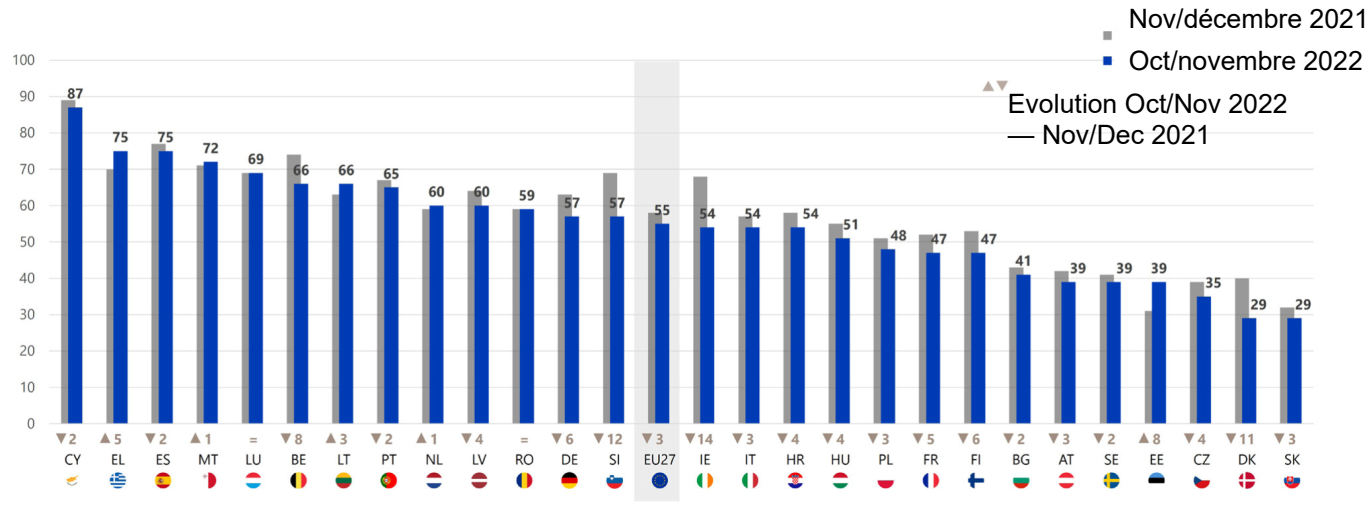
La volonté d'un rôle plus important pour le Parlement européen se manifeste dans 23 États membres, où une majorité relative de citoyens souhaitent une institution plus influente, allant de 87 % à Chypre à 39 % en Estonie et en Suède. Dans trois pays, la majorité des personnes interrogées souhaitent que le Parlement européen joue un rôle moins important à l'avenir: La Slovaquie (53 % moins importante), la Tchéquie (50 %) et le Danemark (36 %). En Autriche, il existe un équilibre égal entre ceux qui veulent un rôle plus ou moins important (39 % dans les deux cas).

Il est utile de comparer les réponses à cette question sur le rôle du Parlement européen avec celles sur son image générale auprès des citoyens. Le message général dans l'ensemble de l'UE est que ceux qui ont une image positive du Parlement européen sont beaucoup plus susceptibles de vouloir qu'il joue un rôle plus important. Suite à la relation entre ces deux points de vue, ceux qui ont une image négative de l'institution sont plus susceptibles de vouloir qu'elle joue un rôle moins important. Dans le même temps, des situations individuelles peuvent être trouvées au niveau des pays, comme en Grèce, où l'image du Parlement européen n'est pas particulièrement élevée, bien que les répondants souhaiteraient qu'elle joue un rôle plus important. En revanche, l'image globale est positive au Danemark et en Suède, mais elle est inférieure à la moyenne en ce qui concerne la volonté de voir un rôle plus important.

QA4 Voulez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (%)



QA4 Voulez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (% — plus important)



Par rapport à novembre-décembre 2021, le soutien à un rôle plus important du Parlement européen a augmenté d'au moins trois points de pourcentage dans trois pays: Estonie (39 %, + 8 pp), Grèce (75 %, + 5 pp) et Lituanie (66 %, + 3 pp). Dans 15 États membres, le soutien à un rôle plus important du Parlement européen a diminué depuis novembre-décembre 2021. Les baisses

les plus importantes sont observées en Irlande (54 %, -14 pp), en Slovénie (57 %, -12 pp) et au Danemark (29 %, -11 pp).

D'un point de vue sociodémographique, les jeunes répondants sont plus susceptibles de vouloir un rôle plus important pour le Parlement européen (58 % des 15-24 ans contre 53 % des 55 ans ou plus), une plus petite proportion souhaitant un rôle moins important (20 % contre 30 %).

En outre, les répondants plus instruits expriment un désir plus fort d'un rôle plus important pour le Parlement européen (61 % des personnes ayant quitté l'enseignement à l'âge de 20 ans ou plus), de même que les cadres (64 %) et les étudiants (61 %). Les répondants qui éprouvent rarement ou jamais de difficultés à payer des factures sont également plus susceptibles de vouloir jouer un rôle plus important pour le Parlement européen (57 % contre 48 % de ceux qui éprouvent des difficultés la plupart du temps).

Comme indiqué ci-dessus dans l'analyse par pays, il existe un lien entre l'image globale des répondants du Parlement européen et la volonté d'un rôle plus important. Dans l'ensemble, près de huit personnes sur dix ayant une image positive de l'institution souhaitent qu'elle joue un rôle plus important (78 %), comparativement à environ trois personnes sur dix ayant une image négative (29 %).

QA4 Voulez-vous personnellement voir le Parlement européen jouer un rôle plus important ou moins important? (% — UE)

	Plus important	Moins important	Pas de changement/Comme il est maintenant (Spontané)	Je ne sais pas
EU27	55	28	9	8
Âge				
15-24	58	20	10	12
25-39	56	28	9	7
40-54	55	30	8	7
55+	53	30	9	8
Éducation (fin de)				
15—	51	28	8	13
16-19	51	33	9	7
20+	61	24	9	6
Toujours à l'étude	61	16	11	12
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	57	28	10	5
Gestionnaires	64	22	10	4
Autres employés	58	28	8	6
Travailleurs manuels	50	34	8	8
Personnes de la maison	51	27	11	11
Chômeurs	52	29	7	12
Retraité	51	31	9	9
Étudiants	61	16	11	12
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	48	34	8	10
De temps en temps	52	32	8	8
Presque jamais/jamais	57	26	10	7
Image du Parlement				

européen				
Positif	78	9	10	3
Neutre	48	30	11	11
Négatif	29	63	3	5

4.2 Perception de l'UE

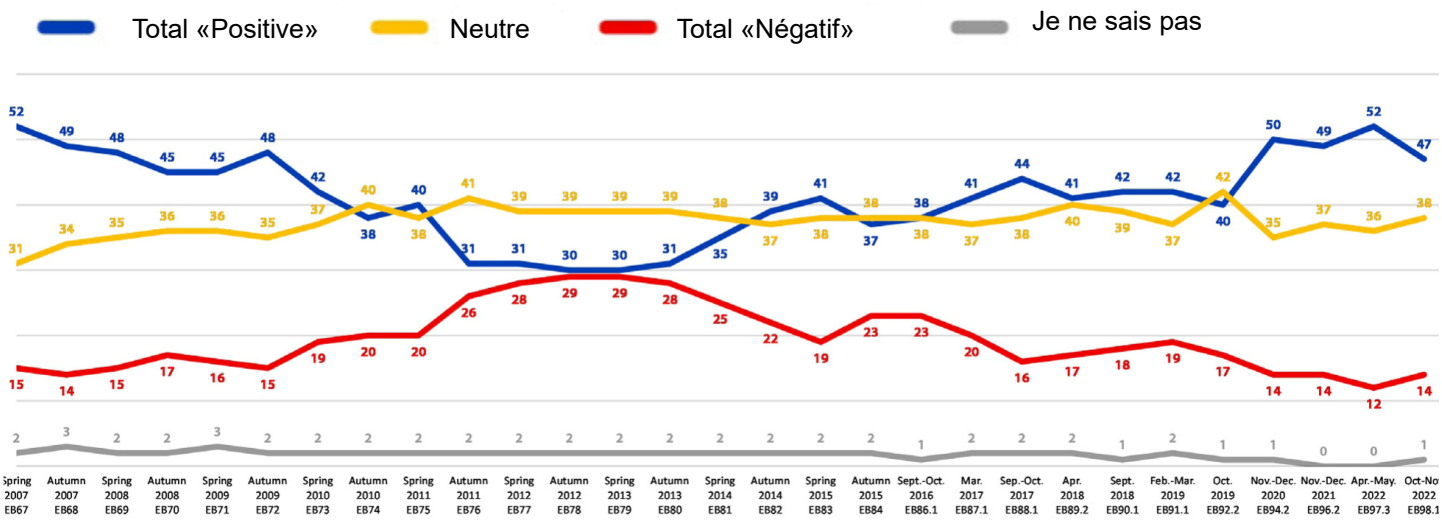
Cette section du rapport examine les attitudes à l'égard de l'UE et leur évolution au fil du temps. En particulier, les citoyens sont invités à réfléchir à la manière dont ils considèrent l'adhésion à l'UE: que ce soit une bonne ou une mauvaise chose et pourquoi.

Tout comme les attitudes à l'égard du Parlement européen sont restées positives au cours de l'année écoulée, l'image de l'UE conserve également une position forte, avec une nette majorité de citoyens positifs quant à l'adhésion à l'UE et la considérant comme importante pour leur pays.

Ces points de vue positifs sont à l'origine d'une perception claire des avantages que l'adhésion à l'UE apporte. Les trois principaux avantages sont considérés comme la contribution de l'UE au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité, à l'amélioration de la coopération entre les États membres et à la croissance économique au niveau national.

L' **image de l'UE** est devenue plus négative au cours des six derniers mois, 47 % des citoyens affirmant avoir une vision positive de l'UE (-5 points de pourcentage depuis avril-mai 2022). La proportion avec une vue négative est de 14 % (+ 2 pp), tandis que 38 % sont neutres (+ 2 pp). Ces changements ont inversé le changement positif observé entre novembre-décembre 2021 et avril-mai 2022, bien que la situation reste relativement positive lorsqu'on examine les tendances à plus long terme, avec un écart entre les points de vue positifs et négatifs de 33 points de pourcentage.

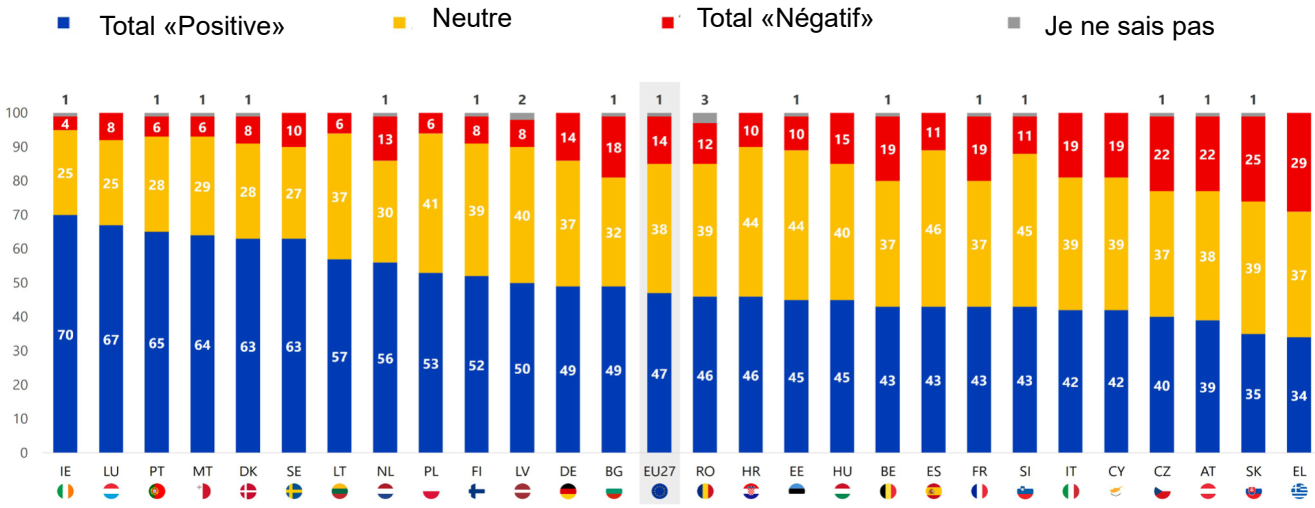
D78 En général, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (% — UE)



Dans chaque État membre de l'UE, une image positive de l'UE est plus répandue qu'une image négative et, dans 23 pays, une image positive est la réponse la plus courante. En Slovaquie, en Espagne, en Grèce et en Slovénie, le point de vue neutre est dominant.

Les répondants sont les plus susceptibles d'avoir une image positive de l'UE en Irlande (70 %), au Luxembourg (67 %), au Portugal (65 %), à Malte (64 %), au Danemark et en Suède (63 % dans les deux cas). Un point de vue négatif est le plus répandu en Grèce (29 %), en Slovaquie (25 %),

D78 En général, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (%)



en Tchéquie et en Autriche (tous deux 22 %).

Malte (64 %, + 6 points de pourcentage) et le Danemark (63 %, + 3 pp) sont les seuls pays qui affichent une nette augmentation des points de vue positifs de l'UE depuis avril-mai 2022. Dans 15 pays, les répondants sont désormais moins susceptibles de dire qu'ils ont une image positive de l'UE, avec les plus fortes baisses observées en Pologne (53 %, -9 pp), en Slovénie (43 %, -9 pp), en Belgique (43 %, -8 pp) et au Portugal (65 %, -8 pp). Le point de vue positif est resté relativement stable dans les autres pays.

Toutefois, par rapport à l'automne 2021, les augmentations à Malte (+ 12 pp) et au Danemark (+ 10 pp) s'accentuent, tandis que des augmentations nettes sont également observées en Slovaquie (+ 5 pp), en Roumanie, en Autriche et au Luxembourg (+ 4 pp). Une diminution nette est enregistrée dans dix États membres et un certain nombre de baisses observables depuis le printemps 2022 sont assouplies, par exemple en Pologne (-5 pp) et au Portugal (-2 pp). En Belgique, la diminution des annulations (+ 2 points de pourcentage). Depuis avant l'invasion de la Russie, la Slovénie (-9 pp), l'Espagne (-6 pp) et l'Allemagne (-5 pp) sont les pays ayant la plus forte diminution nette de l'image positive de l'UE.

L'analyse sociodémographique montre de grandes différences en fonction du niveau d'éducation, de la profession et de la situation financière. Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles d'avoir une image positive que ceux qui ont terminé à 15 ans ou moins (57 % contre 35 %). Les cadres (61 %) et les étudiants (56 %) sont les plus susceptibles d'avoir une image positive de l'UE, en particulier par rapport aux personnes au foyer et aux chômeurs (34 %). L'analyse montre également que les répondants ayant le moins de difficultés financières sont plus susceptibles d'avoir une image positive (53 %) que ceux qui connaissent le plus de difficultés (31 %).

Il existe également des variations selon le groupe d'âge, les répondants âgés de 15 à 24 ans étant plus susceptibles d'avoir une image positive de l'UE (53 % contre 45 % des 55 ans et plus).

Les participants qui suivent la politique européenne (57 %) sont plus susceptibles d'avoir une image positive de l'UE que ceux qui ne le font pas (35 %).

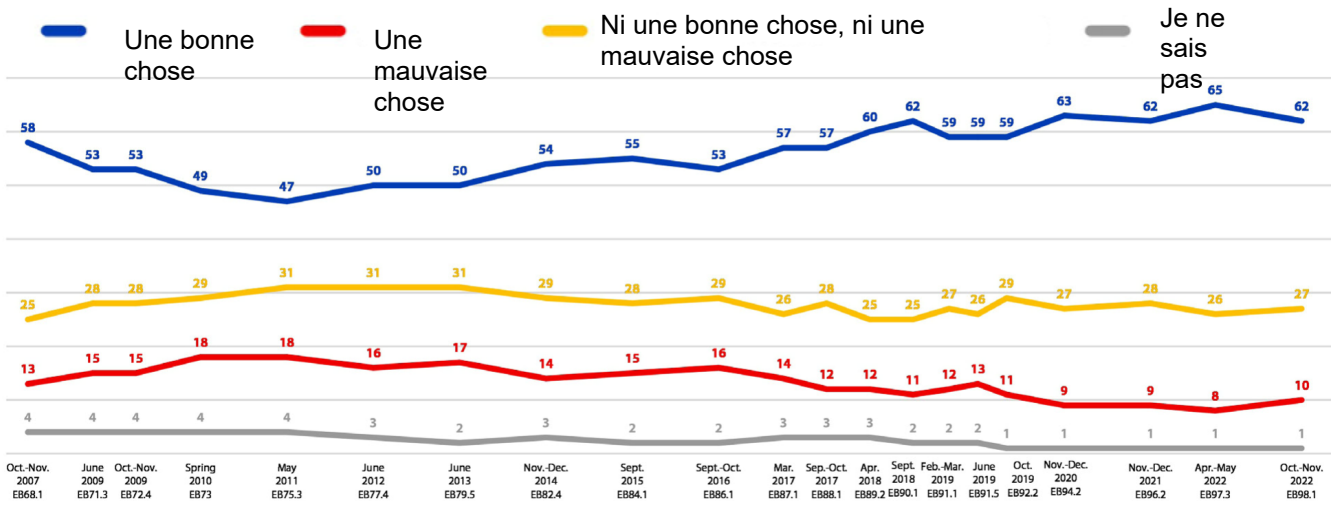
D78 En général, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative? (% — UE)

	Total «Positive»	Neutre	Total «Négatif»	Je ne sais pas
EU27	47	38	14	1
Âge				
15-24	53	38	8	1
25-39	48	39	13	0
40-54	46	38	16	0
55+	45	37	17	1
Éducation (fin de)				
15—	35	43	20	2
16-19	42	41	17	0
20+	57	32	11	0
Toujours à l'étude	56	36	7	1
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	49	33	18	0
Gestionnaires	61	29	10	0
Autres employés	50	37	13	0
Travailleurs manuels	40	44	16	0
Personnes de la maison	34	46	19	1
Chômeurs	34	45	20	1
Retraité	46	37	16	1
Étudiants	56	36	7	1
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	31	36	31	2
De temps en temps	39	44	16	1
Presque jamais/jamais	53	35	11	1
Suivre la politique européenne				
Suivre	57	32	11	0
Ne pas suivre	35	46	18	1

Plus de six Européens sur dix (62 %, -3 points de pourcentage depuis avril-mai 2022) pensent que l' **adhésion de leur pays à l'UE est une bonne chose**, tandis qu'un sur dix (10 %, + 2 pp) pense que l'adhésion à l'UE est une mauvaise chose pour leur pays et environ un sur quatre (27 %, + 1 pp) est neutre.

Comme pour d'autres questions, il y a eu un changement négatif au cours des six derniers mois, ce qui a inversé la tendance positive observée entre novembre-décembre 2021 et avril-mai 2022. Cependant, toujours en accord avec d'autres mesures, la position actuelle reste positive lorsqu'on examine les tendances à plus long terme. Ces dernières années, les résultats ont été parmi les plus positifs enregistrés au cours des 15 dernières années.

QA7 D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de notre pays à l'UE est...? (% — UE)

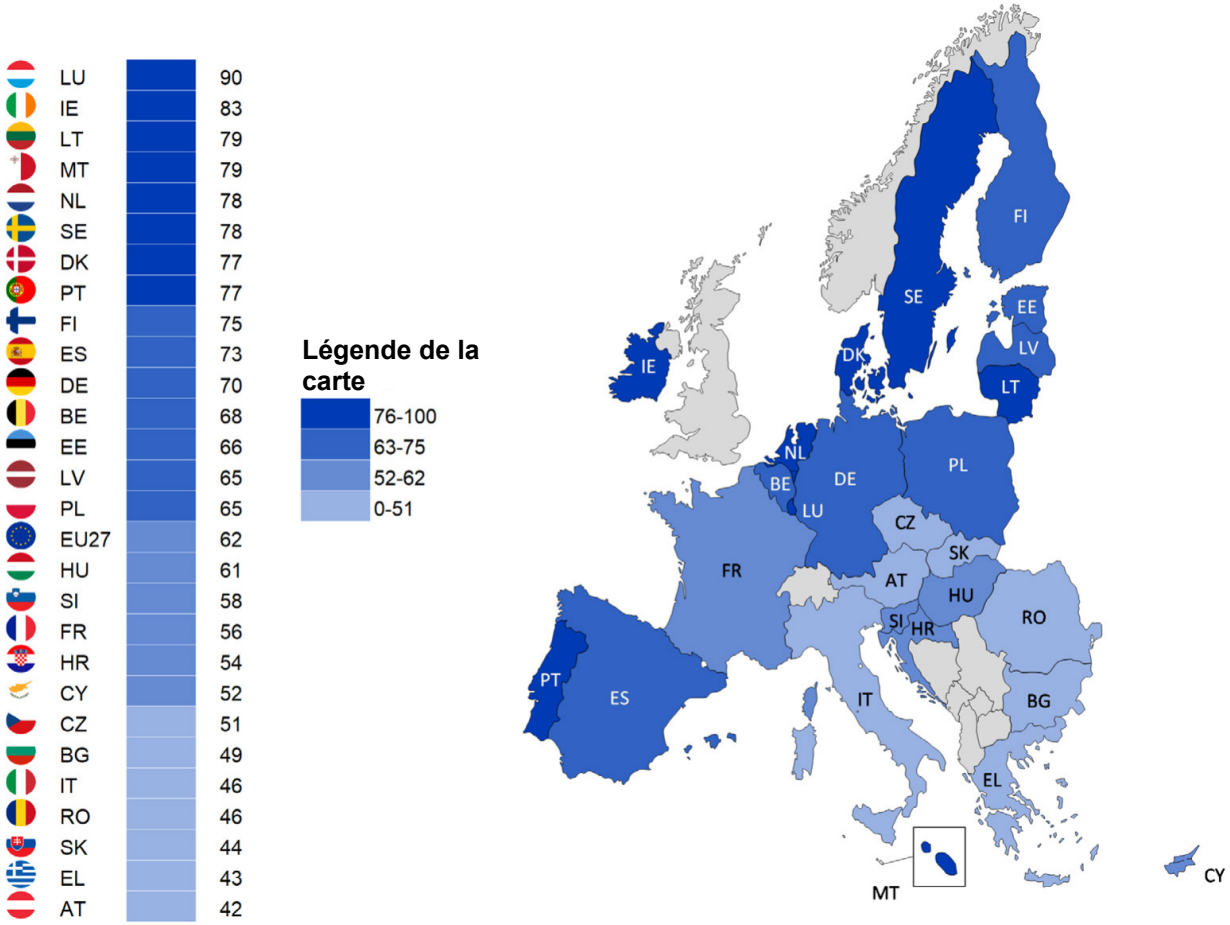


Bien qu'il soit le point de vue majoritaire dans 25 États membres, il existe des variations considérables d'un pays à l'autre. Les répondants sont les plus susceptibles de penser que l'adhésion à l'UE est une bonne chose pour leur pays au Luxembourg (90 %), en Irlande (83 %), en Lituanie et à Malte (79 % dans les deux cas), contre 42 % en Autriche, 43 % en Grèce et 44 % en Slovaquie. En Slovaquie et en Grèce, l'opinion dominante est que l'adhésion n'est ni bonne ni mauvaise pour leur pays (47 % et 44 % respectivement).

La Roumanie (23 %) et l'Autriche (20 %) sont les seuls pays où au moins un sur cinq estime que l'adhésion à l'UE est une mauvaise chose pour leur pays.

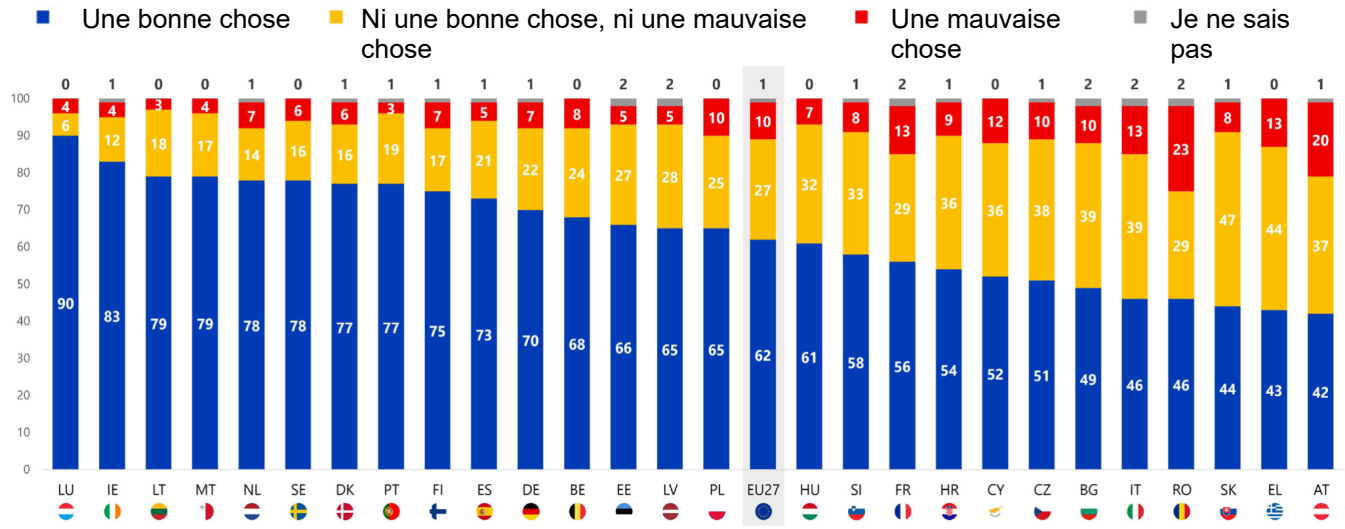
Une vision positive de l'adhésion à l'UE est la plus répandue dans les régions du nord et du sud-ouest de l'Europe, et la moins commune dans le sud et en particulier dans le sud-est de l'Europe.

QA7 D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de notre pays à l'UE est...? (% — une bonne chose)



Dans cinq États membres, il y a eu une augmentation des points de vue positifs concernant l'adhésion à l'UE depuis avril-mai 2022, le plus important étant à Malte (79 %, + 5 points de pourcentage). Dans 13 pays, les répondants sont désormais moins susceptibles de dire que l'adhésion de leur pays à l'UE est une bonne chose, avec les plus fortes baisses observées en Estonie (66 %, -10 pp), en Slovénie (58 %, -9 pp), en Allemagne (70 %, -7 pp) et en Pologne (65 %, -7 pp). Le point de vue positif est resté relativement stable dans les neuf autres pays.

QA7 D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de notre pays à l'UE est...? (%)



Comme on l'a observé les années précédentes, l'analyse sociodémographique actuelle montre que le soutien à l'adhésion à l'UE est plus fort chez les jeunes répondants. L'aide est la plus élevée parmi les 15-24 ans (68 %) et la plus faible chez les 55 ans et plus (60 %).

L'analyse montre également que ceux qui sont restés le plus longtemps dans l'éducation (72 %) sont beaucoup plus susceptibles de penser que l'adhésion de leur pays à l'UE est une bonne chose que ceux qui ont quitté l'école à l'âge de 16-19 ans (55 %) ou âgés de 15 ans et moins (51 %). Le soutien est également élevé chez les gestionnaires (76 %) et les étudiants (73 %), en particulier par rapport aux personnes au foyer (48 %).

Le soutien à l'adhésion à l'UE est beaucoup plus élevé parmi ceux qui ont rarement/jamais des difficultés à payer leurs factures (70 %) par rapport à ceux qui ont des problèmes de temps en temps (52 %) ou la plupart du temps (43 %).

Ces schémas sont similaires à ceux observés ci-dessus en ce qui concerne l'image globale des répondants de l'UE, et les réponses aux deux questions sont étroitement liées. Les répondants qui ont une image positive de l'UE pensent que l'adhésion de leur pays à l'UE est une bonne chose (89 %), alors que seulement 16 % pensent que si leur image de l'UE est négative.

QA7 D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de notre pays à l'UE est...? (% — UE)

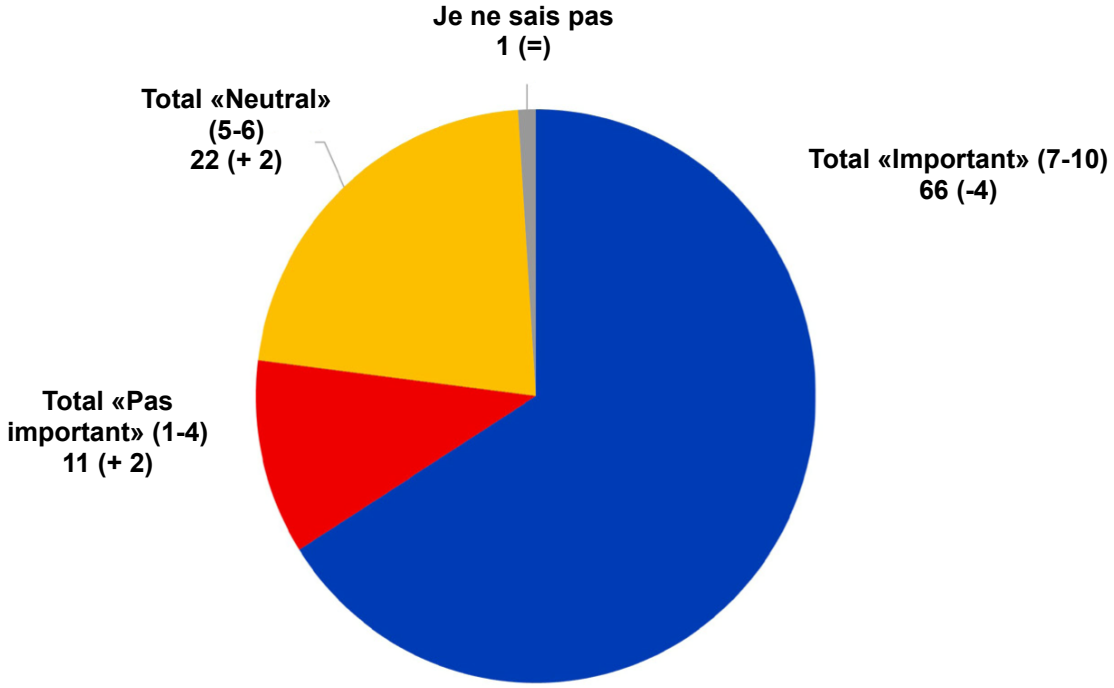
	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose	Je ne sais pas
EU27	62	10	27	1
Âge				
15-24	68	7	23	2
25-39	63	10	27	0
40-54	61	10	28	1
55+	60	10	29	1

Éducation (fin de)				
15—	51	11	35	3
16-19	55	12	32	1
20+	72	7	20	1
Toujours à l'étude	73	6	20	1
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	63	10	26	1
Gestionnaires	76	7	17	0
Autres employés	63	9	27	1
Travailleurs manuels	54	13	32	1
Personnes de la maison	48	10	40	2
Chômeurs	58	10	30	2
Retraité	60	10	28	2
Étudiants	73	6	20	1
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	43	18	36	3
De temps en temps	52	12	35	1
Presque jamais/jamais	70	7	22	1
Image de l'UE				
Total «Positive»	89	2	9	0
Neutre	46	8	45	1
Total «Négatif»	16	41	41	2

Deux tiers des citoyens (66 %) affirment qu'il est important pour eux que leur pays soit un État membre de l'UE (-4 points de pourcentage depuis avril-mai 2022).[25] Environ un sur dix (11 %, + 2 pp) estime que ce n'est pas important, et un peu plus d'un sur cinq (22 %, + 2 pp) est neutre. Depuis l'automne 2021, cependant, cela représente une augmentation nette (+ 5 pp) du pourcentage de citoyens qui disent qu'il est important que leur pays soit un État membre de l'UE alors que près d'un quart étaient neutres (24 %, -2 pp) et 14 % (-3 pp) ont déclaré que ce n'était pas important.

25 On a demandé aux répondants d'utiliser une échelle de 1 à 10, où «1» signifie «pas du tout important» et 10 signifie «extrêmement important». Dans cette analyse, «important» inclut ceux qui donnent un score de 7-10, «pas important» un score de 1-4 et «modérément important» un score de 5 ou 6.

QA8 Quelle est l'importance pour vous que (notre PAYS) soit un État membre de l'Union européenne? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie «pas du tout important» et 10 signifie «extrêmement important»? (% — EU-27)

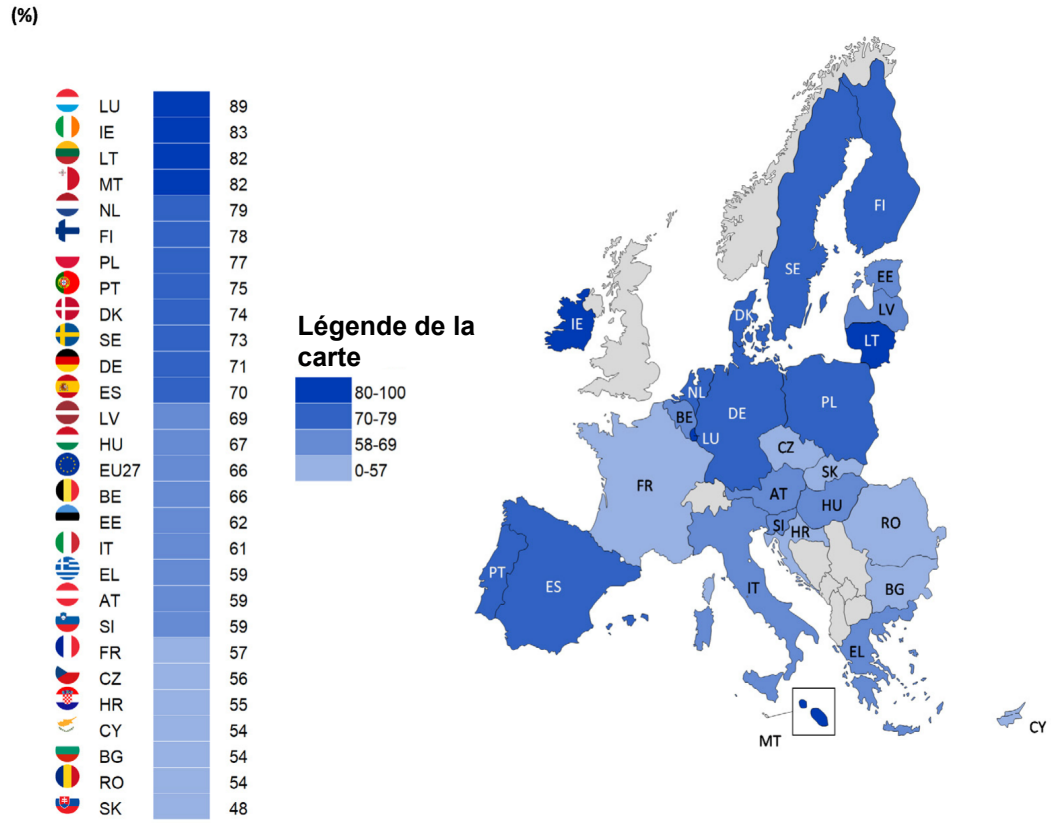


(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2021)

Une majorité de répondants dans chaque État membre affirment qu'il est important pour eux que leur pays soit membre de l'UE, bien que leurs proportions varient considérablement: de 89 % au Luxembourg, 83 % en Irlande et 82 % en Lituanie et à Malte, 48 % en Slovaquie et 54 % en Bulgarie, à Chypre et en Roumanie. La Tchéquie (21 %) est le seul pays où jusqu'à un sur cinq affirme qu'il n'est pas important pour eux que leur pays soit membre de l'UE.

Dans les pays du Sud-Est tels que Chypre, la Roumanie et la Bulgarie, ainsi que dans certains pays d'Europe orientale tels que la Tchéquie et la Slovaquie, l'importance du fait que les pays interrogés soient un État membre de l'UE est moins marquée que dans d'autres pays. Les personnes interrogées dans les pays du nord de l'Europe sont plus susceptibles de considérer l'adhésion de leur pays à l'UE comme importante.

QA8 Quelle est l'importance pour vous que (notre PAYS) soit un État membre de l'Union européenne?
Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie «pas du tout important» et 10 signifie «extrêmement important»? — Total «Important (7-10) (%)»

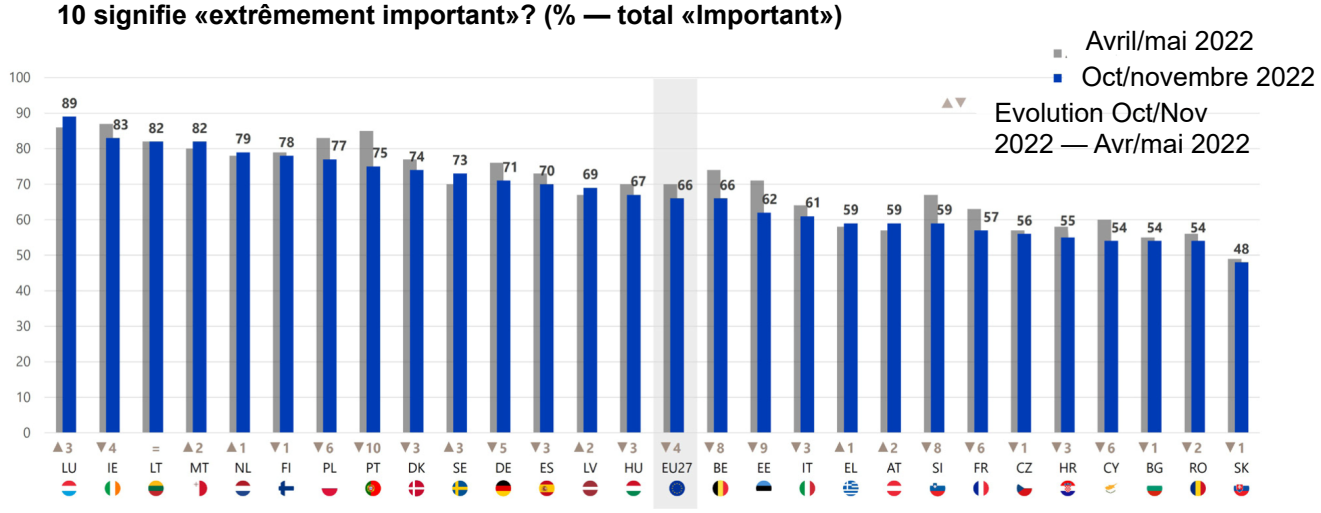


L'enquête précédente (avril-mai 2022) a fait état d'une augmentation importante des proportions qui estiment que l'adhésion de leur pays à l'UE est importante. Depuis lors, les résultats des différents pays sont pour la plupart devenus plus négatifs ou sont restés stables.

Dans 14 pays, l'importance de l'adhésion a diminué d'au moins trois points de pourcentage, le plus important étant observé au Portugal (75 %, -10 pp), en Estonie (62 %, -9 pp), en Belgique (66 %, -8 pp) et en Slovénie (59 %, -8 pp). Il y a eu de légères augmentations dans deux pays: Luxembourg (89 %, + 3 pp) et Suède (73 %, + 3 pp).

Cependant, par rapport à avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à l'automne 2021, une baisse nette n'est enregistrée qu'en Slovénie (-4 pp), avec une augmentation nette dans un total de 20 États membres, dont le plus grand est en Lituanie (+ 20 pp), Malte (+ 18 pp) et Luxembourg (+ 17 pp).

QA8 Quelle est l'importance pour vous que (notre PAYS) soit un État membre de l'Union européenne? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie «pas du tout important» et 10 signifie «extrêmement important»? (% — total «Important»)



L'analyse sociodémographique montre que la majorité des membres de chaque groupe affirment qu'il est important pour eux que leur pays soit membre de l'UE, mais ces points de vue sont plus fortement défendus par ceux qui ont un niveau d'enseignement supérieur et moins de difficultés financières. Cela fait écho aux résultats de la question précédente, dans laquelle ces groupes étaient plus susceptibles de penser que l'adhésion de leur pays à l'UE était une bonne chose.

Plus précisément, environ les trois quarts (76 %) des personnes qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus estiment que l'adhésion de leur pays à l'UE est importante, contre 62 % qui ont terminé leurs études âgées de 16 à 19 ans et 53 % qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins. Parmi les groupes socioprofessionnels, les cadres (79 %) et les étudiants (77 %) sont les plus susceptibles de dire que l'adhésion à l'UE est importante, en particulier par rapport aux personnes au foyer (53 %).

Les répondants qui éprouvent rarement ou jamais de difficultés à payer leurs factures (73 %) sont plus susceptibles de dire que c'est important pour eux que leur pays soit membre de l'UE, par rapport à ceux qui ont des difficultés de temps en temps (60 %) ou la plupart du temps (48 %).

Il existe une certaine variation selon le groupe d'âge, les 15-24 ans (71 %) étant les plus susceptibles de dire que l'adhésion de leur pays à l'UE est importante (contre 65 % des personnes âgées de 55 ans et plus).

Il n'est pas surprenant que neuf répondants sur dix (90 %) ayant une image positive de l'UE affirment que l'adhésion de leur pays est importante pour eux, contre 23 % de ceux qui ont une image négative.

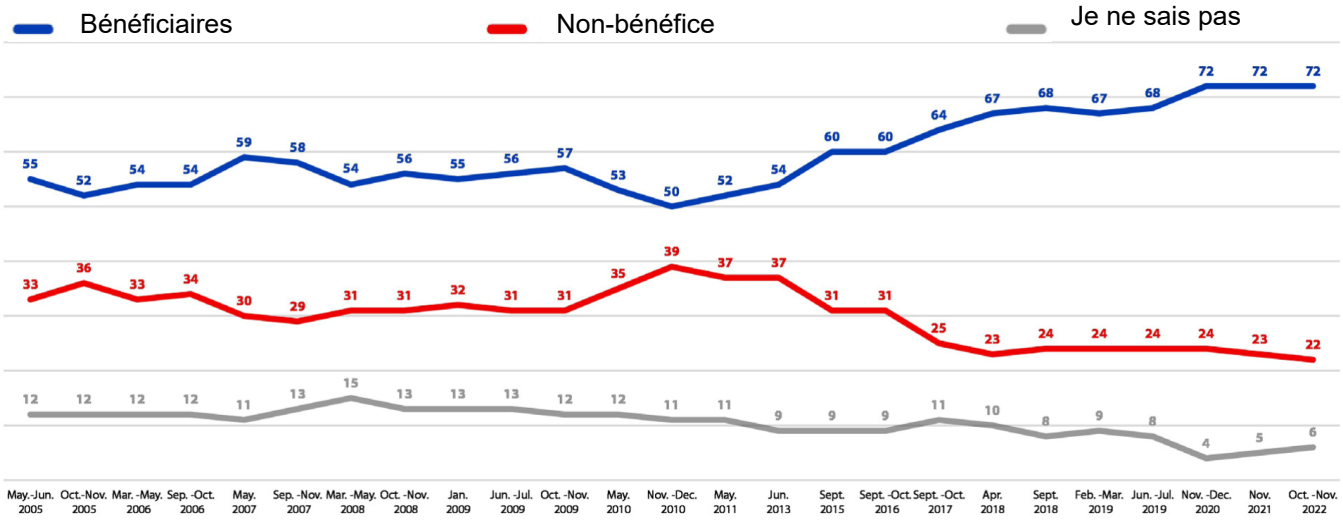
QA8 Quelle est l'importance pour vous que (notre PAYS) soit un État membre de l'Union européenne? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie «pas du tout important» et 10 signifie «extrêmement important»? (%- UE)

	Total «Important»	Total «Neutre»	Total «Pas important»	Je ne sais pas
EU27	66	22	11	1

Âge				
15-24	71	20	7	2
25-39	68	21	11	0
40-54	66	22	11	1
55+	65	22	12	1
Éducation (fin de)				
15—	53	30	14	3
16-19	62	24	13	1
20+	76	16	8	0
Toujours à l'étude	77	17	4	2
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	68	18	13	1
Gestionnaires	79	15	6	0
Autres employés	69	21	10	0
Travailleurs manuels	60	26	13	1
Personnes de la maison	53	33	12	2
Chômeurs	58	26	14	2
Retraité	65	22	12	1
Étudiants	77	17	4	2
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	48	30	19	3
De temps en temps	60	27	12	1
Presque jamais/jamais	73	18	8	1
Image de l'UE				
Total «Positive»	90	9	1	0
Neutre	53	36	9	2
Total «Négatif»	23	30	46	1

Si l'on considère que l'adhésion à l'UE est une bonne chose, plus de **sept citoyens de l'UE sur dix** (72 %, aucun changement depuis novembre-décembre 2021) estiment que, dans l'ensemble, leur pays a bénéficié de son adhésion à l'UE. Un peu plus d'un sur cinq (22 %, -1 pp) affirme que leur pays n'a pas bénéficié de son adhésion.

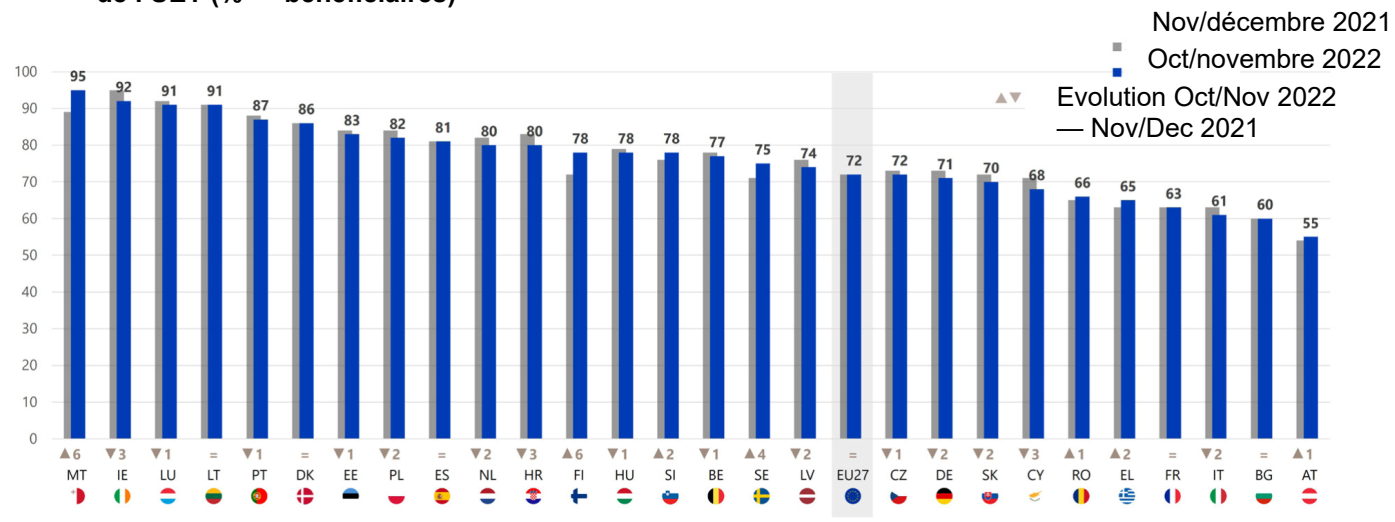
QA9 En tenant compte de tout, diriez-vous que (notre PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE? (% — UE)



Dans chaque État membre de l'UE, plus de la moitié des personnes interrogées affirment que leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE, ce qui s'applique à plus de neuf répondants sur dix à Malte (95 %), en Irlande (92 %), au Luxembourg et en Lituanie (tous deux 91 %). Cette proportion est la plus faible en Autriche (55 %), suivie par la Bulgarie (60 %), l'Italie (61 %) et la France (63 %). L'Autriche a la proportion la plus élevée de ceux qui pensent que leur pays n'a pas bénéficié de l'adhésion à l'UE (38 %).

Les résultats pour chaque État membre sont pour la plupart restés stables depuis novembre-décembre 2021. Seuls six États membres enregistrent un changement d'au moins trois points de pourcentage dans la proportion selon laquelle leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE. Dans trois pays, il y a eu une augmentation: Malte (95 %, + 6 points de pourcentage), Finlande (78 %, + 6 pp) et Suède (75 %, + 4 pp). Des baisses sont observées en Irlande (92 %, -3 pp), en Croatie (80 %, -3 pp) et à Chypre (68 %, -3 pp).

QA9 En tenant compte de tout, diriez-vous que (notre PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE? (% — bénéficiaires)



Les différences sociodémographiques reflètent étroitement celles que l'on voit déjà en ce qui concerne la question de savoir si l'adhésion à l'UE est considérée comme une bonne chose. L'opinion selon laquelle leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE est la plus forte parmi ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (81 %) par rapport à ceux qui ont quitté l'enseignement à l'âge de 15 ans ou moins (60 %).

Selon les groupes socioprofessionnels, la proportion est la plus élevée chez les gestionnaires (84 %) et les étudiants (81 %) et chez les gens de maison (59 %). Les répondants qui ont rarement ou jamais des difficultés avec les factures (77 %) sont plus susceptibles de penser que leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE, par rapport à ceux qui ont des difficultés la plupart du temps (55 %).

La différence d'âge connue s'applique, les jeunes étant plus susceptibles de voir les avantages de l'adhésion à l'UE que les personnes âgées (77 % des 15-24 ans contre 68 % des 55 ans ou plus).

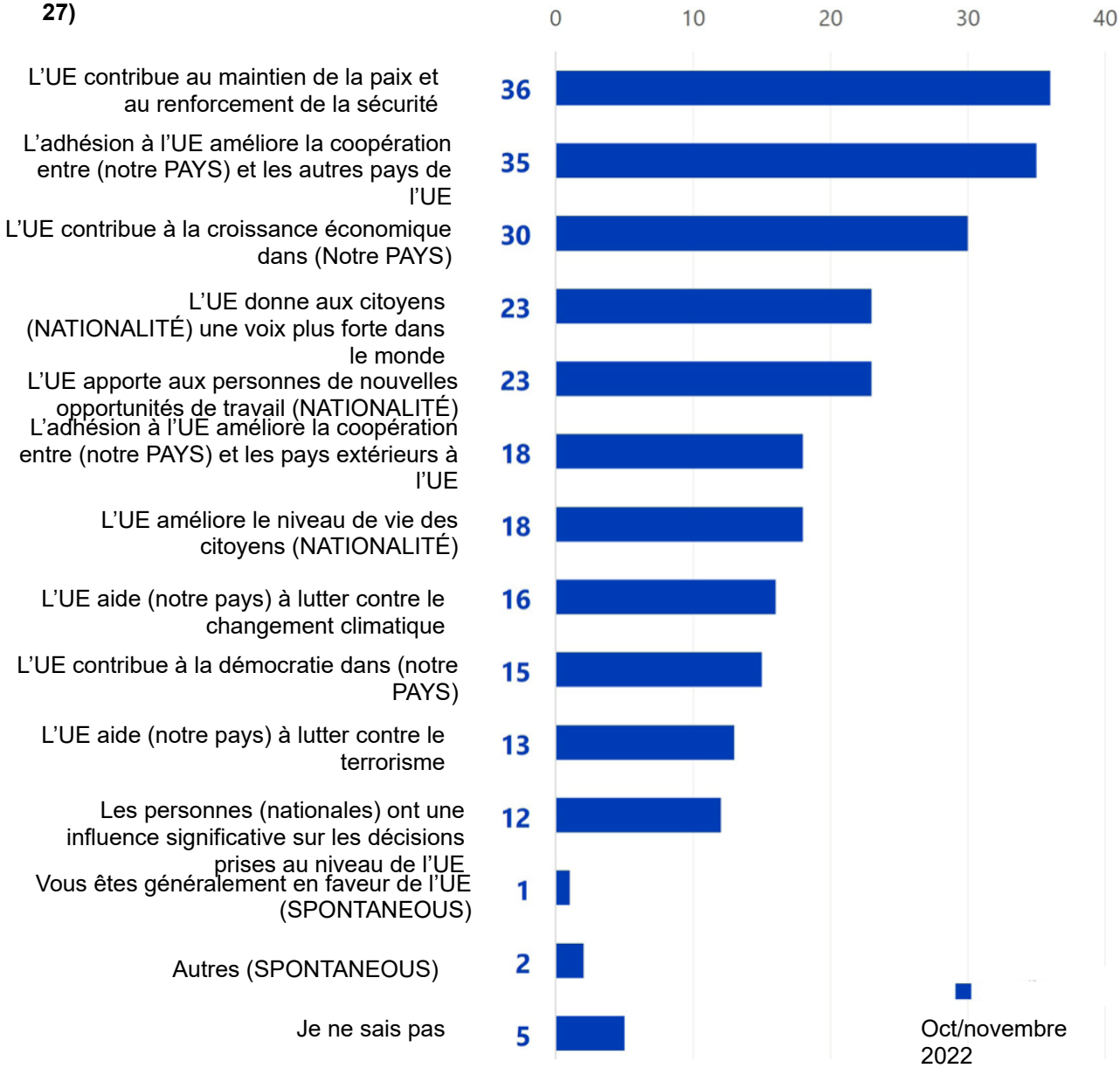
QA9 En tenant compte de tout, diriez-vous que (notre PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE? (% — UE)

	Bénéficiaires	Non-bénéfice	Je ne sais pas
EU27	72	22	6
Âge			
15-24	77	15	8
25-39	74	21	5
40-54	72	23	5
55+	68	25	7
Éducation (fin de)			
15—	60	30	10
16-19	67	27	6

20+	81	15	4
Toujours à l'étude	81	12	7
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	75	20	5
Gestionnaires	84	14	2
Autres employés	76	20	4
Travailleurs manuels	66	29	5
Personnes de la maison	59	30	11
Chômeurs	65	26	9
Retraité	67	24	9
Étudiants	81	12	7
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	55	36	9
De temps en temps	65	28	7
Presque jamais/jamais	77	8	5

La contribution de l'UE à la paix et à la stabilité est considérée comme son principal avantage, ce

QA10ab Peu importe si vous pensez (Notre PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (notre pays) a bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — EU-27)



QA10ab Peu importe si vous pensez (notre PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (notre pays) a bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (%)

	EU 27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
L'UE contribue au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité	36	35	29	37	38	47	38	19	46	28	36	34	34	45	41	43	27	27	21	48	29	34	24	26	29	29	42	47
L'adhésion à l'UE améliore la coopération entre (notre PAYS) et les autres pays de l'UE	35	38	33	35	59	44	30	20	35	30	28	24	34	24	32	24	34	24	23	65	32	22	31	22	29	27	57	72
L'UE contribue à la croissance économique dans (Notre PAYS)	30	29	25	32	34	28	38	48	27	39	23	32	21	36	30	44	40	38	49	41	31	35	38	26	42	27	25	27
L'UE donne aux citoyens (NATIONALITÉ) une voix plus forte dans le monde	23	26	18	19	31	19	13	31	39	20	28	17	31	21	13	15	32	19	29	13	28	20	31	21	12	18	15	18
L'UE apporte aux personnes de nouvelles opportunités de travail (NATIONALITÉ)	23	17	53	38	15	16	38	38	21	22	15	51	21	27	27	38	25	40	40	9	25	32	29	39	31	43	31	24
L'adhésion à l'UE améliore la coopération entre (OUR PAYS) et les pays extérieurs à l'UE	18	21	15	13	20	20	15	10	20	18	14	18	23	11	13	9	14	14	19	25	21	17	14	18	13	15	21	16
L'UE améliore le niveau de vie des citoyens (NATIONALITÉ)	18	19	21	26	12	13	32	40	16	22	12	32	9	20	30	38	19	30	25	11	23	35	25	27	26	19	15	5
L'UE aide (notre pays) à lutter contre le changement climatique	16	18	7	6	18	18	5	16	14	14	14	17	22	18	2	8	15	17	19	25	22	10	13	13	10	17	10	19
L'UE contribue à la démocratie dans (notre PAYS)	15	17	17	16	10	18	7	14	15	18	10	12	14	21	10	14	14	19	21	5	13	17	18	21	14	14	7	5
L'UE aide (notre pays) à lutter contre le terrorisme	13	19	13	11	18	13	8	11	11	12	17	13	13	11	7	8	9	12	12	16	15	10	8	14	6	13	9	14
Les personnes (nationales) ont une influence significative sur les décisions prises au niveau de l'UE	12	13	6	6	10	10	4	13	11	9	13	10	15	4	4	8	16	15	20	6	17	15	9	14	4	9	6	17
Je ne sais pas	5	3	7	6	1	3	5	3	5	5	12	1	7	7	7	3	2	3	2	2	4	2	7	4	6	7	4	2

Avant d'analyser plus en détail les résultats du pays, il est intéressant d'examiner les principaux avantages en fonction du point de savoir si les répondants pensent que leur pays a bénéficié ou non de son adhésion à l'UE.

Trois raisons ressortent clairement des autres, parmi les personnes interrogées qui pensent que leur pays a bénéficié de l'adhésion à l'UE: que l'UE contribue au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité (40 %), que l'adhésion à l'UE améliore la coopération entre leur pays et les autres pays de l'UE (38 %) et que l'UE contribue à la croissance économique dans leur pays (35 %).

Ceux qui avaient précédemment déclaré que leur pays n'avait pas bénéficié, partagent deux des mêmes raisons lorsqu'on leur demande pourquoi les gens pensent que leur pays a bénéficié de l'adhésion, à savoir l'amélioration de la coopération avec les autres pays de l'UE (27 %) et la contribution de l'UE à la paix et à la sécurité (26 %). La contribution à la croissance économique ne fait pas partie de leurs trois premières réponses; au lieu de cela, les avantages qui sont conjointement troisièmes sont les nouvelles possibilités d'emploi pour leur population et que l'UE donne aux citoyens de leur pays un plus grand pouvoir dans le monde (tous deux 19 %).

Pour ce qui est de l'analyse détaillée par pays, nous constatons que les répondants aux Pays-Bas (48 %), en Suède et en Allemagne (47 %) sont les plus susceptibles de mentionner la contribution

de l'UE au **maintien de la paix et au renforcement de la sécurité**, alors que cet avantage est le moins susceptible d'être mentionné en Irlande (19 %) et à Malte (21 %).

La **contribution de l'UE à la coopération entre les États membres** est mise en évidence par plus de la moitié des répondants en Suède (72 %), aux Pays-Bas (65 %), au Danemark (59 %) et en Finlande (57 %). Cela est moins susceptible d'être considéré comme un avantage de l'adhésion des répondants en Irlande (20 %), en Roumanie et en Pologne (22 % dans les deux cas).

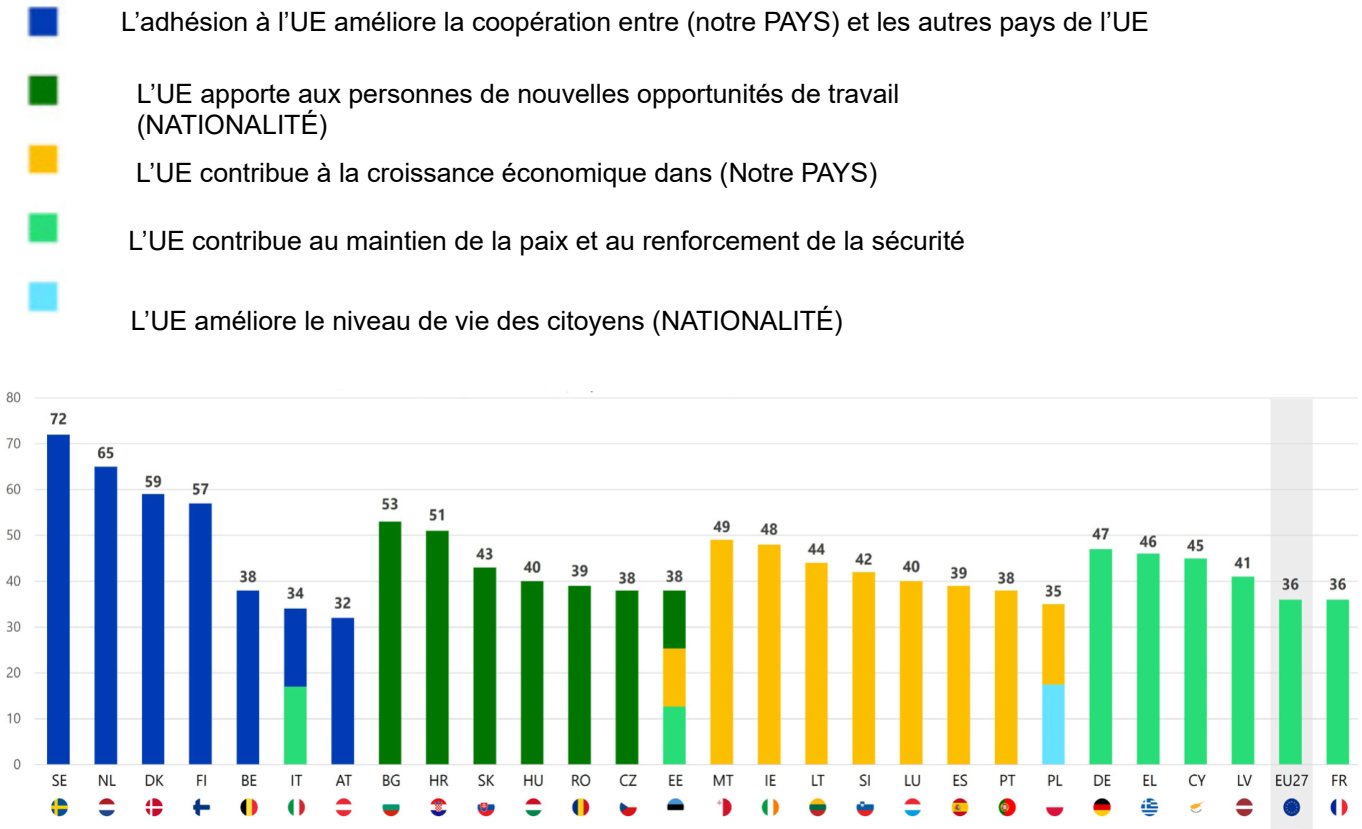
La contribution de l'UE à la **croissance économique** est considérée comme un avantage important de l'adhésion à l'UE à Malte (49 %), en Irlande (48 %) et en Lituanie (44 %). Cela est moins susceptible d'être considéré comme un avantage de l'adhésion par les répondants en Italie (21 %) et en France (23 %).

L'analyse montre également quelques chiffres importants pour d'autres avantages. La contribution de l'UE aux **nouvelles possibilités d'** emploi est mentionnée par 53 % en Bulgarie, 51 % en Hongrie et 43 % en Slovaquie. Une grande proportion en Grèce (39 %) affirme que l'UE donne **plus de poids aux citoyens de leur pays dans le monde**. En Irlande, 40 % disent que l'un des avantages de l'adhésion à l'UE est qu'elle **améliore le niveau de vie des citoyens**.

Au niveau des pays, des changements importants ont été observés depuis novembre-décembre 2021 dans les proportions mentionnant divers avantages de l'adhésion à l'UE.

Dans la plupart des pays, la contribution de l'UE au **maintien de la paix et au renforcement de la sécurité** est plus susceptible d'être mentionnée aujourd'hui qu'en novembre-décembre 2021. Les augmentations les plus importantes sont observées en Lettonie (41 %, + 16 points de pourcentage), en Lituanie (43 %, + 15 pp), aux Pays-Bas (48 %, + 13 pp) et en Estonie (38 %, + 12 pp). La Hongrie est le seul pays à afficher une baisse depuis novembre-décembre 2021 (27 %, -3 pp).

QA10ab Peu importe si vous pensez (notre PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (notre pays) a bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — La réponse la plus mentionnée par pays)



D'un point de vue sociodémographique, les résultats sont généralement cohérents entre les différents groupes. Deux des avantages montrent des différences selon le niveau d'éducation et la situation financière: amélioration de la coopération entre les États membres et avantages de la croissance économique. Ces avantages sont plus susceptibles d'être mentionnés par ceux qui sont restés plus longtemps dans l'éducation et par ceux qui n'ont jamais ou rarement de difficultés à payer des factures. En revanche, le rôle de l'UE dans la lutte contre le terrorisme est mentionné plus fréquemment par les répondants moins instruits et par ceux qui ont des difficultés à payer les factures la plupart du temps.

QA10ab Peu importe si vous pensez (notre PAYS) a bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (notre pays) a bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — UE)

	L'UE contribue au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité	L'UE contribue à la croissance économique dans (Notre PAYS)	L'adhésion à l'UE améliore la coopération entre (notre PAYS) et les autres pays de l'UE	L'adhésion à l'UE améliore la coopération entre (notrePAYS) et les pays extérieurs à l'UE	L'UE donne aux citoyens (NATIONALITÉ) une voix plus forte dans le monde	L'UE aide (notre pays) à lutter contre le terrorisme	L'UE aide (notre pays) à lutter contre le changement climatique	L'UE apporte aux personnes de nouvelles opportunités de travail (NATIONALITÉ)	Je ne sais pas
EU27	36	30	35	18	23	13	16	23	5
Éducation (fin de)									
15—	35	25	25	16	23	16	17	21	9
16-19	36	28	32	19	23	14	15	24	6
20+	38	34	43	19	23	12	15	22	3
Toujours à l'étude	36	32	37	19	25	11	19	25	4
Difficultés de paiement des factures									
La plupart du temps	34	24	28	15	22	19	15	21	10
De temps en temps	35	25	32	19	26	14	17	23	6
Presque jamais/jamais	38	33	37	18	22	12	15	23	4

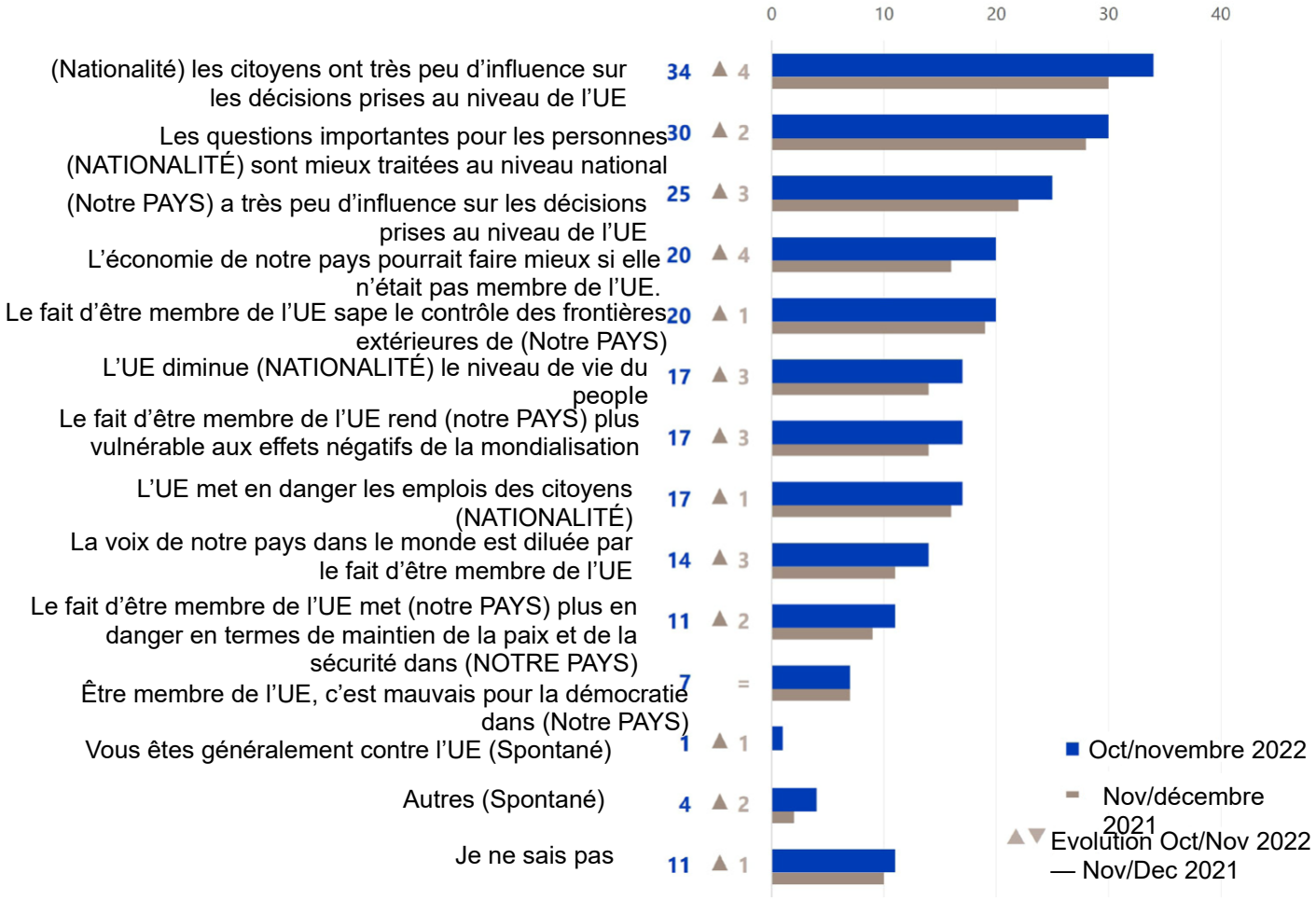
Les répondants ont également été invités à réfléchir aux **raisons pour lesquelles leur pays n'a peut-être pas bénéficié de l'adhésion à l'UE**, indépendamment de leurs propres opinions sur le sujet. Les principales raisons pour lesquelles les citoyens pensent que leur pays n'a pas bénéficié de l'adhésion à l'UE sont que les **citoyens nationaux ont très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE** (34 %, + 4 points de pourcentage depuis novembre/décembre 2021) et que les questions importantes pour leur pays sont **mieux traitées au niveau national** (30 %, + 2 points de pourcentage).

Un sur quatre affirme que le gouvernement national a très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE (25 %, + 3 pp), tandis qu'un sur cinq affirme que l'économie de leur pays pourrait faire mieux en dehors de l'UE (20 %, + 4 pp) et que le fait d'être membre de l'UE sape le contrôle des frontières extérieures de son pays (20 %, + 1 pp).

Ces réponses reflètent un débat plus général sur la question de savoir si les décisions politiques doivent être prises au niveau de l'UE ou au niveau national. Dans le rapport «Principaux défis de notre temps»[26], la majorité est d'avis que différents domaines d'action devraient être traités de manière égale au niveau de l'UE et au niveau national. Dans de nombreux domaines d'action, les répondants étaient plus susceptibles de dire que la question devrait être traitée au niveau de l'UE que au niveau national; il s'agit notamment de la lutte contre le terrorisme, les migrations et les réfugiés, de l'environnement et du changement climatique, de la politique de sécurité et de défense et de la politique énergétique. Les questions que les citoyens étaient plus susceptibles de vouloir traiter au niveau national plutôt que au niveau de l'UE étaient la santé, l'emploi et la protection sociale.

26 Principaux défis de notre époque, Eurobaromètre spécial 526 https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2694

QA11ab Quoiqu'il en soit, que vous pensiez (notre PAYS) ait bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (notre pays) n'a pas bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — EU-27)



Dans 17 États membres, la raison la plus commune (ou la plus commune) invoquée pour expliquer pourquoi leur pays n'a pas bénéficié de l'adhésion à l'UE est que les citoyens nationaux ont très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE. Dans 10 pays, laraisonla plus élevée (ou la plus élevée) est que les questions importantes sont mieux traitées au niveau national.

En Italie, la raison invoquée le plus souvent est que le gouvernement national a très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE, alors que la principale raison en France est que l'UE diminue le niveau de vie des citoyens nationaux.

QA11ab Quoiqu'il en soit, que vous pensiez (notre PAYS) ait bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent

(notre pays) n’a pas bénéficié d’être membre de l’UE? Tout d’abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (%)

	EU 27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
(Nationalité) les citoyens ont très peu d’influence sur les décisions prises au niveau de l’UE	34	30	39	44	52	37	44	31	41	31	25	38	29	46	45	32	32	36	26	51	34	28	20	37	41	32	48	55
Les questions importantes pour les personnes (NATIONALITÉ) sont mieux traitées au niveau national	30	30	35	43	39	32	26	32	41	24	19	37	28	27	17	25	34	37	33	53	31	30	32	26	21	36	45	54
(Notre PAYS) a très peu d’influence sur les décisions prises au niveau de l’UE	25	27	33	35	31	17	26	23	40	17	14	34	33	36	28	26	22	32	27	32	22	27	19	35	32	29	31	32
L’économie de notre pays pourrait faire mieux si elle n’était pas membre de l’UE.	20	14	14	26	23	25	13	11	26	16	18	21	20	22	14	5	12	14	21	25	27	14	16	16	9	16	21	32
Le fait d’être membre de l’UE sape le contrôle des frontières extérieures de (Notre PAYS)	20	24	14	16	28	28	6	20	14	12	20	21	20	16	5	9	15	18	26	23	29	16	20	14	16	27	7	20
L’UE diminue le niveau de vie des citoyens (NATIONALITÉ)	17	21	17	14	8	20	11	8	21	10	34	17	14	18	8	8	9	9	13	12	20	8	10	14	13	14	8	7
Le fait d’être membre de l’UE rend (notre PAYS) plus vulnérable aux effets négatifs de la mondialisation	17	16	19	16	15	15	14	16	23	16	15	21	20	23	11	14	16	22	25	20	22	18	22	18	19	19	18	17
L’UE met en danger les emplois des citoyens (NATIONALITÉ)	17	22	12	12	9	17	16	13	21	13	27	23	16	34	15	11	13	13	22	19	23	11	11	16	9	16	6	17
La voix de notre pays dans le monde est diluée par le fait d’être membre de l’UE	14	19	16	9	15	10	13	20	13	15	15	9	17	5	8	8	20	14	18	9	15	17	13	15	9	16	6	3
Le fait d’être membre de l’UE met (notre PAYS) plus en danger en termes de maintien de la	11	16	15	7	9	12	9	12	9	7	8	15	12	7	5	6	16	14	19	8	22	10	19	16	8	16	3	8

paix et de la sécurité dans le pays.																												
Être membre de l'UE, c'est mauvais pour la démocratie dans (Notre PAYS)	7	8	5	7	12	6	7	8	7	6	5	12	10	5	6	3	5	10	14	8	13	10	6	10	5	8	6	7
Je ne sais pas	11	7	12	5	5	7	16	18	4	15	16	1	11	3	18	24	12	8	12	1	4	17	19	7	11	6	11	3

Une fois de plus, il est utile de comparer les raisons pour lesquelles son pays n'aurait peut-être pas bénéficié de l'adhésion à l'UE, entre ceux qui croient que leur pays en a bénéficié et ceux qui le croient non.

Parmi ceux qui pensent que leur pays en a bénéficié, les trois principales raisons sont que les citoyens nationaux ont très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE (34 %), que les questions importantes pour les citoyens nationaux sont mieux traitées au niveau national (32 %) et que les gouvernements des États membres ont très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE (26 %).

Pour ceux qui pensent que leur pays n'a pas bénéficié, les principales raisons se répartissent en deux groupes: D'une part, il y a des raisons qui expliquent le manque d'influence des citoyens (34 %) et des gouvernements nationaux (25 %) dans les décisions de l'UE. Dans le deuxième groupe, un point de vue commun est que l'UE réduit le niveau de vie des citoyens nationaux (29 %), l'économie nationale pourrait faire mieux si en dehors de l'UE (27 %) et les questions importantes pour les citoyens nationaux sont mieux traitées au niveau national (26 %).

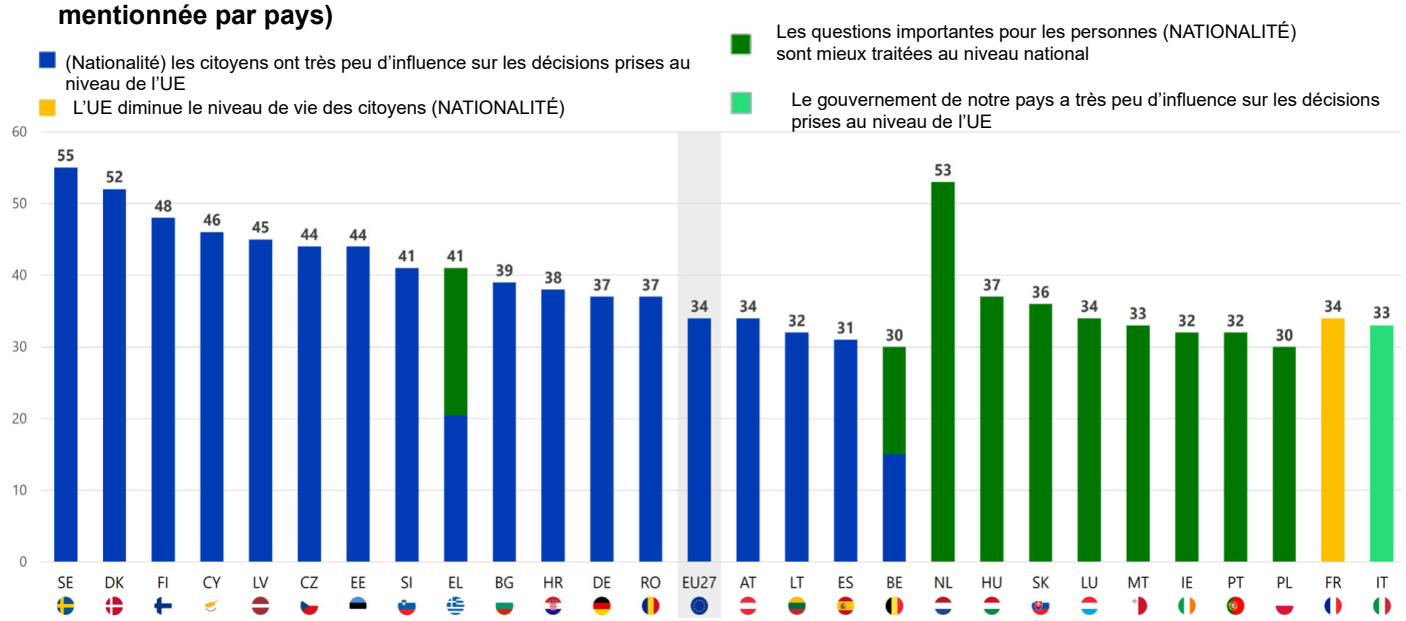
En passant à l'analyse par pays, nous constatons que dans l'ensemble de l'UE, la principale raison pour laquelle les gens pensent que leur pays n'a pas bénéficié de l'adhésion à l'UE est que les **citoyens nationaux ont très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE.** Plus de la moitié des répondants en Suède (55 %), au Danemark (52 %) et aux Pays-Bas (51 %) le mentionnent, mais pas plus d'un quart au Portugal (20 %) et en France (25 %).

Plus de la moitié des répondants en Suède (54 %) et aux Pays-Bas (53 %) affirment que **les questions importantes sont mieux traitées au niveau national**, ce qui est également mentionné par une grande proportion en Finlande (45 %), en Tchéquie (43 %) et en Grèce (41 %).

Les personnes interrogées en Grèce (40 %), à Chypre (36 %), en Tchéquie et en Roumanie (35 %) sont les plus susceptibles de dire que le **gouvernement national a très peu d'influence** sur les décisions prises au niveau de l'UE.

L'opinion selon laquelle l' **économie de leur pays pourrait faire mieux en dehors de l'UE** est exprimée par une proportion relativement importante en Suède (32 %), tandis que les personnes interrogées en Autriche (29 %) sont les plus susceptibles de dire qu'être membre de l'UE **sape le contrôle des frontières extérieures de leur pays**.

QA11ab Quoiqu'il en soit, que vous pensiez (notre PAYS) ait bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (notre pays) n'a pas bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — La réponse la plus mentionnée par pays)



Au niveau des pays, il y a eu des changements depuis novembre-décembre 2021 dans les proportions mentionnant diverses raisons pour lesquelles l'adhésion à l'UE n'est pas un avantage pour leur pays.

La proportion qui dit que les **citoyens locaux ont très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE** a augmenté dans 13 États membres, notamment à Chypre (46 %, + 11 pp) et en Espagne (31 %, + 10 pp). Il a diminué dans sept pays, avec les plus fortes baisses observées en Lettonie (45 %, -22 pp) et à Malte (26 %, -9 pp).

La proportion qui dit que **les questions importantes sont mieux traitées au niveau national** a augmenté dans 15 pays. Les augmentations les plus importantes sont observées en Croatie (37 %, + 10 pp), en Tchéquie (43 %, + 9 pp) et en Hongrie (37 %, + 8 pp). La plus forte baisse est observée en Slovénie (21 %, -7 pp).

Les répondants sont plus susceptibles de dire que le **gouvernement national a très peu d'influence** sur les décisions prises au niveau de l'UE en Bulgarie (33 %, + 8 pp), en Espagne (28 %, + 8 pp) et en Hongrie (32 %, + 7 pp), tandis que la proportion a nettement diminué en Lettonie (28 %, -19 pp).

Il y a d'autres changements importants sur les articles individuels. Les répondants sont plus susceptibles de dire que le fait d'être membre de l'UE met **davantage leur pays en danger en termes de maintien de la paix et de la sécurité** au Luxembourg (16 %, + 11 pp) et au Portugal (19 %, + 10 pp). Il y a une augmentation à Malte de la proportion qui indique que l'économie de leur pays pourrait faire mieux **en dehors de l'UE** (21 %, + 10 pp). Enfin, il y a eu une diminution en Lettonie de la proportion qui, dit, être membre de l'UE rend leur pays **plus vulnérable aux effets négatifs de la mondialisation** (11 %, -11 pp).

Dans l'analyse sociodémographique, les résultats sont très cohérents entre les différents groupes.

Il existe certaines différences selon le niveau d'éducation: les répondants plus instruits sont plus susceptibles de dire que les citoyens nationaux ont très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE (36 % de ceux qui ont quitté l'enseignement à l'âge de 20 ans ou plus contre 30 % de ceux qui sont partis avant l'âge de 15 ans) et que les questions importantes pour leur pays sont mieux traitées au niveau national (34 % contre 26 %). En outre, les personnes qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont plus susceptibles de dire que l'UE diminue le niveau de vie des citoyens (27 % contre 15 % de ceux qui n'ont jamais ou rarement de difficultés).

Q11ab Quoiqu'il en soit, que vous pensiez (notre PAYS) ait bénéficié ou non d'être membre de l'UE, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les gens pensent (notre pays) n'a pas bénéficié d'être membre de l'UE? Tout d'abord? Et puis? (Maximum 3 réponses) (% — UE)

	Le fait d'être membre de l'UE met (notre PAYS) plus en danger en termes de maintien de la paix et de la sécurité dans (NOTRE PAYS)	L'économie de notre pays pourrait faire mieux si elle n'était pas membre de l'UE.	Les questions importantes pour les personnes (NATIONALITÉ) sont mieux traitées au niveau national	Le fait d'être membre de l'UE sape le contrôle des frontières extérieures de (Notre PAYS)	(Nationalité) les citoyens ont très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE	(Notre PAYS) a très peu d'influence sur les décisions prises au niveau de l'UE	L'UE diminue le niveau de vie des citoyens (NATIONALITÉ)	Je ne sais pas
EU27	11	20	30	20	34	25	17	11
Éducation (fin de)								
15—	10	20	26	20	30	25	16	14
16-19	13	20	29	21	33	26	19	10
20+	9	19	34	19	36	25	15	10
Toujours à l'étude	12	20	29	20	32	23	13	13
Difficultés de paiement des factures								
La plupart du temps	12	23	29	17	31	26	27	9
De temps en temps	13	20	28	21	33	26	18	10
Presque jamais/jamais	10	19	32	20	35	25	15	11

V. CHAUFFER: INTÉRÊT DES CITOYENS POUR L'UE ET LES PROCHAINES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

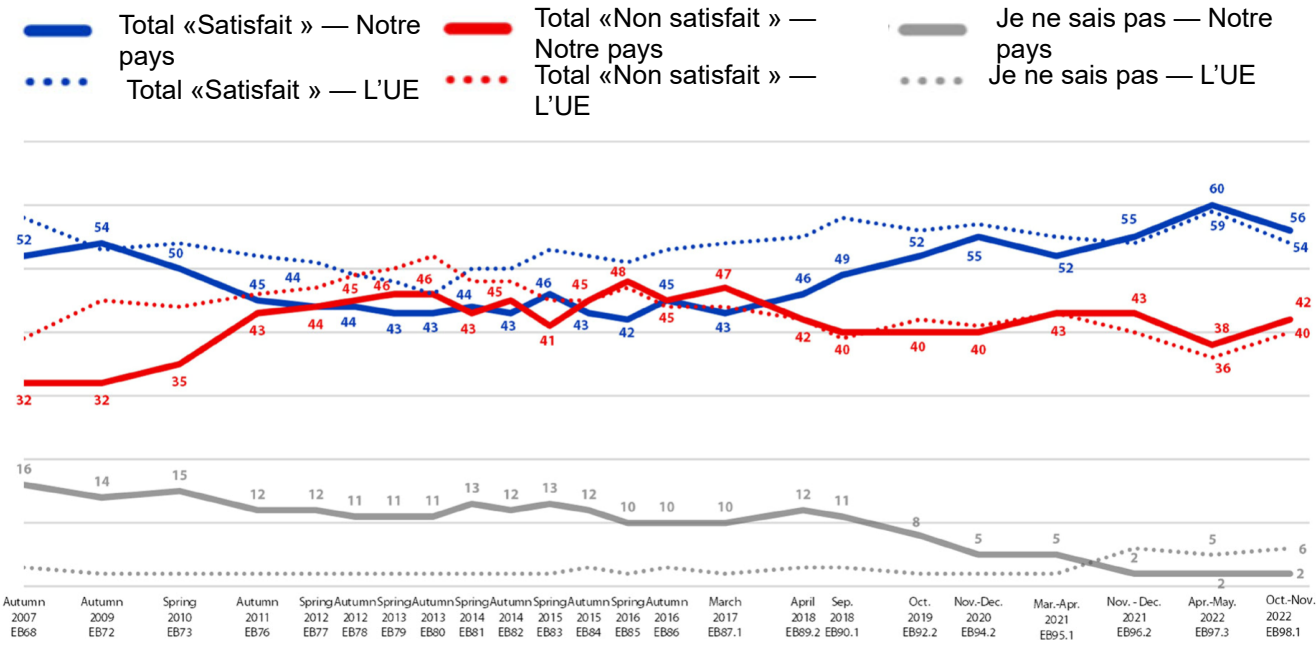
Le dernier chapitre du rapport traite de l'intérêt et de la participation des citoyens aux processus démocratiques européens. Il commence par évaluer les points de vue des citoyens sur la démocratie dans l'UE et leur point de vue sur la question de savoir si leur voix compte. Dans l'ensemble, les citoyens restent favorables au fonctionnement de la démocratie dans l'UE, même s'il existe une incertitude quant à savoir si «ma voix compte dans l'UE et dans mon pays». Le chapitre met ensuite l'accent sur l'intérêt des citoyens pour la politique européenne et sur la mesure dans laquelle ils obtiennent des informations et suivent la politique dans l'UE.

L'accent est ensuite mis sur les élections européennes de 2024, en explorant les connaissances, l'intérêt et la probabilité de vote des citoyens. Il est encourageant que plus de la moitié des citoyens de l'UE se disent intéressés par les prochaines élections européennes et que les deux tiers disent qu'ils sont susceptibles de voter.

5.1 Intérêt pour les affaires de l'UE

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, la démocratie est considérée comme la valeur la plus importante à défendre par le Parlement européen. Dans ce contexte, il est rassurant qu' **une majorité absolue de citoyens continuent d'être satisfaits de la démocratie dans l'UE et dans leur propre pays**, bien que la satisfaction générale à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'UE et au niveau national ait diminué depuis avril-mai 2022. Près de six citoyens sur dix (54 %) se disent satisfaits du fonctionnement de la **démocratie dans l'UE (-5** points de pourcentage), tandis que 40 % (+ 4 pp) ne sont pas satisfaits. En ce qui concerne le niveau national, un peu moins de six répondants sur dix (56 %, -4 pp) sont satisfaits de la façon dont la **démocratie fonctionne au niveau national**, tandis que plus de quatre répondants sur dix (42 %, + 4 pp) se disent non satisfaits.

SD18ab Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait de la façon dont fonctionne la démocratie (Notre PAYS)? Et que diriez-vous du fonctionnement de la démocratie dans l'UE? (% — UE)



Comme on l'a vu sur d'autres questions, le changement négatif depuis avril-mai 2022 a inversé l'augmentation observée au cours des six derniers mois, de sorte que les notations tant au niveau de l'UE qu'au niveau national sont désormais similaires à celles d'il y a un an, où 53 % des citoyens étaient satisfaits de la démocratie dans l'UE et près de six sur dix (57 %) étaient satisfaits de la démocratie dans leur pays.

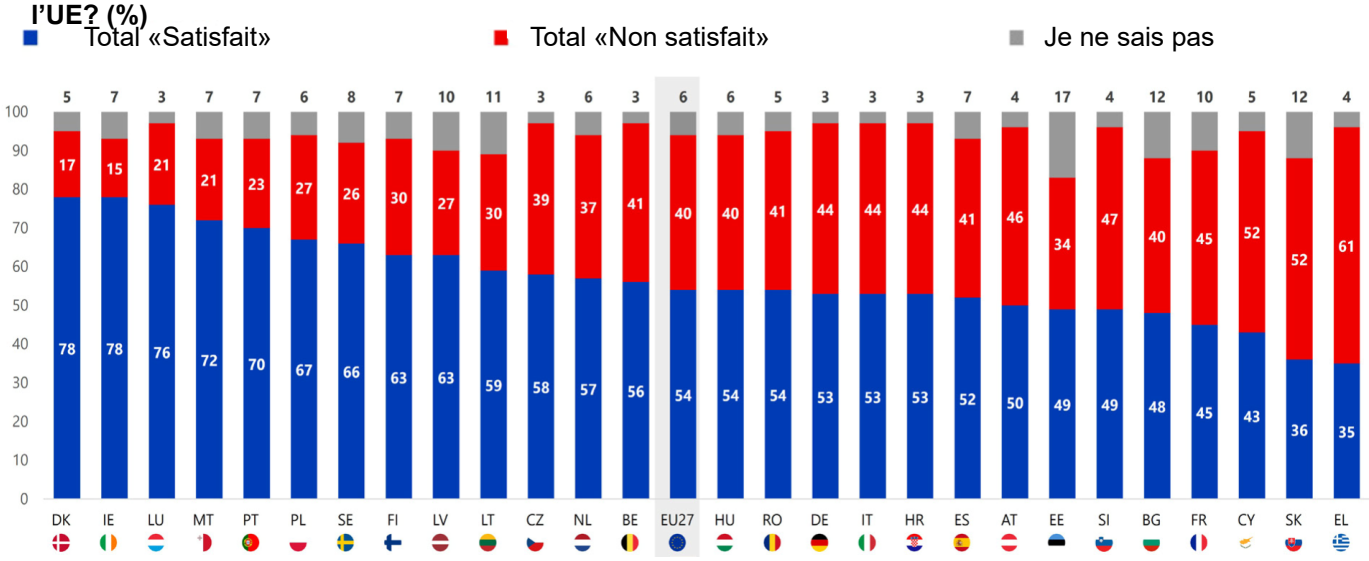
Dans tous les pays sauf quatre, la majorité des personnes interrogées sont satisfaites du**fonctionnement de la démocratie dans l'UE, les** proportions les plus élevées étant observées en Irlande, au Danemark (78 %), au Luxembourg (76 %), à Malte (72 %) et au Portugal (70 %). Dans trois États membres, l'insatisfaction est le point de vue majoritaire: La Grèce (61 % insatisfait), la Slovaquie et Chypre (tous deux 52 %). En France, il y a des proportions égales qui sont satisfaites et insatisfaites (tous deux 45 %). Malte a une proportion très élevée qui est «très satisfaite» (38 %), tandis que la Grèce est le seul pays où au moins un sur cinq ne le sont pas du tout (26 %).

Comme on l'a vu sur d'autres questions, le changement négatif depuis avril-mai 2022 a inversé l'augmentation observée au cours des six derniers mois, de sorte que les notations tant au niveau de l'UE qu'au niveau national sont désormais similaires à celles d'il y a un an, où 53 % des citoyens étaient satisfaits de la démocratie dans l'UE et près de six sur dix (57 %) étaient satisfaits de la démocratie dans leur pays.

Dans tous les pays sauf quatre, la majorité des personnes interrogées sont satisfaites **du fonctionnement de la démocratie** dans l'UE, les proportions les plus élevées étant observées en Irlande, au Danemark (78 %), au Luxembourg (76 %), à Malte (72 %) et au Portugal (70 %). Dans

trois États membres, l'insatisfaction est le point de vue majoritaire: La Grèce (61 % insatisfait), la Slovaquie et Chypre (tous deux 52 %). En France, il y a des proportions égales qui sont satisfaites et insatisfaites (tous deux 45 %). Malte a une proportion très élevée qui est «très satisfaite» (38 %), tandis que la Grèce est le seul pays où au moins un sur cinq ne le sont pas du tout (26 %).

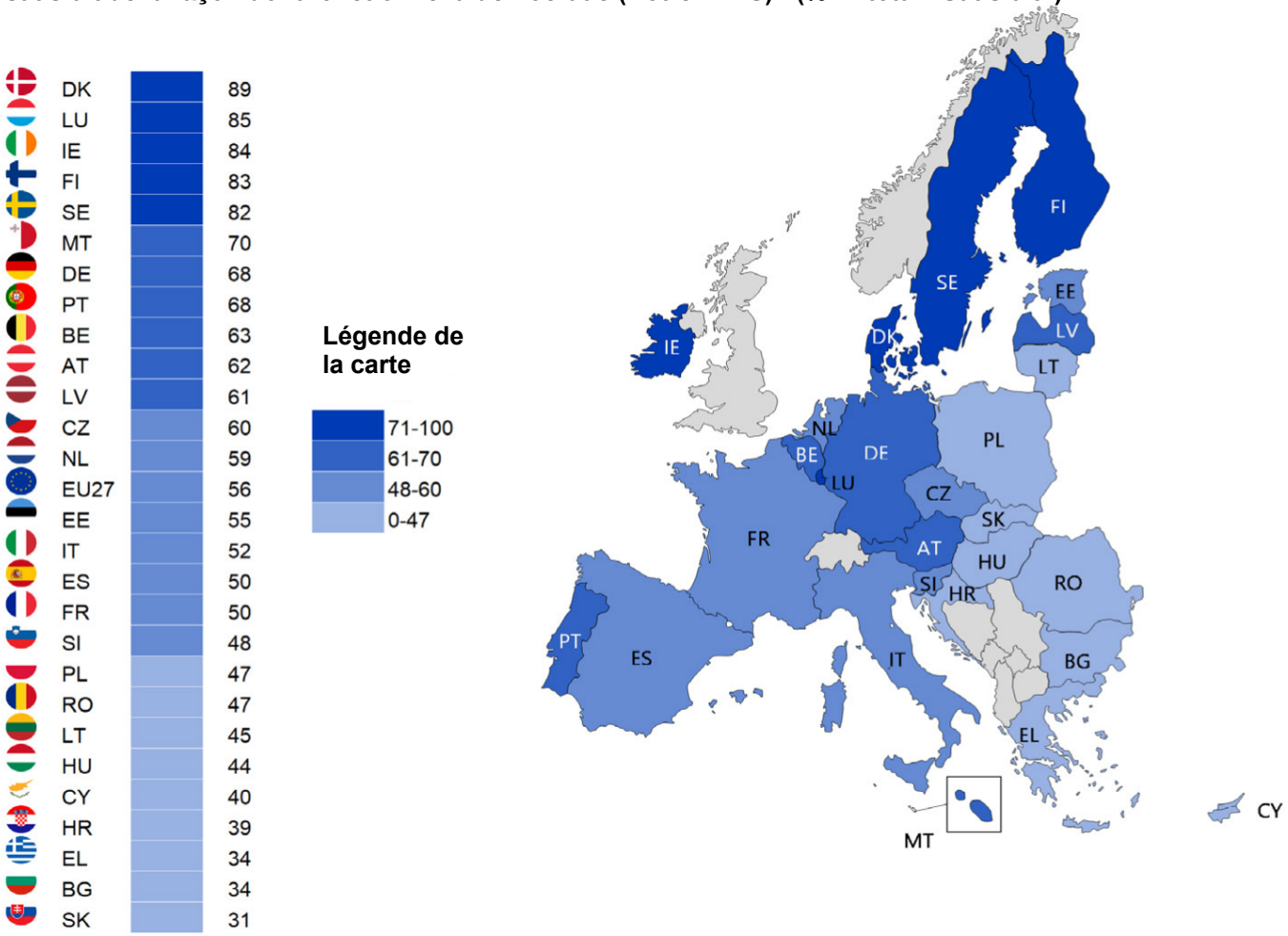
SD18b Et que diriez-vous du fonctionnement de la démocratie dans l'UE? (%)



La satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie au niveau national varie considérablement d'un pays à l'autre de l'UE. La satisfaction est la majorité dans 17 pays, avec les niveaux de satisfaction les plus élevés observés au Danemark (89 %), au Luxembourg (85 %), en Irlande (84 %), en Finlande (83 %) et en Suède (82 %). Dans les dix autres pays, la majorité est insatisfaite, avec les niveaux d'insatisfaction les plus élevés en Slovaquie (68 %), en Grèce (65 %), en Bulgarie (63 %), en Croatie (60 %) et à Chypre (59 %). En Bulgarie (27 %), en Grèce (26 %) et en Slovaquie (20 %), au moins un sur cinq n'est pas du tout satisfait».

La satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie à l'échelle nationale est la plus élevée dans les régions septentrionales de l'Europe et tend à être plus faible dans les régions orientales et méridionales.

SD18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait de la façon dont fonctionne la démocratie (Notre PAYS)? (% — total «Satisfait»)



L'analyse sociodémographique montre le même schéma de satisfaction vis-à-vis de la démocratie tant au niveau national qu'au niveau de l'UE, avec les 15-24 ans, ceux qui sont restés les plus longtemps dans l'éducation, les étudiants et les gestionnaires et ceux qui ont moins de difficultés financières les plus susceptibles d'être satisfaits. Par exemple, 60 % des personnes ayant le moins de difficultés financières sont satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans l'UE, contre 32 % qui connaissent le plus de difficultés.

Le même schéma peut être observé avec ceux qui ont une image positive de l'UE ou du Parlement européen, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE. Par exemple, 82 % des personnes interrogées ayant une image positive du Parlement européen se disent satisfaites de la manière dont la démocratie fonctionne dans l'UE, contre 18 % avec une image négative de celle-ci.

En outre, ceux qui sont satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne à un niveau sont plus susceptibles d'être satisfaits de la façon dont elle fonctionne à l'autre niveau. Par exemple, 84 %

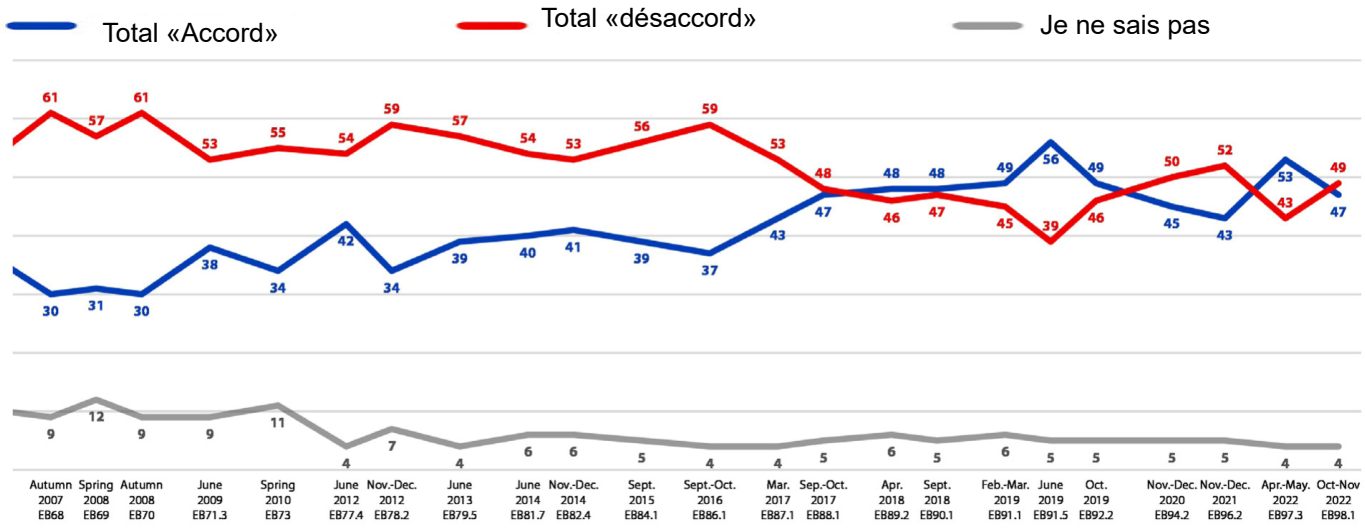
des personnes satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans leur pays sont également satisfaites au niveau de l'UE, tandis que 77 % des personnes qui ne sont pas satisfaites au niveau national sont également insatisfaites au niveau de l'UE.

SD18 Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait ou pas du tout satisfait de la façon dont fonctionne la démocratie...? (%-UE)

	Notre pays		L'UE	
	Total «Satisfait»	Total «Non satisfait»	Total «Satisfait»	Total «Non satisfait»
UE 27	56	42	54	40
Sexe				
Homme	58	41	55	41
Femme	54	43	52	41
Âge				
15-24	62	33	62	28
25-39	56	43	56	40
40-54	52	46	52	44
55+	56	42	52	42
Éducation (fin de)				
15—	49	48	43	48
16-19	52	46	50	45
20+	62	37	61	35
Toujours à l'étude	63	32	65	27
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	54	44	53	43
Gestionnaires	67	32	66	32
Autres employés	57	42	59	37
Travailleurs manuels	50	48	49	47
Personnes de la maison	48	48	42	47
Chômeurs	45	54	46	48
Retraité	57	41	50	42
Étudiants	63	32	65	27
Difficultés de paiement des factures				
La plupart du temps	32	66	32	61
De temps en temps	51	47	49	45
Presque jamais/jamais	62	36	60	35
Satisfaction à l'égard de la démocratie dans l'UE				
Satisfait	84	16	100	
Non satisfait	22	77		100
Image du Parlement européen				
Positif	74	25	82	16
Neutre	53	44	48	44
Négatif	28	71	18	78

La proportion de citoyens qui conviennent que **leur voix compte dans l'UE** a diminué depuis avril-mai 2022 (47 %, -6 points de pourcentage). Cela signifie que l'accord n'est plus l' opinion majoritaire, les résultats revenant aux niveaux observés en 2020 et 2021, après un changement positif (+ 10 pp) entre novembre-décembre 2021 et avril-mai 2022. La proportion qui est en désaccord a augmenté depuis avril-mai 2022 et est maintenant à 49 % (+ 6 pp).

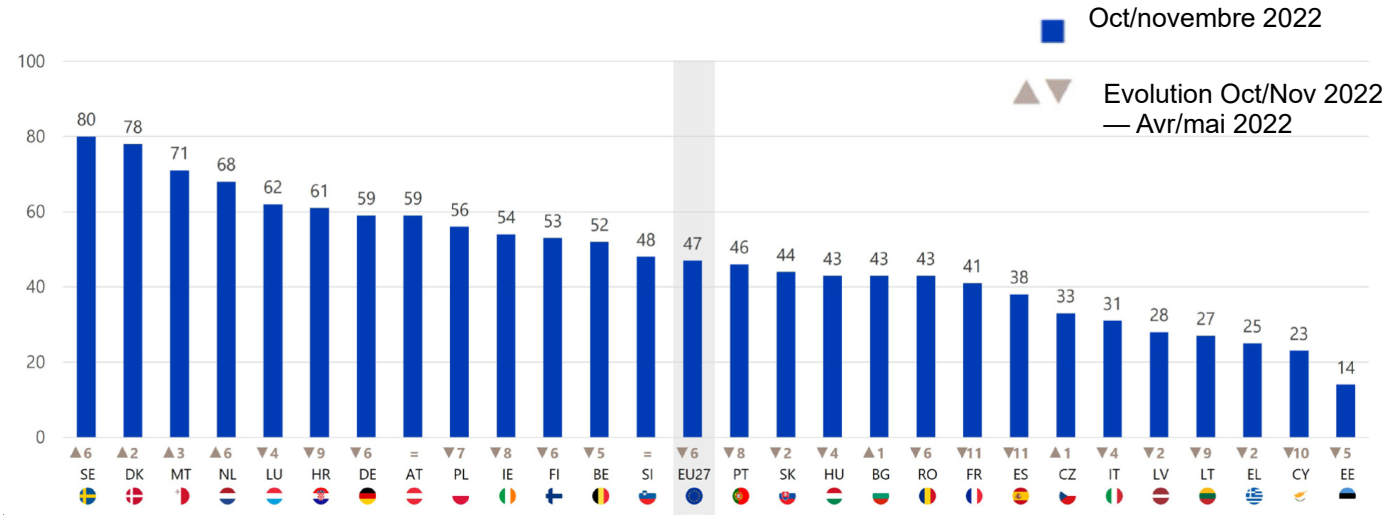
D72.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes? Ma voix compte dans l'UE (% — UE)



Dans 12 États membres, la majorité des répondants sont d'accord avec leur nombre de voix dans l'UE, les niveaux les plus élevés étant observés en Suède (80 %), au Danemark (78 %), à Malte (71 %) et aux Pays-Bas (68 %). Dans les 15 pays restants, une majorité est en désaccord, avec les plus hauts niveaux de désaccord observés en Estonie (79 %), à Chypre (74 %) et en Grèce (73 %).

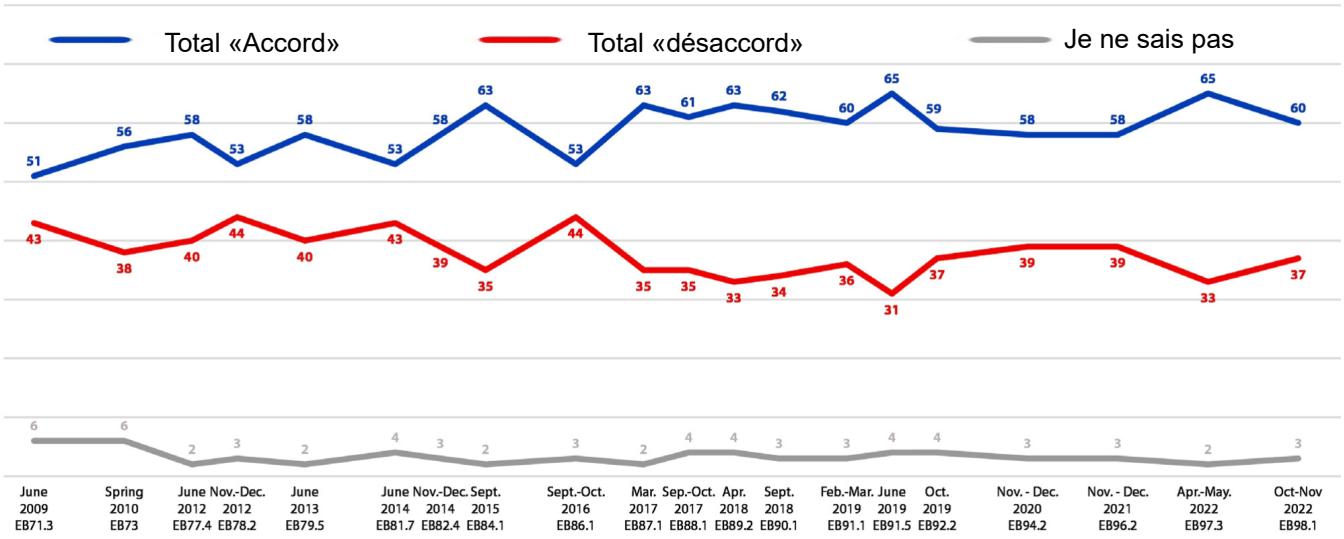
La proportion qui convient que leur voix compte dans l'UE a augmenté dans trois États membres seulement: La Suède (80 %, + 6 points de pourcentage), les Pays-Bas (68 %, + 6 pp) et Malte (71 %, + 3 pp). L'accord a diminué dans 16 États membres, avec des baisses d'au moins 10 points de pourcentage en Espagne (38 %, -11 pp), en France (41 %, -11 pp) et à Chypre (23 %, -10 pp). L'accord est resté stable dans les huit autres pays.

D72.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes? Ma voix compte dans l'UE (% — Total «accord»)



Faisant écho à la baisse observée au niveau de l'UE, la proportion de ceux qui sont d'accord pour dire que **leur voix compte dans leur pays** a chuté de cinq points de pourcentage pour s'établir à 60 %. La proportion de personnes en désaccord a augmenté de quatre points pour atteindre 37 %. Ces changements inversent le changement positif entre novembre-décembre 2021 et avril-mai 2022, de sorte que les résultats sont maintenant identiques à ceux observés il y a un an.

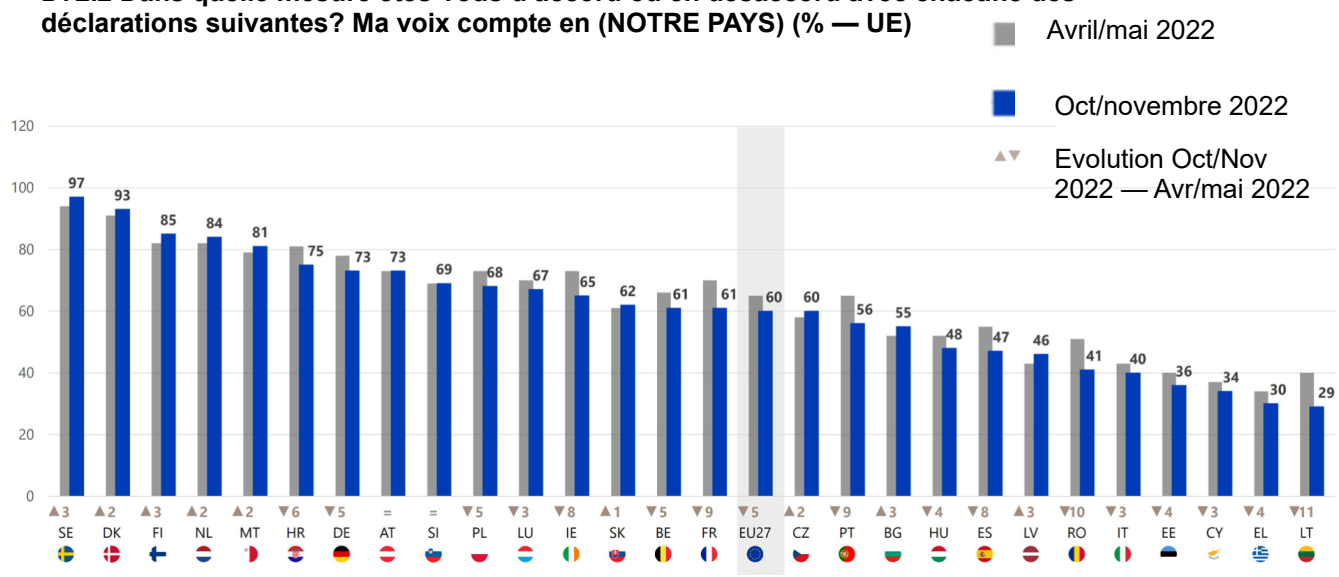
D72.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes? Ma voix compte en (NOTRE PAYS) (% — UE)



Dans 18 États membres, la majorité s'accorde sur leur nombre de voix dans leur pays, ce point de vue étant détenu par au moins huit sur dix en Suède (97 %), au Danemark (93 %), en Finlande (85 %), aux Pays-Bas (84 %) et à Malte (81 %). Dans les neuf autres pays, la majorité ne pense pas que leur voix compte, avec les niveaux les plus élevés en Grèce (68 %), en Lituanie (66 %) et à Chypre (63 %).

Par rapport à avril-mai 2022, les répondants de 16 pays sont désormais moins susceptibles d'accepter leur nombre de voix dans leur pays, avec les plus fortes baisses observées en Lituanie (29 %, -11 points de pourcentage), en Roumanie (41 %, -10 pp), en France (61 %, -9 pp) et au Portugal (56 %, -9 pp). L'accord s'est renforcé dans quatre États membres: Bulgarie (55 %, + 3 pp), Lettonie (46 %, + 3 pp), Finlande (85 %, + 3 pp) et Suède (97 %, + 3 pp). L'accord est resté stable dans les sept autres pays.

D72.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes? Ma voix compte en (NOTRE PAYS) (% — UE)



L'analyse sociodémographique montre que la plus grande variation se produit en fonction de l'éducation et de la situation financière. Plus un répondant reste longtemps dans le domaine de l'éducation, plus il est probable que sa **voix compte dans l'UE, avec un accord allant de 55 % parmi ceux qui ont terminé leurs** études à l'âge de 20 ans ou plus et de 35 % chez ceux qui ont terminé leurs études à partir de 15 ans.

L'analyse montre que parmi les groupes socioprofessionnels, les cadres sont les plus susceptibles d'être d'accord sur le fait que leur voix compte dans l'UE (59 %), en particulier par rapport aux personnes au foyer (34 %) et aux chômeurs (36 %).

Moins les répondants éprouvent de difficultés financières, plus ils sont susceptibles de s'entendre sur le fait que leur voix compte dans l'UE. Parmi ceux qui ont rarement ou jamais des difficultés, 53 % sont d'accord, alors que cette proportion est beaucoup plus faible (27 %) parmi ceux qui ont des difficultés la plupart du temps.

Les répondants qui suivent la politique de l'UE sont plus susceptibles d'être d'accord sur le fait que leur voix compte dans l'UE (57 % contre 35 % de ceux qui ne suivent pas la politique de l'UE).

D72.1 To Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes? Ma voix compte dans l'UE (% — UE)

	Total «Accord»	Total «désaccord»
EU27	47	49
Éducation (fin de)		
15—	35	60
16-19	45	51
20+	55	42
Toujours à l'étude	50	43
Catégorie socioprofessionnelle		
Travailleurs indépendants	46	51
Gestionnaires	59	38
Autres employés	51	46
Travailleurs manuels	44 S2	
Personnes de la maison	34	62
Chômeurs	36	58
Retraité	46	49
Étudiants	50	43
Difficultés de paiement des factures		
La plupart du temps	27	68
De temps en temps	42	54
Presque jamais/jamais	53	43
Suivre la politique européenne		
Suivre	57	41
Ne pas suivre	35	59

Dans l'analyse sociodémographique, les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles d'accepter que **leur voix compte dans leur propre pays** (68 %), comparativement à ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (47 %). Parmi les groupes socioprofessionnels, les gestionnaires sont les plus susceptibles d'être d'accord (75 %), tandis que les personnes au foyer et les chômeurs interrogés sont les moins susceptibles d'être d'accord (46 % dans les deux cas).

Moins les répondants éprouvent de difficultés financières, plus ils sont susceptibles de s'entendre sur le fait que leur voix compte dans leur pays. Parmi ceux qui ont rarement ou jamais des difficultés, 68 % sont d'accord, tandis que l'accord est de 36 % parmi ceux qui ont des difficultés la plupart du temps.

Les répondants qui suivent la politique de l'UE sont plus susceptibles d'être d'accord sur le fait que leur voix compte dans leur pays (69 % contre 49 % de ceux qui ne suivent pas la politique de l'UE).

Les deux questions se chevauchent considérablement. Les répondants qui conviennent que leur voix compte dans l'UE conviennent pour la plupart (dans 93 % des cas) que leur voix compte également dans leur propre pays.

D72.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes? Ma voix compte en (NOTRE PAYS) (% — UE)

	Total «Accord»	Total «désaccord»
EU27	60	37
Éducation (fin de)		
15—	47	50
16-19	59	39
20+	68	30
Toujours à l'étude	59	35
Catégorie socioprofessionnelle		
Travailleurs indépendants	57	41
Gestionnaires	75	23
Autres employés	62	37
Travailleurs manuels	55	42
Personnes de la maison	46	52
Chômeurs	46	49
Retraité	63	34
Étudiants	59	35
Difficultés de paiement des factures		
La plupart du temps	36	61
De temps en temps	52	45
Presque jamais/jamais	68	30
Ma voix compte dans l'UE		
Total d'accord	93	7
Total des désaccords	30	69
Suivre la politique européenne		
Suivre	69	30
Ne pas suivre	49	47

L'engagement avec la politique de l'UE a diminué au cours des six derniers mois, 56 % des citoyens (-10 points de pourcentage depuis avril-mai 2022) affirmant **suivre ce qui se passe dans la politique de l'UE**. Environ un sur six (16 %, -5 pp) dit suivre ce qui se passe la plupart du temps, et 40 % (-5 pp) le font de temps en temps. Environ un sur quatre (27 %, + 5 pp) déclare suivre rarement ce qui se passe dans la politique de l'UE, et 17 % (+ 5 pp) ne le font jamais ou presque jamais. Bien que ces résultats représentent une baisse depuis avril-mai 2022, cela fait suite à une augmentation entre novembre 2021 et avril-mai 2022, de sorte que les résultats sont maintenant similaires à ce qu'ils étaient il y a un an.

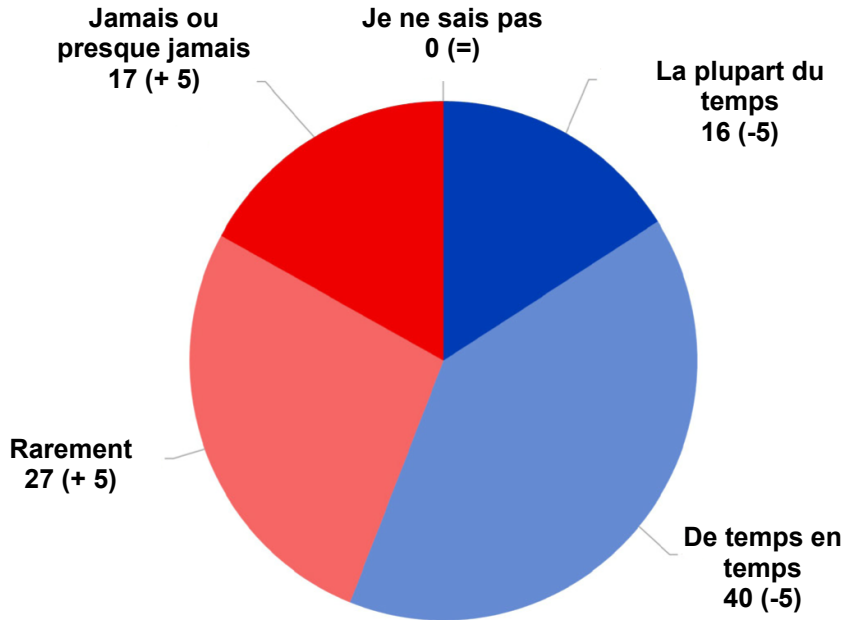
Dans 19 États membres, la majorité des répondants suivent la politique de l'UE, avec les proportions les plus élevées au Luxembourg (76 %), aux Pays-Bas (69 %), en Allemagne (68 %), en Suède et en Finlande (64 % dans les deux cas). En Lituanie, des proportions égales «suivent» et «ne suivent pas» la politique de l'UE (tous deux 50 %), tandis que dans sept pays, seule une

minorité de citoyens suit la politique de l'UE. Les proportions les plus faibles qui suivent la politique de l'UE sont observées en Bulgarie, en Slovénie (40 %), en Slovaquie (44 %) et en Estonie (45 %).

Plus d'un quart des personnes interrogées à Malte (35 %), au Luxembourg (27 %) et en Allemagne (26 %) suivent la politique de l'UE «la plupart du temps», contre 6 % en Bulgarie et 7 % en Slovénie, en Lituanie et en Roumanie.

Dans 21 États membres de l'UE, les répondants sont maintenant moins susceptibles de suivre la politique de l'UE la plupart du temps qu'il y a six mois, et dans sept pays, la baisse est supérieure à dix points de pourcentage: La Pologne (52 %, -20 pp), la Bulgarie (40 %, -18 pp), l'Allemagne (68 %, -16 pp), l'Estonie (45 %, -15 pp), l'Espagne (48 %, -14 pp), la Lituanie (50 %, -12 pp) et la Slovénie (40 %, -12 pp). Il y a eu de légères augmentations au Luxembourg (76 %, + 3 pp) et en Roumanie (53 %, + 3 pp). Les résultats sont restés stables dans les quatre autres États membres.

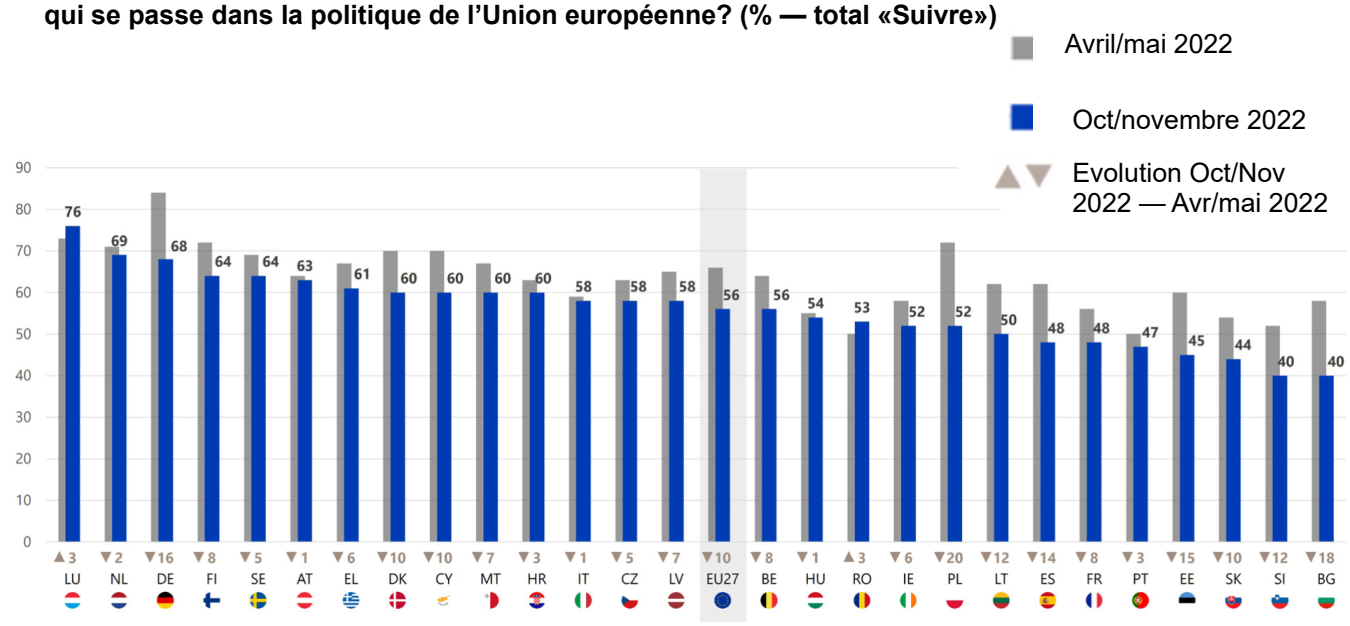
QA2 Certaines personnes suivent ce qui se passe dans la politique de l'Union européenne, qu'il y ait des élections ou non. D'autres ne sont pas si intéressés. Diriez-vous que vous suivez ce qui se passe dans la politique de l'Union européenne? (% — EU-27)



(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2022)

L'analyse sociodémographiquese concentre sur ceux qui suivent la politique de l'UE la plupart du temps ou de temps en temps. Il montre que les hommes sont plus susceptibles que les femmes de suivre la politique de l'UE (61 % contre 52 %). Il montre également que les gens sont plus susceptibles de suivre la politique de l'UE à mesure qu'ils vieillissent, la proportion passant de 42 % chez les 15-24 ans à 61 % chez les 55 ans et plus.

QA2 Certaines personnes suivent ce qui se passe dans la politique de l'Union européenne, qu'il y ait des élections ou non. D'autres ne sont pas si intéressés. Diriez-vous que vous suivez ce qui se passe dans la politique de l'Union européenne? (% — total «Suivre»)



Plus un répondant reste longtemps dans l'éducation, plus il est susceptible de suivre la politique de l'UE. La proportion est de 68 % parmi ceux qui sont restés scolarisés jusqu'à l'âge de 20 ans et plus, contre 45 % chez ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins. Il existe également de grandes différences entre les groupes socioprofessionnels, la proportion qui suit la politique de l'UE allant de 70 % parmi les cadres à 38 % chez les gens de maison.

Ceux qui connaissent peu de difficultés financières (61 %) sont beaucoup plus susceptibles de suivre la politique de l'UE que ceux qui connaissent des difficultés la plupart du temps (44 %).

Les répondants ayant une image positive de l'UE ou du Parlement européen sont plus susceptibles de suivre ce qui se passe dans la politique de l'UE (68 % et 74 % respectivement). Cependant, il y a peu ou pas de différence dans la proportion qui suit la politique de l'UE, lorsque l'on compare ceux dont l'image de l'UE ou du Parlement européen est neutre (47 % dans chaque cas) et ceux dont l'image est négative (46 % avec une image négative de l'UE et 49 % de ceux qui ont une image négative du Parlement européen).

QA2 Certaines personnes suivent ce qui se passe dans la politique de l'Union européenne, qu'il y ait des élections ou non. D'autres ne sont pas si intéressés. Diriez-vous que vous suivez ce qui se passe dans la politique de l'Union européenne? (% — UE)

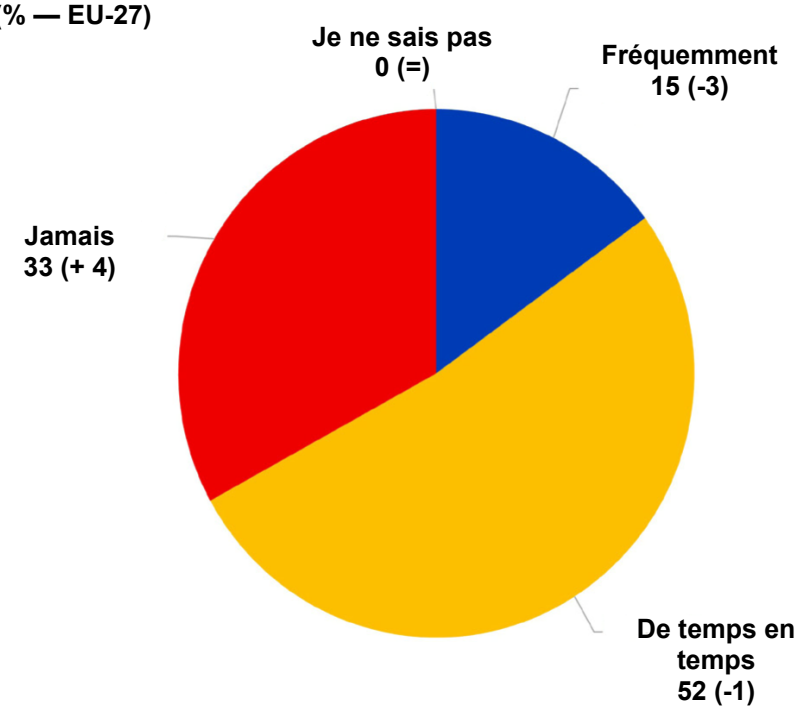
	Total «Suivre»	Total «Ne pas suivre»
UE 27	56	44
Sexe		
Homme	61	39
Femme	52	48
Âge		
15-24	42	58
25-39	54	46
40-54	58	42
55+	61	39
Éducation (fin de)		
15—	45	55
16-19	54	46
20+	68	32
Toujours à l'étude	48	52
Catégorie socioprofessionnelle		
Travailleurs indépendants	66	34
Gestionnaires	70	30
Autres employés	60	40
Travailleurs manuels	49	51
Personnes de la maison	38	62
Chômeurs	44	55
Retraité	61	39
Étudiants	48	52
Difficultés de paiement des factures		
La plupart du temps	44	56
De temps en temps	53	47
Presque jamais/jamais	61	39
Image de l'UE		
Total «Positive»	68	32
Neutre	47	53
Total «Négatif»	46	54
Image du Parlement européen		
Positif	74	26
Neutre	47	53
Négatif	49	51

Les deux tiers des citoyens discutent de la politique européenne avec des amis ou des proches au moins occasionnellement. Un peu plus de la moitié disent qu'ils discutent occasionnellement de questions politiques européennes avec des amis et des proches (52 %, -1 pp depuis avril-mai 2022), tandis que 15 % (-3 pp) disent qu'ils discutent fréquemment de questions politiques européennes. Environ un tiers (33 %, + 4 pp) n'en discutent jamais.

La tendance à plus long terme montre que la proportion qui discute fréquemment de questions politiques européennes avec des amis ou des proches est restée à un niveau relativement élevé.

La proportion de personnes qui discutent occasionnellement de ces questions est restée relativement stable depuis 2020.

D71.2 Lorsque vous vous réunissez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais de...? Questions politiques européennes (% — EU-27)

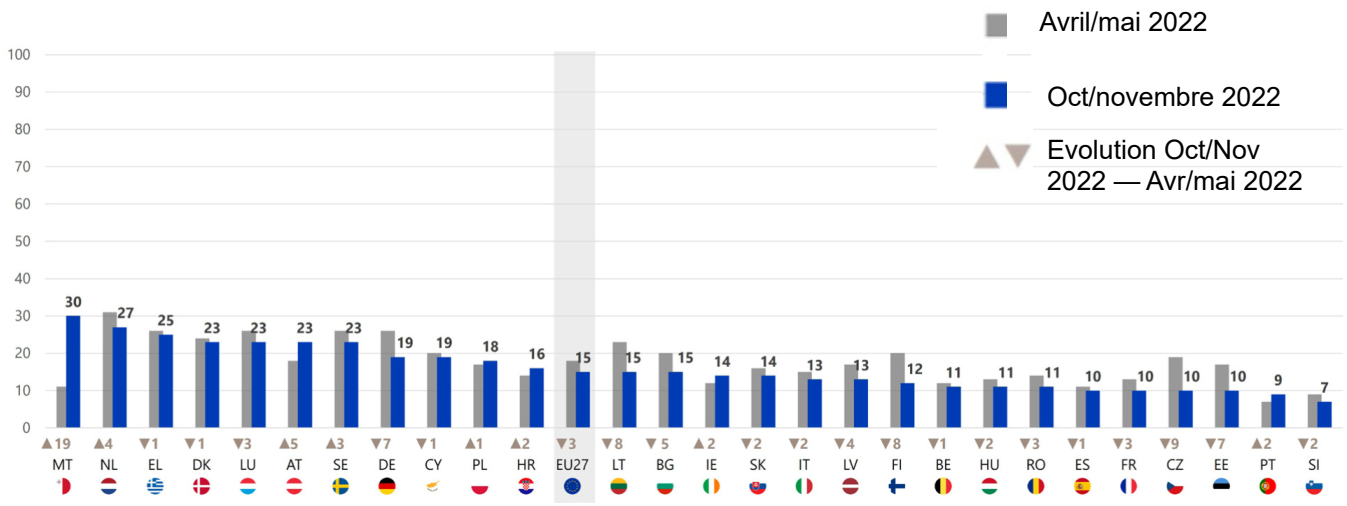


(Octobre/novembre 2022 — avril/mai 2022)

Dans 25 pays, les répondants disent le plus souvent qu'ils discutent occasionnellement de questions politiques européennes, les proportions les plus élevées étant observées en Hongrie (69 %), en Slovaquie (65 %) et en Allemagne (62 %). En Espagne (56 %) et en France (54 %) les répondants disent le plus souvent qu'ils ne discutent jamais de questions politiques européennes.

Dans sept pays, au moins un sur cinq dit qu'ils discutent fréquemment de questions politiques européennes avec des amis et des proches, avec les proportions les plus élevées à Malte (30 %), aux Pays-Bas (27 %) et en Grèce (25 %). En revanche, 7 % en Slovénie et 9 % au Portugal disent la même chose.

D71.2 Lorsque vous vous réunissez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais de...? Questions politiques européennes (% — Foirement)



L'analyse sociodémographique montre que ceux qui sont restés dans l'enseignement jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (21 %) sont les plus susceptibles de parler de questions politiques européennes avec des amis et des proches. Ceux qui ne parlent jamais de questions politiques européennes sont les plus susceptibles d'être âgés de 15 à 24 ans (44 %), de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (48 %), de personnes au foyer (50 %), de chômeurs (48 %) et de ceux qui connaissent le plus de difficultés financières (44 %).

D71.2 Lorsque vous vous réunissez avec des amis ou des proches, diriez-vous que vous discutez fréquemment, occasionnellement ou jamais de...? Questions politiques européennes (% — EU-27)

	Fréquemment	De temps en temps	Jamais
EU27	15	52	33
Âge			
15-24	12	44	44
25-39	16	53	31
40-54	15	54	30
55+	15	52	32
Éducation (fin de)			
15—	9	43	48
16-19	13	55	32
20+	21	54	25
Toujours à l'étude	14	46	40
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	23	54	23
Gestionnaires	22	58	20
Autres employés	15	60	25
Travailleurs manuels	12	52	35
Personnes de la maison	8	41	50
Chômeurs	11	40	48
Retraité	14	50	35

Étudiants	14	46	40
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	14	42	44
De temps en temps	13	54	33
Presque jamais/jamais	16	53	31

Avant d'examiner les résultats de cette sous-section, il convient de noter que d'autres enquêtes récentes ont montré que le Parlement européen et les autres institutions européennes sont très sensibilisés. Dans l'Eurobaromètre standard, par exemple, environ neuf citoyens sur dix affirment avoir entendu parler du Parlement européen, ce qui a été cohérent au fil du temps[27].

Dans cette enquête, **plus de six citoyens de l'UE sur dix** (64 %, + 1 pp depuis novembre-décembre 2021) déclarent **avoir lu, vu ou entendu quelque chose à propos du Parlement européen**, que ce soit sur Internet, à la télévision ou à la radio.

QA1 Avez-vous lu récemment dans la presse, vu sur Internet ou à la télévision ou entendu à la radio quelque chose sur le Parlement européen? (% — EU-27)

(Octobre/novembre 2022 — novembre/décembre 2021)

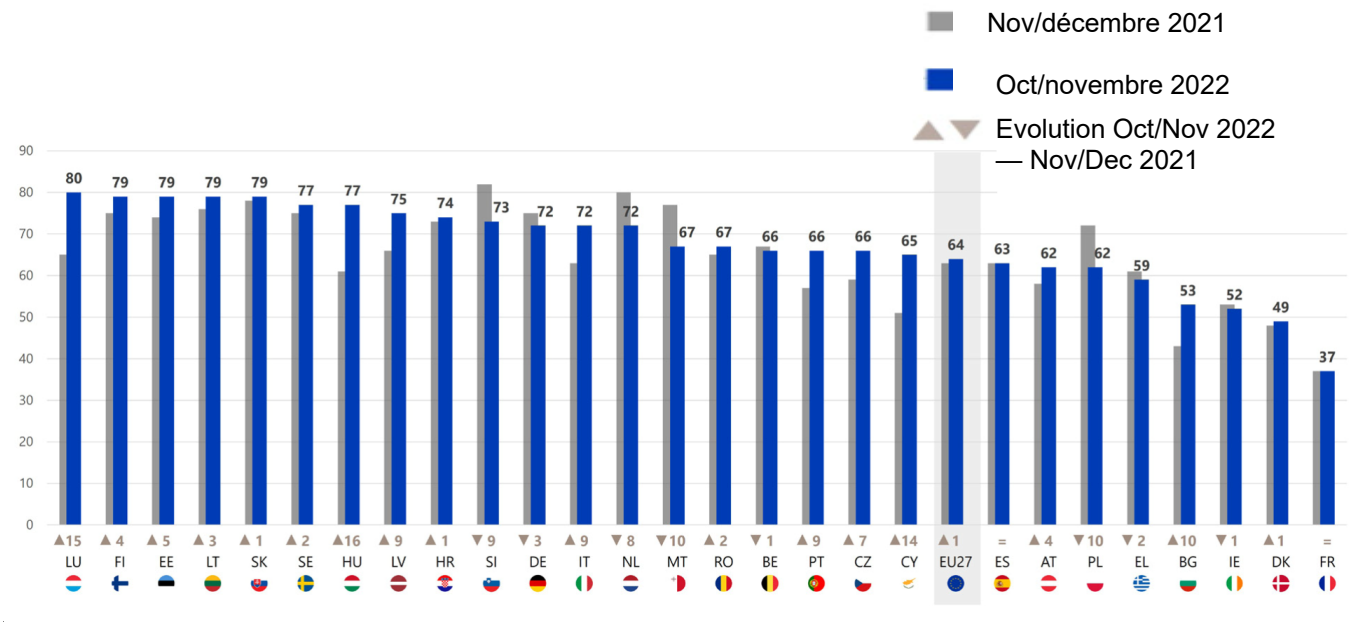
Il existe des variations au sein de l'UE: dans huit États membres, au moins les trois quarts des répondants affirment avoir lu, vu ou entendu quelque chose au sujet du Parlement européen, dirigé par le Luxembourg (80 %), l'Estonie, la Finlande, la Slovaquie et la Lituanie (tous 79 %). C'est toutefois le cas pour moins de la moitié des répondants en France (37 %) et au Danemark (49 %).

Bien qu'il y ait eu peu de changements au niveau général de l'UE depuis novembre-décembre 2021, il y a eu quelques changements substantiels au niveau des pays. Des augmentations

27 Eurobaromètre standard 97, été 2022

importantes peuvent être observées en Hongrie (77 %, + 16 pp), au Luxembourg (80 %, + 15 pp), à Chypre (65 %, + 14 pp) et en Bulgarie (53 %, + 10 pp). Il y a également eu des baisses importantes à Malte (67 %, -10 pp) et en Pologne (62 %, -10 pp). Dans l'ensemble, 12 pays affichent une augmentation depuis novembre-décembre 2021, tandis que cinq enregistrent une baisse.

QA1 Avez-vous lu récemment dans la presse, vu sur Internet ou à la télévision ou entendu à la radio quelque chose sur le Parlement européen? (% — oui)



Les résultats sociodémographiques indiquent que les hommes sont plus susceptibles que les femmes de dire qu'ils ont récemment lu, vu ou entendu quelque chose au sujet du Parlement européen (68 % contre 59 %), tandis que la proportion augmente avec l'âge, passant de 49 % chez les 15-24 ans à 67 % chez les 40-54 ans et plus de 55 ans. Les personnes plus instruites sont plus susceptibles de dire qu'elles ont lu, vu ou entendu quelque chose récemment (71 % de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus). La proportion est également plus élevée chez ceux qui ont rarement ou jamais de difficultés à payer leurs factures (67 %), ainsi que parmi les gestionnaires (73 %) et les travailleurs indépendants (71 %).

Les répondants qui ont une image positive du Parlement européen (78 %) sont plus susceptibles de dire avoir lu, vu ou entendu quelque chose récemment que ceux qui ont une image négative (59 %) ou une image neutre (56 %). Cela suggère qu'il existe une relation entre l'image que les gens ont et la quantité qu'ils lisent, voient ou entendent au sujet du Parlement européen, bien qu'il ne soit pas clair comment les deux facteurs interagissent — c'est-à-dire si la réception d'informations conduit à une image plus forte ou plus positive, ou si les personnes qui détiennent une image plus forte sont plus susceptibles de rechercher des informations.

QA1 Avez-vous lu récemment dans la presse, vu sur Internet ou à la télévision ou entendu à la radio quelque chose sur le Parlement européen? (% — UE)

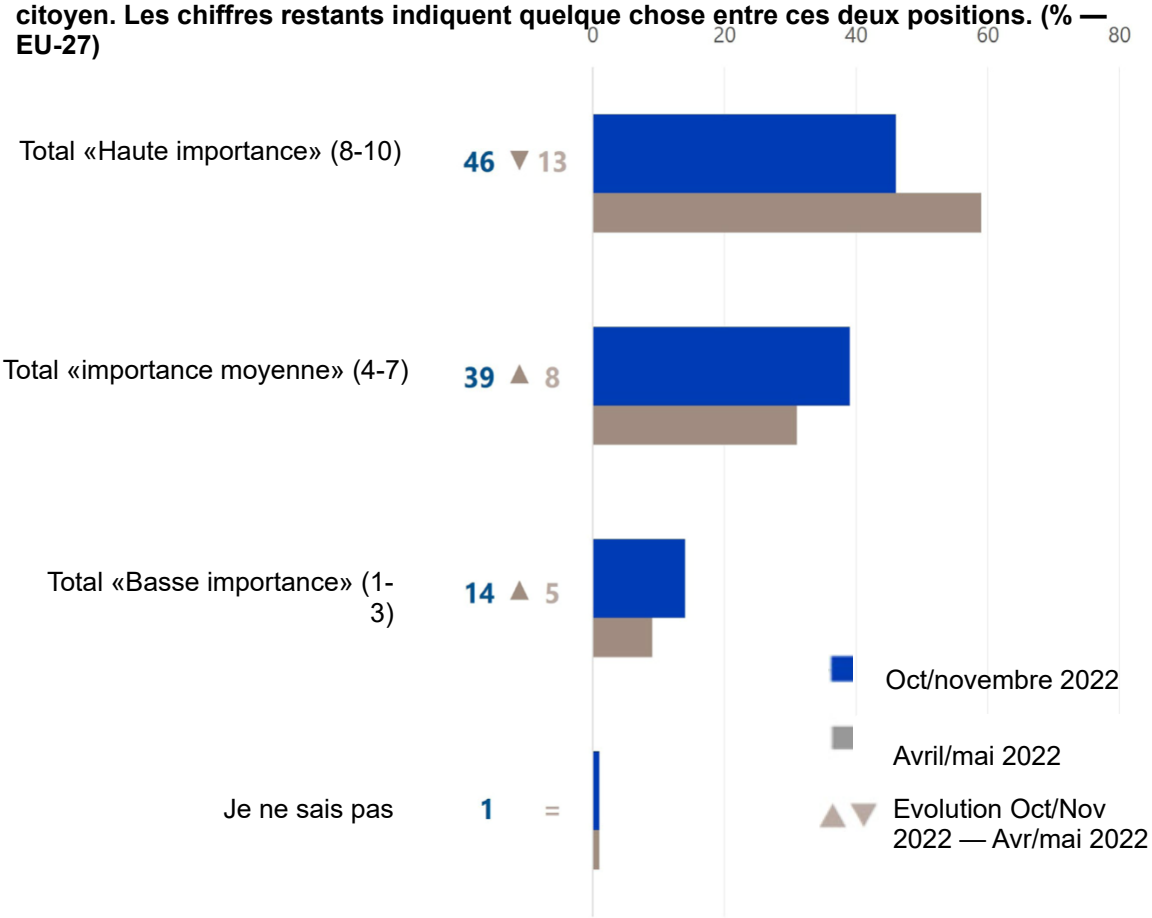
	Oui	Non
UE 27	64	36
Sexe		
Homme	68	32
Femme	59	41
Âge		
15-24	49	51
25-39	61	39
40-54	67	33
55+	67	33
Éducation (fin de)		
15—	58	42
16-19	63	37
20+	71	29
Toujours à l'étude	52	48
Catégorie socioprofessionnelle		
Travailleurs indépendants	71	29
Gestionnaires	73	27
Autres employés	66	34
Travailleurs manuels	60	40
Personnes de la maison	53	47
Chômeurs	52	48
Retraité	67	33
Étudiants	52	48
Difficultés de paiement des factures		
La plupart du temps	54	46
De temps en temps	60	40
Presque jamais/jamais	67	33
Image du Parlement européen		
Positif	78	22
Neutre	56	44
Négatif	59	41

5.2. Élections européennes

L' **importance du vote aux élections européennes** a diminué depuis avril-mai 2022, avec moins de la moitié des citoyens (46 %) qui accordent désormais une grande importance au vote (-13 points de pourcentage). Environ quatre sur dix (39 %, + 8 pp) disent que le vote à ces élections est d'une importance moyenne, tandis que 14 % (+ 5 pp) disent qu'il est de faible importance pour eux.

Une analyse des tendances à long terme montre que les chiffres actuels sont conformes aux résultats antérieurs aux dernières élections au Parlement européen. À un délai équivalent (environ 18 mois avant les élections), 42 % ont accordé une grande importance au vote en septembre-octobre 2017, passant à 49 % en avril 2018 (un an avant les dernières élections). Cela indique que le résultat actuel (46 % avec une grande importance) est conforme aux résultats précédents et que le chiffre pour avril-mai 2022 (59 %) était généralement élevé.

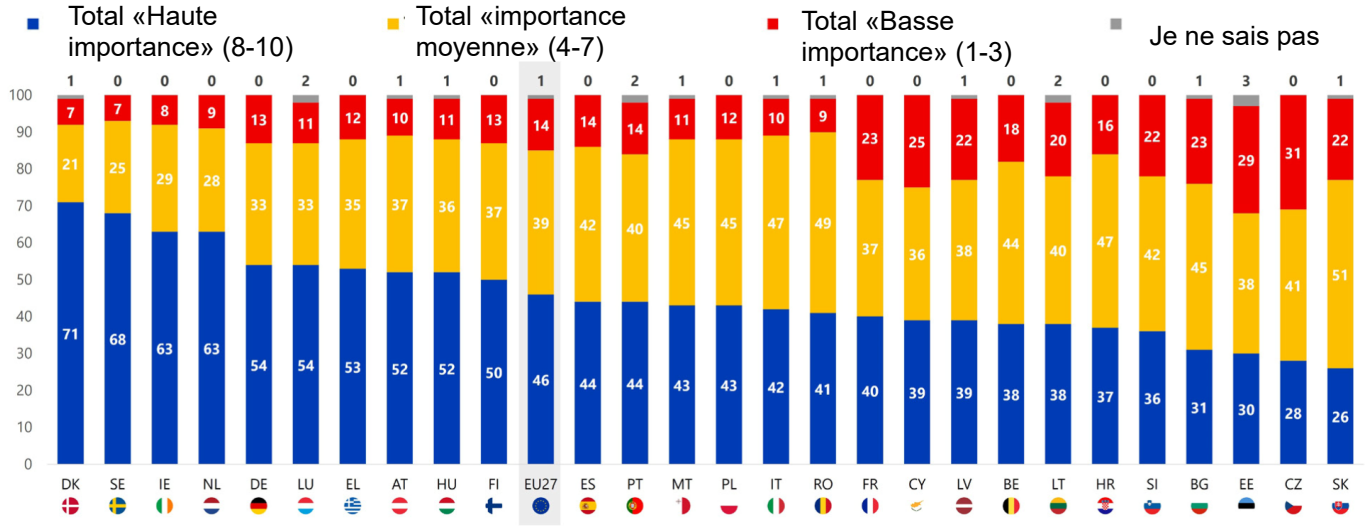
QA22a S'il vous plaît dire à quel point il est important ou non pour vous de voter aux élections européennes? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10, lorsque 1 signifie que voter est quelque chose qui n'a aucune importance pour vous, et 10 signifie que le vote est quelque chose que vous considérez essentiel ou un devoir clé pour vous en tant que citoyen. Les chiffres restants indiquent quelque chose entre ces deux positions. (% — EU-27)



Dans 15 États membres, la majorité des personnes interrogées accordent une grande importance personnelle au vote aux élections européennes, les proportions les plus élevées étant observées au Danemark (71 %), en Suède (68 %), en Irlande et aux Pays-Bas (63 % dans les deux cas). Dans les douze autres États membres, la majorité est d'avis que le vote aux élections

européennes revêt une importance moyenne. Les répondants sont les plus susceptibles de le dire en Slovaquie (51 %), en Roumanie (49 %), en Italie et en Croatie (47 % dans les deux cas).

QA22a S'il vous plaît dire à quel point il est important ou non pour vous de voter aux élections européennes? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10, lorsque 1 signifie que voter est quelque chose qui n'a aucune importance pour vous, et 10 signifie que le vote est quelque chose que vous considérez essentiel ou un devoir clé pour vous en tant que citoyen. Les chiffres restants indiquent quelque chose entre ces deux positions. (%)

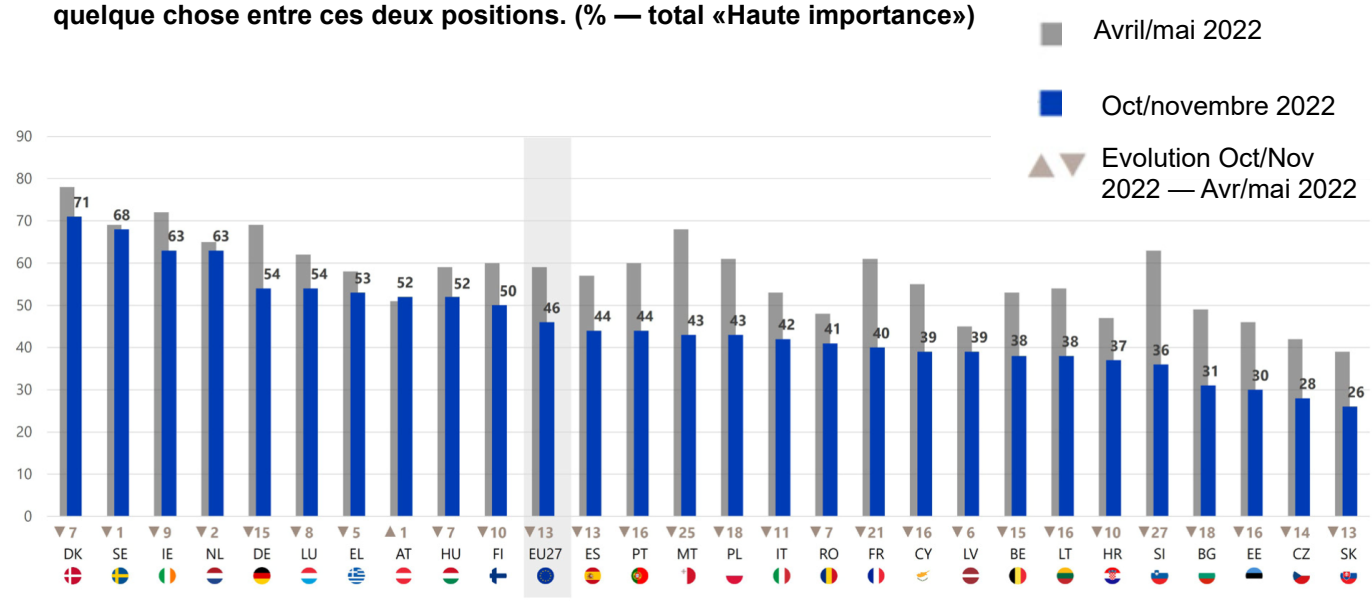


Dans neuf pays, au moins un répondant sur cinq accorde peu d'importance au vote aux élections européennes, les plus fortes proportions étant observées en Tchéquie (31 %), en Estonie (29 %) et à Chypre (25 %).

La proportion de personnes interrogées dans l'UE qui affirment que voter aux élections européennes est importante pour eux-mêmes a diminué de 13 points de pourcentage depuis avril-mai 2021. Il a également diminué dans tous les pays, à l'exception de l'Autriche, de la Suède et des Pays-Bas, où il est resté stable. En fait, dans 17 pays, la baisse a été d'au moins dix points de pourcentage, avec les plus fortes baisses observées en Slovénie (36 %, -27 points de pourcentage), à Malte (43 %, -25 pp) et en France (40 %, -61 pp).

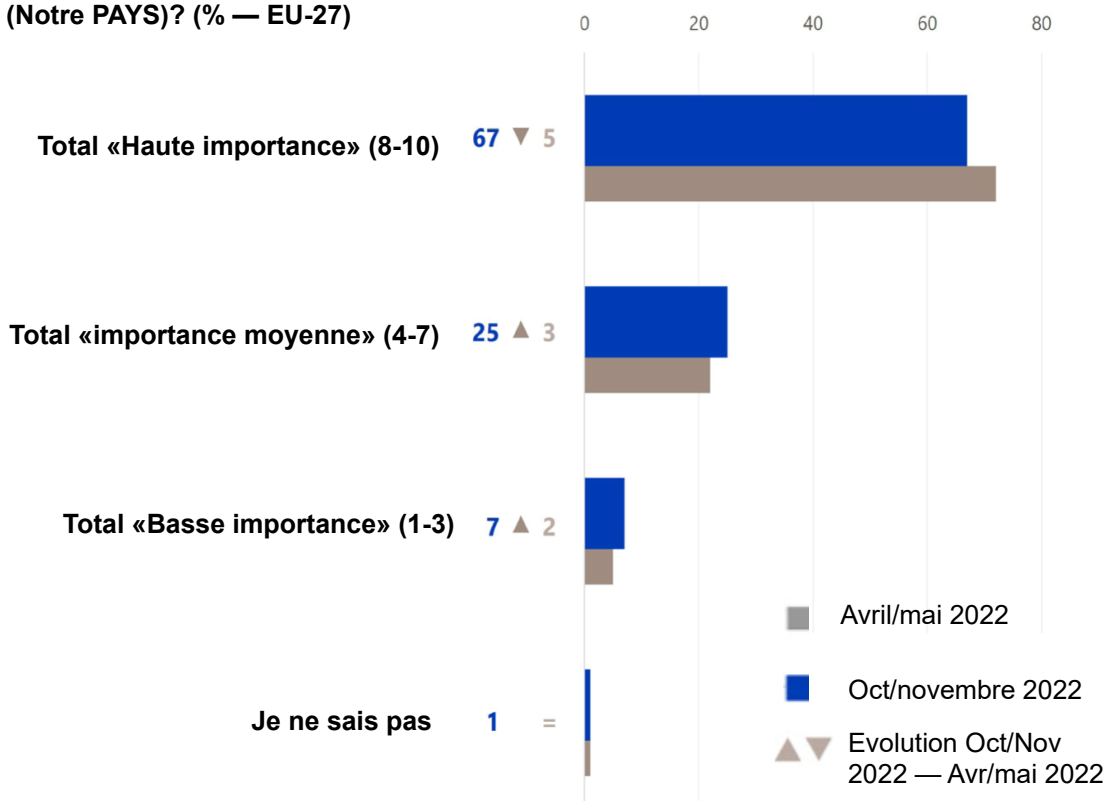
À la suite de ces changements, l'importance moyenne (plutôt que élevée) est devenue l'opinion dominante dans 11 pays.

QA22a S'il vous plaît dire à quel point il est important ou non pour vous de voter aux élections européennes? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10, lorsque 1 signifie que voter est quelque chose qui n'a aucune importance pour vous, et 10 signifie que le vote est quelque chose que vous considérez essentiel ou un devoir clé pour vous en tant que citoyen. Les chiffres restants indiquent quelque chose entre ces deux positions. (% — total «Haute importance»)



Les**deux tiers (67 %) des répondants estiment qu'il est très important pour eux de voter personnellement aux élections nationales** (-5 points de pourcentage depuis avril-mai 2022). Un quart (25 %, + 3 pp) disent que c'est d'une importance moyenne pour eux tandis que 7 % (+ 2 pp) disent qu'il est de faible importance.

QA22b Et quelle est l'importance ou non pour vous de voter aux élections nationales dans (Notre PAYS)? (% — EU-27)

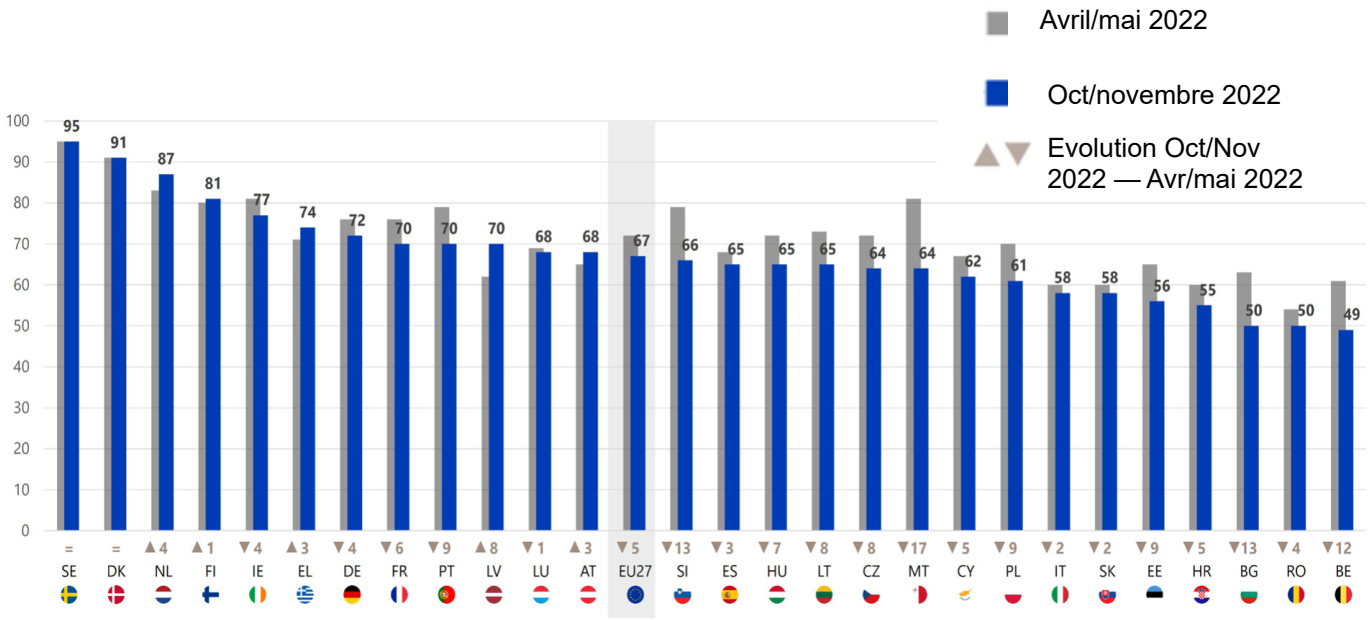


La majorité des personnes interrogées dans chaque pays estiment que le vote aux élections nationales est d'une grande importance pour eux, bien que les proportions varient de 95 % en Suède, 91 % au Danemark et 87 % aux Pays-Bas à 49 % en Belgique et 50 % en Bulgarie et en Roumanie. Il y a neuf pays où au moins un vote sur dix est de faible importance pour eux, dirigé par Chypre, la Belgique (tous les deux 13 %), la Bulgarie, l'Estonie et la France (12 %).

Dans chaque pays, les répondants sont plus susceptibles d'accorder une grande importance au vote aux élections nationales qu'aux élections européennes, mais les disparités varient considérablement. Les variations les plus faibles sont observées en Roumanie (national 50 %, EU 41 %), Belgique (national 49 %, EU 38 %), Hongrie (national 65 %, EU 52 %), Irlande (national 77 %, EU 63 %) et Luxembourg (national 68 %, EU 54 %). Les écarts les plus importants sont observés en Tchéquie (au niveau national 64 %, dans l'UE 28 %), en Slovaquie (58 % au niveau national, dans l'UE 26 %), en Lettonie (70 % au niveau national, dans l'UE 39 %) et en Finlande (81 % au niveau national, 50 % dans l'UE).

Par rapport à avril-mai 2022, les répondants sont désormais plus susceptibles d'accorder une grande importance au vote aux élections nationales en Lettonie (70 %, + 8 points de pourcentage), aux Pays-Bas (87 %, + 4 pp), en Grèce (74 %, + 3 pp) et en Autriche (68 %, + 3 pp). La proportion a diminué dans 17 pays, notamment Malte (64 %, -17 pp), la Bulgarie (50 %, -13 pp), la Slovénie (66 %, -13 pp) et la Belgique (49 %, -12 pp). Les résultats sont restés stables dans six pays.

QA22b Et quelle est l'importance ou non pour vous de voter aux élections nationales dans (Notre PAYS)? (% — total «Importance élevée»)



L'analyse sociodémographique montre que les répondants plus âgés, ceux qui ont les niveaux d'éducation les plus élevés, les cadres et ceux qui ont le moins de difficultés financières sont les plus susceptibles d'accorder une grande importance au vote aux élections européennes et nationales, avec les plus grandes différences liées au niveau d'éducation et à la situation financière. Par exemple, 52 % des personnes ayant le moins de difficultés financières estiment qu'il est très important de voter aux élections européennes, contre 30 % qui connaissent le plus de difficultés financières.

Avoir une image positive de l'UE ou du Parlement européen est lié à une grande importance dans le vote. Par exemple, ceux qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles d'évaluer le vote dans l'un ou l'autre type d'élections comme étant d'une grande importance pour eux. En outre, ceux qui conviennent que leur voix compte dans l'UE sont plus susceptibles d'accorder une grande importance au vote aux élections européennes que ceux qui ne pensent pas que leur voix compte (64 % contre 30 %).

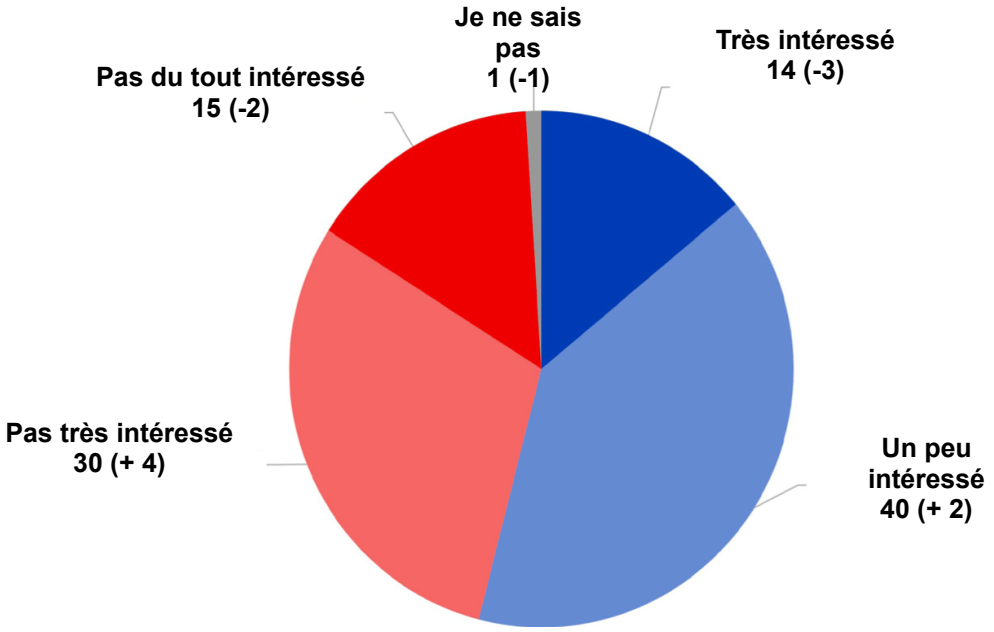
QA22 S'il vous plaît dire à quel point il est important ou non pour vous de voter aux élections européennes? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10, lorsque 1 signifie que voter est quelque chose qui n'a aucune importance pour vous, et 10 signifie que le vote est quelque chose que vous considérez essentiel ou un devoir clé pour vous en tant que citoyen. Les chiffres restants indiquent quelque chose entre ces deux positions. (%)

	Élections européennes			Élections nationales		
	Total «Haute importance» (8-10)	Total «importance moyenne» (4-7)	Total «Basse importance» (1-3)	Total «Haute importance» (8-10)	Total «importance moyenne» (4-7)	Total «Basse importance» (1-3)
UE 27	46	39	14	67	25	7
Sexe						
Homme	46	39	15	68	25	7
Femme	46	40	13	67	26	6
Âge						
15-24	42	43	13	59	31	8
25-39	45	40	14	66	27	7
40-54	45	40	15	65	26	8
55+	48	37	14	72	22	6
Éducation (fin de)						
15—	38	43	18	59	29	11
16-19	42	41	17	62	30	8
20+	55	34	11	78	17	5
Toujours à l'étude	47	40	11	64	27	7
Catégorie socioprofessionnelle						
Travailleurs indépendants	53	34	13	73	21	6
Gestionnaires	59	34	7	81	16	2
Autres employés	48	40	11	68	26	5
Travailleurs manuels	39	44	17	58	33	9
Personnes de la maison	33	46	19	53	35	11
Chômeurs	32	42	26	52	31	16
Retraité	49	36	15	72	21	6
Étudiants	47	40	11	64	27	7
Difficultés de paiement des factures						
La plupart du temps	30	42	27	50	33	16
De temps en temps	40	45	14	58	34	7
Presque jamais/jamais	52	35	12	74	20	6
Imageur de l'UE						
Total «Positive»	64	31	5	80	16	3
Neutre	33	50	16	56	35	8
Total «Négatif»	26	38	35	51	31	18
Ma voix compte dans l'UE						
Total d'accord	64	33	3	79	19	1
Total des désaccords	30	45	24	56	31	12
Image du Parlement européen						
Positif	67	29	4	82	16	1
Neutre	36	48	15	61	32	6
Négatif	31	37	32	56	29	15

Un peu plus de la moitié des citoyens de l'UE (54 %) disent qu'ils sont **intéressés par les prochaines élections européennes**, qui se tiendront en mai 2024. Cela inclut 14 % qui disent qu'ils sont «très intéressés» et 40 % qui sont «quelque peu intéressés». Plus de quatre personnes sur dix (45 %) déclarent ne pas être très ou pas du tout intéressées.

Ces résultats sont très similaires à ceux observés à l'automne 2017 (EB88.1), à un moment équivalent avant les dernières élections européennes de 2019.

QA21 Les prochaines élections européennes auront lieu en mai 2024. Dans quelle mesure seriez-vous intéressé ou non par ces élections? (% — EU-27)

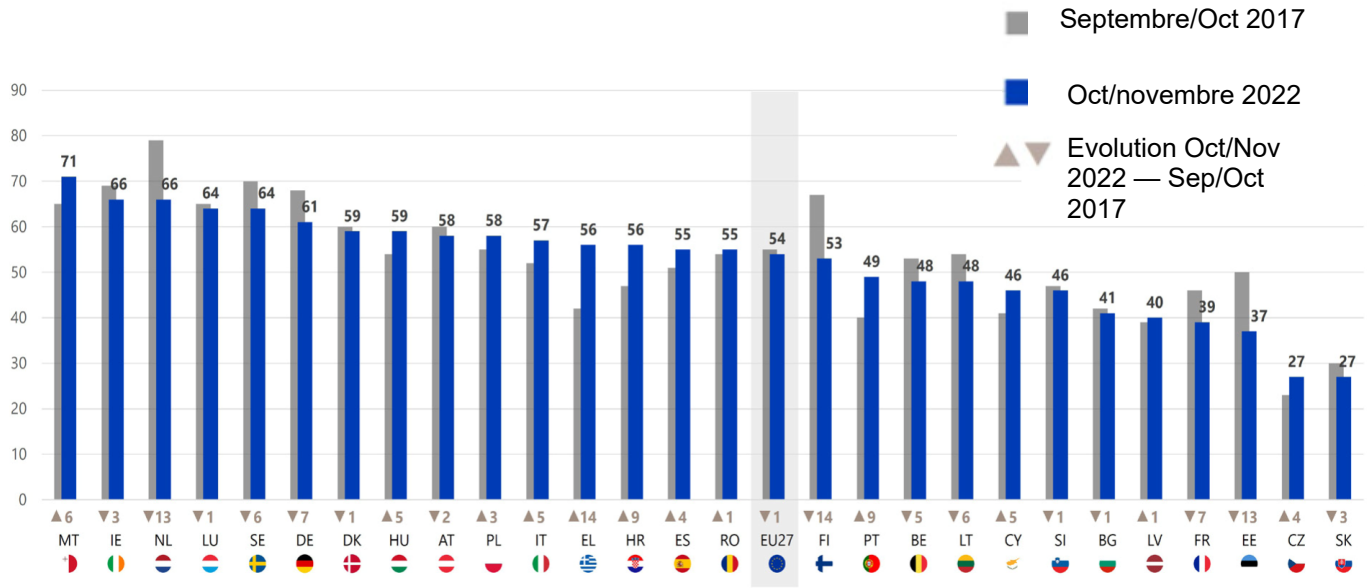


(Octobre/novembre 2022 — septembre/octobre 2017)

Les proportions qui s'intéressent aux prochaines élections européennes varient considérablement d'un État membre à l'autre. Plus de six répondants sur dix se disent intéressés par Malte (71 %), l'Irlande, les Pays-Bas (66 %), le Luxembourg, la Suède (64 %) et l'Allemagne (61 %). À l'autre extrême, moins de quatre répondants sur dix s'intéressent à la Tchéquie, à la Slovaquie (27 %), à l'Estonie (37 %) et à la France (39 %).

En comparant les résultats avec ceux observés à l'automne 2017, l'intérêt pour les prochaines élections européennes a augmenté dans dix États membres, notamment la Grèce (56 %, + 14 points de pourcentage), la Croatie (56 %, + 9 pp) et le Portugal (49 %, + 9 points de pourcentage). L'intérêt a diminué dans dix pays, avec les plus fortes baisses observées en Finlande (53 %, -14 pp), en Estonie (37 %, -13 pp) et aux Pays-Bas (66 %, -13 pp). Les résultats sont stables dans les sept autres États membres.

QA21 Les prochaines élections européennes auront lieu en mai 2024. Dans quelle mesure seriez-vous intéressé ou non par ces élections? (% — total «Intéressé»)



L'analyse sociodémographique montre de grandes différences selon le niveau d'éducation et les difficultés financières. L'intérêt pour les prochaines élections européennes va de 63 % chez ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus, à 43 % chez ceux qui ont quitté l'éducation à l'âge de 15 ans.

Plus de la moitié (57 %) des personnes ayant le moins de difficultés financières se disent intéressées par les prochaines élections européennes, contre 36 % qui connaissent le plus de difficultés financières. Les gestionnaires (68 %) sont plus susceptibles que ceux d'autres catégories socioprofessionnelles d'être intéressés.

Les répondants plus jeunes sont un peu moins intéressés par les prochaines élections européennes que les répondants plus âgés (48 % des 15-24 ans contre 53 % à 55 % dans les groupes d'âge plus âgés).

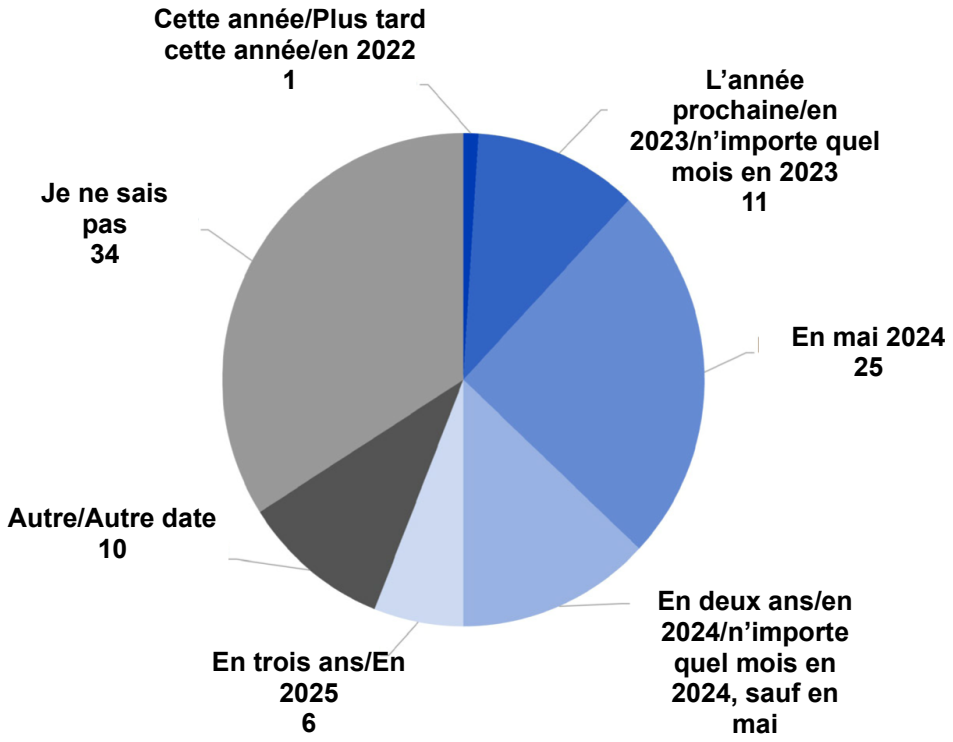
L'intérêt pour les prochaines élections européennes est plus élevé parmi les répondants dont l'image du Parlement européen est positive (79 % contre 33 % des personnes dont l'image est négative), ceux qui conviennent que leur voix compte dans l'UE (72 % contre 37 % qui ne sont pas d'accord) et ceux qui suivent la politique européenne (70 % contre 32 % qui ne le font pas). Sept sur dix (71 %) de ceux qui ont voté aux dernières élections européennes se disent intéressés par les prochaines, contre 26 % de ceux qui n'ont pas voté la dernière fois.

QA21 Les prochaines élections européennes auront lieu en mai 2024. Dans quelle mesure seriez-vous intéressé ou non par ces élections? (% — UE)

	Total «Intéressé»	Total «Non intéressé»
EU27	54	45
Âge		
15-24	48	50
25-39	53	46
40-54	54	45
55+	55	44
Éducation (fin de)		
15—	43	56
16-19	51	48
20+	63	36
Toujours à l'étude	53	45
Catégorie socioprofessionnelle		
Travailleurs indépendants	61	39
Gestionnaires	68	32
Autres employés	57	42
Travailleurs manuels	47	52
Personnes de la maison	41	58
Chômeurs	42	57
Retraité	54	45
Étudiants	53	45
Difficultés de paiement des factures		
La plupart du temps	36	63
De temps en temps	51	48
Presque jamais/jamais	57	42
Imageur de l'UE		
Total «Positive»	73	26
Neutre	41	58
Total «Négatif»	27	72
Ma voix compte dans l'UE		
Total d'accord	72	27
Total des désaccords	37	62
Voté lors des dernières élections au Parlement européen		
Oui	71	28
Non	26	73
Image du Parlement européen		
Positif	79	20
Neutre	44	55
Négatif	33	67
Suivre la politique européenne		
Suivre	70	30
Ne pas suivre	32	66

On a demandé aux répondants quand ils pensaient que les **prochaines élections au Parlement européen se tiendraient** dans leur pays. **Un citoyen sur quatre (25 %) a donné la bonne réponse en mai 2024**, tandis que quatre sur dix (41 %) ont donné une réponse incorrecte, le plus souvent en donnant le mauvais mois en 2024 (13 %) ou en précisant une date en 2023 (11 %). Un répondant sur trois (34 %) a déclaré ne pas savoir.

QA20 À votre avis, quand les prochaines élections au Parlement européen auront-elles lieu ici (notre PAYS)? (% — EU-27)

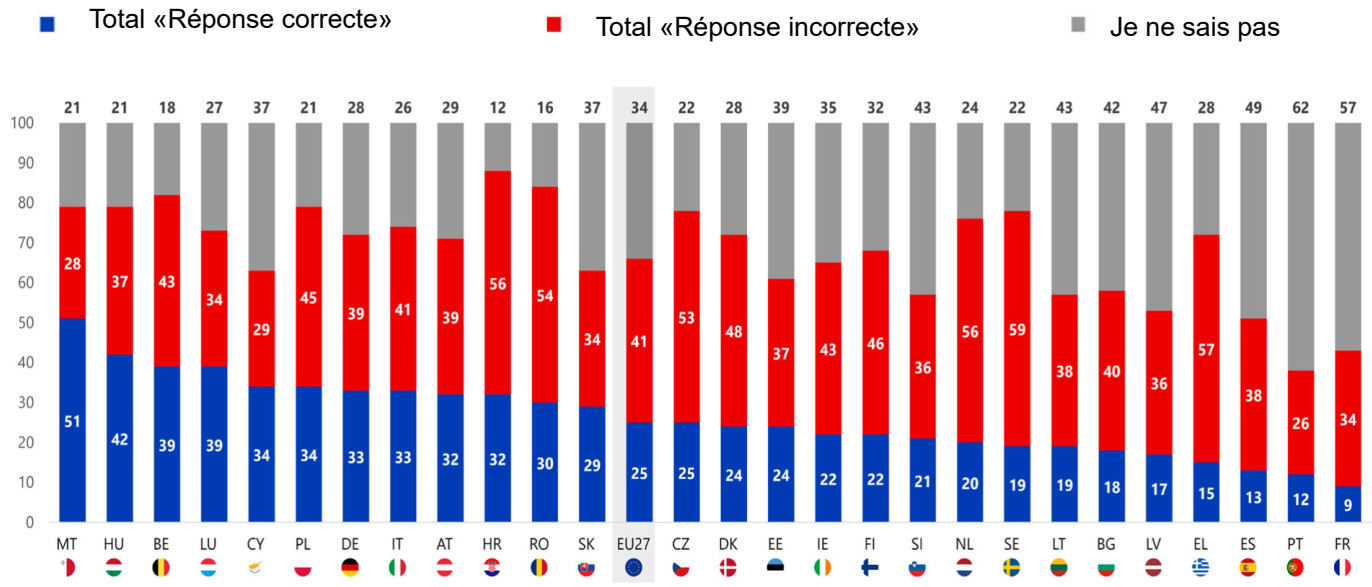


(Octobre/novembre 2022)

La proportion de répondants qui sont en mesure d'identifier correctement le calendrier des prochaines élections au Parlement européen varie considérablement d'un État membre à l'autre. Les répondants sont les plus susceptibles de connaître la bonne réponse à Malte (51 %), en Hongrie (42 %), au Luxembourg et en Belgique (39 % dans les deux cas). Les proportions les plus faibles donnant la bonne réponse sont observées en France (9 %), au Portugal (12 %), en Espagne (13 %) et en Grèce (15 %).

Une forte proportion de répondants donnent une réponse incorrecte en Suède (59 %), en Grèce (57 %), en Croatie et aux Pays-Bas (56 % dans les deux cas), tandis que les répondants sont plus susceptibles de dire qu'ils ne le savent pas au Portugal (62 %) et en France (57 %).

QA20 À votre avis, quand les prochaines élections au Parlement européen auront-elles lieu ici (notre PAYS)? (%)



Dans l'analyse sociodémographique, les hommes sont légèrement plus susceptibles que les femmes d'identifier correctement le calendrier des prochaines élections au Parlement européen (27 % contre 23 %). Les répondants âgés de 25 à 39 ans (29 %) et de 40 à 54 ans (27 %) sont plus susceptibles de donner une réponse correcte que ceux âgés de 15 à 24 ans (21 %) ou de 55 ans et plus (22 %).

Ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (29 %) sont plus susceptibles de connaître le calendrier des prochaines élections au Parlement européen que ceux qui sont partis à l'âge de 16-19 ans (25 %) ou à 15 ans ou avant (17 %).

Les cols blancs (32 %), les gestionnaires (31 %) et les travailleurs indépendants (30 %) sont plus susceptibles de donner une réponse correcte, en particulier par rapport aux ménagères (13 %).

La connaissance du calendrier des prochaines élections au Parlement européen est plus élevée chez les répondants ayant voté lors des dernières élections au Parlement européen (31 % contre 16 % de ceux qui n'ont pas voté), ainsi que parmi ceux qui ont l'intention de voter aux prochaines élections (29 % contre 12 % de ceux qui n'ont pas l'intention de voter). Les connaissances correctes sont également plus élevées parmi ceux qui ont une image positive du Parlement européen (32 % contre 22 % des personnes ayant une image neutre et 19 % avec une image négative), ainsi que parmi ceux qui suivent la politique européenne (31 % contre 16 % qui ne le font pas).

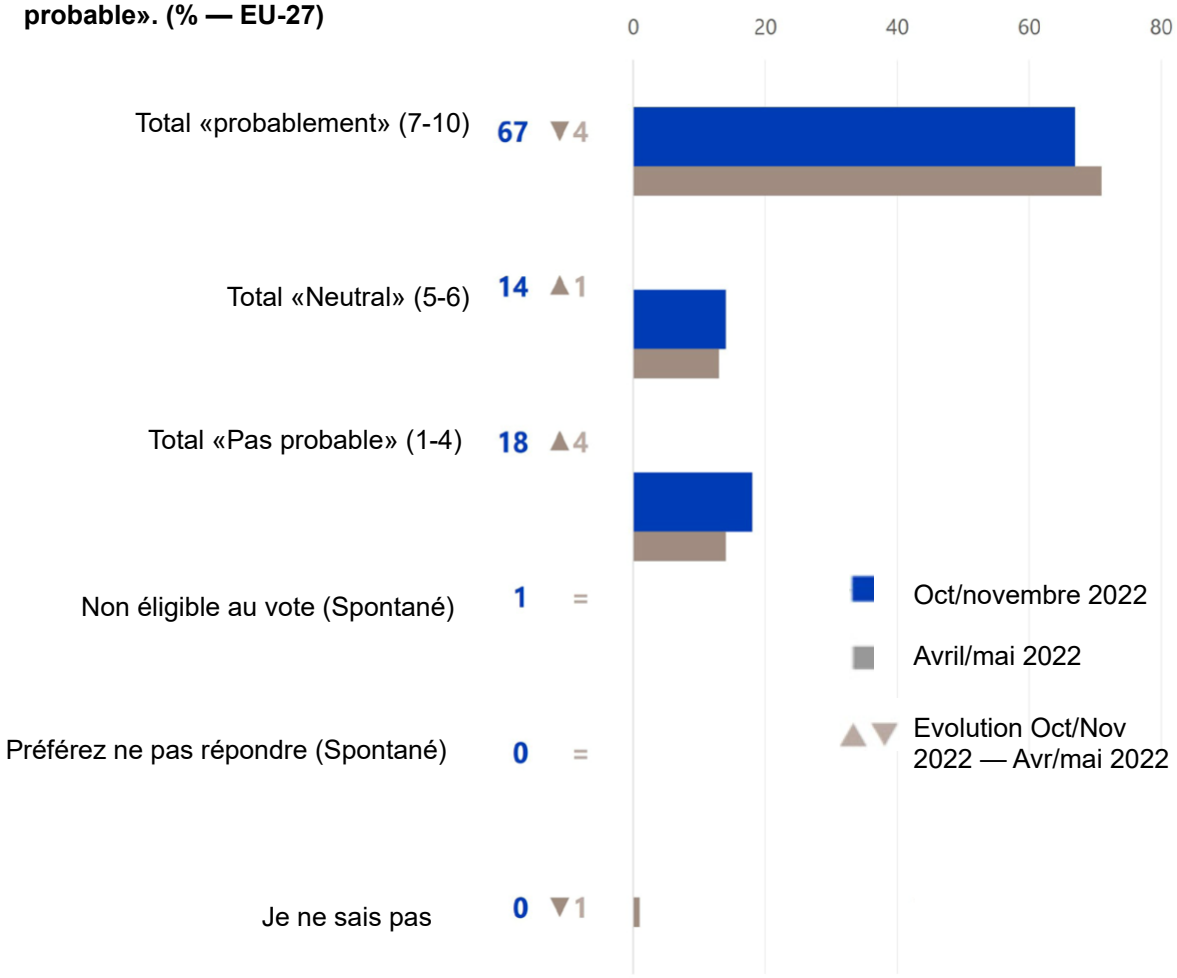
QA20 À votre avis, quand les prochaines élections au Parlement européen auront-elles lieu ici (notre PAYS)? (% — UE)

	Total «Réponse correcte»	Total «Réponse incorrecte»	Je ne sais pas
UE 27	25	41	34
Sexe			
Homme	27	42	31
Femme	23	40	37
Âge			
15-24	21	38	41
25-39	29	41	30
40-54	27	44	29
55+	22	41	37
Éducation (fin de)			
15—	17	39	44
16-19	25	42	33
20+	29	42	29
Toujours à l'étude	22	38	40
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	30	42	28
Gestionnaires	31	41	28
Autres employés	32	42	26
Travailleurs manuels	26	44	30
Personnes de la maison	13	41	46
Chômeurs	17	37	46
Retraité	20	41	39
Étudiants	22	38	40
Voté lors des dernières élections au Parlement européen			
Oui	31	42	27
Non	16	42	42
Image du Parlement européen			
Positif	32	43	25
Neutre	22	40	38
Négatif	19	45	36
Probabilité de voter lors des prochaines élections au Parlement européen			
Probable	29	43	28
Pas probable	12	37	51
Suivre la politique européenne			
Suivre	31	44	25
Ne pas suivre	16	38	46

La **probabilité de voter aux prochaines élections européennes** a légèrement diminué depuis avril-mai 2022, 67 % (-4 points de pourcentage) des citoyens affirmant qu'ils seraient susceptibles de voter à de telles élections si elles se tenaient la semaine prochaine. Un peu moins d'un sur cinq (18 %, + 4 pp) disent qu'il serait peu probable qu'ils votent, tandis que 14 % (+ 1 pp) sont desneutra[28]l. Cette légère baisse fait suite à une forte augmentation entre novembre-décembre 2021 (58 %) et avril-mai 2022 (71 %).

28 Les réponses ont été données sur une échelle de 1 à 10, c'est-à-dire sur une échelle de dix points où «1» signifie «pas du tout probable» et «10» signifie «très probable» et ces résultats ont été regroupés comme suit: probable (7-10), neutre (5-6), peu probable (1-4).

QA28 Si les prochaines élections au Parlement européen devaient avoir lieu la semaine prochaine, dans quelle mesure seriez-vous susceptible de voter à ces élections? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10, où «1» signifie «pas du tout probable» et «10» signifie «très probable». (% — EU-27)

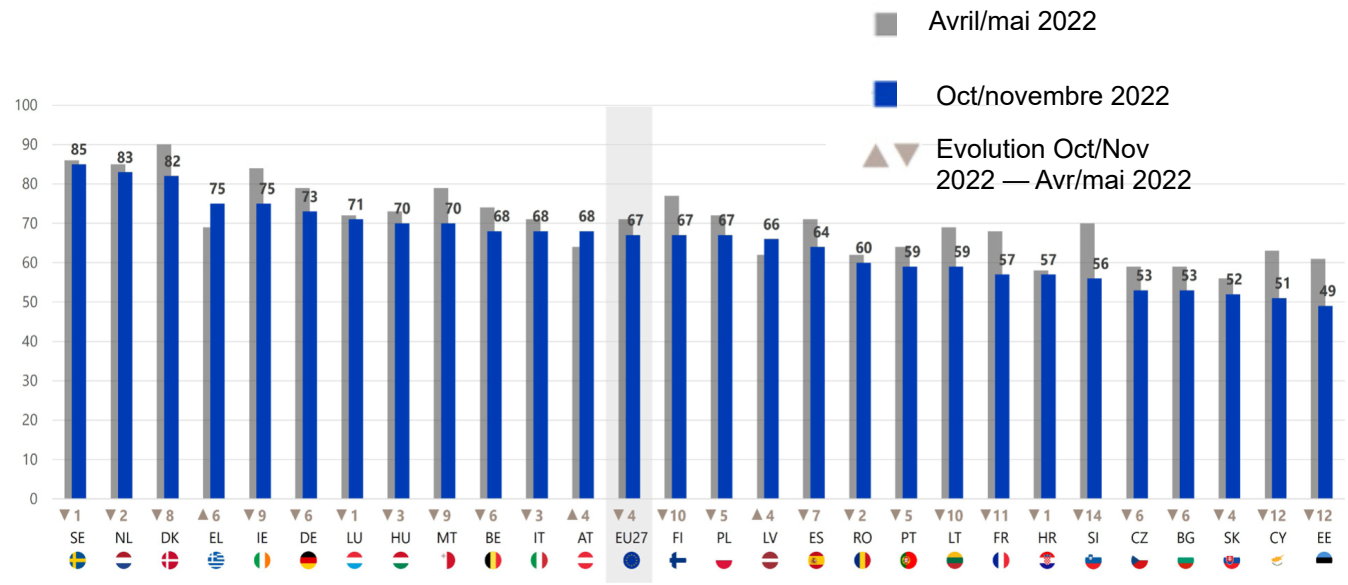


La majorité des personnes interrogées dans chaque État membre affirment qu'elles seraient susceptibles de voter aux élections européennes si elles se tenaient la semaine prochaine, bien que les proportions varient de 85 % en Suède, 83 % aux Pays-Bas et 82 % au Danemark, à 49 % en Estonie, 51 % à Chypre et 52 % en Slovaquie.

Les pourcentages les plus élevés de répondants qui déclarent ne pas être susceptibles de voter se trouvent à Chypre (32 %), en Tchéquie, en Estonie (31 %) et en France (30 %).

Dans trois pays, il y a eu une augmentation de la proportion qui dit qu'ils seraient susceptibles de voter aux élections européennes s'ils se tenaient la semaine prochaine: La Grèce (75 %, + 6 points de pourcentage), l'Autriche (68 %, + 4 pp) et la Lettonie (66 %, + 4 pp). La proportion a diminué dans 19 États membres, avec des baisses de plus de 10 points de pourcentage en Slovénie (56 %, -14 pp), en Estonie (49 %, -12 pp), à Chypre (51 %, -12 pp) et en France (57 %, -11 pp). Les résultats sont restés stables dans les cinq autres pays.

QA28 Si les prochaines élections au Parlement européen devaient avoir lieu la semaine prochaine, dans quelle mesure seriez-vous susceptible de voter à ces élections? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10, où «1» signifie «pas du tout probable» et «10» signifie «très probable». (%-Total probable)



L'âge, le niveau d'éducation et la situation financière constituent les principales différences dans l'analyse sociodémographique. Les personnes âgées de 15 à 24 ans sont moins susceptibles de dire qu'elles voteraient aux élections européennes (55 %), tandis que les personnes âgées de 55 ans et plus sont les plus susceptibles de dire qu'elles voteraient (70 %). Ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (78 %) sont beaucoup plus susceptibles de dire qu'ils voteraient que ceux qui ont terminé leurs études à un âge plus jeune, et en particulier ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (58 %).

L'analyse montre également que moins les répondants éprouvent de difficultés financières, plus ils sont susceptibles de dire qu'ils voteraient. Plus précisément, 73 % avec les moins de difficultés disent qu'ils sont susceptibles de voter, contre 48 % avec le plus de difficultés. Les gestionnaires (80 %) sont plus susceptibles de dire qu'ils voteraient que d'autres groupes socioprofessionnels, en particulier les personnes au foyer (54 %) et les chômeurs (55 %).

Les répondants qui parlent fréquemment de questions politiques européennes (83 %) sont plus susceptibles de voter si les prochaines élections au Parlement européen ont eu lieu la semaine prochaine que ceux qui en parlent occasionnellement (73 %) ou jamais (48 %). Les répondants qui suivent la politique européenne sont également plus susceptibles de dire qu'ils voteraient que ceux qui ne le font pas (80 % contre 50 %). En outre, les citoyens qui pensent que leur voix compte dans l'UE (84 %) sont plus susceptibles de dire qu'ils voteraient que ceux qui pensent qu'ils ne comptent pas (51 %).

L'image du Parlement européen est également influente: ceux qui ont une image positive sont plus susceptibles de dire qu'ils voteraient que ceux qui ont une image négative (86 % contre 50 %).

QA28 Si les prochaines élections au Parlement européen devaient avoir lieu la semaine prochaine, dans quelle mesure seriez-vous susceptible de voter à ces élections? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10, où «1» signifie «pas du tout probable» et «10» signifie «très probable». (% — UE)

	Total «Pas probable» (1-4)	Total «Neutral» (5-6)	Total «probablement» (7-10)
EU27	18	14	67
Âge			
15-24	22	16	55
25-39	19	16	65
40-54	18	14	68
55+	17	13	70
Éducation (fin de)			
15—	26	16	58
16-19	20	16	64
20+	12	10	78
Toujours à l'étude	18	14	59
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	16	10	74
Gestionnaires	9	11	80
Autres employés	15	14	71
Travailleurs manuels	22	18	60
Personnes de la maison	28	17	54
Chômeurs	31	14	55
Retraité	19	11	69
Étudiants	18	14	59
Difficultés de paiement des factures			
La plupart du temps	34	17	48
De temps en temps	20	18	60
Presque jamais/jamais	15	11	73
Parler de questions politiques européennes			
Fréquemment	9	8	83
De temps en temps	13	14	73
Jamais	32	17	48
Ma voix compte dans l'UE			
Total d'accord	6	10	84
Total des désaccords	30	18	51
Image du Parlement européen			
Positif	5	8	86
Neutre	21	18	59
Négatif	35	15	50
Suivre la politique européenne			
Suivre	9	11	80
Ne pas suivre	30	18	50

CONCLUSIONS

Les résultats de l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2022 montrent que la hausse du coût de la vie est une préoccupation majeure pour les citoyens européens, et beaucoup ont déjà vu leur niveau de vie diminuer.

Outre la hausse du coût de la vie, les Européens s'inquiètent également de la pauvreté et de l'exclusion sociale, du changement climatique et de la propagation de la guerre en Ukraine à d'autres pays. Seulement un tiers des citoyens sont convaincus que la vie restera inchangée à la suite de la guerre en Ukraine et de ses conséquences.

Malgré ces inquiétudes et ces défis, le soutien de l'UE à l'Ukraine et les mesures concrètes qu'elle a prises jusqu'à présent sont largement approuvés. La majorité d'entre eux sont satisfaits de la coopération entre les États membres de l'UE pour faire face aux conséquences de la guerre.

Plus généralement, les citoyens continuent d'avoir une image positive de l'UE. Plus de six Européens sur dix considèrent l'adhésion à l'UE comme une bonne chose, les deux tiers disent que l'adhésion de leur pays à l'UE est importante, et la majorité d'entre eux sont optimistes quant à l'avenir de l'UE. La contribution de l'UE à la paix et à la stabilité est considérée comme son principal avantage, ce qui a pris de l'importance au cours de l'année écoulée.

L'image positive du Parlement européen a également été maintenue, avec deux fois plus de citoyens ayant une vision positive que d'avoir une image négative. Il existe également un large soutien pour que le Parlement européen joue un rôle plus important. En particulier, les citoyens veulent que le Parlement européen continue de protéger des valeurs telles que la démocratie, les droits de l'homme et la liberté d'expression et de pensée. Les Européens considèrent les priorités politiques du Parlement européen comme la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la santé publique, la lutte contre le changement climatique, le soutien à l'économie et la création de nouveaux emplois.

À l'approche des élections européennes de 2024, il est important de surveiller les perceptions du public quant à la participation et à l'engagement. Il y a des niveaux encourageants d'intérêt et d'engagement à l'égard des élections au Parlement européen de 2024, et celles-ci sont comparables à celles observées au même moment avant les élections de 2019. Bien que seulement un quart des citoyens puissent dire correctement quand les prochaines élections européennes auront lieu, plus de la moitié se disent intéressés par les prochaines élections européennes, et environ deux tiers ont déclaré qu'ils seraient susceptibles de voter «si les élections européennes ont eu lieu la semaine prochaine».

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 12 octobre et le 7 novembre 2022, Kantar Public a réalisé la vague 98.1 de l'enquête Eurobaromètre, à la demande du Parlement européen, de la direction générale de la communication, de l'unité «Suivi de l'opinion publique», et de la Commission européenne, direction générale de la communication, unité «Suivi des médias et Eurobaromètre»

La vague 98.1 couvre la population des nationalités respectives des États membres de l'Union européenne, résidant dans chacun des 27 États membres et âgées de 15 ans et plus.

La conception de l'échantillon de base appliquée dans tous les pays et territoires est stratifiée à plusieurs étapes, aléatoire (probabilité). Dans chaque pays, le cadre d'échantillonnage est d'abord stratifié par régions NUTS et au sein de chaque région par une mesure d'urbanité (DEGURBA). Le nombre de points d'échantillonnage sélectionnés dans chaque strate reflète la population de la strate 15+. Au deuxième stade, des points d'échantillonnage ont été prélevés avec une probabilité proportionnelle à la taille de leur population 0+ à l'intérieur de chaque strate.

Les échantillons représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays étudiés selon EUROSTAT NUTS II (ou équivalent) et selon la répartition de la population résidente des nationalités respectives en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.

Dans chacun des points d'échantillonnage sélectionnés, une coordonnée de départ a été tirée au hasard, et un outil de géocodage inversé a été utilisé pour identifier l'adresse la plus proche de la coordonnée. Cette adresse était l'adresse de départ pour la marche aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont été sélectionnées par des procédures standard de «route aléatoire», à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, l'intimé a été tiré au hasard. L'approche de la sélection aléatoire dépendait de la taille du ménage. À titre d'exemple, pour les ménages comptant deux membres de plus de 15 membres, le script a été utilisé pour sélectionner soit l'informateur (personne répondant au questionnaire de sélection) soit l'autre membre admissible du ménage. Pour les ménages comptant plus de 15 membres, le script a été utilisé pour sélectionner soit l'informateur (1/3 du temps) soit les 2 autres membres admissibles du ménage (2/3 du temps). Lorsque les deux autres membres ont été sélectionnés, on a alors demandé à l'intervieweur de demander le plus jeune ou le plus âgé. Le script attribuerait aléatoirement la sélection aux plus jeunes ou les plus âgés avec une probabilité égale. Ce processus se poursuit pour plus de 15 membres du ménage — demandant au hasard les plus jeunes, les plus jeunes et les plus âgés. Pour les ménages comptant plus de 15 membres, nous revenons à la règle du dernier anniversaire. Si aucun contact n'a été établi avec quelqu'un dans le ménage, ou si le répondant sélectionné n'était pas disponible (occupé), l'intervieweur a revu le même ménage jusqu'à trois fois supplémentaires (quatre tentatives de contact au total). Les enquêteurs n'indiquent jamais que l'enquête a été menée au nom du Parlement européen ou de la Commission européenne au préalable; ils peuvent fournir ces informations une fois l'enquête terminée, sur demande.

La phase de recrutement a été légèrement différente en Finlande et en Suède. Dans ces pays, un échantillon d'adresses à l'intérieur de chaque point d'échantillonnage a été sélectionné à partir de l'adresse ou du registre de population (en Finlande, la sélection n'est pas effectuée dans tous les points d'échantillonnage, mais dans certains cas où les taux de réponse devraient s'améliorer). La sélection des adresses a été faite de manière aléatoire. Les ménages ont ensuite été contactés par téléphone et recrutés pour participer à l'enquête. Aux Pays-Bas, un échantillon de RDD à double cadre (numéros mobiles et fixes) est utilisé car il n'existe pas de registre complet de la population avec des numéros de téléphone disponibles. La sélection des nombres sur les deux images se fait de manière aléatoire, chaque nombre obtenant une probabilité égale de sélection. Contrairement à la Suède et à la Finlande, l'échantillon n'est pas groupé.

	PAYS	INSTJETUTES	N ENTRETIENS	FIELDWORK DATES		POPULATION 15+	PROPORTION EU-27
ÊTRE	Belgique	Recherche de marché du Centre Mobiel	1073	12/10/2022	01/11/2022	9619330	2,53 %
BG	Bulgarie	Kantar TNS BBSS	1033	12/10/2022	25/10/2022	5917534	1,56 %
CZ	Tchéquie	TIGE/MARQUE	1003	12/10/2022	07/11/2022	8982036	2,36 %
DK	Danemark	Mantle Danemark (Kantar Public)	1003	12/10/2022	01/11/2022	4891261	1,29 %
DE	Allemagne	Kantar Deutschland	1500	12/10/2022	31/10/2022	71677231	18,87 %
EE	Estonie	Kantar Eesti	1006	13/10/2022	31/10/2022	1111597	0,29 %
IE	Irlande	B et A Recherche	1006	13/10/2022	26/10/2022	4005909	1,05 %
EL	Grèce	Kantar Grèce	1009	12/10/2022	25/10/2022	9167896	2,41 %
ES	Espagne	TNS Investigacion de Mercados y Opinion	1018	13/10/2022	25/10/2022	40639381	10,70 %
FR	France	ESP-Leaderfield	1002	12/10/2022	25/10/2022	55700114	14,66 %
RH	Croatie	Hendal	1007	12/10/2022	25/10/2022	3461468	0,91 %
1T	Italie	TestPoint Italia	1027	12/10/2022	21/10/2022	51599668	13,58 %
CY	Rep. de Chypre	Étude de marché de Cymar	505	12/10/2022	16/06/2022	752304	0,20 %
LV	Lettonie	Kantar TNS Lettonie	1031	12/10/2022	26/10/2022	1590245	0,42 %
LT	Lituanie	Norstat LT	1002	12/10/2022	31/10/2022	2373312	0,62 %
LU	Luxembourg	TNS Ilres	507	12/10/2022	26/10/2022	533335	0,14 %
HU	Hongrie	Kantar Hoffmann	1043	12/10/2022	25/10/2022	8313539	2,19 %
MT	Malte	Misco Intematipnal	507	12/10/2022	03/11/2022	446788	0,12 %
NL	Pays-Bas	Kantar Pays-Bas	1010	12/10/2022	27/10/2022	14763684	3,89 %
À	Autriche	Das Öterreichische Gallup Institut	1008	12/10/2022	25/10/2022	7647176	2,01 %
PL	Pologne	Collectif de recherche	1014	13/10/2022	25/10/2022	31982941	8,42 %
PT	Portugal	Marktest — Marketing, Organizaçao e Formaçao	1028	12/10/2022	27/10/2022	8915624	2,35 %
RO	Roumanie	Centrul Pentru Sudierea Opiniei si Pietei (CSOP)	1058	12/10/2022	25/10/2022	16174719	4,26 %
SI	Slovénie	Mediana DOO	1002	12/10/2022	02/11/2022	1791246	0,47 %
SK	Slovaquie	MNFORCE	1004	12/10/2022	25/10/2022	4591487	1,21 %
FL	Finlande	Taloustutkimus Oy	1006	12/10/2022	31/10/2022	4672932	1,23 %
SE	Suède	Mantle Suède (Kantar Public)	1019	12/10/2022	01/11/2022	8541497	2,25 %
		TOTAL EU-27	26431	12/10/2022	07/11/2022	379864254	100,00%

* Il convient de noter que le pourcentage total indiqué dans ce tableau peut dépasser 100 % en raison de l'arrondissement

Mode d'entretien par pays

Les entretiens ont été réalisés dans le cadre d'entretiens en personne, soit physiquement dans les foyers des personnes, soit dans le cadre d'interactions vidéo à distance dans la langue nationale appropriée. Les poids sont utilisés pour faire correspondre l'échantillon répondant à l'univers selon le sexe selon l'âge, la région et le degré d'urbanisation. Pour les estimations européennes (c'est-à-dire la moyenne de l'UE), un ajustement est effectué en fonction du poids de chaque pays, en les pondérant à la hausse ou à la baisse pour refléter leur population de plus de 15 ans par rapport à la population de l'EU-15+.

	COUNTRIES	N° OF CAPI INTERVIEWS	N° OF CAWI INTERVIEWS	TOTAL N° INTERVIEWS
BE	Belgium	1,073		1,073
BG	Bulgaria	1,033		1,033
CZ	Czechia	706	297	1,003
DK	Denmark	911	92	1,003
DE	Germany	1,500		1,500
EE	Estonia	1,006		1,006
IE	Ireland	1,006		1,006
EL	Greece	1,009		1,009
ES	Spain	1,018		1,018
FR	France	1,002		1,002
HR	Croatia	1,007		1,007
IT	Italy	1,027		1,027
CY	Rep. Of Cyprus	505		505
LV	Latvia	1,031		1,031
LT	Lithuania	1,002		1,002
LU	Luxembourg	507		507
HU	Hungary	1,043		1,043
MT	Malta	507		507
NL	Netherlands	1,010		1,010
AT	Austria	1,008		1,008
PL	Poland	1,014		1,014
PT	Portugal	1,028		1,028
RO	Romania	1,058		1,058
SI	Slovenia	1,002		1,002
SK	Slovakia	1,004		1,004
FI	Finland	1,006		1,006
SE	Sweden	1,019		1,019

CAPI :
CAWI :

Taux de réponse

Les taux de réponse sont calculés en divisant le nombre total d'entrevues complètes par le nombre de toutes les adresses visitées, à l'exception de celles qui ne sont pas admissibles, mais y compris celles où l'admissibilité est inconnue. Pour la vague 98.1 de l'enquête EUROBAROMETER, les taux de réponse pour les pays de l'EU-27, calculés par Kantar Public, sont les suivants:

	COUNTRIES	Response rates
BE	Belgium	45.3%
BG	Bulgaria	46.3%
CZ	Czechia	52.2%
DK	Denmark	45.4%
DE	Germany	25.8%
EE	Estonia	42.4%
IE	Ireland	43.4%
EL	Greece	29.3%
ES	Spain	31.5%
FR	France	35.9%
HR	Croatia	43.3%
IT	Italy	23.4%
CY	Rep. Of Cyprus	47.0%
LV	Latvia	33.8%
LT	Lithuania	42.6%
LU	Luxembourg	26.9%
HU	Hungary	61.7%
MT	Malta	80.4%
NL	Netherlands	61.6%
AT	Austria	41.2%
PL	Poland	51.0%
PT	Portugal	41.8%
RO	Romania	61.3%
SI	Slovenia	48.6%
SK	Slovakia	67.8%
FI	Finland	13.3%
SE	Sweden	63.3%

Marges d’erreur

On rappelle aux lecteurs que les résultats de l’enquête sont des estimations dont l’exactitude, tout étant égal, repose sur la taille de l’échantillon et sur le pourcentage observé. Avec des échantillons d’environ 1 000 entrevues, les pourcentages réels varient dans les limites de confiance suivantes:

Marges statistiques dues au processus d’échantillonnage

(au niveau de confiance de 95 %)

différentes tailles d’échantillons sont en rangées	divers résultats observés se trouvent dans les colonnes										
	5,00 %	10,00 %	15,00 %	20,00 %	25,00 %	30,00 %	35,00 %	40,00 %	45,00 %	50,00 %	
	95,00 %	90,00 %	85,00 %	80,00 %	75,00 %	70,00 %	65,00 %	60,00 %	55,00 %	50,00 %	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	**1,4**	**1,9**	**2,2**	**2,5**	**2,7**	**2,8**	**3,0**	**3,0**	**3,1**	**3,1**	**N=1000**
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5,00 %	10,00 %	15,00 %	20,00 %	25,00 %	30,00 %	35,00 %	40,00 %	45,00 %	50,00 %	
	95,00 %	90,00 %	85,00 %	80,00 %	75,00 %	70,00 %	65,00 %	60,00 %	55,00 %	50,00 %	

AUTOMNE 2022 | EB 98.1

La polycrise mondiale présente aux citoyens des défis multiples et profonds. L'enquête Eurobaromètre de l'automne 2022 du Parlement européen les décrit clairement et démontre l'impact substantiel de la crise du coût de la vie sur la vie quotidienne. Pourtant, malgré ces inquiétudes, le soutien à l'UE reste élevé. Dans l'ensemble de l'Union européenne, les citoyens demandent au Parlement européen de défendre la démocratie, de protéger les droits de l'homme et la liberté de pensée. Ils veulent également qu'il accorde la priorité à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, à la «santé publique», à «l'action contre le changement climatique» et au «soutien à l'économie».

L'enquête a été réalisée par KANTAR PUBLIC dans les 27 États membres de l'UE du 12 octobre au 7 novembre 2022. 26 431 entretiens ont été menés principalement en face à face et complétés en mode vidéo si nécessaire, les résultats de l'UE étant pondérés en fonction de la taille de la population dans chaque pays.

Pour plus d'informations sur l'enquête complète, scannez le QR-code:

UNE PUBLICATION DE L'UNITÉ DE SUIVI DE L'OPINION PUBLIQUE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMMUNICATION
PARLEMENT EUROPÉEN
dgcomm-pom@ep.europa.eu
europa.eu/eurobarometer

EB042EP
NUMÉRO DE CATALOGUE: QA-CE-22-009-EN-N
ISBN: 978-92-848-0015-5
ISSN: 2529-6973
DOI: 10.2861/732690

© Union européenne, 2022